



National Library  
of Canada

Bibliothèque nationale  
du Canada

Canadian Theses Service

Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada  
K1A 0N4

## NOTICE

The quality of this microform is heavily dependent upon the quality of the original thesis submitted for microfilming. Every effort has been made to ensure the highest quality of reproduction possible.

If pages are missing, contact the university which granted the degree.

Some pages may have indistinct print especially if the original pages were typed with a poor typewriter ribbon or if the university sent us an inferior photocopy.

Reproduction in full or in part of this microform is governed by the Canadian Copyright Act, R.S.C. 1970, c. C-30, and subsequent amendments.

## AVIS

La qualité de cette microforme dépend grandement de la qualité de la thèse soumise au microfilmage. Nous avons tout fait pour assurer une qualité supérieure de reproduction.

S'il manque des pages, veuillez communiquer avec l'université qui a conféré le grade.

La qualité d'impression de certaines pages peut laisser à désirer, surtout si les pages originales ont été dactylographiées à l'aide d'un ruban usé ou si l'université nous a fait parvenir une photocopie de qualité inférieure.

La reproduction, même partielle, de cette microforme est soumise à la Loi canadienne sur le droit d'auteur, SRC 1970, c. C-30, et ses amendements subséquents.

Les relations franco-qubécoises

de

1976 à 1985

par

Gabrielle Mathieu

Thèse déposée à  
l'École des études supérieures et de la recherche en  
vue de l'obtention de la maîtrise ès arts en Science politique

Directeur: professeur Jean-Pierre Gaboury

Université d'Ottawa

mai 1991



National Library  
of Canada

Bibliothèque nationale  
du Canada

Canadian Theses Service    Service des thèses canadiennes

Ottawa, Canada  
K1A 0N4

The author has granted an irrevocable non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of his/her thesis by any means and in any form or format, making this thesis available to interested persons.

The author retains ownership of the copyright in his/her thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without his/her permission.

L'auteur a accordé une licence irrévocable et non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de sa thèse de quelque manière et sous quelque forme que ce soit pour mettre des exemplaires de cette thèse à la disposition des personnes intéressées.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège sa thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

ISBN 0-315-75072-3

Canada



UNIVERSITÉ D'OTTAWA  
UNIVERSITY OF OTTAWA

### -Avant propos-

Nous tenons à remercier toutes les personnes qui ont bien voulu nous rencontrer tant au Québec qu'à Paris pour discuter des relations France-Québec. Nous avons découvert en France des gens très attachés au Québec et qui ont même quelquefois surpris la Québécoise que nous sommes par leurs propos parfois éminemment nationalistes québécois.

Nous profitons de cette occasion pour souligner que «l'accent québécois» en France peut venir à bout de la rigueur bureaucratique et ouvrir de nombreuses portes et avenues qui demeureraient sans doute, sans cela, fermées.

Nous voulons aussi remercier Monsieur Jacques Portes, Maître de conférence en Histoire nord-américaine à Paris I Panthéon-Sorbonne, pour son appui et ses encouragements tout au long de nos recherches ainsi que Madame Christine Desouches, Maître de conférence en DEA d'études africaines à Paris I et M. Jean-Pierre Gaboury, mon directeur de thèse à l'Université d'Ottawa.

Nous transmettons également nos plus sincères remerciements à Madame Ursula Matlag, bibliothécaire au Centre de documentation du Service culturel du Québec à Paris pour ses précieux services, son aide et sa gentillesse tout au long de nos travaux. Ainsi, qu'à Danielle Raby-Savva qui a réalisé l'édition de cet ouvrage.

Bien d'autres personnes nous sont venues en aide à Paris et au Québec. Qu'elles soient assurées que nous ne les oublions pas et qu'elles demeurent dans nos pensées et nos meilleurs souvenirs.

-Table des matières-

- Avant propos

- Introduction .....	1
1. Le contexte des relations franco-québécoises de 1976 à 1985 .....	1
2. La problématique .....	8
3. La méthodologie .....	10
4. La documentation .....	17
5. Définition de concepts .....	25

Chapitre I LA RÉVOLUTION TRANQUILLE

1.1 Le gouvernement Lesage .....	27
1.2 Le gouvernement Johnson .....	33
1.2.1 Le début des crises .....	39
1.3 Le gouvernement Bertrand .....	42
1.3.1 Les conférences de Kinshasa et de Niamey .....	44
1.4 Le gouvernement Bourassa .....	47

Chapitre II LA POLITIQUE DU PARTI QUÉBÉCOIS

2.1 L'élection du Parti québécois .....	55
2.2 Ses relations avec la France .....	60
2.2.1 Le voyage du Premier ministre René Lévesque en France .....	62
2.3 1979: La visite du Premier ministre Raymond Barre au Québec .....	70
2.3.1 Le volet québécois de la visite de Raymond Barre .....	74
2.4 1980: la visite du Premier ministre René Lévesque en France .....	79
2.5 1981: L'élection des socialistes en France .....	85
2.6 1982: La visite du Premier ministre Pierre Mauroy au Québec .....	87
2.7 1983: La visite du Premier ministre René Lévesque en France .....	92
2.8 1984: La visite du Premier ministre Laurent Fabius au Québec .....	96
2.9 1985: La visite du Premier ministre René Lévesque en France .....	103

Chapitre III	LA POLITIQUE FRANÇAISE À L'ÉGARD DU QUÉBEC	
3.1	L'impact en France du «Vive le Québec libre» .....	109
3.2	La poursuite de la pensée gaulleuse .....	116
3.3	L'arrivée du Parti socialiste (10 mai 1981) .....	119
3.4	L'historique de la pensée socialiste à l'égard du Québec .....	125
3.5	La politique québécoise de François Mitterrand .....	132
Chapitre IV	LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL PAR RAPPORT AUX RELATIONS FRANCE-QUÉBEC .....	137
4.1	La description des relations France-Québec-Canada .....	145
Chapitre V	LES RETOMBÉES DES RELATIONS FRANCE-QUÉBEC	
5.1	Au plan économique .....	148
	A: les relations commerciales .....	148
	B: la coopération industrielle .....	155
5.2	A: Au plan des ententes politiques .....	157
	B: Au plan des échanges culturels .....	160
	C: La coopération institutionnelle .....	165
	D: La coopération en matière de santé et d'affaires sociales .....	166
	CONCLUSION .....	167
	BIBLIOGRAPHIE .....	183
ANNEXE I	Les personnes interviewées .....	197
ANNEXE II	Schéma d'entrevues .....	201
ANNEXE III	Les tableaux	
ANNEXE IV	Liste des ententes internationales du Québec	
ANNEXE V	Liste des sociétés françaises implantées au Canada	

## INTRODUCTION

### 1. Le contexte des relations franco-québécoises de 1976 à 1985.

«Je disais à Monsieur Bourassa et à Monsieur Lévesque lorsque je les ai vu l'un et l'autre, qu'il y avait deux sujets de consensus politique en France, la bombe atomique et le Québec. Cela ne leur plaisait pas beaucoup à cause de la bombe atomique, mais c'est vrai.»<sup>1</sup>

«La France accompagnera le Québec le long du chemin qu'il a choisi.»<sup>2</sup>

«Il n'y aura pas de second abandon.»<sup>3</sup>

«(Ottawa) considère tout à fait normal et souhaitable que le gouvernement québécois maintienne avec la France des rapports que justifie l'identité culturelle du Québec.»<sup>4</sup>

Ces quatre citations ne constituent pas un résumé exhaustif de ce qu'ont été les relations entre la France et le Québec de 1976 à 1985, mais elles balisent les grandes étapes de la route qu'elles ont suivies durant les neuf ans de gouvernement du Parti québécois.

---

<sup>1</sup> Vignal, Renaud, "Entrevue du consul général de France au Devoir", Le Devoir, 8 juin 1985.

<sup>2</sup> Giscard D'Estaing, Valéry, propos tenus devant l'Assemblée nationale française lors de la première visite officielle du Premier ministre du Québec René Lévesque en France, le 3 novembre 1977. La politique étrangère de la France, 4 ième trimestre 1977, p.37.

<sup>3</sup> Mauroy, Pierre, propos tenus devant l'Assemblée nationale du Québec lors de sa visite le 27 avril 1982. Revue France-Québec, No 44, juillet 1982, p.6.

<sup>4</sup> Descôteaux, Bernard, "Devant Fabius, Mulroney déclare la fin de la guerre de drapeaux entre Ottawa-Paris-Québec." Le Devoir, 8 novembre 1984.

Les relations entre la France et le Québec ont été marquées premièrement par la volonté du Québec d'obtenir l'assurance de la France que ces relations, quels que soient les partis politiques au pouvoir dans chaque pays respectif, étaient acquises; deuxièmement, par la volonté du Québec d'obtenir l'appui de la France dans ses revendications pour obtenir une place sur la scène internationale et particulièrement au sein des instances de la francophonie; et troisièmement, par le climat «de guerre de drapeaux» et «de tapis rouges» qui prévalait entre le gouvernement du Parti québécois et le gouvernement de Pierre-Elliott Trudeau, et qui a pris fin avec l'élection de Brian Mulroney à la tête de l'État canadien le 4 septembre 1984. Brian Mulroney reconnaissait normal que le Québec et la France entretiennent des liens privilégiés vu les liens historiques qui les unissaient.

De nombreux autres événements viendront marquer ces relations. L'élément le plus crucial dès le départ est sans aucun doute l'élection d'un gouvernement véhiculant une option politique «souverainiste» à Québec.

L'élection, le 15 novembre 1976, du Parti québécois à la tête du gouvernement du Québec, était la première grande victoire politique d'un mouvement nationaliste depuis l'élection du Parti Patriote au Bas Canada en 1837 et de l'Union nationale en 1936.

Cette élection marquait également le triomphe de la voie démocratique pour l'obtention de «l'indépendance» du Québec sur la vision plus radicale véhiculée par certains groupes, tel le Front de libération du Québec.

Ceci dit, l'arrivée au pouvoir du Parti québécois ne venait pas changer complètement les relations franco-québécoises. Celles-ci débutèrent véritablement avec la signature du premier accord de coopération en matière d'éducation, le 24 novembre 1965, et connurent depuis lors une évolution constante. Le 15 novembre 1976 leur donnait une nouvelle perspective. Il allait exacerber le conflit entre Ottawa et Québec concernant la place du Québec sur la scène internationale. Ottawa refusait toujours de reconnaître au Québec un rôle international et son droit de ratifier des accords internationaux.

Ce sera l'accentuation d'une «guerre» que l'on appellera de «drapeaux et de tapis rouges» entre le gouvernement fédéral et le gouvernement québécois qui avait pour fondement, pour les deux protagonistes, d'assurer leur présence et de sauvegarder leurs prérogatives sur la scène internationale.

Le Parti québécois n'avait plus seulement comme objectif de revendiquer auprès du gouvernement fédéral la présence du Québec sur la scène internationale et de lui donner un élan, comme ce fut le cas sous les gouvernements Lesage et Johnson ou à préserver ce qui avait été acquis sous les gouvernements Bertrand et Bourassa, mais plutôt d'affirmer sa personnalité sur la scène internationale et au sein de la francophonie.

L'entrée du Québec dans le monde, s'illustre par l'ouverture de nombreuses maisons ou délégations du Québec dans plusieurs pays. Tel que le déclare Anne-Marie Jacomy-Millette dans «Le rôle des provinces dans les relations internationales»,

«Globalement, deux principales tendances marquent les relations internationales du Québec: continuité, c'est-à-dire l'adhésion au passé, aux données historiques, mais également géographiques, et croissance, regard tourné vers

l'avenir se traduisant par de nouveaux contacts directs avec l'extérieur, officiels ou transnationaux.»<sup>5</sup>

Le gouvernement Lévesque cherchera également à s'assurer et à développer ses relations avec la France. René Lévesque effectuera quatre visites à Paris de 1976 à 1985. Les Premiers ministres français, Raymond Barre, Pierre Mauroy et Laurent Fabius faisant de même au Québec à la suite de la signature de l'entente de 1977 institutionnalisant les rencontres annuelles des Premiers ministres.

En France, le gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing accueillera chaleureusement l'élection du Parti québécois, même si en 1967, Valéry Giscard d'Estaing avait critiqué «l'exercice solitaire du pouvoir» du général de Gaulle à la suite du «Vive le Québec libre».

Lors de la première visite officielle du Premier ministre québécois en France du 31 octobre au 5 novembre 1977, René Lévesque sera reçu avec des honneurs réservés à un chef d'État, à quelques nuances près. Il recevra la légion d'honneur et on ouvrira le grand escalier de l'Assemblée nationale où personne n'est passé depuis le roi Louis XVIII. Monsieur Lévesque aura même l'honneur de s'adresser aux parlementaires français à l'intérieur de l'hémicycle, honneur peu commun pour un Premier ministre provincial et jamais accordé à un chef d'État étranger depuis 1919.

Valéry Giscard d'Estaing, dans le contexte politique canadien, optera tout de même pour une politique «de non ingérence» dans la politique intérieure canadienne et «de non indifférence» vis-à-vis le Québec. Politique qui se révélera par la suite être un soutien

---

<sup>5</sup> Jacomy-Millette, Anne-Marie, "Rôle des provinces dans les relations internationales". Études Internationales, Vol X, No. 2, juin 1979, p. 291.

inconditionnel pour le Québec, par rapport à Ottawa. Valéry Giscard d'Estaing refusera, par exemple, de participer à la conférence de Dakar visant à déterminer les modalités de la tenue du Sommet francophone, tant que «le Québec n'obtiendrait pas une solution qui le satisfasse au problème de sa représentation.»<sup>6</sup>

Le 20 mai 1980, marque la défaite de l'option «souverainiste» avec l'échec du «oui» au referendum. C'est le point de départ d'une remise en question au sein du Parti québécois et de l'abandon progressif de l'option «indépendantiste». Cette défaite causera également des remous dans les relations France-Québec. Plusieurs «nationalistes français», tant des partis politiques de droite que de gauche, qui ont apporté leur appui à l'option du «oui» seront déçus de la tournure que prendra la politique québécoise. Tel que nous le révélaient certains intervenants français, «les Français ne pouvaient pas être plus nationalistes que les Québécois.»

Le 10 mai 1981, les cartes changent de nouveau avec l'élection d'un Président socialiste en France. Lors de l'arrivée des socialistes, les relations France-Québec connaissent une période de flottement. Les socialistes sont peu attirés par «l'option souverainiste» du Parti québécois. François Mitterrand en 1967 lors du: «Vive le Québec libre» du général de Gaulle, déclarait: «Il convient de se demander si les Canadiens français seront mieux armés pour défendre leurs traditions, leur langue, leur avenir culturel, économique et politique par la création d'un État, plutôt que par l'accroissement

---

<sup>6</sup> Falardeau, Louis, "Ottawa veut normaliser les relations québécoises avec les pays étrangers", La Presse, 2 février 1986.

de leur influence au sein de l'État du Canada»<sup>7</sup>. Propos que se rappellent les péquistes et qui ne sont pas sans les inquiéter.

Par ailleurs, le Parti socialiste a comme interlocuteur au sein de l'Internationale socialiste, le Nouveau parti démocratique canadien, parti fédéraliste.

Le Parti québécois a également entretenu peu de liens avec les socialistes, sauf quelques personnalités, tels Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement qui représentent une aile minoritaire au sein du PS. Le Parti québécois multipliera donc les contacts avec le PS, afin d'en «arriver au degré de complicité qui existait avec la droite.»<sup>8</sup>

On croit, par ailleurs, que Monsieur Mitterand partage une convergence sur certaines questions politiques avec Pierre-Elliot Trudeau.

«Les socialistes français ne veulent pas jouer le Canada contre le Québec disent Mme Neiertz et M. Hutsinger. Les relations privilégiées avec le Québec ne doivent pas remettre en cause les relations normales qu'on désire entretenir avec le Canada, qui après tout, demeure un allié et fait face aux mêmes problèmes que la France, tout en adoptant souvent des solutions similaires. Les relations avec les deux «pays» peuvent aller de pair, sans obliger à des remises en cause, croit-on.»<sup>9</sup>

Les socialistes instaureront donc une politique «de relations privilégiées» avec le Québec et «de relations normales» avec le Canada.

---

<sup>7</sup> Mitterand, François, Politique, Paris, Fayard, 1978 , p.456.

<sup>8</sup> Falardeau, Louis, "Relations avec la France: De Bané fait tout pour venir à bout du Québec." La Presse, 3 février 1982.

<sup>9</sup> Descôteaux, Bernard, "Les relations France-Québec. Différentes peut-être mais pas moins solides qu'avant, soutient le PS." Le Devoir, 11 juillet 1983.

Durant toute cette période, le gouvernement fédéral cherchera «à normaliser» les relations entre la France et le Québec. Les deux gouvernements se livreront une guerre de drapeaux féroce. Tous deux rivalisant, au moment de la visite des Premiers ministres ou ministres français ou se faisant des crocs en jambe à tour de rôle lors de rencontres internationales et de négociations de dossiers...

Ottawa tentera de passer outre à l'entente intervenue en février 1979, lors de la visite de Raymond Barre sur le déroulement des visites au Québec et au Canada, en tentant de s'immiscer dans l'organisation du volet québécois des visites ou en tentant d'obliger les visiteurs français à être accompagnés au Québec d'un représentant fédéral ... Tactiques qui seront à l'origine de l'annulation de certaines visites de représentants français au Canada et au Québec.

Le rapatriement de la Constitution canadienne, sans l'accord du Québec, le 5 novembre 1981, changera également la situation interne du Québec et par ricochet ses relations avec la France. Le Québec se retrouve sans droit de veto, sans nouveau partage des pouvoirs entre les instances fédérales et provinciales, sans reconnaissance du droit du Québec à un rôle sur la scène internationale et avec un article 23 sur le droit à l'instruction dans la langue de la minorité qui met en péril la Loi 101 sur la langue au Québec. Le gouvernement du Parti québécois étant affaibli, Ottawa fera tout en son pouvoir pour «normaliser» les relations France-Québec et tenter d'exclure le Québec des conférences francophones.

Il faudra attendre l'élection, le 4 septembre 1984, d'un gouvernement conservateur à Ottawa pour que le climat qui prévalait entre Ottawa-Québec-Paris change. Lors de la

visite au Canada du Premier ministre français Laurent Fabius, le 7 novembre 1984, Brian Mulroney, à la surprise générale, annonce qu'il «considère tout à fait normal et souhaitable que le gouvernement québécois maintienne avec la France des rapports que justifie l'identité culturelle du Québec.»<sup>10</sup>

Cela marquera le début de la décrispation des relations France-Québec, ce qui permettra en février 1986 la tenue du premier Sommet des chefs d'État et de gouvernements ayant en commun l'usage du français.

Ce sont donc ces événements qui ont marqué les relations France-Québec de 1976 à 1985, durant le règne du Parti québécois à la tête du gouvernement du Québec, que nous allons examiner dans cette thèse.

## 2 - La Problématique:

Peut-on être original lorsque l'on parle des relations entre la France et le Québec? Qui n'a pas parlé du «Vive le Québec libre» lancé le 24 juillet 1967 du haut du balcon de l'Hôtel de ville de Montréal? Qui n'a pas traité de la «Révolution Tranquille», des revendications du Québec sur la scène internationale, de la victoire du Québec en obtenant le statut «de gouvernement participant» au sein de l'Agence de coopération culturelle et technique? Mais qui a abordé les relations franco-québécoises de 1976 à 1985 alors que le Parti québécois était au pouvoir? Voilà l'intérêt et l'originalité de cette thèse. Dans l'état actuel de nos connaissances, peu d'études ont été faites pour savoir si les relations

---

<sup>10</sup> Descôteaux, Bernard, "Devant Fabius, Mulroney déclare la fin de la guerre des drapeaux entre Ottawa, Paris et Québec." Le Devoir, 8 novembre 1984.

avec la France et le triangle Paris-Ottawa-Québec avaient changé sous le gouvernement d'un parti voué à la souveraineté. Elles n'ont donné lieu qu'à deux ou trois ouvrages et à des articles de journaux et de revues.

Comme nous l'avons dit, le Parti québécois, prônant la souveraineté du Québec, ainsi qu'une association économique avec le Canada, a marqué d'une façon bien particulière la vie politique canadienne et a été à l'origine de bien des chambardements et des remises en question tant au Québec qu'au Canada. Quelles que soient nos visions politiques, on peut dire que le retrait de René Lévesque de la vie publique, l'abandon de l'option «indépendantiste» par le PQ et sa défaite électorale le 2 décembre 1985 marquent la fin d'une époque pour le Québec.

Il nous est donc apparu important d'examiner cette époque pour en connaître sa véritable signification. Et c'est par le biais des relations France-Québec qu'il nous intéressait de le faire, parce que ces relations sont liées à la volonté d'émancipation du Québec, à son effort d'ouverture sur le monde et à la reconnaissance de sa spécificité propre. Nous pensons qu'une telle recherche nous apportera une meilleure compréhension du gouvernement du Parti québécois, de la vision qu'il avait du Québec et de ce qu'il désirait pour cette province.

Dans le contexte politique québécois, avec la défaite électorale du Parti québécois, le retour de Robert Bourassa à la tête du gouvernement du Québec, la détente effectuée par le gouvernement fédéral au niveau des relations entre la France et le Québec, le succès des trois Sommets francophones, il nous semble intéressant d'examiner le rôle qu'a joué le Parti québécois dans l'évolution des relations franco-québécoises.

Nous nous sommes donc demandés, si le Parti québécois avait une «politique» à l'égard des relations du Québec avec la France, en vue de la réalisation de son option politique, ou si plutôt il n'avait qu'une stratégie à plus ou moins court terme et toujours soumise à la tournure des événements. Deuxièmement, s'il y a eu essor, continuité ou diminution des relations franco-québécoises sous le gouvernement du Parti québécois.

### **3 - La méthodologie:**

Notre recherche repose essentiellement sur l'analyse de contenu de la documentation dont nous disposons, qu'il s'agisse de textes écrits ou d'interviews. Cette analyse documentaire devrait nous permettre, d'une part, de décrire dans leur complexité les relations France-Québec de 1976 à 1985 et d'autre part, de les évaluer. Nous pensons ainsi contribuer à la connaissance de ce phénomène, soit en exposant un ou deux faits peu connus, soit en présentant un point de vue informé, sinon éclairé, de ce phénomène à la fois compliqué et controversé. Nous nous pencherons donc tout d'abord sur l'état des relations France-Québec avant l'arrivée au pouvoir du Parti québécois. Nous examinerons l'évolution de ces relations de Jean Lesage à Robert Bourassa, en passant par Daniel Johnson et Jean-Jacques Bertrand, afin de cerner le fond sur lequel celles-ci se situent.

Par la suite, nous nous attaquerons au coeur même de notre sujet, les relations franco-québécoises pendant les neuf ans de pouvoir du Parti québécois. Nous nous attarderons tout d'abord à l'impact de l'élection du Parti québécois et nous analyserons la politique du gouvernement de ce parti face à la France. Ensuite nous examinerons la politique française à l'égard du Québec et notamment l'impact du changement de

gouvernement en France au profit des socialistes, en mai 1981. Puis ensuite, nous verrons l'attitude du gouvernement fédéral dans cette affaire. Une fois la trame politique de ces relations bien établie, nous examinerons leurs résultats concrets, aux plans culturel, universitaire, économique, etc. Ce sont les échanges économiques qui retiendront plus particulièrement notre attention car ceux-ci ont bénéficié des plus grands efforts tant de la France que du Québec.

Nous chercherons ainsi à savoir s'il y a eu essor, continuité ou perte de vitesse dans les relations France-Québec durant les neuf ans de gouvernement du Parti québécois. Il nous sera alors possible de mesurer l'impact du gouvernement du Parti québécois sur les relations France-Québec.

On sait qu'en 1960, Jean Lesage considérait l'instauration de relations avec la France comme «une partie intégrante de l'ensemble des mesures que formèrent la Révolution tranquille»<sup>11</sup> dont la composante majeure était la réforme de l'éducation.

Comme l'indique Christopher Malone dans «La politique québécoise en matière de relations internationales», pour ce faire: «Monsieur Gérin-Lajoie n'hésita pas à envisager un appel à la France pour combler certaines lacunes dans le système scolaire en train d'être mis sur pied. Mais le problème se posa très vite de savoir comment on allait procéder pour obtenir cette aide: par la voie fédérale et des canaux diplomatiques habituels ou en négociant directement avec Paris. Monsieur Gérin-Lajoie opta sans

---

<sup>11</sup> Malone, Christopher, "La politique québécoise en matière de relations internationales: changement et continuité (1960-1972)", Thèse de maîtrise en sciences politiques, Ottawa, Université d'Ottawa, 1974, p.4.

hésiter pour la deuxième solution. En constitutionnaliste averti, il savait que ce choix allait avoir un certain nombre de conséquences.»<sup>12</sup>

Cette «Révolution tranquille» allait donc donner naissance à une nouvelle vision du rôle de l'État québécois, soit l'occupation des champs de compétence provinciale, mais également leurs prolongements sur la scène internationale. On prenait conscience des lacunes qu'avait le Québec non seulement sur le plan scolaire mais également en matière d'économie. Il y avait donc nécessité de se prendre en mains, en étant «Maître chez-nous». Le slogan de l'heure était «l'autonomie provinciale».

Le Québec en viendra à revendiquer «une participation aux conférences et organismes internationaux, alors surtout de la francophonie et la conclusion d'ententes internationales dans les domaines relevant de sa compétence législative provinciale»<sup>13</sup>, afin de pouvoir contrôler et mettre en oeuvre son développement en tant que province francophone dans toutes les sphères de ses activités. Ce sera le début des querelles entre Ottawa et Québec, Ottawa revendiquant l'exclusivité de la compétence fédérale en matière de politique étrangère.

L'élection de Daniel Johnson en juin 1966, permettait l'entrée en scène d'une nouvelle stratégie et d'un nouveau slogan: «Égalité ou indépendance». A ce moment-là, les relations avec la France, et la revendication pour l'établissement de relations internationales «allaient acquérir une importance primordiale en tant qu'outil stratégique

---

<sup>12</sup> Malone, Christopher, *Ibid.*, p. 108.

<sup>13</sup> Jacomy-Millette, Anne-Marie, "Le rôle des provinces dans les relations internationales", *Études Internationales*, Vol. X, No 2, juin 1979, p. 290.

pour arracher d'Ottawa des concessions dans le domaine constitutionnel». <sup>14</sup> Monsieur Johnson désirait une «refonte complète des institutions canadiennes, de façon à ce qu'elles reflètent la réalité socio-culturelle, c'est-à-dire l'existence de deux nations, l'une anglophone et l'autre francophone.» <sup>15</sup> Les relations avec la France étaient en quelque sorte une «assurance tous risques» dans l'éventualité de l'échec des négociations constitutionnelles, tout en permettant l'épanouissement de la culture québécoise dans cette mer anglophone.

Ce sera donc également l'ère des querelles diplomatiques entre Ottawa et Paris sur la participation du Québec aux conférences des pays francophones ou aux organisations internationales. L'affaire du Gabon en février 1968 constitue un bon exemple. Le Québec est invité à participer à la conférence des ministres de l'Éducation nationale d'Afrique et de Madagascar, mais cette décision provoquera la suspension des relations diplomatiques entre Ottawa et le Gabon qui n'avait pas fait parvenir d'invitation au gouvernement canadien.

Ce sera également l'époque du fameux «Vive le Québec libre» du général de Gaulle et de la quasi rupture des relations diplomatiques qu'a failli susciter cet événement, entre Ottawa et Paris.

---

<sup>14</sup> Malone, Christopher, "La politique québécoise en matière de relations internationales: changement et continuité (1960-1972)", Thèse de maîtrise en sciences politiques, Ottawa, Université d'Ottawa, 1974, p.4.

<sup>15</sup> Malone, Christopher, *Ibid*, p. 173.

Le décès de Daniel Johnson le 26 septembre 1978, met fin à deux ans «d'activités phénoménales» du Québec sur la scène internationale, caractérisés par la mise en marche de nombreux programmes et par la création d'organismes communs.

Jean-Jacques Bertrand qui lui succéda tentera durant son mandat d'éviter tout affrontement avec Ottawa et de remédier au contentieux Ottawa-Paris-Québec. Aux conférences de Niamey et de Kinshasa, monsieur Bertrand, afin de dédramatiser ces relations, ne cherchera pas, contrairement à ses prédécesseurs, à obtenir une représentation spécifique du Québec, mais intégrera la délégation québécoise à la délégation canadienne.

Robert Bourassa s'emploiera à donner une tournure économique aux relations internationales. Il fera miroiter à la France l'avantage de faire des affaires en français en Amérique du nord. Ce sera également l'époque où les diplomates canadiens retrouveront leur place aux cérémonies et rencontres officielles du Québec, alors qu'ils en avaient été exclus depuis le général de Gaulle. Le Québec ne revendiquera également plus une participation spécifiquement québécoise aux conférences des pays francophones. Comme l'indiquent Anne-Marie Jacomy-Millette et Christopher Malone:

«Le Québec est plus attaché à sa présence aux réunions internationales, à la cueillette de l'information dont ont besoin ses ministères et ses organismes publics pour leur bon fonctionnement dans le champ de leurs compétences et de leurs activités... qu'à la conquête formelle de statuts. Ceci ne s'applique naturellement pas à l'Agence de coopération culturelle et technique où les enjeux sont pour le Québec d'une nature telle qu'il ne saurait abandonner le statut qu'il a acquis.»<sup>16</sup>

---

<sup>16</sup> Jacomy Millette, Anne-Marie, "Le rôle des provinces dans les relations internationales". Études Internationales. Vol.X, No 2, juin 1979, p.290.

«On est donc passé, en l'espace de quatre ans, d'une participation québécoise directe sur le même pied que les autres délégations, à une participation à la délégation canadienne, à ces conférences sur un même pied que les autres provinces représentées au sein de la délégation.»<sup>17</sup>

Pour certains, cela sera perçu comme un recul du Québec sur la scène internationale. Au plan constitutionnel canadien Monsieur Bourassa s'efforcera tout de même d'éviter un recul du Québec en refusant d'entériner la Charte de Victoria, qui rejetait «toute notion de personnalité internationale pour une province.»<sup>18</sup>

C'est donc dans ce contexte, soit les onze années de relations entre la France et le Québec, caractérisées par une période d'essor sous Jean Lesage et Daniel Johnson et par une période de stabilité sous les gouvernements de Jean-Jacques Bertrand et de Robert Bourassa, qui a été perçue comme un recul chez certains et une attitude normale dans le contexte canadien chez d'autres, que nous nous sommes attaquée au coeur de notre sujet, les neuf ans de pouvoir du Parti québécois.

Nous nous sommes tout d'abord attardée aux relations qu'a tissé le Parti québécois avec les différents partis politiques français et cela même avant son arrivée au pouvoir. Nous avons par la suite analysé les différentes visites effectuées en France par René Lévesque, Premier ministre du Québec, en 1977, 1980, 1983 et 1985, ainsi que celles effectuées au Québec par les Premiers ministres français; Raymond Barre en 1979, Pierre Mauroy en 1982 et Laurent Fabius en 1984, aux fins d'en dégager les prises de positions

---

<sup>17</sup> Malone, Christopher, Op. cit., p.69.

<sup>18</sup> Ibid., p.142.

politiques et les décisions économiques, culturelles et techniques qui en ont découlées. Cela s'est fait par l'examen minutieux des contours et des pourtours de ce qu'on a appelé le «triangle infernal», Paris-Ottawa-Québec.

Nous avons constaté que le PQ n'avait pas à proprement dit de politique étrangère ni de stratégie face à la France. Mais que le Parti québécois, dans le contexte de son élection le 15 novembre 1976, du référendum du 20 mai 1980, de l'échec du Québec lors de la conférence constitutionnelle et du rapatriement de la constitution canadienne le 5 novembre 1982, a dû se tourner vers son allié naturel et privilégié qu'est la France pour obtenir son appui et son soutien dans le but de resserrer ses assises dans le monde francophone et sur la scène internationale.

Nous pouvons presque dire que la place du Québec en France devenait l'enjeu de la place et du rôle que jouerait le Québec au sein de la fédération canadienne. La guerre entre Ottawa et Québec était transposée sur le terrain français, comme si la réussite ou la défaite d'un camp en sol français présagerait de sa réussite sur le terrain canadien.

On constatera pourtant que les gains remportés par le Québec en France: René Lévesque reçu avec des honneurs similaires à celles d'un chef d'État, recevant l'appui de Giscard d'Estaing puis de François Mitterrand sur la participation du Québec au Sommet francophone, ralliant les socialistes à la cause du Québec, ne lui permettront pas pour autant de remporter la victoire au Québec.

La politique du Parti québécois, tout en étant revendicatrice de 1976 à 1980 et caractérisée par un essor des relations France-Québec, particulièrement au plan politique, deviendra, à la suite de l'échec du référendum du 20 mai 1980, davantage axée sur la

volonté de sauver les acquis. Il y aura donc une période de flottement qui coïncidera avec l'échec du référendum et l'élection du Parti socialiste en France. Le PQ réussira tout de même à rallier les socialistes et à instaurer une continuité dans les relations France-Québec. Celles-ci connaîtront leur aboutissement lors de la signature du protocole d'entente entre le Québec et le gouvernement fédéral relativement à la tenue du premier Sommet des chefs d'État et de gouvernements ayant en commun l'usage du français. Ce qui à notre avis constitue la plus importante victoire du Parti québécois.

#### 4 - La documentation:

Notre recherche repose en grand partie sur une analyse bibliographique. Peu de choses ont été publiées sur les relations franco-québécoises, du moins pour la période qui nous intéresse. Mentionnons entre autres: De Jacques Cartier à Pechiney, Chatard et Associés éditeurs, Québec-Amérique, 1985, 390 p., de Jean Vinant, qui relate l'histoire des relations économiques franco-canadiennes de 1534 à 1984; les conférences socio-économiques du Québec, Le Québec dans le monde, État de la situation, Gouvernement du Québec, Québec, 1984, 190 p., organisées par le gouvernement du Québec en 1985 qui font état de la situation du Québec dans le monde et énoncent une politique de relations internationales; Le Québec dans le monde, Leméac, 1980, 167 p., d'André Patry qui retrace l'historique des relations internationales du Québec de 1940 à 1980; le Dossier-Québec, Livre-Dossier Stock, 1979, 519 p., oeuvre de plusieurs auteurs, qui présentent la société québécoise aux lecteurs étrangers au Québec; L'art de l'impossible, La diplomatie québécoise depuis 1960, Boréal, 1987, 472 p., de Claude Morin qui décrit

la diplomatie québécoise depuis 1960 ; Attendez que je me rappelle... Québec-Amérique, 1986, 525 p. de René Lévesque; et Paris-Québec-Ottawa; un ménage à trois, Édition Entente, 1987, 227 p. de Sylvie et Pierre Guillaume, du Centre d'études canadiennes de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, qui relatent la querelle en question. A cela , il faut naturellement ajouter: les bilans de la coopération franco-québécoise, les rapports annuels de la Commission permanente franco-québécoise et les programmes des partis politiques.

Une bonne partie de l'information se trouve donc dans les journaux et les revues. Ainsi nous avons consulté, pour la période de 1976 à 1985, La Presse, Le Devoir, Le Monde, Le matin, Le Nouvel Observateur, Études Internationales, Québec-France et Informations-Canadiennes.

Sur la période antérieure à 1976, de nombreux ouvrages et études existaient. Des thèses de maîtrise et de doctorat avaient été publiées sur différents aspects des relations France-Québec, tels:

- «La politique québécoise en matière de relations internationales; changement et continuité (1960-1972)», thèse de maîtrise en sciences politiques, de Christopher Malone à l'Université d'Ottawa en 1974.
- «Les relations France-Québec 2 époques 1855-1910 et 1960-1972», thèse de maîtrise de Louise Beaudoin à l'Université Laval, 1974.
- «Le rôle des provinces dans les relations internationales», dans Études Internationales, juin 1979 par Anne-Marie Jacomy-Millette.
- «La personnalité internationale du Québec», dans Revue québécoise de droit international, de Jacques-Yvan Morin en 1984.
- «Jean Lesage et la révolution tranquille», de Dale C. Thomson, publié chez les Éditions du Trécaré, à Paris en 1984.

- L'option Europe, analyse de la plausibilité d'une association Québec-Canada-Europe, de Kimon Valaskis pour le compte du gouvernement du Québec, 1978.
- «La coopération internationale entre pays francophones», dans Études internationales, Vol V, No.2, juin 1979.
- «Fervente et difficile présence au monde», de Jean-Marc Léger dans Force, No. 34-35, 1976.
- Le pari québécois du Général de Gaulle, de Renée Lescop, Boréal Express, Montréal, 1981.
- Vivre le Québec libre, de Pierre Louis Mallen, Presse de la Cité, Montréal, 1978.
- «Le Québec et le Monde», par Claude Morin dans Relations Internationales, 1981.
- Présence internationale du Québec, Chronique des années 1978 à 1983, CQRI, 1984 par Gérard Hervouet et Hélène Galarneau.
- Le Canada et le Québec sur la scène internationale, par Paul Painchaud, CQRI, Presse Université Laval, 1977.
- Le combat québécois, de Claude Morin, Boréal Express, 1977.
- Le pouvoir québécois en négociation, de Claude Morin, Boréal Express, 1973.
- Les accords Chirac-Bourassa, du 5 décembre 1974.
- Les accords Johnson-Pevrefitte, du 14 septembre 1967.
- Canadian federalism and international organizations, a focus on Québec par Louis Sabourin, Columbia University, thèse de doctorat, 1971.

La recherche portant sur les relations entre la France et le Québec avant l'arrivée au pouvoir du Parti québécois ne posait pas de difficultés majeures. Nous nous sommes donc mise à la recherche d'informations sur la période allant de 1976 à 1985. Nous avons fait un premier dépouillement de dossiers de presse au Centre de documentation de Radio-Canada à Montréal, ceci étant rendu possible grâce à notre expérience professionnelle dans l'entreprise. Ensuite nous avons effectué des recherches au Centre

de documentation du Consulat général de France à Montréal. Ces deux premières démarches de cueillette de données nous ont permis d'amasser des informations intéressantes et pertinentes sur les relations France-Québec de 1976 à 1985 et de monter nos propres dossiers de presse. Nous avons par la suite joint, au ministère des Relations internationales à Québec, Christopher Malone, qui avait rédigé en 1974 la thèse, «La politique québécoise en matière de relations internationales; changement et continuité (1960-1972)». Il nous a mis en contact avec des intervenants des relations franco-québécoises et nous a procuré certains documents du gouvernement du Québec, tel Le Québec dans le monde, Le défi de l'interdépendance. Énoncé de politique de relations internationales, Québec, Gouvernement du Québec, Ministère des relations internationales, juin 1985, 105 p. Nous avons également profité de notre séjour à Québec pour effectuer des recherches à l'ENA et nous procurer Présence internationale du Québec, chronique des années 1978 à 1983 de Gérard Hervouet et Hélène Galarneau, publié par le Centre québécois de relations internationales, 1984, 368 p. et Les relations culturelles internationales du Québec de Georges Cartier et Lucie Rouillard, publié par le Centre d'études politiques et administratives du Québec, École nationale d'administration publique, Université du Québec, 1984, 317 p.

Lors du congrès de l'ACFAS (Association canadienne-française pour l'avancement des sciences) de mai 1986 à l'Université de Montréal, nous avons également participé au colloque La coopération universitaire entre la France et le Québec, ce qui nous a permis de rencontrer des intervenants des relations France-Québec, tant responsables de ministères en France et au Québec, qu'universitaires ayant participé à des échanges de

coopération franco-québécois. Nous avons ainsi tissé des contacts qui nous ont aidé à organiser notre séjour de recherche et d'études en France.

Notre recherche nous a conduite en France dans l'espoir de connaître un peu mieux la vision française des relations franco-québécoises. En effet, de nombreux articles et mêmes quelques ouvrages portent sur le côté québécois de la relation, alors que la contrepartie française est fort modeste. Il était important d'examiner nos relations non seulement d'une perspective proprement québécoise mais également du point de vue français. Il fallait en particulier mieux cerner ce qui motivait la France à entretenir de telles relations avec le Québec.

Nous avons donc obtenu l'autorisation de l'Université d'Ottawa d'effectuer un séjour d'études et de recherches à Paris où nous avons séjourné d'octobre 1986 à juin 1987.

A Paris, nous avons participé à un séminaire de l'Institut d'études politiques sur «La politique de la gauche au pouvoir en France de 1981 à 1985» et un autre à Paris 1 Panthéon-Sorbonne dans le cadre du DEA d'études africaines, sur les politiques publiques en Afrique dans lequel étaient abordées les politiques de coopération entre pays francophones. Ce séminaire comportait également un cycle d'études et de recherches sur la coopération multilatérale francophone.

Dans le cadre de ces séminaires, nous avons effectué deux recherches. La première à l'Institut d'études politiques, sur «La politique de la gauche au pouvoir en France de 1981 à 1985 vis-à-vis le Québec» et la seconde, à la Sorbonne sur «La politique du Canada et du Québec en Afrique». Ces travaux nous ont permis de

débroussailler largement des segments de notre thèse, dont les parties concernant l'historique des revendications québécoises sur la scène internationale et la politique du gouvernement socialiste français vis-à-vis du Québec. De cette façon il était impossible de passer outre aux politiques du Général de Gaulle, de Georges Pompidou, et de Valéry Giscard d'Estaing vis-à-vis du Québec.

Pour ce faire, nous avons entre autres consulté les journaux de juillet et août 1967 afin de connaître la réaction qu'avait suscitée à l'époque, en France, le «Vive le Québec libre» du général de Gaulle. Nous avons également consulté Le projet socialiste pour la France des années 80, Ici et Maintenant, Réflexions sur la politique extérieure de la France, de François Mitterrand, Le Coeur du futur, de Laurent Fabius et Une stratégie de gouvernement, de Jacques Chirac, Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing.

Nous avons donc effectué des recherches dans les bibliothèques de Paris 1, de l'Institut d'études politiques de Paris, auprès des services culturels de la Délégation générale du Québec à Paris et de l'Ambassade du Canada, au Commissariat général de la langue française, à l'Agence de coopération culturelle et technique de Paris et à son centre de documentation de Bordeaux, au Centre d'études canadiennes de l'Institut d'études politiques de Bordeaux, à la Documentation française, à la Chambre de commerce France-Canada, et au centre Georges Pompidou. Nous avons également fait appel aux services de presse de l'Élysée, de Matignon, du Quay d'Orsay et de la mairie de Paris afin d'obtenir les comptes-rendus des visites officielles ou les allocutions prononcées par les chefs d'État lors de leur visite au Québec ou en France et lors des visites du Premier ministre Lévesque à Paris.

Nous avons également participé au deuxième volet du colloque sur «La coopération universitaire entre la France et le Québec» qui se déroulait à Paris. Cela nous a permis d'obtenir des informations sur le bilan de la coopération universitaire entre la France et le Québec, ainsi que sur les difficultés auxquelles est confrontée cette coopération.

Afin d'obtenir les données sur les résultats concrets de la coopération franco-québécoise au plan économique, technique, culturel et universitaire, nous avons consulté les différents bilans publiés par le gouvernement du Québec; les rapports de la Commission permanente franco-québécoise; le guide des affaires franco-canadiennes publié annuellement par la Chambre de commerce France-Canada; et contacté le bureau du Québec à la direction de la coopération scientifique et technique du ministère français des Relations extérieures et l'Agence pour la coopération technique, industrielle et économique, créé en 1983 par les gouvernements français et québécois afin de stimuler les échanges économiques.

En outre, la période que nous examinons étant récente, nous avons été en mesure d'interviewer plusieurs acteurs des relations France-Québec.

Tout au long de nos lectures et de notre recherche, nous rédigeons une liste des personnes que nous identifions comme pouvant être des sources possibles d'informations. Nous avons répertorié avant notre départ pour Paris 33 personnes, tant françaises que québécoises. Une fois à Paris, cette liste s'est graduellement modifiée. Non pas que ces personnes n'étaient pas de bons intervenants, mais plutôt parce que certaines se sont

substituées à d'autres qui ne pouvaient nous recevoir, ou parce qu'elles n'étaient pas en mesure de nous transmettre les informations que nous recherchions.

Il avait peut-être été téméraire de notre part d'espérer rencontrer Valéry Giscard d'Estaing, François Mitterand, Raymond Barre, Pierre Mauroy et Laurent Fabius. Mais comme le veut le dicton, qui ne risque rien n'a rien. Nous avons donc entrepris des démarches en ce sens. Nous avons eu la possibilité de rencontrer leurs proches collaborateurs ou responsables des relations franco-québécoises. M. Fabius toutefois a bien voulu nous rencontrer. Nous avons effectivement fait 37 entrevues avec des personnes qui ont, directement ou indirectement, joué un rôle important dans les relations France-Québec pour la période retenue. La plupart de ces entretiens ont été enregistrés, selon le bon vouloir des concernés. (Voir annexe 1 pour la liste de nos informateurs)

Nous estimons que ces entrevues constituent des informations de premier ordre et bien souvent exclusives. Il ne nous aurait pas été possible de réaliser notre étude ou même de corroborer les informations publiées dans les journaux, sans leur réalisation.

Nous avons utilisé la technique dite de l'entrevue en profondeur. Les questions étaient ouvertes et centrées sur des éléments spécifiques concernant chaque interviewé en particulier. L'objectif de nos entrevues, comme le lecteur le devine, n'était pas d'effectuer un sondage, mais plutôt de recueillir le maximum d'information sur le déroulement des relations France-Québec et surtout de percevoir les attitudes des parties par l'entremise de ces personnages clés. Les questions portaient soit sur des événements précis, soit sur des points d'interprétation, tel, la vision politique des Premiers ministres

français vis-à-vis le PQ, le gouvernement fédéral, le Québec, la souveraineté-association... Nous n'avons donc pas rédigé un questionnaire type d'enquête.

Pour Laurent Fabius, par exemple, les questions portaient sur son voyage au Québec le 7 novembre 1987, sur l'importance qu'il y voyait, sur les résultats de ce voyage au plan économique, sur sa réaction lors de la déclaration du Premier ministre Brian Mulroney reconnaissant normal que la France et le Québec entretiennent des relations, vu leurs liens historiques, sur les raisons qui l'ont motivé à recevoir René Lévesque sept mois plus tard à Paris alors que l'on savait qu'il allait quitter la scène politique, sur les raisons de remettre à Madame Louise Beaudoin, ex-déléguée générale du Québec à Paris, la Légion d'honneur.

Il en était ainsi pour chaque intervenant selon qu'ils étaient responsables des relations internationales au sein du P.S. ou adjoints de Jacques Chirac, de Pierre Mauroy, de Raymond Barre, de François Mitterrand... Il va sans dire que d'un intervenant à l'autre certaines questions se répétaient. Par exemple, Quelle est l'importance pour la France d'entretenir des relations avec le Québec? Y a-t-il eu essor des relations franco-québécoises de 1976 à 1985 sous le Parti québécois? etc... (Voir annexe II)

## **5 - Définition de concepts:**

Tout au long de notre thèse nous utiliserons le terme «d'option souverainiste» pour désigner l'option politique véhiculée par le Parti québécois plutôt que celle de parti «indépendantiste». Nous estimons en effet que le thème souverainiste rend davantage justice à l'option défendue par René Lévesque. Dans son livre Option Québec et dans

Les propositions constitutionnelles offertes aux Québécois en 1980, René Lévesque prône la «souveraineté-association». Par souveraineté il entend: «Le Québec, en plus des pouvoirs politiques qui sont déjà les siens, acquerra donc ceux qui sont actuellement exercés par Ottawa. La souveraineté, c'est le pouvoir de lever tous les impôts, de faire toutes les lois et d'être soi-même présent sur le plan international, c'est aussi la possibilité d'exercer librement en commun, avec un ou plusieurs États, certains de ses pouvoirs».<sup>19</sup> Et, par association: «Le gouvernement du Québec se propose d'offrir au reste du Canada de négocier avec lui un traité d'association communautaire, dont le but sera, notamment de préserver l'espace économique canadien actuel en assurant la continuité des échanges (...) Il définira les domaines de l'action commune des partenaires et confirmera le maintien de l'union économique et monétaire entre le Québec et le reste du Canada.»<sup>20</sup>

Par ailleurs, lors du débat référendaire québécois du 20 mai 1980, les termes «indépendance», «indépendantiste», «autonomiste», «séparatiste» avaient une connotation péjorative et comportaient une très grande charge émotive.

---

<sup>19</sup> Gouvernement du Québec, La nouvelle entente Québec-Canada. Proposition du gouvernement du Québec pour une entente d'égal à égal: la souveraineté-association., Conseil exécutif, 1979, p.13.

<sup>20</sup> Ibid, p. 14.

## CHAPITRE I LA RÉVOLUTION TRANQUILLE

### 1.1 Le gouvernement Lesage

Jean Lesage est élu Premier ministre du Québec le 22 juin 1960. Cette élection marque un tournant pour le Québec. C'est la fin de «la grande noirceur» marquée par les 18 ans de gouvernement de l'Union nationale de Maurice Duplessis. Ce qui ouvre toute grande la voie aux années d'effervescence de la «Révolution tranquille».

En 1960, le Québec cherche à obtenir tous les outils nécessaires à son développement. Tout est à faire pour combler le retard que le Québec a pris sur ses homologues anglo-canadiens au plan économique, industriel et éducatif. Il faut moderniser l'administration publique, instaurer un système d'éducation, prendre le contrôle de l'économie québécoise afin d'assurer le développement du Québec et construire un État québécois moderne.

Le Québec cherche également à briser l'état qu'exerçaient l'État et le clergé sur la société québécoise, ainsi qu'à diminuer le contrôle de son économie par des entreprises étrangères. Il désire également affirmer sa spécificité culturelle en tant qu'entité francophone au sein de la fédération canadienne.

Le gouvernement Lesage cherchera à tout mettre en oeuvre pour que le Québec obtienne et prenne en mains tous les outils nécessaires à son développement.

Cette «Révolution tranquille» donne donc naissance à une nouvelle vision du rôle de l'État québécois. Celle-ci cherche à ce que le Québec occupe le champs de ses compétences provinciales reconnues par la Constitution canadienne de 1867, mais

également qu'il en assure son prolongement sur la scène internationale. Inévitablement, le Québec se heurtera dans cette perspective à la vision fédérale face à ces prérogatives internationales.

C'est l'heure des slogans «Maître chez-nous», «Autonomie provinciale» et «statut particulier» pour le Québec. Mais le Québec ne cherche tout de même pas à remettre en cause le système fédéral. Il désire davantage préciser et redéfinir sa place au sein de cette entité.

Le gouvernement Lesage s'apercevra tout de même très vite que pour assurer la croissance du Québec, il doit s'ouvrir sur le monde.

«L'action du gouvernement Lesage dans le domaine des relations internationales était donc perçue comme un prolongement de ses actions sur le plan interne, non seulement sur le plan de l'occupation des champs de compétence provinciale (en matière culturelle et éducatif) mais aussi sur le plan économique. Comme le note Gérald Fortin dans *Le Québec: une société globale à la recherche d'elle-même*: «Vouloir créer une société industrielle et française dans le contexte nord-américain est une sorte de folie collective au moment où l'économie est presque entièrement contrôlée par les étrangers; les canadiens n'ont pratiquement aucun contrôle du monde industriel. Pour essayer de diminuer l'importance des capitaux américains, il fallait chercher à tout prix à attirer des capitaux autres qu'américains dans la province de Québec. Ceci supposait des contacts directs et positifs avec la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Italie et même l'Angleterre. Première ouverture sur le monde extérieur qui devait amener l'État du Québec à créer des maisons culturelles et commerciales dans plusieurs pays.»<sup>21</sup>

---

<sup>21</sup> Malone, Christopher, "La politique québécoise en matière de relations internationales: changement et continuité, (1960-1972)" Thèse de maîtrise en sciences politiques, Ottawa, Université d'Ottawa, Ontario, 1974, p.162.

C'est vers la France que se tournera tout d'abord le gouvernement québécois. Jean Lesage voit dans l'instauration de relations avec ce pays, «[...] une partie intégrante de l'ensemble des mesures que forme la Révolution tranquille».<sup>22</sup>

De 1961 à 1964, Jean Lesage effectuera trois voyages en France. La première mesure de rapprochement sera l'ouverture le 5 octobre 1961, d'une délégation générale du Québec à Paris. Au cours d'une visite à Paris en septembre 1960, Georges-Emile Lapalme, futur ministre des Affaires culturelles du Québec, rencontre André Malraux, ministre d'État chargé des Affaires culturelles de France. Ce dernier lui rapporte les propos que lui a transmis le général de Gaulle: «Il y a semble-t-il un énorme potentiel français au Québec. Veuillez vous en occuper.»<sup>23</sup> André Malraux propose donc à Georges-Emile Lapalme l'établissement d'une Maison du Québec à Paris.

C'est Jean Lesage qui en fera l'inauguration en 1961 à l'occasion de sa première visite en France. Lors de sa rencontre avec le général de Gaulle, «le général fait état pour la première fois publiquement de l'intérêt et du devoir de la France de resserrer ses liens avec le Québec.»<sup>24</sup>

«Après son troisième voyage au Canada et la visite de Jean Lesage à Paris, le Général imprime à la politique canadienne un mouvement irréversible par lequel les rapports d'État à État avec le Canada se doublent désormais de rapports de peuple à peuple avec le Québec. Le triangle

---

<sup>22</sup> Malone, Christopher, op.cit., page IV.

<sup>23</sup> Lapalme, Georges-Emile, Mémoires, Montréal, Leméac, 1973, Tome 111, p. 47.

<sup>24</sup> Lescop, René, Le pari québécois du général de Gaulle, Montréal, Boréal Express, 1981, p. 30.

France-Québec-Canada connaîtra une histoire mouvementée et le général de Gaulle y tiendra le premier rôle jusqu'à sa mort.»<sup>25</sup>

Dans cette lancée est signée en 1964, sous la forme d'un échange de lettres, la première entente franco-québécoise. L'ASTEF, l'Association pour l'organisation des stages en France voit le jour.

La prise en main des destinées du Québec ne pouvait se faire sans une réforme de l'éducation. Lesage créera donc en 1964, le premier ministère québécois de l'Éducation. Très vite, le nouveau ministre de l'Éducation, Paul Gérin-Lajoie se rend compte que le Québec seul ne peut venir à bout de cette réforme et qu'il doit solliciter l'aide de la France.

«Monsieur Gérin-Lajoie n'hésita donc pas à envisager un appel à la France pour combler certaines lacunes dans le système scolaire en train d'être mis sur pied. Mais le problème se posa très vite de savoir comment on allait procéder pour obtenir cette aide: par voie d'Ottawa et des canaux diplomatiques habituels, ou en négociant directement avec Paris. Monsieur Gérin-Lajoie opta sans hésiter pour la deuxième voie. En constitutionnaliste averti, il savait que ce choix allait avoir un certain nombre de conséquences.»<sup>26</sup>

Du 6 au 12 novembre 1964, Jean Lesage se rend en visite officielle en France et obtient du général de Gaulle son consentement à un projet d'entente culturelle avec la France.

---

<sup>25</sup> Lescop, René, *Ibid*, p.85.

<sup>26</sup> Malone, Christopher, "La politique québécoise en matière de relations internationales: changement et continuité, (1960-1972), Thèse de maîtrise en sciences politiques, Ottawa, Université d'Ottawa, Ontario, 1974, p.108.

«Devant le succès remporté par le programme de l'ASTEF auquel les parties ont consacré la somme de 500,000 dollars et aussi à cause des besoins du ministère de l'Éducation récemment créé, Paul Gérin-Lajoie a convaincu ses collègues du cabinet de la nécessité de réaliser avec la France un vaste programme d'échanges et d'en consigner les modalités dans un accord bilatéral.»<sup>27</sup>

Le 27 février 1965, est signée à Paris la première entente de coopération franco-québécoise en matière d'éducation. Celle-ci comprend l'échange de professeurs d'université et de chercheurs, le perfectionnement des enseignants, l'élaboration de programmes scolaires, l'enseignement technique, l'échange d'étudiants et l'équivalence des diplômes. Est également créée une Commission franco-québécoise pour la mise en oeuvre du programme. Cette Commission débutera ses rencontres trois mois plus tard, les 26 et 27 mai 1965. Cette entente représentait la «première véritable entente internationale du Québec».<sup>28</sup>

Même si le gouvernement fédéral sanctionne celle-ci par un échange de lettres entre le ministère des Affaires extérieures et l'ambassadeur de France à Ottawa, le gouvernement fédéral n'apprécie pas sa signature. Il tente d'en minimiser l'importance. Selon le fédéral, cette entente n'a de portée que parce qu'elle est chapeautée par un échange de lettres entre la France et le gouvernement canadien. Afin d'encadrer les démarches québécoises, le gouvernement fédéral tente de négocier avec le Quay d'Orsay

---

<sup>27</sup> Patry, André, Le Québec dans le monde, Ottawa, Leméac, 1980, p. 61.

<sup>28</sup> Patry, André, Ibid, p.63.

un accord cadre. Le 17 novembre 1965, Ottawa et Paris signent un traité, qui ne satisfait toutefois pas complètement le gouvernement fédéral.

«Mais le Canada a dû faire deux concessions. C'est l'ambassadeur de France et non Maurice Couve de Murville (ministre des Affaires extérieures) qui signe au nom de son pays, contrairement à ce qu'avait souhaité Paul Martin, le cosignataire canadien. En outre, Ottawa doit s'incliner devant le refus de Paris de prendre l'engagement, par une disposition expresse de la convention de respecter l'interprétation fédérale de la Constitution canadienne.»<sup>29</sup>

Malgré la signature de cet accord cadre, le ministre des Affaires culturelles du Québec, Pierre Laporte signe à Québec une semaine plus tard, le 24 novembre, une entente culturelle avec la France qui ne fait aucunement référence à l'accord cadre franco-canadien.

La signature de ces ententes marque le début des querelles entre Ottawa et Québec sur le rôle international du Québec, Ottawa rejetant les revendications québécoises en la matière. Le gouvernement fédéral estime avoir l'exclusivité de la compétence en matière de politique étrangère.

«Le Canada ne possède qu'une seule personnalité internationale au sein de la communauté des nations. Il n'y a aucun doute que seul le gouvernement canadien a le pouvoir ou le droit de conclure des traités avec d'autres pays.»<sup>30</sup>

---

<sup>29</sup> Patry, André. Op.Cit., p. 65.

<sup>30</sup> Morin, Claude, L'Art de l'impossible. La diplomatie québécoise depuis 1960, Boréal, Montréal, 1987, p.29 (Citation d'une déclaration de Paul Martin, ministre des Affaires extérieures, émise le 20 avril 1965. La référence n'a pas été écrite dans le livre.)

Le gouvernement du Québec, quels que soient les chefs qui se succéderont à sa tête, revendiquera lors des différentes conférences constitutionnelles un nouveau partage des pouvoirs et la reconnaissance dans la Constitution de son droit de négocier et de signer des ententes avec des gouvernements étrangers dans les domaines de sa compétence et de participer aux conférences internationales sur des questions relevant de ces prérogatives constitutionnelles.

Il va sans dire que l'élection du gouvernement Lesage a ouvert la voie au Québec à de nombreuses réformes, non seulement sur le plan international avec la signature d'ententes de coopération avec la France, mais également sur la scène canadienne. C'est sous le gouvernement Lesage qu'apparaîtra un nouveau partage fiscal fédéral-provincial, que le Québec se retirera de certains programmes à frais partagés en échange d'abattements fiscaux, que sera créé un programme québécois de régime des rentes, que la Caisse de Dépôt et de Placement verra le jour, que le gouvernement transformera son bureau de New-York en Délégation générale et que seront ouvertes des délégations à Londres, à Paris et à Milan.

Le gouvernement de Jean Lesage aura ainsi jeté les bases de la politique québécoise que poursuivront ses successeurs.

## **1.2 Le gouvernement Johnson**

L'élection de Daniel Johnson en juin 1966 voit l'entrée en scène d'une nouvelle stratégie et d'un nouveau slogan: «Égalité ou indépendance».

Le 19 mars 1965, Daniel Johnson publie un volume ayant comme titre «Égalité ou indépendance». Il y exprime sa volonté d'une «refonte complète des institutions canadiennes, de façon à ce qu'elles reflètent la réalité socio-culturelle, c'est-à-dire l'existence de deux nations, l'une anglophone et l'autre francophone.»<sup>31</sup>

«Fédération, États-associés, confédération, statut particulier, république, quoi qu'il en soit le nouveau régime constitutionnel devra donner à la nation canadienne-française tous les pouvoirs qui lui sont nécessaires pour assurer son propre destin [...] ce qui implique qu'on lui reconnaisse l'égalité complète. Sinon, il faudra bien faire l'indépendance du Québec.»<sup>32</sup>

Pour ce faire, il revendique un nouveau partage des pouvoirs au sein de la fédération canadienne.

A ce moment-là, les relations avec la France et la revendication pour la poursuite de relations internationales, «allaient acquérir une importance primordiale en tant qu'outil stratégique pour arracher d'Ottawa des concessions dans le domaine constitutionnel.»<sup>33</sup>

Les relations avec la France deviennent donc, en quelque sorte, une «assurance tous risques» dans l'éventualité de l'échec des négociations constitutionnelles.

---

<sup>31</sup> Malone, Christopher, "La politique québécoise en matière de relations internationales: changement et continuité, (1960-1972), Thèse de maîtrise en sciences politiques, Ottawa, Université d'Ottawa, Ontario, 1974, p. 173.

<sup>32</sup> Propos de Daniel Johnson cités dans, Ares, Richard, Nos grandes options politiques et constitutionnelles, Bellarmin, 1972, p. 59.

<sup>33</sup> Malone, Christopher, op. cit., p. IV

Daniel Johnson souhaite «pour des raisons socio-culturelles liées à l'épanouissement culturel du Québec»<sup>34</sup> le respect absolu et intégral des compétences constitutionnelles du Québec. Pour Daniel Johnson, «les relations internationales constituent l'oxygène du Québec. Comment fortifier l'identité si ce n'est en nous tournant vers l'extérieur du continent, puisque nous y sommes seuls pour ne pas dire isolés?»<sup>35</sup>

Le premier geste que posera Daniel Johnson au niveau des relations internationales du Québec, sera de transformer en avril 1967 le ministère des Affaires fédérales-provinciales en ministère des Affaires intergouvernementales. En posant ce geste, Daniel Johnson invoquera quatre raisons:

«Premièrement, le désir du Québec d'occuper pleinement tous les domaines de sa compétence; deuxièmement, l'objectif de hâter la solution du problème constitutionnel canadien et en même temps d'élargir les horizons du Québec dans les domaines de sa compétence; troisièmement, la nécessité de mettre un terme à la dispersion actuelle, dispersion entre divers ministères, des responsabilités administratives, notamment en ce qui concerne l'action extraterritoriale du Québec; quatrièmement, l'évolution normale du ministère des Affaires fédérales-provinciales dont les responsabilités actuelles comprennent non seulement les relations du Québec avec le gouvernement central et les gouvernements des autres provinces, mais aussi, par la force des choses, les relations du Québec avec tous les autres gouvernements.»<sup>36</sup>

---

<sup>34</sup> Johnson, Daniel, Le gouvernement du Québec et la constitution. What Does Québec Want, p. 2.

<sup>35</sup> Morin, Jacques-Yvan, "Les relations internationales du Québec. 1- Sa présence dans quelques 15 pays peut faire l'envie de plus d'un État souverain", dans Le Devoir, Montréal, 30 mars 1985. p.9.

<sup>36</sup> Malone, Christopher, Malone, Christopher, "La politique québécoise en matière de relations internationales: changement et continuité, (1960-1972), Thèse de maîtrise en sciences politiques, Ottawa, Université d'Ottawa, Ontario, 1974, p. 123.

Même si le gouvernement Johnson se faisait fort de renforcer la coopération avec la France, cela était loin d'être acquis. En France, la défaite de Jean Lesage, qui était très apprécié par les autorités françaises, avait été mal perçue. On ne savait trop quoi penser du chef de l'Union Nationale que l'on croyait à première vue plus conservateur sur les revendications du Québec et sur sa volonté de poursuivre les refontes entamées par la Révolution tranquille.

Afin d'améliorer son image, Daniel Johnson écrit au général de Gaulle. Il l'assure de son désir d'accroître les échanges avec la France et l'invite à venir au Québec visiter Expo 67.

Le général avait déjà envoyé en éclaireur au Québec deux de ses représentants, Christian Fouchet, ministre de l'Éducation nationale et Maurice Couve de Murville, ministre des Affaires étrangères.

L'accueil chaleureux que reçoit Daniel Johnson lors de sa visite en France du 17 au 22 mai 1967 écarte toutes les inquiétudes qui auraient pu exister. A cette occasion, il y a intensification de la coopération franco-québécoise. Mais c'est l'organisation de la visite du général de Gaulle au Québec qui retient l'attention. Rien n'est épargné pour faire de cette visite un événement marquant.

Le général fera en bateau la traversée de l'Atlantique et le périple sur le St-Laurent jusqu'à Québec. Il parcourra, par la suite, dans un cortège le long du Chemin du Roy, la distance séparant Québec à Montréal. Le 24 juillet 1967, le général de Gaulle du haut du balcon de l'hôtel de ville de Montréal fera retentir son fameux «Vive le

Québec libre», qui marquera pour toujours la coopération franco-québécoise et les relations France-Canada.

Le général de Gaulle effectuera un retour précipité en France, sans effectuer de visite à Ottawa. Ses propos provoqueront la quasi rupture des relations diplomatiques entre le Canada et la France. Cette visite donnera toutefois une impulsion considérable aux relations franco-québécoises. Deux mois plus tard, en septembre 1967, seront signés les accords Johnson-Peyrefitte.

Ceux-ci ont pour objet «d'élargir et de renforcer le cadre des ententes signées en 1965 par l'institution de réunions périodiques entre les ministres intéressés et le renforcement des structures interministérielles des deux pays afin d'accélérer les procédures et d'accroître l'efficacité de la coopération entre la France et le Québec.»<sup>37</sup>

«Il était en gros décidé que pendant les trois années subséquentes, on tenterait de multiplier par 10 le volume des échanges franco-québécois atteint dans le cadre des ententes de 1965.»<sup>38</sup>

Est créé en France: un Centre franco-québécois de développement pédagogique; un Centre franco-québécois de développement de l'enseignement technologique et un Centre franco-québécois de recherche scientifique et technique. Des chercheurs québécois sont admis au CNRS, le nombre de professeurs envoyés au Québec est augmenté, le

---

<sup>37</sup> "Les ententes franco-québécoises", dans le Bulletin France-Québec, no 37, 1980.

<sup>38</sup> Morin, Claude, Morin, Claude, L'Art de l'impossible. La diplomatie québécoise depuis 1960, Boréal, Montréal, 1987, p. 83.

nombre de bourses également. Des stages d'étudiants en journalisme sont créés et des échanges de fonctionnaires sont mis sur pied.

«Parmi ces décisions, il y a l'établissement d'un organisme commun et permanent jouant le rôle de secrétariat général de la coopération, comprenant des représentants des deux partis. Il y a aussi la tenue d'une façon régulière, alternativement à Paris et à Québec, d'une réunion au plus haut niveau avec la collaboration de tous les ministres intéressés. Il y a enfin la formation d'une sous-commission franco-québécoise chargée de dresser un programme de développement des échanges de jeunes et de proposer la création d'un mécanisme destiné à faciliter l'organisation de ces échanges.»<sup>39</sup>

Cela donne naissance, le 9 février 1968, à l'Office franco-québécois pour la jeunesse.

Les relations franco-québécoises connaissent par ailleurs un tel développement depuis la visite au Québec du général que «Paris juge nécessaire de conférer un statut spécial à son consulat général de Québec, en lui donnant juridiction, sur le plan non consulaire, sur tout le territoire québécois et en lui accordant le droit de communication directe avec le quai d'Orsay. Son nouveau titulaire sera même promu au rang de ministre plénipotentiaire.»<sup>40</sup>

A la même période le Québec revendique «une participation aux conférences et organismes internationaux, surtout de la francophonie».<sup>41</sup>

---

<sup>39</sup> Patry, André, Le Québec dans le monde, Leméac, Ottawa, 1980, p. 104.

<sup>40</sup> Patry, André, op. cit., p. 105.

<sup>41</sup> Jacomy-Millette, Anne-Marie, "Le rôle des provinces dans les relations internationales", dans Études Internationales, vol.X, no 2, juin 1979, p. 290.

Déjà avec l'appui du général de Gaulle, le Québec a établi ses premiers contacts en Afrique francophone. En mai 1965, le gouvernement du Québec insatisfait de l'aide canadienne à l'Afrique francophone annonce la mise sur pied de son propre programme d'aide. Le Québec désire ainsi exprimer sa solidarité avec les pays de même langue que lui. Ce programme est l'expression de la prise de conscience «du fait québécois» et du peu d'aide que le Canada accorde, jusque là, à la réalité francophone de l'Afrique. L'aide canadienne étant davantage tournée vers les pays africains membres du Commonwealth. Après la France, c'est en Afrique que le Québec fera ses premiers pas sur la scène internationale.

Le 4 avril 1967, à Québec, le Président du Rwanda et le Premier Ministre Johnson signent une déclaration commune par laquelle ils conviennent d'intensifier les échanges culturels entre les deux peuples. Le 18 mai 1967 est créée l'Association des parlementaires de langue française à laquelle adhère le Québec.

Les revendications du Québec pour sa participation aux conférences des pays francophones et aux organisations internationales sont loin de calmer les inquiétudes d'Ottawa. Elles marquent l'ère des querelles diplomatiques entre Ottawa, Québec et Paris.

L'affaire du Gabon en février 1968 en est, après le «Vive le Québec libre» du général de Gaulle, un exemple frappant.

### **1.2.1 Le début des crises**

Du 5 au 10 février 1967 se tient à Libreville au Gabon, la conférence des ministres de l'Éducation des États africains et Malgache d'expression française. Appuyé par la

France, le gouvernement du Québec reçoit une invitation directe du gouvernement gabonais, alors que le gouvernement fédéral n'est pas invité.

« La conférence des ministres de l'Éducation fut à l'origine une entreprise purement franco-africaine, réunissant l'ancienne métropole et les pays d'Afrique qui avaient été dans sa mouvance. L'élargissement joua d'abord en faveur du Québec, à l'intervention personnelle du général de Gaulle et comme l'une des conséquences de l'historique voyage de juillet 1967.»<sup>42</sup>

Monsieur Johnson motiva ainsi l'acceptation de cette invitation de la part du Québec:

« La présence de monsieur Cardinal marquera l'intérêt du Québec pour la francophonie. C'est surtout pour cela que monsieur Cardinal prendra part à la conférence. Le Québec a l'intention de savoir ce qui se passe dans le monde de l'éducation et le monde francophone. Cela peut aider la province autant que le Canada, qui aura ainsi lui aussi, une participation efficace au sein du monde francophone. Il n'est pas question d'aventures internationales du Québec ou de conflits avec Ottawa, si chacun s'occupe de ses affaires. Rien n'interdit au Québec, lors de la conférence du Gabon de songer aux intérêts du Canada tout entier. Monsieur Johnson termina sa déclaration en souhaitant qu'Ottawa révise ses conceptions «surannées» en matière diplomatique et qu'il tienne compte de la réalité suivante. Dans une province où résident 80 % de francophones, il est normal de s'aboucher aux échanges internationaux de la francophonie.»<sup>43</sup>

Le gouvernement canadien, après la crise des relations France-Canada qu'avait suscité le cri du général de Gaulle, réagissait très mal à l'invitation faite par le Gabon auprès du gouvernement québécois. Un échange de lettres en résulte entre le Gabon et le Canada. Le 30 janvier, dans une note diplomatique, le Gabon insiste «sur la nature

---

<sup>42</sup> Léger, Jean-Marc, "Fervente et difficile présence au monde", dans Forces, no 34-35, 1976, p. 75.

<sup>43</sup> Cité par Malone, Christopher, "La politique québécoise en matière de relations internationales: changement et continuité, (1960-1972)" Thèse de maîtrise en sciences politiques, Ottawa, Université d'Ottawa, Ontario, 1974, p. 54.

strictement personnelle de l'invitation». Ottawa trouve inacceptable l'accueil du ministre québécois de l'Éducation, Jean-Guy Cardinal, avec tapis rouge et drapeau du Québec qui flotte sans celui du Canada au milieu des autres nations.»<sup>44</sup>

La note du gouvernement gabonais comprend également des commentaires sur la Constitution canadienne afin de justifier l'invitation du ministre québécois. Ottawa trouve cela inacceptable de la part d'un gouvernement étranger. Le 19 février 1967, il demande à son nouvel ambassadeur au Gabon de ne pas présenter ses lettres de créances. S'ensuit, le 4 mars 1968, la rupture des relations diplomatiques avec le Gabon.

Le 26 avril 1968, se tient à Paris la deuxième partie de la conférence des ministres de l'Éducation des États africains et Malgache d'expression française. «La France qui tient peu à une rupture avec Ottawa se contente d'envoyer un avis au Québec l'informant que la conférence serait tenue».<sup>45</sup>

Constatant l'intérêt soutenu du général de Gaulle pour le Québec, Daniel Johnson envisage une nouvelle visite en France. Son décès le 26 septembre 1968 mettra fin à deux ans «d'activités phénoménales» du Québec sur la scène internationale, caractérisés par la mise en marche de nombreux programmes avec la France, la création d'organismes communs France-Québec, par la participation du Québec à des rencontres internationales, par la signature d'ententes bilatérales avec plusieurs pays et par l'instauration de la politique française à l'égard du Québec, qui se poursuit encore aujourd'hui.

---

<sup>44</sup> Marchais, Anne, "Motivations et rôle de l'aide canadienne en Afrique francophone de 1968 à 1974". Mémoire de DEA, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, juin 1984, p. 22.

<sup>45</sup> Marchais, Anne, Ibid, p. 25.

«Le gouvernement de Daniel Johnson a donc fait vivre au Québec sur le plan international, quelques-unes de ses plus belles heures.»<sup>46</sup>

### 1.3 Le gouvernement Bertrand

Jean-Jacques Bertrand, même s'il poursuit dans la même veine philosophique que ces prédécesseurs, tentera durant son mandat d'éviter tout affrontement avec Ottawa. Il désire remédier au contentieux Ottawa-Paris-Québec.

Même si pour lui, le «Québec sait faire» et qu'il souhaite que le Québec prenne en main ses leviers économique, politique et culturel, on dit de lui qu'il est fédéraliste avant tout. Son slogan électoral n'avait-il pas été: «100% québécois, 100% canadien.»<sup>47</sup> Dans une note adressée au Président français Georges Pompidou à la suite de son élection à la tête de la République française, Jean-Jacques Bertrand écrit, «J'ai exprimé au nouveau gouvernement français mon désir de maintenir d'étroites relations avec la France, sans négliger les relations avec le Canada. Je ne vois pas quel avantage nous apporterait des relations tendues entre la France et le Canada.»<sup>48</sup>

---

<sup>46</sup> Patry, André, Le Québec dans le monde, Leméac, Ottawa, p.130.

<sup>47</sup> Malone, Christopher, "Christopher Malone de Paris, Pompidou et le Québec", dans Le Jour, Montréal, 17 avril 1974.

<sup>48</sup> Malone, Christopher, "La politique québécoise en matière de relations internationales: changement et continuité" (1960-1972), Thèse de maîtrise en sciences politiques, Ottawa, Université d'Ottawa, Ontario, 1974, p. 202.

C'est Jean-Guy Cardinal, vice-président du conseil exécutif qui fera en janvier 1969, le voyage à Paris que devait effectuer Daniel Johnson. Jean-Jacques Bertrand ne peut s'y rendre, car il se remet d'une attaque cardiaque.

A l'occasion de ce voyage, trois lettres d'intention élargissant le champ potentiel de la coopération franco-québécoise sont signées. Celles-ci confirment, «que les deux gouvernements exploreraient en commun les moyens d'accroître les investissements et échanges industriels, la contribution de la France au développement de l'Université du Québec alors naissante et la participation franco-québécoise à un projet de satellite de télécommunication. La lettre sur les investissements et surtout celle sur le satellite soulevèrent des réactions immédiates à Ottawa.»<sup>49</sup>

Ottawa estime que le Québec ne peut signer une entente relative à un domaine qui n'est pas compris dans l'accord-cadre franco-canadien de 1965.

Même si des accords sont signés entre le Québec et la France, même si le Québec continue de participer aux conférences des ministres de l'Éducation des États Africains et Malgache d'expression française et même s'il poursuit les revendications constitutionnelles pour que soit reconnu le droit des provinces d'établir des relations avec des pays étrangers, monsieur Bertrand cherche à «dédramatiser» les relations France-Québec.

«Jean-Jacques Bertrand, nouveau Premier Ministre n'accordait pas la même priorité aux relations du Québec avec l'étranger, mais il n'aurait pas songé un instant à cette «normalisation» soumise rêvée par Ottawa. Il était davantage porté en cette matière à digérer l'acquis et se

---

<sup>49</sup> Morin, Claude, L'Art de l'impossible. La diplomatie québécoise depuis 1960, Boréal, Montréal, 1987, p. 90.

méfiait des innovations percutantes que le Québécois moyen aurait pu mal accepter.»<sup>50</sup>

N'avait-il pas proclamé lors de la course à la «chefferie» que «la politique française des années précédentes n'était pas électoralement rentable et que le nouveau chef de gouvernement allait mettre fin à ces «folies» au plus vite.»<sup>51</sup>

### 1.3.1 Les conférences de Kinshasa et de Niamey

Lors de la troisième conférence internationale sur l'éducation le 13 janvier 1969 à Kinshasa, les choses vont prendre une tournure différente qu'en février 1967 à Libreville. Le nouveau Premier ministre du Québec, Jean-Jacques Bertrand ne revendique pas une représentation distincte du Québec à cette conférence. Le Canada a reçu une invitation à participer à la conférence des ministres francophones. Le gouvernement du Québec accepte d'intégrer la délégation canadienne.

Un accord intervient entre les deux parties. Jean-Marie Morin, secrétaire d'État à l'Éducation, dirige la représentation québécoise en lieu et place de Jean-Guy Cardinal, ministre de l'Éducation qui refuse de diriger une mission qu'il qualifie de «bâtarde»<sup>52</sup>. Monsieur Morin préside également la délégation canadienne, composée du Nouveau-

---

<sup>50</sup> Morin, Claude, Ibid, p.89.

<sup>51</sup> Malone, Christopher, "Christopher Malone de Paris, Pompidou et le Québec", dans le journal Le Jour, Montréal, 17 avril 1974.

<sup>52</sup> Malone, Christopher, "La politique québécoise en matière de relations internationales: changement et continuité" (1960-1972), Thèse de maîtrise en sciences politiques, Ottawa, Université d'Ottawa, Ontario, 1974, p. 199.

Brunswick et de l'Ontario. Il a pour instruction «de ne pas chercher un affrontement avec Ottawa en terre africaine.»<sup>53</sup>

Les drapeaux de chaque province flottent avec le drapeau canadien. Même si les provinces parlent en leur nom propre, le principe d'une délégation canadienne s'affirme.

Peu de temps après, se pose le problème de la présence du Québec au sein des instances de la francophonie. Du 17 au 20 février 1969 a lieu à Niamey, la première conférence des pays entièrement ou partiellement de langue française. On y recommande la création d'une agence de coopération culturelle et technique du monde francophone. S'ouvre à nouveau, ou se poursuit, le débat sur les modalités de la participation du Québec aux conférences internationales, car le gouvernement canadien rejette depuis le début les prétentions internationales du Québec.

Le Canada et le Québec sont présents à Niamey mais au sein d'une délégation unique.

Du 23 au 29 février 1970, lors de la première session annuelle des ministres de l'Éducation des pays francophones qui s'ouvre à Nouakchott, le compromis de Kinshasa de 1969 est retenu pour la participation du Québec. Le chef de la délégation québécoise préside la délégation canadienne.

Du 16 au 21 mars 1970 à Niamey se déroule la deuxième conférence des pays entièrement ou partiellement de langue française. On y signe la convention créant l'Agence de coopération culturelle et technique. Après de longues négociations et

---

<sup>53</sup> Malone, Christopher, Ibid, p. 199.

quelques nuits blanches en pourparlers, le Québec et le gouvernement fédéral trouvent un compromis. Le Québec obtient le statut de gouvernement participant.

« L'entrée du Québec à l'Agence, doit être signalée avec toute l'importance qu'elle mérite. L'État québécois accédait pour la première fois et de plein droit à une enceinte multilatérale, intergouvernementale où se discutaient des programmes de coopération culturelle et technique qui revêtaient une grande importance pour lui. Elle permettait aussi au Québec de travailler de manière fonctionnelle avec l'ensemble des communautés francophones avec lesquelles il partageait des intérêts.»<sup>54</sup>

Malgré cet acquis du Québec, et la poursuite des contacts avec l'extérieur, le gouvernement de Jean-Jacques Bertrand sera perçu comme le gouvernement qui aura limité les prétentions internationales du Québec.

«Instaurée sous le gouvernement de Jean Lesage, la politique québécoise de prolongement international des compétences internes s'est affermie sous l'administration de Daniel Johnson, puis s'est graduellement affaiblie sous celle de Jean-Jacques Bertrand.»<sup>55</sup>

Le gouvernement Bertrand sera également marqué par des tiraillements internes au sein de son équipe sur la politique à prendre en matière de relations internationales. Certains de ses lieutenants, tels Marcel Masse, Jean-Guy Cardinal et Claude Morin désirent que le gouvernement revendique davantage au plan de sa participation sur la scène internationale. Le Premier Ministre Bertrand est, quant à lui, davantage préoccupé

---

<sup>54</sup> Québec, Ministère des Relations Internationales, Le Québec dans le monde, Éditeur officiel du Québec, juin 1985, p. 5.

<sup>55</sup> Parry, André, Le Québec dans le monde, Leméac, Ottawa, 1980, p. 129.

par les problèmes internes du Québec et par son élection à la tête de l'Union Nationale que par les revendications internationales du Québec.

«Cette double direction imprimée à la politique québécoise en matière de relations internationales fut responsable de l'impression confuse que projette la politique québécoise dans ce domaine, pendant la dernière année du passage au pouvoir du gouvernement de l'Union Nationale. Cette confusion «cassa» définitivement l'élan donné à la politique gouvernementale en matière de relations internationales par le Premier Ministre précédent.»<sup>56</sup>

#### 1.4 Le gouvernement Bourassa

L'entrée en scène de Robert Bourassa se fait sous le signe du pragmatisme et de la rentabilité, comme voudra l'être tout son mandat à la tête du gouvernement du Québec.

Son slogan: «le fédéralisme rentable», exprime bien sa philosophie. Il opte pour le fédéralisme, mais celui-ci doit être rentable pour le Québec. Un des aspects de cette rentabilité porte sur l'obtention pour le Québec de sa «souveraineté-culturelle».

«Nous pouvons à l'intérieur du Canada, à l'intérieur du régime fédéral, avoir une autonomie ou cette souveraineté culturelle dans un fédéralisme économique. C'est ça la seule option réaliste du Québec, réaliste en même temps que fascinante pour les Québécois.»<sup>57</sup>

Robert Bourassa cherchera donc à protéger au sein de la fédération canadienne, la langue et la culture canadiennes-françaises. Robert Bourassa réclamera donc des garanties constitutionnelles pour le Québec au niveau de la langue et de la culture à

---

<sup>56</sup> Malon, Christopher, "La politique québécoise en matière de relations internationales: changement et continuité" (1960-1972), Thèse de maîtrise en sciences politiques, Ottawa, Université d'Ottawa, Ontario, 1974, p. 207.

<sup>57</sup> Le parti libéral du Québec, Le Québec c'est ton affaire, Montréal, éd. du jour, 1974, p. 281.

travers la reconnaissance de la responsabilité du gouvernement provincial dans ces domaines.

Au plan de la coopération, la philosophie de «rentabilité» de Robert Bourassa est également présente. Il verra au niveau de la coopération, la nécessité «d'asseoir la coopération culturelle et économique».<sup>58</sup>

Les relations internationales prendront donc une tangente différente de celle de ses prédécesseurs. Elles auront un tournant résolument économique.

En chambre en 1971, Robert Bourassa définit ainsi sa vision des nouvelles orientations qu'il veut donner à la coopération.

«Il y a collaboration avec l'extérieur depuis l'arrivée du gouvernement. Les échanges en matière technique, scientifique, médicale, de génie et le reste ont été un peu plus privilégiées que par le passé. Il y a eu une légère diminution dans le domaine des sciences humaines tenant compte que des deux côtés de l'Atlantique on était assez bien pourvu en sociologue, ethnologue, criminologue et le reste. Le gouvernement à l'intérieur de la même enveloppe budgétaire, privilégie davantage les échanges de chercheurs, de techniciens et dans le domaine de la coopération économique, également d'hommes d'affaires au niveau de la moyenne entreprise.»<sup>59</sup>

Robert Bourassa s'intéressera donc particulièrement à créer des liens avec les gens d'affaires. Il effectuera plusieurs voyages à vocation économique à New York, San Francisco, Londres, Paris, Milan, Rome et Francfort. Il établira par ailleurs au fil des ans,

---

<sup>58</sup> Malone, Christopher, *op. cit.*, p. 210.

<sup>59</sup> Malone, Christopher, *Ibid*, p. 111 et Gouvernement du Québec, *Journal des débats*, 2ième législature, "Commission permanente des affaires intergouvernementales", 9 juin 1971, No. 54, p. 2281.

des relations avec la Syrie, l'Irak, l'Arabie Saoudite, le Koweït, l'Iran et avec des pays d'Europe orientale.

En France, Robert Bourassa fera miroiter aux hommes d'affaires l'avantage de faire affaire en français au Québec. Il mettra également fin aux querelles protocolaires qui rythment les relations France-Québec.

«Pendant la campagne électorale de 1970, tout comme il l'avait déjà fait à l'Assemblée nationale, le Parti libéral condamne l'attitude du Québec à l'étranger. Il dénonce les querelles protocolaires avec les représentants d'Ottawa, les voyages jugés trop nombreux des ministres et des fonctionnaires, de même que les réceptions, soit disant fastueuses dans les délégations. Une fois au pouvoir, le nouveau gouvernement s'applique à donner à ses relations internationales un air de pragmatisme et à réduire au minimum ses obligations sociales. Il manifeste même une certaine réserve à l'égard de la France.»<sup>60</sup>

Ce sera l'époque où les diplomates canadiens retrouveront leur place aux cérémonies et rencontres officielles, alors qu'ils y avaient été exclus depuis le général de Gaulle.

Robert Bourassa se rend à Paris le 19 avril 1971. Il est reçu à un déjeuner officiel offert par le Président Pompidou mais «les pourparlers avec le gouvernement français ne donnent lieu à aucune entente particulière».<sup>61</sup>

Sa visite se veut davantage à caractère économique et s'inscrit dans le cadre d'une tournée économique européenne, qui le mène à Londres, Francfort, Rome et Milan.

« Le Québec a l'avantage d'être américain et francophone.  
Ce qui est difficile partout en Amérique du Nord est plus

---

<sup>60</sup> Parry, André, Le Québec dans le monde, Leméac, Ottawa, 1980, p. 132.

<sup>61</sup> Parry, André, Ibid., p.133.

facile chez-nous pour l'homme d'affaires français, car il peut l'entreprendre dans sa langue. Les Québécois sont des nord-américains qui travaillent avec des méthodes nord-américaines en français. Pour les Européens, notre façon de vivre et de travailler, comme le gigantisme des ressources de nos sous-sols devraient présenter des attraits sérieux.»<sup>62</sup>

Georges Pompidou souligne pour sa part le faible pourcentage des échanges commerciaux entre le Canada et la France.

« Le Président Pompidou saura très vite qu'il ne sera pas possible à la France d'occuper une place importante dans les priorités économiques de Bourassa «première version», celle des investissements et des 100,000 emplois. Il fera d'ailleurs allusion au niveau faible des investissements français au Québec [...] en regrettant que le Gouvernement français ne puisse faire plus, et en soulignant que les discussions en cours au Canada à propos des contrôles à appliquer aux investissements étrangers n'incitaient pas les éventuels investisseurs français à s'y ruer.»<sup>63</sup>

Malgré ce caractère économique, Robert Bourassa poursuivra la coopération «traditionnelle» franco-québécoise instaurée depuis 1965. La carte française n'est pas à dédaigner «dans l'optique de l'acquisition par le Québec d'une souveraineté culturelle».<sup>64</sup>

Robert Bourassa signera, le 5 décembre 1974, à Paris les accords Bourassa-Chirac qui font le bilan des 10 ans de coopération franco-québécoise. Ceux-ci lui donnent une nouvelle impulsion.

---

<sup>62</sup> Malone, Christopher, "La politique québécoise en matière de relations internationales: changement et continuité" (1960-1972), Thèse de maîtrise en sciences politiques, Ottawa, Université d'Ottawa, Ontario, 1974, p. 42.

<sup>63</sup> Malone, Christopher, "Christopher Malone de Paris, Pompidou et le Québec", Le Jour, Montréal, 17 avril 1974.

<sup>64</sup> Malone, Christopher, Ibid.

Il est invité par le Président Valéry Giscard d'Estaing à assister à un conseil des ministres, honneur sans précédent. «Ça ne s'était jamais produit en France et ça ne s'est pas reproduit depuis, à ma connaissance en tout cas.»<sup>65</sup>

Les accords Bourassa-Chirac font état de la volonté de mettre l'accent sur de nouveaux secteurs de coopération. La France est invitée à jouer un rôle dans l'application de la Loi 22 sur l'usage du français au Québec par le biais de la francisation des entreprises. On parle de coopération industrielle, de la conclusion d'ententes industrielles entre des sociétés françaises et québécoises conduisant à des implantations nouvelles ou au développement d'entreprises existantes. Les secteurs de l'électricité, de l'électronique, de la chimie, des ressources minières - tel l'uranium - , forestières, du transport, de l'environnement, de la construction, de la communication et des sports et loisirs sont particulièrement visés par ces accords. On décide également de créer un groupe franco-québécois de coopération industrielle.

«Il a été jugé souhaitable de susciter en priorité la conclusion d'ententes industrielles entre des sociétés françaises et québécoises conduisant à des implantations nouvelles ou au développement d'entreprises existantes. Ces accords permettront le transfert de technologies et renforceront les entreprises de chaque pays, de même qu'ils contribueront au développement et à la diversification de nos échanges.»<sup>66</sup>

---

<sup>65</sup> Propos de Jacques Chirac, cité par Le Cour, Rudy, "Rien n'affectera les relations France-Québec, dit Chirac", dans Le Devoir, Montréal, 30 juillet 1984.

<sup>66</sup> "Accord Bourassa-Chirac, Bilan de 10 ans de coopération franco-québécoise", dans Les ententes franco-québécoises, Bulletin France-Québec, no 37, 1980.

Au niveau de la participation du Québec aux conférences des pays francophones, Robert Bourassa ne cherchera pas à revendiquer une participation spécifique du Québec. Il entérinera les positions prises par Jean-Jacques Bertrand et intégrera la délégation canadienne.

«Le Québec est plus attaché à sa présence aux réunions internationales, à la cueillette de l'information dont ont besoin ses ministères et ses organismes publics pour leur bon fonctionnement dans le champ de leurs compétences et de leurs activités [...] Qu'à la conquête formelle de statuts. Ceci ne s'applique naturellement pas à l'Agence de coopération culturelle et technique où les enjeux sont pour le Québec d'une nature telle qu'il ne saurait abandonner le statut qu'il a acquis.»<sup>67</sup>

Pour de nombreux observateurs, la présence du Québec au sein de la délégation canadienne constitue un recul pour celui-ci sur la scène internationale.

«On est donc passé, en l'espace de quatre ans, d'une participation québécoise directe, sur le même pied que les autres délégations, à une participation à la délégation canadienne à ces conférences sur un même pied que les autres provinces représentées au sein de la délégation.»<sup>68</sup>

Pour d'autres, le gouvernement Bourassa cherchera simplement à maintenir l'acquis du Québec, ni plus ni moins.

«Dans les années qui suivirent, le gouvernement libéral maintint davantage l'acquis qu'il innove. Ottawa aurait désiré un abandon résigné des ambitions québécoises

---

<sup>67</sup> Jacomy-Millette, Anne-Marie, "Le rôle des provinces dans les relations internationales", dans Études internationales, vol X, no 2, juin 1979, p. 290.

<sup>68</sup> Malone, Christopher, "La présence internationale du Québec: changement et continuité" (1960-1972), Thèse de maîtrise en sciences politiques, Ottawa, Université d'Ottawa, Ontario, 1974, p. 69.

externes, mais cela ne se produisit pas. Les libéraux de Robert Bourassa prirent cependant grand soin de respecter les balises et les frontières érigées en cette matière par les fédéraux, dont plus que leur prédécesseurs, ils craignaient visiblement les foudres.»<sup>69</sup>

Au plan constitutionnel, Robert Bourassa tenta d'éviter un recul au Québec en refusant d'entériner la Charte de Victoria qui rejetait « toute notion de personnalité internationale pour une province ».<sup>70</sup>

Certains estimeront que contrairement à ce que l'on pense, Robert Bourassa aura permis au Québec d'effectuer un pas important sur la scène internationale, mais pas dans le même sens que ses prédécesseurs.

«La venue au pouvoir du gouvernement libéral de Robert Bourassa devait consolider et élargir les activités internationales du Québec. Si, lors de plusieurs conférences, les délégués québécois s'intégrèrent sagement à l'intérieur de la délégation canadienne, par contre, les Maisons du Québec à l'étranger se multiplièrent. Des délégations québécoises furent envoyées à l'étranger explorer les possibilités d'un Québec à la recherche d'investissements. Avec Bourassa, la coopération avec l'étranger, exclusivement culturelle et politique, s'étendit aux domaines économique et scientifique.»<sup>71</sup>

---

<sup>69</sup> Morin, Claude, L'Art de l'impossible. La diplomatie québécoise depuis 1960, Boréal, Montréal, 1987, p. 104.

<sup>70</sup> Malone, Christopher, op. cit., p. 142.

<sup>71</sup> Lachance, Monique, "La présence internationale du Québec: problèmes et voies de solution", dans Le Devoir, 29 avril 1977.

## CHAPITRE II LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT DU PARTI QUÉBÉCOIS

«Au XIX<sup>ième</sup> siècle, ces relations n'ont pas été institutionnalisées, n'ont été le fait que de quelques hommes, fonctionnaires ou politiques et par conséquent il peut paraître normal qu'elles ne survivent pas à leurs promoteurs. Aujourd'hui, bien qu'on sente que le cœur n'y est plus, que le gouvernement actuel se préoccupe peu de ces relations et que la volonté politique de les assumer est pratiquement absente, il n'en demeure pas moins qu'un budget est voté annuellement et qu'un ministère existe pour le dépenser. Par conséquent, il serait difficile à ce gouvernement ou à tout autre, de renier ces ententes. Pendant ce temps, des besoins se créent, des habitudes se prennent qui font que ces relations sont là pour y demeurer en attendant un nouvel élan, une nouvelle poussée nationaliste qui entraînera le Québec à l'extérieur, encore une fois à la rencontre de la France.»<sup>72</sup>

C'est ainsi qu'en 1974, madame Louise Beaudoin concluait sa thèse de maîtrise:

Les relations France-Québec, 2 époques: 1835-1910 et 1960-1972, en laissant poindre sa déception vis-à-vis la tournure qu'avaient prises ces relations sous le gouvernement Bourassa. Elle lançait d'autre part un cri d'espoir vers une poussée nationaliste qui leur donnerait un nouvel élan.

Peut-être présageait-elle déjà de l'avenir ou laissait-elle deviner l'option politique qu'elle épouserait plus tard?

Quoi qu'il en soit, le cri d'espoir poussé par madame Beaudoin, nous laisse entrevoir des pistes de recherche. Car ce que nous cherchons justement à savoir, c'est si l'élection du Parti Québécois, parti nationaliste, véhiculant comme option politique la souveraineté-association, a donné un élan aux relations France-Québec.

---

<sup>72</sup> Beaudoin, Louise, "Les relations France-Québec: 2 époques, 1885-1910 et 1960-1972", Thèse de maîtrise, Québec, Université Laval, février 1974, p. 126.

## 2.1 L'élection du Parti Québécois

Il va sans dire que l'élection, le 15 novembre 1976, du Parti Québécois, après plusieurs défaites électorales se faisait dans la foulée de la vague nationaliste des années 60.

Il s'agissait de la poursuite au sein d'une structure politique des revendications du Rassemblement pour l'indépendance nationale et du Mouvement souveraineté-association.

L'arrivée au pouvoir du Parti Québécois, appelé à toutes les sauces, le Parti indépendantiste, jetait une douche froide à tout le système politique canadien. Celle-ci dévoilait aux yeux de tous les Canadiens que les revendications des Québécois n'étaient pas le fait d'une minorité de Québécois qui pourraient être calmés par des souplesses au plan canadien ou par la force\*, mais le fait d'une majorité de la population avec qui il faudrait dorénavant composer.

Toute la vie politique canadienne était donc par ricochet, changée. Pour la première fois au Canada, un parti indépendantiste prenait le pouvoir dans un État.

En ce qui a trait aux relations France-Québec, quelle sera la position du Parti québécois? Voilà la grande question que de nombreux politiciens canadiens se posèrent. Certains, particulièrement au niveau fédéral, croyaient ou laissaient entendre que le Parti

---

\* Crise d'octobre 1970.

québécois utiliserait la France et les relations France-Québec pour faire «l'indépendance»\*\*. D'autres, particulièrement du côté québécois, accordaient aux relations France-Québec la même importance que Jean Lesage et Daniel Johnson: donner au Québec tous les outils nécessaires à son développement.

---

\*\* Nous employons ici le terme indépendance, même si nous ne sommes pas nécessairement d'accord avec son utilisation pour le Parti Québécois, car nous estimons que le terme «souverainiste» est plus juste pour désigner l'option politique défendue par René Lévesque. Mais dans le contexte du débat soulevé par l'élection du Parti Québécois et du référendum de mai 1980, nous sommes obligés parfois d'utiliser le terme «indépendance», comme il en était fait référence dans le débat politique et populaire.

Dans son livre Option Québec et dans Les propositions constitutionnelles offertes aux Québécois en 1980, René Lévesque prône la «souveraineté-association». Par souveraineté, il entend: «Le Québec, en plus des pouvoirs politiques qui sont déjà siens, acquerra donc ceux qui sont actuellement exercés par Ottawa. La souveraineté, c'est le pouvoir de lever tous les impôts, de faire toutes les lois et d'être soi-même présent sur le plan international. C'est aussi la possibilité d'exercer librement en commun, avec un ou plusieurs États, certains de ses pouvoirs nationaux.»<sup>73</sup> Et par association: «Le gouvernement du Québec se propose d'offrir au reste du Canada de négocier avec lui un traité d'association communautaire, dont le but sera notamment de préserver l'espace économique canadien actuel en assurant la continuité des échanges... l'union économique et monétaire.»<sup>74</sup>

Par ailleurs, lors du débat référendaire québécois du 20 mai 1980, les termes «indépendance», «indépendantiste», «autonomiste» et «séparatiste» avaient une connotation péjorative et étaient d'une très grande charge émotive.

C. Delbasch, dans le Lexique de termes politiques,<sup>75</sup> définit ainsi: «indépendance», «autonomie», «séparatisme» et «souveraineté»:

---

<sup>73</sup> Gouvernement du Québec, La nouvelle entente Québec-Canada: Proposition du gouvernement du Québec sur une entente d'égal à égal: la souveraineté-association. Québec, 1979, p.13.

<sup>74</sup> Gouvernement du Québec, Ibid, p.14.

<sup>75</sup> Delbasch, C., Lexique de termes politiques, Paris, Dalloz, 1978.

**Indépendance :** Condition d'un État qui ne dépend que de lui-même. S'exprime juridiquement par la souveraineté. (p. 145)

**Souveraineté :** Pouvoir originaire et suprême reconnu à un État en droit public français (pouvoir de se donner sa propre constitution; en politique, cette notion a été intégrée dans la théorie juridique par les légistes et implique l'indépendance totale de l'État vis-à-vis des puissances étrangères (souveraineté externe) et l'exclusivité de la compétence sur le territoire national (souveraineté interne, possibilités de délégation à des collectivités territoriales.) (p. 277)

**Séparatisme:** Volonté de certains groupes de sortir de l'ensemble national et d'obtenir leur reconnaissance comme entité politique distincte de l'État d'origine. (p. 277)

**Autonomisme:** Revendications de certains groupes régionalistes dans le but d'un relâchement des liens avec l'autorité centrale, pouvant se traduire par l'exigence d'organes politiques propres. (p.19)

Madeleine Grawitz dans le Lexique des sciences sociales<sup>76</sup> ne parle pas d'autonomisme, mais définit ainsi

**Autonomie:** Pouvoir d'un groupe de s'organiser et de s'administrer lui-même sous certaines conditions. (Revendications Corses) Différent de l'indépendance, car implique la liberté... mais à l'intérieur d'un groupement plus vaste.» (p. 31)

**Indépendance:** État d'un individu, d'un groupe ou d'une nation qui ne sont soumis à aucune autorité extérieure. Syn. Autonomie, liberté. (p.203)

**Souveraineté:** Pouvoir politique originaire qui appartient à la nation. Souveraineté nationale. (p.343)

Donc, sur la base de ces définitions et du sujet qui nous intéresse, soit l'option politique du Parti québécois, nous dirons que cette formation politique était souverainiste, car elle cherchait à obtenir pour le Québec tous les pouvoirs s'attachant à l'indépendance reconnue d'un État, ainsi qu'autonomiste par rapport au pouvoir fédéral. Il cherchait

---

<sup>76</sup> Grawitz, Madeleine, Lexique des sciences sociales, Paris, Dalloz, 1986.

également à conserver des liens avec le Canada et de pouvoir négocier avec lui en tant qu'État souverain.

Quoi de plus naturel alors que de se tourner vers la plus importante entité francophone du monde. Mais qu'en a-t-il été réellement?

L'étude des programmes politiques du Parti québécois durant cette période et même avant sa prise du pouvoir est révélatrice.

Dans le programme du Parti québécois de 1971, comme dans celui de 1970, il est inscrit:

«Le Québec ouvrira d'abord un nombre restreint de missions diplomatiques et consulaires, situées à des endroits stratégiques, notamment dans les pays francophones et dont les titulaires pourront être accrédités auprès d'un certain nombre d'États ou d'organismes.»<sup>77</sup>

On ajoute plus loin: «Ces relations internationales, remplaçant le lien avec le Commonwealth par des relations intimes avec les pays francophones, devront également tenir compte en priorité des liens étroits que le voisinage aussi bien que notre intérêt le plus quotidien nous dictent vers les États-Unis.»<sup>78</sup>

On parle donc, advenant la souveraineté du Québec, d'ouvrir des missions diplomatiques comme l'aurait fait tout pays acquérant l'indépendance. Aucune mention expresse n'est faite de la France ni d'autres pays, sinon des États-Unis. On ne fait

---

<sup>77</sup> Parti québécois, Le programme - l'action politique - les statuts et règlements. Montréal, Québec, 1971, p.28.

<sup>78</sup> Parti québécois, Ibid, p. 69.

également aucune référence à la nécessité de chercher l'appui de pays étrangers pour obtenir la souveraineté du Québec.

On pourrait se demander ce que signifie «à des endroits stratégiques, notamment dans les pays francophones». Cela ne peut pas vouloir dire, à notre avis, que «ces endroits» vont aider le Québec à obtenir sa souveraineté.

Contrairement à ce que certains observateurs croyaient, c'est l'importance des États-Unis qui est soulignée dans ces programmes politiques.

Dans son programme de 1973, «Un gouvernement du PQ s'engage...», le Parti québécois va un peu plus loin dans ses intentions.

«Un gouvernement du Parti québécois s'engage à établir des liens de coopération et de bonne entente avec la communauté internationale, en considérant en priorité:

- a) le remplacement des liens préférentiels avec le Commonwealth par des relations intimes avec les pays francophones;
- b) l'établissement de relations avec les pays du tiers-monde en particulier ceux de l'Amérique latine;
- c) les rapports étroits qui nous lient au Canada et aux États-Unis d'Amérique.»<sup>79</sup>

Encore une fois, aucune importance particulière n'est accordée à la France, mais c'est plutôt le continent américain qui est favorisé.

En 1975 et en 1978, le Parti québécois réitère la même demande dans son programme politique, sauf qu'en 1978, un accent est mis sur les liens économiques qui unissent le Québec à l'Ontario et aux États-unis.

---

<sup>79</sup> Parti québécois, «Un gouvernement du PQ s'engage...», Programme officiel, Éditions du PQ, Montréal, mai 1973, p.34.

Ce n'est qu'en 1979, dans «La nouvelle entente Québec-Canada, propositions du gouvernement du Québec pour une entente d'égal à égal: la souveraineté-association», que la France est mentionnée spécifiquement.

«Si les relations étroites que le Québec entend conserver avec le reste du Canada s'inscrivent dans la réalité géographique et tiennent compte des facteurs à la fois historiques, stratégiques et économiques, il en va de même à l'égard des autres partenaires privilégiés qu'il entend choisir: les États-Unis et la France, puis, à un autre niveau, les pays membres de la Communauté Européenne, le Japon et certains pays francophones d'Afrique.»<sup>80</sup>

Donc, qu'attend le Parti québécois de la France et qu'espère René Lévesque des relations France-Québec lors de son élection à la tête du Parti québécois? Il est difficile à la lecture de ces programmes politiques de l'identifier, même si on peut nettement distinguer que la francophonie revêt une très grande importance. Aucune mention spécifique n'est faite de la France, sauf en 1979. Ce sont plutôt le Canada et les États-Unis qui paradoxalement sont privilégiés dans le programme du Parti québécois.

Alors qu'en sera-t-il exactement? Quelle politique le Parti québécois adoptera-t-il vis-à-vis de la France? Examinons le déroulement des relations du Québec avec la France de 1976 à 1985.

## 2.2 Ses relations avec la France

C'est tout d'abord Claude Morin, ministre des Affaires intergouvernementales du Québec qui effectuera le premier voyage en France. Celui-ci se déroulera du 27 au 29 avril 1977.

---

<sup>80</sup> Gouvernement du Québec, La nouvelle entente Québec-Canada: Propositions du Gouvernement du Québec sur une entente d'égal à égal: la souveraineté-association. Québec, 1979, p.29.

Monsieur Morin sera reçu par le Président de la République, Valéry Giscard D'Estaing, par le Premier ministre Raymond Barre qui le priera de transmettre à Monsieur Lévesque une invitation à se rendre en visite officielle en France dans le courant de l'automne.

Il aura également des entretiens avec Alain Peyrefitte, Garde des Sceaux, ministre de la Justice; monsieur Louis de Guiringaud, ministre des Affaires étrangères; monsieur André Rossi, ministre du Commerce extérieur et monsieur Pierre Christian Taittinger, Secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères. L'objet du voyage de Claude Morin était de présenter «à ses interlocuteurs les intentions du nouveau gouvernement du Québec».<sup>81</sup>

Il sera également «confirmé de part et d'autre le respect du principe fondamental de non-ingérence dans les affaires extérieures d'un État. Par ailleurs, les interlocuteurs du ministre québécois ont souligné l'importance qu'attache tout naturellement la France à l'identité québécoise».<sup>82</sup>

On réaffirmera également de part et d'autre la volonté d'accroître et de diversifier les relations économiques et la coopération industrielle entre la France et le Québec; avec la possibilité d'associations entre sociétés françaises et québécoises, en particulier les petites et moyennes entreprises. Un intérêt particulier sera aussi porté à l'exploration et à l'exploitation du cuivre.

---

<sup>81</sup> Gouvernement du Québec, Communiqué conjoint émis au terme de la visite officielle en France de monsieur Claude Morin, ministre des Affaires intergouvernementales du Québec, du 27 au 29 avril 1977, Centre de documentation, Délégation générale du Québec à Paris, p.1.

<sup>82</sup> Gouvernement du Québec, *Ibid*, p.2.

Une invitation était lancée à monsieur Bernard Landry, ministre d'État au Développement économique, de se rendre en France pour la tenue d'une réunion spéciale du groupe de travail franco-québécois de coopération économique.

### 2.2.1 Le voyage du Premier ministre du Québec René Lévesque en France

La première visite de René Lévesque en France aura lieu du 31 octobre au 5 novembre 1977. Ce premier voyage fera l'objet d'une attention particulière de la part du gouvernement québécois et de la population québécoise afin de discerner la politique qu'adoptera le gouvernement français à l'égard du Québec. Y aura-t-il continuité des relations France-Québec? Quel accueil fera la France à l'option politique du Parti québécois?

Le gouvernement fédéral suivra scrupuleusement le déroulement de cette visite de René Lévesque en France, afin de déterminer dans les dédales protocolaires si un accueil trop «souverain» n'est pas accordé au chef du gouvernement du Québec.

René Lévesque recevra à quelques détails près l'accueil d'un chef d'État. «Avec deux motards en moins...l'accueil réservé par le gouvernement français au Premier ministre René Lévesque, mercredi, se situe au niveau protocolaire à quelques différences près, à celui réservé à un véritable chef d'État souverain, selon un haut fonctionnaire de l'hôtel Matignon.»<sup>83</sup>

Il sera tout d'abord accueilli à l'aéroport d'Orly par le Premier ministre Raymond Barre. Le Président Valéry Giscard D'Estaing remettra à René Lévesque les insignes de

---

<sup>83</sup> Paris - La deuxième plus grande ville québécoise du monde, Journal de Québec, 3 novembre 1977.

Grand Officier de la Légion d'honneur, premier homme d'État canadien à recevoir un tel honneur depuis Sir Wilfrid Laurier en juillet 1897. Selon Pierre Maillard, ambassadeur de France au Canada de 1979 à 1981, il s'agissait d'un geste symbolique, la France démontrant sa solidarité avec le Québec à travers le chef du gouvernement du Québec, M. Lévesque. Le grand escalier d'honneur de l'Assemblée Nationale où personne n'était passé depuis le roi Louis XVIII est même ouvert pour permettre à René Lévesque de pénétrer au Palais Bourbon. «Tous les députés s'étaient levés pour l'accueillir et l'acclamer».<sup>84</sup>

Monsieur Lévesque s'adressera également aux parlementaires dans l'hémicycle, «honneur peu commun pour un Premier ministre provincial et jamais accordé à un chef d'État étranger, depuis 1919».<sup>85</sup>

Le Président de l'Assemblée Nationale, Edgar Faure, interrompant les travaux parlementaires pour la circonstance, déclarera lors d'un toast à l'occasion d'un déjeuner donné en l'honneur de René Lévesque, «Si la France avait le devoir anxieux et angoissant de refuser son propre colonialisme, pourquoi condamnerions-nous des hommes qui au nom de l'idéal français refuseraient d'être eux-mêmes des colonisés de quiconque.»<sup>86</sup>

«La France, en ce jeudi 3 novembre 1977, ne savait que faire pour témoigner de son estime, de son admiration, de son affection fraternelle pour monsieur René Lévesque et pour le Québec. Elle conférait à son hôte la rare dignité réservée aux plus grands et

---

<sup>84</sup> Mallen, Pierre-Louis, "Vivre le Québec libre", Plon, 1978, p.11.

<sup>85</sup> Mallen, Pierre-Louis, Ibid, p.11.

<sup>86</sup> Descôteaux, Bernard, "Lévesque à Paris: la cause du PQ marque des points," Le Devoir, Montréal, 3 novembre 1977.

aux plus chers.» «Dans la presse française, il ne fut plus question d'indifférence comme avant le 24 juillet 1967, ni d'incompréhension, comme après cette date fameuse. Pendant quatre jours, les feuilles et les ondes furent remplies d'images, de récits, de déclarations. Les commentaires étaient unanimement favorables et même chaleureux.»<sup>87</sup>

Selon Pierre-André Wiltzer, chef de cabinet de Raymond Barre:

«Il y'a eu tout un courant au Québec avec des répercussions en France, au moment où le PQ est arrivé aux affaires, parce que ça donnait l'impression à l'opinion française, aux hommes politiques français que c'était un pas de plus dans la prise en main par le Québec de ses responsabilités, en tant que presque Nation. Pas en tant qu'État organisé avec tous les attributs de l'État, à savoir la défense, la monnaie, une politique internationale totalement indépendante, mais quand même une partie des attributs d'un État, et puis surtout un peuple qui avait une particularité et beaucoup de point en commun avec nous. Ça a coïncidé avec l'arrivée d'un nouveau gouvernement, d'une nouvelle équipe qui souhaitait, elle même développée la personnalité du Québec sur le plan international et des relations privilégiés avec la France [...] côté français au fond on a été assez tenté de marquer un peu spectaculairement les relations particulières, quoi.»<sup>88</sup>

C'est à l'occasion d'un déjeuner offert en l'honneur du Premier ministre Lévesque, que le président Valéry Giscard d'Estaing définira la politique qu'il entend adopter vis-à-vis le Québec et son nouveau gouvernement.

«En recevant, il y a 3 ans, votre prédécesseur, je lui disais que les liens qui nous unissent se placent au dessus des calculs de la politique et des combinaisons de l'intérêt. Je vous redis aujourd'hui, monsieur le Premier ministre, qu'ils ne dépendent pas de la conjoncture ou des circonstances.» «Quoi qu'il arrive, le Québec peut compter sur la sympathie fraternelle de la France. Il peut y compter d'autant plus que nous le savons aux prises, une

---

<sup>87</sup> Mallen, Pierre-Louis, *Op. cit.*, p. 12.

<sup>88</sup> propos tenus lors d'une entrevue réalisée à Paris au printemps 1987.

fois de plus, avec les problèmes de son destin. Longtemps, les français du Canada ont consacré leur acharnement à survivre et à grandir. Aujourd'hui, ils ont pris conscience de ce qu'ils sont, de ce qu'ils valent et de ce qu'ils veulent. Ils sont un peuple, et ils aspirent naturellement à en voir reconnaître la qualité et les prérogatives. Je n'ai pas besoin de vous dire que ce débat ne laisse pas la France indifférente. Mais il ne lui appartient pas d'y intervenir. Ce ne serait conforme, ni à votre volonté, ni à votre dignité. Vous déterminerez vous-même, sans ingérence, les chemins de votre avenir. Vous en avez le droit et vous en avez la capacité. Ce que vous attendez de la France - je le sais pour avoir vécu parmi vous - c'est sa compréhension, sa confiance et son appui. Vous pouvez compter qu'ils ne vous manqueront pas le long de la route que vous déciderez de suivre.»<sup>89</sup>

Cette politique sera définie pour satisfaire tant les autorités canadiennes que québécoises, par la formule: «non indifférence et non ingérence».

«Le gouvernement français en recevant avec faste le Premier ministre du Québec, veut donner l'assurance qu'il reste dans la lignée tracée par de Gaulle, tout en ne prenant aucun engagement vis-à-vis d'une éventuelle indépendance de la «Belle Province».<sup>90</sup>

Mais cela n'empêchera pas le Président de la République française de déclarer, «Si long que soit l'hiver, le printemps un jour lui succède».<sup>91</sup>

Sans s'immiscer dans les «affaires québécoises et canadiennes», Valéry Giscard d'Estaing n'écartait également pas la possibilité de reconnaître le Québec advenant son indépendance. «Dans la situation où se trouve le successeur du général de Gaulle, dont

---

<sup>89</sup> Allocution du Président Giscard D'Estaing au déjeuner offert au palais de L'Élysée en l'honneur de M. René Lévesque, Premier ministre du Québec. Documentation française, Textes 4e trimestre 1977, Paris, 3 novembre 1977, p.37.

<sup>90</sup> "Un québécois gênant", Libération, Paris, 2 novembre 1977.

<sup>91</sup> De Chagournes, Yves, "Lévesque chez les gaullistes et chez les autres", Le quotidien de Paris, Paris, 4 novembre 1977.

chaque mot, chaque geste sont épiés par le gouvernement fédéral d'Ottawa, il est contraint de parler par symboles, par allusions, sans s'engager.»<sup>92</sup>

C'est au cours de cette visite que seront également institutionnalisées les rencontres annuelles des Premiers ministres. Les pourparlers entre Raymond Barre et René Lévesque donneront lieu à une déclaration commune où il sera décidé de procéder à la mise en oeuvre de l'article 1 du procès-verbal des accords Peyrefitte/Johnson de 1967, qui stipule:

«Monsieur Peyrefitte a pris note du désir du gouvernement québécois de voir s'instituer des réunions périodiques entre les ministres intéressés ainsi qu'un renforcement des structures interministérielles des deux pays afin d'accélérer les procédures et d'accroître l'efficacité de la coopération entre la France et le Québec.»<sup>93</sup>

Par conséquent, les deux Premiers ministres se rencontreront au moins une fois par an, accompagnés des principaux ministres intéressés, alternativement en France et au Québec.

«Principe d'autant plus important pour le Québec à cause du traitement privilégié qu'on lui accorde en comparaison aux enjeux pour la France. Rien à voir avec les enjeux que la France a avec l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Afrique, les pays européens qui eux ne bénéficient pas de rencontres au sommet aussi fréquentes et importantes.»<sup>94</sup>

---

<sup>92</sup> De Chasgournes, Yves, Ibid.

<sup>93</sup> Gouvernement du Québec, Accords Peyrefitte/Johnson, 14 septembre 1967, Québec.

<sup>94</sup> Robitaille, Louis-Bernard, "Lévesque à Paris: la France retient les relations privilégiées". Le Devoir, Montréal, 25 mai 1985.

Pour le Québec, cela signifie que le suivi des dossiers de la coopération, des échanges et des projets entre la France et le Québec sera dorénavant assuré directement et régulièrement au plus haut niveau, au niveau politique.

«Afin d'assurer la continuité et la coordination des efforts de coopération, chacun des deux Premiers ministres désignera un de ses collaborateurs qui sera chargé de ces questions. A chacune de leurs rencontres, ils examineront les questions d'intérêt commun et ils se feront rendre compte de l'action des organismes de coopération existants, afin d'en assurer à un niveau élevé la coordination et de prendre les initiatives nécessaires à son efficacité et à son développement.»<sup>95</sup>

Lors des entretiens entre monsieur Barre et monsieur Lévesque, il sera également convenu «de développer davantage les contacts établis entre les entreprises publiques ou privées françaises et québécoises, notamment dans le domaine minier; de poursuivre le développement des investissements français au Québec et québécois en France, notamment en ce qui concerne les petites et moyennes entreprises.» Une entente sur un programme quinquennal d'exploration du cuivre au Québec a également été annoncé.

Au niveau des relations culturelles, scientifiques et techniques, il a été convenu d'étudier les moyens d'améliorer la câblodistribution des programmes de télévision; d'améliorer la diffusion des livres de langue française au Québec et de développer la présence du livre québécois en France; d'établir des échanges de fonctionnaires susceptibles d'exercer des fonctions de responsabilité entre la France et le Québec dès 1978; d'augmenter le budget de l'office franco-québécois pour la jeunesse et d'établir une

---

<sup>95</sup> Gouvernement français, La politique étrangère de la France, Textes 4<sup>e</sup> trimestre, 1977, Paris 2 au 4 novembre 1977. Communiqué émis à Paris à la suite de la visite de M. René Lévesque, Premier ministre du Québec, les 2,3,4 novembre 1977.

entente assurant une meilleure protection sociale des Québécois en France et des Français au Québec.

Lors de sa visite en France, le Premier ministre Lévesque sera également reçu par le maire de Paris, Jacques Chirac. Celui-ci accordera son appui à la cause du Parti Québécois, comme il l'avait déjà fait à l'occasion de la visite de monsieur Claude Morin, ministre des Affaires intergouvernementales du Québec, le 29 avril 1977.

«Vous avez monsieur le Ministre engagé au Québec, sous l'autorité du Premier ministre monsieur Lévesque, une action considérable. Et je dirais au plein sens du terme, une action historique puisqu'il s'agit bien sûr, dans le calme qui doit caractériser toutes les grandes actions, puisqu'il s'agit d'affirmer clairement dans le monde, la personnalité politique du Québec, mais aussi d'assurer son développement économique et son progrès social au niveau des préoccupations, au niveau des légitimes ambitions ou aspirations de son peuple. Cette action, vous la conduisez avec fermeté dans le cadre de cette option pour l'indépendance tranquille que vous avez définie et bien sûr dans le cadre aussi d'une association économique qui est indispensable dans le monde moderne et qui je l'espère permettra au Québec de développer plus encore que par le passé les liens étroits qui doivent l'unir sur le plan des échanges commerciaux, technologiques avec l'Europe en général et la France en particulier. [...] Et permettez-moi de vous dire et de vous demander bien sûr de transmettre au Premier ministre et aux autorités québécoises, tous nos vœux très sincères et je dirai bien sûr fraternels de réussite et de réussite complète.»<sup>96</sup>

---

<sup>96</sup> Mairie de Paris, Déclaration de monsieur Jacques Chirac, maire de Paris, à l'occasion de la visite de monsieur Claude Morin, ministre des Affaires intergouvernementales du Québec, le 29 avril 1977, Service de presse, Paris, p.2 et 3.

Propos que monsieur Chirac reprenait en accueillant sous les drapeaux tricolores et fleurs de lys, monsieur Lévesque à l'hôtel de ville de Paris où «un millier de personnalités françaises et québécoises avaient été conviées en son honneur.»<sup>97</sup>

«Le monde doit savoir que pour le Québec, dans la situation qui est la sienne, c'est l'abandon et le renoncement à son identité qui aurait constitué la solution de facilité. Vous avez choisi la résolution et vous avez choisi l'effort. Je ne doute pas que vous accomplirez votre grande entreprise jusqu'à son terme.»<sup>98</sup>

«Le tout Paris, comme l'a noté monsieur Lévesque dans un bref discours, y était. La mairie de Paris n'avait d'ailleurs rien négligé pour donner à cet événement un caractère spécial, tapis rouge, garde républicaine, participation des conseillers municipaux, des députés de Paris et de membres du corps diplomatique, dont l'ambassadeur du Canada, monsieur Gérard Pelletier.»<sup>99</sup>

L'absence de l'unifolié sera toutefois particulièrement remarquée.

A sa sortie de l'hôtel de ville de Paris, monsieur Lévesque recevra un accueil «presque délirant» de la foule qui s'était massée à l'extérieur.

René Lévesque n'en sera pas aux dernières paroles de soutien. Alain Peyrefitte, Garde des sceaux et signataire des premiers accords de coopération France-Québec déclarera: «L'émotion, c'est de nous trouver en face d'un homme dont dépend le sort de millions d'hommes qui sont nos frères par la langue, par le sang, par l'histoire. L'heure du destin qui sonne pour eux, nous en entendons ici l'écho et la résonance.»<sup>100</sup>

---

<sup>97</sup> Serant, Paul, "La fraternité franco-québécoise exaltée par Giscard D'Estaing", L'Aurore, Paris, 4 novembre 1977.

<sup>98</sup> Mairie de Paris, Op. cit.

<sup>99</sup> Descôteaux, Bernard, "La France n'est pas indifférente mais se tiendra à l'écart (Giscard D'Estaing)." Le Devoir, 4 novembre 1977.

<sup>100</sup> de Chazournes, Yves, "Lévesque chez les gaullistes et chez les autres", Le quotidien de Paris, Paris, 4 novembre 1977.

Bernard Descôteaux écrira dans Le Devoir du 3 novembre 1977:

«C'est non pas un appui à l'indépendance du Québec ou à la souveraineté-association que la France a donné hier à l'occasion de la première journée de la visite du Premier ministre René Lévesque, mais bien comme on le souhaitait du côté québécois, une reconnaissance de la légitimité de ce mouvement d'autodétermination qui anime le Québec depuis pratiquement la conquête de la Nouvelle-France. Que ce soit par l'accueil réservé à monsieur Lévesque, accueil d'une chaleur incontestable, que ce soit par le discours tenu par les autorités françaises, que ce soit par la réaction de la presse française qui a ouvert largement ses pages, le chef péquiste a marqué des points, des points qui ne se calculent pas par une addition du nombre de drapeaux et de tapis rouges, mais par l'unanimité qui a accueilli le Premier ministre Lévesque et par les répercussions qu'aura sur la scène internationale cette unanimité. «C'est une vraie reconnaissance, la reconnaissance de l'essentiel que vous accordez aujourd'hui au peuple québécois», a affirmé à l'assemblée nationale le Premier ministre (Lévesque).»<sup>101</sup>

### 2.3 1979: la visite du Premier ministre Raymond Barre au Québec

Comme il avait été décidé lors de la visite de René Lévesque en France en 1977, le Premier ministre Raymond Barre effectue une visite officielle au Québec du 11 au 13 février 1979, dans le cadre des visites annuelles des Premiers ministres.

Le quotidien Le Monde écrira: «Double visite officielle à un seul pays: tel est l'exploit qu'accomplira monsieur Raymond Barre du 8 au 14 février, sans sortir des frontières du Canada.»<sup>102</sup>

---

<sup>101</sup> Descôteaux, Bernard, "Lévesque à Paris: la cause du PQ marque des points", Le Devoir, Montréal, 3 novembre 1977.

<sup>102</sup> Clément, Alain, "Monsieur Raymond Barre au Canada. Un pays en mal d'unité", Le Monde, 8 février 1979.

L'organisation de cette première visite ne sera pas facile. Le gouvernement québécois et le gouvernement fédéral se livreront une guerre systématique de drapeaux et de tapis rouges. Un même enjeu: la visite du Premier ministre.

«Comme cette visite débutera à Ottawa, certains estimeront que sa visite au Québec n'aura pas un caractère distinct. Il y aura donc des tentatives d'envoyer Raymond Barre aux États-Unis entre son voyage à Ottawa et celui de Québec, «histoire d'établir de facto le caractère direct des relations entre la France et le Québec».<sup>103</sup>

Mais le compromis sera trouvé par une fin de semaine de transition partagée «privée» «pour faire en sorte que le Premier ministre français, tout en étant toujours au Canada, n'en fasse pas moins une visite officielle distincte au Québec».<sup>104</sup>

On parlera du compromis Barre. Sa visite sera divisée en deux parties égales, une consacrée exclusivement au Québec et l'autre au fédéral. La visite de Raymond Barre commencera à Ottawa, mais le programme québécois sera strictement décidé par Québec et Paris et aucun ministre canadien, pas même l'ambassadeur canadien à Paris n'accompagnera monsieur Barre côté québécois.

On parlera officiellement de visite d'État à Ottawa et de visite de travail à Québec, monsieur Barre répondant selon les autorités fédérales à l'invitation faite, en 1974 par Pierre-Elliott Trudeau, à Jacques Chirac. Le Monde dira:

«La visite de monsieur Barre est déjà un aboutissement, celui d'une tractation délicate. Les prochains jours diront si l'équilibre savamment dosé au départ qui conduit le Premier ministre, une

---

<sup>103</sup> "La visite de Raymond Barre: Ottawa gagne et Québec cède", La Presse, Montréal, 24 janvier 1979.

<sup>104</sup> Turcotte, Claude, "La visite de Barre à Ottawa revêtira un "éclat certain".", Le Devoir, Montréal, 30 janvier 1979.

fin de semaine à Ottawa et au début d'une autre à Montréal, résistera aux dissensions qui opposent Canadiens anglophones et francophones.»<sup>105</sup>

Pierre-André Wiltzer, proche collaborateur de Raymond Barre se rappelle de ces événements avec embarras:

«Ça été une affaire très compliquée, très difficile, même désagréable par moment pour tout le monde. Il y avait une assez grande tension. Ça s'est terminé par un compromis où d'ailleurs on a pesé dans la balance le nombre d'heures qui étaient passées par monsieur Barre à Ottawa, au Canada sous la responsabilité du gouvernement fédéral et puis au Québec, sous la responsabilité du gouvernement de la province. Ça énervait monsieur Barre?

Ça ne l'a pas énervé. C'était délicat. C'était embarrassant par moments. Il y a eu des petits incidents, mais tout cela s'est normalisé. On a essayé de créer un système assez original où le gouvernement fédéral accepte que le Québec ait des relations directes dans un certain nombre de domaines avec la France et quand même des relations entre la France et le Canada, qui est un partenaire allié très étroit pour nous et il n'est pas question de se brouiller avec le gouvernement fédéral. Ce n'est pas du tout notre intérêt ni notre intention. La difficulté, ça été le double circuit de contacts avec d'une part le gouvernement fédéral et les relations directes avec le Québec.»<sup>106</sup>

Il va sans dire que le «problème québécois», sera au centre de la visite de monsieur Barre à Ottawa. Au cours d'un dîner de gala offert par le Premier ministre canadien à monsieur Barre, Pierre-Elliott Trudeau rappellera le caractère bilingue du Canada et la présence francophone d'un océan à l'autre. Il déclarera, faisant référence au Québec et au Parti québécois,

---

<sup>105</sup> "Paris, Ottawa et Québec", Le Monde, Paris, 9 février 1979.

<sup>106</sup> Wiltzer, Pierre-André, entretien réalisé à Paris le 28 avril 1987.

«[...] la tentation est grande lorsqu'on vit un problème domestique aussi grave de s'en ouvrir à ceux que l'on tient en amitié. Le proverbe ne dit-il pas que c'est dans l'épreuve qu'on reconnaît ses vrais amis? Pourtant l'amitié commande la délicatesse et j'espère de tout coeur que les Canadiens auront la sagesse de ne pas transporter leurs problèmes à l'étranger et de ne pas chercher au loin une solution qu'ils ne sauraient trouver qu'au fond d'eux-mêmes.»<sup>107</sup>

Raymond Barre répétera tout au long de son voyage, la position de la France vis-à-vis du Québec, «non indifférence et non ingérence». Son voyage l'obligera toutefois à voguer constamment entre deux eaux.

«Cette coopération s'exerce dans le respect des compétences du Québec et avec le souci constant de ne pas nous ingérer dans les affaires intérieures du Canada. Personne ne saurait donc en prendre ombrage.»<sup>108</sup>

Ce qui sera perçu par certains comme un geste de neutralité et par d'autres comme de la mollesse.

«La prudence manifestée par Raymond Barre, sa façon de ne prononcer en public que des discours passe-partout et soigneusement préparés, son embarras à répondre aux questions des journalistes - notamment lors de la conférence de presse tenue à Ottawa par Pierre-Elliott Trudeau - peuvent sans doute s'expliquer par le désir de ne pas jeter inutilement de l'huile sur le feu. Mais le ton très Quay D'Orsay des propos du Premier ministre contrastait malheureusement avec la chaleur de l'accueil québécois.» [...] «Cette mollesse politique jure avec l'intérêt que représente pour la France un partenaire nord américain.»<sup>109</sup>

---

<sup>107</sup> Clément, Alain, "Les entretiens Barre-Trudeau à Ottawa. Les divergences sur le Québec restent entières." Le Monde, Paris, 11-12 février 1979.

<sup>108</sup> Clément, Alain, "Monsieur Barre déclare que la France ne veut pas s'ingérer dans les affaires du Canada." Le Monde, Paris, 14 février 1979.

<sup>109</sup> Meyer, Philippe, "Canada: Raymond Barre à pas comptés", Nouvel Observateur, Paris, 19 février 1979.

Lors de sa visite à Ottawa, monsieur Barre rencontrera également les Premiers ministres de la Saskatchewan, de l'Ontario et du Nouveau Brunswick. Ce sera également l'occasion de signer des ententes. Monsieur Barre est accompagné de Jean-Philippe Lecat, ministre de la Culture et des Communications; Olivier Stirn, Secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères et de Jean-Pierre Prouteau, Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Industrie.

Olivier Stirn signera un accord d'extradition entre le Canada et la France. Un accord sur la couverture sociale des ressortissants Canadiens en France et Français au Canada sera également signé entre monsieur Stirn et madame Monique Bégin, ministre de la Santé et du Bien-être social. Un important accord économique sur le projet de construction d'une usine de liquéfaction de gaz naturel dans l'Arctique est également signé. On abordera aussi la nécessité d'accroître la coopération franco-canadienne, particulièrement au plan industriel, qui ne représente au plan des échanges économiques qu'un pour cent de leur marché respectif, ainsi que différents projets, telle la fourniture par la France du réacteur d'un futur brise-glace nucléaire canadien et la construction de méthaniers.

D'autre part, l'Université d'Ottawa décernera au Premier ministre Raymond Barre, le titre de docteur «Honoris Causa» en Sciences économiques.

### **2.3.1 Le volet québécois de la visite de Raymond Barre**

Au Québec, le Premier ministre Raymond Barre sera reçu à l'Assemblée nationale. Lors de son allocution devant les députés, il rappellera la déclaration faite le 3 novembre

1977 par le Président Valéry Giscard D'Estaing: «Vous déterminerez vous-même sans ingérence les chemins de votre avenir. Ce que vous attendez de la France, c'est sa compréhension, sa confiance et son appui. Vous pouvez compter qu'ils ne vous manqueront pas le long de la route que vous déciderez de suivre.»

Monsieur Barre ajoutera: «Ce qui justifie pour le Québec et pour la France les relations, c'est non seulement un passé commun né de l'histoire, mais aussi un présent et un avenir où nous voulons conjuguer nos efforts pour le développement et pour le progrès.»<sup>110</sup>

Il sera décidé lors de la réunion interministérielle entre ministres québécois et français, tel que convenu en 1977, de développer les programmes de coopération selon «l'importance de leurs incidences économiques et l'étendue de leur impact sur le public».<sup>111</sup>

Un programme quinquennal mixte d'exploration minière du Québec sera mis en oeuvre. Une nouvelle entente entre la Société générale de financement du Québec et le groupe français, Compagnie générale d'électricité, impliquant des investissements de 8 millions de dollars et des perspectives d'exportation québécoises de l'ordre de 25 millions au cours des 3 prochaines années sera conclue. La CGE et la Société québécoise de production d'énergie réaliseront également un accord de 50 millions de dollars.

---

<sup>110</sup> Allocution de M. Raymond Barre, Premier ministre, devant les députés de l'Assemblée nationale, Québec, 12 février 1979 La politique étrangère de la France, 1er trimestre 1979, p.75.

<sup>111</sup> Allocution de monsieur Raymond Barre, Premier ministre, devant les députés de l'Assemblée nationale, Québec, 12 février 1979, dans La politique étrangère de la France, 1er trimestre 1979, p.75.

Les Premiers ministres français et québécois se féliciteront de la réalisation en 1978 de 26 accords industriels, soit une augmentation de 45 pour cent par rapport à l'année précédente. Cette recrudescence d'accords industriels avait été stimulée par la tenue d'un congrès commun des petites et moyennes entreprises à Montréal, en octobre 1977.

Une entente sur la sécurité sociale, en complément de l'accord cadre paraphé à Ottawa, sera également signée.

Raymond Barre et René Lévesque discuteront également de la tenue à Québec, à la fin du mois d'avril 1979, de la conférence des ministres de l'Éducation des pays d'expression française; de la réunion constitutive de l'Association internationale des maires et responsables des capitales et des métropoles partiellement ou entièrement francophones, de mai 1979; des travaux de l'Agence de coopération culturelle et technique et des autres institutions de la francophonie.

En plus de sa réception à l'Assemblée nationale, monsieur Barre sera reçu à déjeuner par le Président de l'Assemblée nationale en compagnie de tous les députés; il sera reçu par le maire de Montréal, Jean Drapeau et par le maire de Québec, Jean Pelletier.

Il sera également décidé: «de développer considérablement la coopération dans les domaines de l'audiovisuel, par:

- 1) - un programme spécial pour la câblodistribution au Québec d'émissions de télévision française;
- la co-production cinématographique dans les domaines éducatif et scientifique;
- la mise à la disposition de la France de l'expérience acquise par le Québec dans le domaine de l'utilisation du câble.

- 2) - d'élargir la coopération en matière de terminologie, notamment par la livraison prochaine par le Québec à la France d'un terminal permettant l'échange de données linguistiques.
- 3) - de poursuivre l'effort financier entrepris en faveur de l'OFQJ.
- 4) - d'accroître la coopération économique entre le Québec et la France notamment par des actions nouvelles dans les secteurs suivants: agro alimentaire; pêches maritimes; équipements miniers; énergies nouvelles.
- 5) - de promouvoir dans le secteur des petites et moyennes industries de nouveaux accords de coopération et d'encourager la formation et le perfectionnement de dirigeants et de cadres des petites et moyennes entreprises, notamment en matière de gestion, d'innovations et d'exportations.
- 6) - d'organiser des échanges d'ingénieurs de grandes entreprises et de petites et moyennes industries dans des secteurs de haute technologie.
- 7) - de favoriser la recherche sur l'utilisation de l'amiante.»<sup>112</sup>

Mais quelques événements fâcheux se produiront. Invités au Complexe Desjardins à Montréal, Raymond Barre et René Lévesque écoutent des chants populaires et saluent la foule du haut d'un balcon. Mais, s'y trouve un micro non prévu, ce qui nous rappelle une autre scène du balcon. Des personnes auraient murmuré au Premier ministre français: «Criez donc: Vive le Québec libre.» Monsieur Barre a fini par dire: «Vous allez répéter avec moi: «Vivent les Français du Québec.»<sup>113</sup>

Lors de son allocution devant les membres de l'Assemblée nationale, les chefs des partis d'opposition exigeront de pouvoir également s'exprimer. André Patry écrira dans Le Devoir du 19 février 1979:

«Il faut regretter et condamner l'atmosphère dans laquelle s'est déroulée la récente visite de monsieur Barre à Ottawa, comme au Québec. On a manqué aux usages en exposant le Premier ministre de France à des situations

---

<sup>112</sup> Visite de monsieur Raymond Barre au Canada du 8 au 13 février 1979, Informations canadiennes, Chambre de commerce France-Canada, Paris, No.214, mars 1979.

<sup>113</sup> De Penanster, Alain, "Québec: Barre au balcon", L'Express, 24 février 1979.

embarrassantes qu'on avait le devoir de lui épargner et dont il est parvenu, malgré nous, à se tirer avec élégance.»<sup>114</sup>

Il qualifiera même de mesquine l'attitude des députés de l'opposition parlementaire, qui ont demandé à prendre la parole à la suite de monsieur Barre.<sup>115</sup>

Selon André Patry, peu de choses sortiront de ce voyage.

«Il n'y avait rien à discuter entre les deux gouvernements qui justifiait la venue au Québec du Premier ministre de France. Néanmoins, conformément aux engagements pris en novembre 1977, le déplacement a eu lieu; et il a mis en relief une fois de plus le caractère particulier des rapports entre la France et le Québec. Il est difficile cependant, d'imaginer que la réalisation de grands projets soit encore possible entre Paris et Québec tant que leurs échanges devront tenir compte des limites constitutionnelles auxquelles sont toujours assujetties les relations internationales du Québec.»<sup>116</sup>

Ce jugement est peut-être dur. On parlera pourtant de tournant économique dans les relations France-Québec. Monsieur Barre déclarera également lors d'une conférence de presse à l'issue de sa visite au Québec, que «les liens entre Paris et Québec doivent être plus que de simples échanges de vues théoriques.»<sup>117</sup>

Même si pour certains, ce voyage fut un échec, en tout cas pour la partie québécoise, et une réussite au plan fédéral à cause de l'insistance de la France de ne pas s'immiscer dans les affaires canadiennes, il n'en demeure pas moins qu'un compromis

---

<sup>114</sup> Patry, André, "Une attitude irréprochable", Le Devoir, Montréal, 19 février 1979.

<sup>115</sup> Patry, André, Le Québec dans le monde, Léméac, Québec, 1980, p.145.

<sup>116</sup> Patry, André, Ibid, p.146.

<sup>117</sup> Nadeau, Michel, "Nos rapports doivent être aussi pratiques", affirme Barre. La coopération entre la France et le Québec prend une allure nouvelle." Le Devoir, Montréal, 14 février 1979.

a été trouvé pour la visite des Premiers ministres au Québec et que celui-ci s'applique toujours aujourd'hui. En plus de l'institutionnalisation des rencontres annuelles des Premiers ministres, des projets de coopération économique ont de nouveau été retenus.

#### 2.4 1980: Visite du Premier ministre René Lévesque en France

Le second voyage de René Lévesque en France du 14 au 17 décembre 1980 se fera dans un contexte tout à fait différent. Le référendum québécois sur la souveraineté-association a eu lieu le 20 mai 1980. L'option du oui a été rejetée par 59 % de la population québécoise. Le gouvernement du Parti québécois est donc en position de faiblesse par rapport à Ottawa. D'autre part, le Canada se trouve en plein débat constitutionnel qui aboutira, le 5 novembre 1981, à une entente entre Ottawa et 9 provinces sur le rapatriement de la Constitution canadienne, sans l'accord du Québec.

Ce voyage, s'inscrivant dans la poursuite des rencontres annuelles des Premiers ministres du Québec et de France a, dans ce contexte, pour objectif de s'assurer que le Québec possède toujours le soutien de la France, malgré l'échec du référendum et la crise constitutionnelle.

Un autre événement inquiète également le gouvernement du Parti québécois. Lors de la visite du Premier ministre canadien Pierre-Elliott Trudeau en France, le 24 novembre 1980, il a été question de la place du Québec dans un éventuel sommet des pays francophones. Même si à l'issue de cette visite, le Président Giscard d'Estaing a déclaré:

«La France ne participera à une conférence du type de celle de Dakar (qui devait avoir lieu en novembre 1980 afin d'adopter le projet de conférence du Président Senghor),

dont la base est la francophonie, que dans la mesure où la solution retenue sur le problème de la représentation du Québec recueillera l'accord du Gouvernement québécois.»<sup>118</sup>

René Lévesque cherche une reconnaissance formelle de l'appui de la France. Dans le communiqué commun franco-québécois, qui sera rédigé à l'issue de la visite officielle de René Lévesque, il sera dit:

«Les deux Premiers ministres ont d'abord procédé à un échange de vues approfondi sur les problèmes de la francophonie. Ils se sont déclarés disposés à coopérer étroitement entre eux et à s'associer à ceux qui le voudront pour affermir l'usage et la diffusion de la langue française en particulier dans les secteurs essentiels que sont l'économie, les sciences et les techniques nouvelles. Ils ont souligné la responsabilité particulière qui est la leur dans ce domaine en leur qualité de représentants qualifiés de deux des principales communautés de langue française. Ils ont convenu de veiller à ce que la place du français langue de communication et de progrès, soit assurée dans les rencontres et réunions internationales. Le Premier ministre français et le Premier ministre québécois se sont félicités de la participation de leurs pays aux institutions existantes de la francophonie et de la collaboration étroite de leurs gouvernements dans le fonctionnement de celles-ci. Ils ont réaffirmé que la présence de l'un comme de l'autre était une condition nécessaire à l'édification de toute nouvelle organisation de la francophonie. Ils ont exprimé leur volonté de renforcer leur action commune en faveur de la francophonie, de la langue française et notamment en direction des pays-tiers.»<sup>119</sup>

---

<sup>118</sup> La politique étrangère de la France, 24 novembre 1980, p.45.

<sup>119</sup> La politique étrangère de la France, 17 décembre 1980, p.111. Communiqué commun franco-québécois à l'issue de la visite officielle en France de M. René Lévesque, Premier ministre du Québec.

Dans le contexte de l'affaiblissement du Gouvernement du Parti québécois par rapport aux autorités fédérales, le soutien de la France sera perçu comme aussi important que le cri du général de Gaulle, en 1967.

«Le gouvernement Lévesque, affaibli par sa toute récente défaite au référendum, accueillit avec soulagement cette non-défaite qui était presque une victoire, alors qu'à Ottawa, Pierre Trudeau dénonçait avec colère cette nouvelle ingérence française dans les affaires canadiennes.»<sup>120</sup>

Selon Pierre-André Wiltzer, chef de cabinet de Raymond Barre:

«C'était un appui au Québec qui était en position difficile à un moment donné de son histoire (...) Après l'échec donc du référendum et l'impression que le Québec se trouvait du coup en face d'un Premier ministre fédéral qui, lui, avait une politique très nette de faire entrer le Québec dans le rang [...] C'est vrai qu'il y a eu un réflexe de solidarité avec le gouvernement québécois. Il aurait été de n'importe quelle couleur politique, c'aurait été la même chose. Il a demandé à la France de ne pas le lâcher et la France a estimé en effet qu'une perte de face comme celle qui menaçait, avec un sommet francophone ou le Québec aurait été sur un strapontin derrière, mais sans participer alors que c'est quand même la première communauté française en dehors de la France, c'était inacceptable».<sup>121</sup>

Un autre problème retient également l'attention lors de cette visite; le rapatriement de la Constitution canadienne. René Lévesque déclarera lors d'une entrevue accordée au journal français Le Matin: «Que des étrangers réalisent le danger à long terme du plan

---

<sup>120</sup> Falardeau, Louis, "Ottawa veut normaliser les relations québécoises avec les pays étrangers", La Presse, 2 février 1982.

<sup>121</sup> propos recueillis lors d'une entrevue réalisée à Paris au Printemps 1987.

Trudeau et fassent officieusement part de leurs préoccupations aux dirigeants britanniques avec lesquels ils entretiennent de bons contacts, c'est leur droit.»<sup>122</sup>

Charles Rebois dans Le Figaro du 15 décembre 1980, renchérit:

«[...] si le Parlement britannique reste le dernier recours contre une rupture de l'équilibre établi par les «Pères» de la Confédération, Paris n'est pas tou: à fait désarmé sur le plan diplomatique. Par le Traité de Paris de 1793, la France s'est engagée à protéger les droits culturels des citoyens de la «Nouvelle France». Elle serait donc fondée d'intervenir à Londres.»<sup>123</sup>

Philippe de St-Robert, de son côté, lance un plaidoyer en faveur du Québec.

«Dans ces conditions dramatiques (parlant de l'échec du référendum et de la situation du français du Canada) et treize ans après le voyage du général de Gaulle en Nouvelle-France, la visite à Paris de M. René Lévesque nous met une fois de plus devant nos responsabilités historiques, historiques non quant à l'avenir des peuples de langue française dans le monde, et quant à l'avenir même d'un monde où il s'agirait de savoir si nous voulons être de plus en plus isolés, jusqu'à devoir tôt ou tard nous intégrer nous mêmes dans des civilisations étrangères et réductrices. Il faut que le Québec sache que la vieille France, si longtemps oublieuse de lui, est aujourd'hui solidaire de son destin menacé.»<sup>124</sup>

Lors de la conférence de presse de clôture, le ton sera toutefois plus modéré. M.

Lévesque déclarera:

---

<sup>122</sup> Favre, Christian, "René Lévesque: Le Québec libre n'est pas mort", Le Matin, 15 décembre 1980.

<sup>123</sup> Rebois, Charles, "Accueil de chef d'État pour René Lévesque", Le Figaro, 15 décembre 1980.

<sup>124</sup> De St-Robert, Philippe, "Le Canada, la France et le Québec", Le Monde, 17 décembre 1980.

«A propos de la constitution, on a essayé seulement de faire le point, au point de vue informatif avec M. Barre, ses collègues, et le Président de la République, mais nous n'étions d'aucune façon demandeur d'interventions quelles qu'elles soient». [...] «C'est un problème qui doit se régler chez nous, entre nous.» [...] «Si éventuellement ça va jusqu'à Londres, à ce moment-là, comme on dit en anglais, il y a des trucs qui vont frapper l'éventail très rapidement. Mais de toute façon on n'a pas à demander à la France d'intervenir là-dedans.»<sup>125</sup>

Raymond Barre rétorquera:

«Le Premier ministre du Québec sait très bien la règle de la politique française que j'ai évoquée tout à l'heure, c'est la règle de la non-ingérence surtout dans un problème qui concerne au premier chef les Canadiens. J'ajouterai que nous ne pouvons pas être indifférents en ce qui concerne le Québec, et que nous souhaitons pour notre part que la personnalité du Québec notamment en ce qui concerne la défense de sa culture, puisse être affirmée et à tout le moins ne pas être menacée.»<sup>126</sup>

Selon Charles Rebois du Figaro, «le Québec évite de mettre l'accent sur cet aspect de ses relations avec la France. [...] eu égard à la situation intérieure canadienne, le Québec ne peut demander plus à Paris qu'il n'a donné en se retirant du Sommet francophone de Dakar».<sup>127</sup>

Ce voyage servira également à faire le point sur la coopération entre les deux États. M. Lévesque est accompagné de M. Claude Morin, ministre des Affaires

---

<sup>125</sup> Descôteaux, Bernard, "Paris souhaite l'affirmation de la personnalité du Québec". Le Devoir, 17 décembre 1980.

<sup>126</sup> "Constitution: La France se range derrière le Québec", Journal de Québec, 17 décembre 1980.

<sup>127</sup> Rebois, Charles, "Accueil de chef d'État pour René Lévesque", Le Figaro, 15 décembre 1980.

intergouvernementales, et de M. Bernard Landry, ministre d'État au Développement économique.

Une orientation particulière sera donnée à la coopération franco-québécoise dans les domaines de la science, de la technologie et des industries du futur. Il sera décidé de la mise sur pied d'un centre de Promotion des coopérations technologiques et industrielles françaises et québécoises. Une entente sera signée, à cet effet, entre Bernard Landry, ministre d'État au Développement économique et M. Cointat, ministre du Commerce extérieur.

«Ce centre, doté de deux sections, l'une à Paris l'autre à Montréal aura pour mission de faire connaître les techniques françaises et québécoises et de promouvoir la coopération inter-entreprises dans ce domaine. Il sera l'instrument des PME qui y trouveront un ensemble de services adaptés à leurs besoins, leur permettant de mener à bien des actions de coopération avec des partenaires de l'autre pays.»<sup>128</sup>

Il sera également décidé d'étendre la coopération économique et technique à l'environnement, aux équipements pour les industries primaires et les machines spécialisées pour les industries de transformation; de l'établissement d'un programme de bourses d'excellence pour permettre à des étudiants des deux parties d'avoir accès aux établissements universitaires et aux grandes écoles; de la corédaction et la codiffusion de manuels universitaires de langue française; de la poursuite de l'opération de câblodistribution de télévision et du programme de soutien de la diffusion radiophonique et du disque; du développement de la mobilité des personnes entre la France et le Québec; de

---

<sup>128</sup> " M. Lévesque à Paris", Informations canadiennes, No 2301, Janvier 1981, p.5.

la présentation au Québec d'une grande exposition du patrimoine français et à Paris d'une grande exposition d'art contemporain québécois.

Les deux Premiers ministres se féliciteront également de la signature en 1980 d'une vingtaine d'accords entre PME françaises et québécoises; de la formation de dirigeants de PME à l'import-export; du développement des relations entre entreprises agro-alimentaires du Grand ouest de la France et du Québec impliquant 32 entreprises de part et d'autre; des recherches communes dans le domaine des énergies nouvelles: exploitation de la biomasse, énergie solaire et éolienne, accumulateurs; du lancement d'un programme de recherche industrielle et d'innovation technologique dont 6 projets ont été retenus en 1980; de la réalisation de 12 projets en recherche médicale de pointe; du développement de l'opération de câblodistribution de la télévision française au Québec et de la poursuite des échanges de jeunes, grâce à l'Office franco-québécois pour la jeunesse qui a permis en 1980 à 2,600 jeunes de traverser l'Atlantique.

## **2.5 1981: Élection des socialistes en France**

Le gouvernement du Parti québécois voit l'arrivée au pouvoir des socialistes en France, le 10 mai 1981, avec beaucoup d'inquiétude. Traditionnellement, le Québec a davantage entretenu des liens avec les partis de droite en France. Cela, même si depuis l'élection du Parti québécois en 1976, ce dernier multiplie les contacts avec la gauche française et qu'il a reçu l'appui de Michel Rocard et de Jean-Pierre Chevènement lors du référendum québécois.

On se souvient de la position que François Mitterrand avait prise en 1967 lors du «Vive le Québec libre» du général de Gaulle, qu'il avait qualifié, «l'équipée du Canada». D'autre part, nombreux disent que François Mitterrand est plus près philosophiquement du Premier ministre canadien Pierre-Elliot Trudeau. Mais comme nous le verrons plus en détail au chapitre trois, les craintes du gouvernement du Québec ne s'avéreront pas fondées.

En 1978, François Mitterrand en route vers le congrès de l'Internationale socialiste qui a lieu le 3 novembre à Vancouver, déclare à Montréal, à la suite d'une rencontre avec le Premier ministre Lévesque, «Il n'appartient pas à un homme politique étranger de trancher le choix qui se présente au Québec et au Canada [...] Quel que soit le sens du choix exprimé, la France et le parti que je représente accueilleront cette décision comme «l'affirmation d'un peuple frère.»<sup>129</sup>

A la suite du Sommet des pays industrialisés à Ottawa, les 20 et 21 juillet 1981, M. Mitterrand rencontrera René Lévesque de nouveau, cette fois à l'ambassade de France à Ottawa. En conférence de presse, il déclare: «La France continuera à pratiquer une politique d'active amitié et de fraternité avec la population du Québec dans le respect, cela va de soi, des dispositions institutionnelles et constitutionnelles qui vous régissent et de vos propres choix d'avenir.»<sup>130</sup>

---

<sup>129</sup> Trudel, Clément, "Mitterrand, ce n'est pas à moi à trancher", Le Devoir, 3 novembre 1978.

<sup>130</sup> "Le Quay d'Orsay minimise les propos de M. Chandernagor sur l'émancipation du Québec". Le Monde, 27 août 1981.

Cette politique s'exprimera sous la forme «de relations normales» avec le Canada et de «relations privilégiées» avec le Québec.

## 2.6 1982: Visite du Premier ministre français Pierre Mauroy au Québec

Comme les autres rencontres des Premiers ministres, la visite du Premier ministre Mauroy au Québec, les 26 et 27 avril 1982, fera l'objet de guerres de «tapis rouge». Des menaces d'annulation planeront, car le gouvernement fédéral insiste pour que le Premier ministre français soit accompagné au Québec d'un représentant fédéral, ce à quoi s'oppose le gouvernement du Parti québécois. Cela remettrait en cause l'entente intervenue en 1979 lors de la visite du Premier ministre Raymond Barre au Québec.

Déjà, des escarmouches fédérale-provinciales ont occasionné l'annulation de la visite de M. Joseph Franceschi, Secrétaire d'État aux Personnes âgées.

Le Québec aura toutefois gain de cause. Les portions québécoises et fédérales du séjour de Pierre Mauroy seront d'égales durée et «la partie québécoise ne sera pas coincée entre les visites en Ontario et au Nouveau-Brunswick du Premier ministre français, comme le souhaitait Ottawa».<sup>131</sup>

Le Premier ministre Mauroy se rendra à St-Pierre et Miquelon les 21 et 22 avril, puis au Canada du 22 au 26 avril. Cette partie de son voyage le mènera en Ontario et au Nouveau-Brunswick où il rencontrera les communautés francophones et le milieu des affaires de ces deux provinces.

---

<sup>131</sup> Falardeau, Louis, "Mauroy passera une journée dans la très péquiste ville de Chicoutimi." La Presse, 26 mars 1982.

Au Québec, tout avait été mis en oeuvre pour accueillir le Premier ministre Mauroy. L'objectif était de lui faire découvrir le Québec, sa réalité et de le rallier à la cause québécoise. Comme me le déclare en entrevue Louise Beaudoin: «J'avais complètement oublié Mauroy. Je ne m'en étais pas occupé.» Dans le cadre de nombreux contacts qu'elle avait tissés au sein du Parti socialiste, elle ne s'était pas souciée de familiariser Mauroy à la «cause québécoise». Avec ce voyage, le gouvernement du Parti québécois désire pallier cet oubli. Le moyen retenu, toucher l'homme directement par le biais de l'hospitalité québécoise. Son voyage débute donc à Jonquière au Saguenay, ville reconnue comme un bastion péquiste, et en pleine festivité. On voulait ainsi raviver les souches nordiques et rurales du Premier ministre français. Cela réussit.

«Je voudrais, mes chers amis, commencer en vous disant pourquoi je me sens ici, parmi vous, en terrain doublement familier. D'abord parce que nous sommes entre gens du nord, Lille, la ville dont je suis maire est située à une latitude très proche de celle de votre région. L'accueil chaleureux que vous me réservez ainsi qu'à la délégation française, ne nous surprend pas. Et moi, moins que quiconque. Les gens du nord savent toujours recevoir et compensent par la chaleur de l'amitié ce que le climat n'offre pas toujours. Je me sens aussi en terrain familier, parce que je retrouve un rameau issu de notre tronc commun, le peuple français [...] Un rameau oublié durant trois siècles, après qu'une main royale l'eut coupé [...] Ce rameau devenu autonome, ce rameau séparé, oublié, abandonné est aujourd'hui retrouvé. Et il est retrouvé pour toujours. Il n'y aura pas un second abandon [...] A vous tous, ici, que je suis si heureux de rencontrer alors que commence ma visite au Québec, j'apporte le salut du peuple français, le salut de la France. Vous pouvez compter sur

son indéfectible amitié, son indéfectible présence, son indéfectible soutien».<sup>132</sup>

On peut en déduire que M. Mauroy fait référence en parlant de «second abandon», à l'abandon de la Nouvelle France en 1763. Pour les Québécois, ces paroles prononcées quelques jours après les cérémonies marquant le rapatriement de la Constitution canadienne résonnent différemment à leurs oreilles. Le Québec n'a pas adhéré au nouveau pacte fédératif et se sent trahi par le gouvernement fédéral.

Le 27 avril, devant les membres de l'Assemblée nationale du Québec, Pierre Mauroy réaffirmera que «la France socialiste assume l'héritage de ses prédécesseurs.»<sup>133</sup>

«Nous ne sommes pas cousins, mais frères [...]. La France est désormais là, bien présente et attentive. Elle ne vous abandonnera pas une seconde fois.[...] La France, profondément respectueuse des droits de chacun, ne peut se permettre la moindre ingérence, mais sachez, bien qu'elle suit l'évolution de votre communauté avec une attention passionnée. Pièce véritablement maîtresse de la francophonie mondiale, le Québec doit être présent dans tous les forums internationaux consacrés au français. La France aujourd'hui, comme hier, se trouvera aux côtés du peuple québécois quelle que soit la voie qu'il choisisse pour affirmer son identité.»<sup>134</sup>

Le message ne peut être plus clair. Pour Le Figaro, « En clair la France socialiste assume l'héritage de ses prédécesseurs. Elle persiste et signe et elle renouvelle son

---

<sup>132</sup> Mauroy, Pierre, "Allocution au déjeuner champêtre à Jonquière, Saguenay-Lac St-Jean, le 25 avril 1982". Revue France-Québec, No 44, juillet 1982, p. 6.

<sup>133</sup> Romero, Anne Marie, "Paris-Québec: beau fixe", Le Figaro, 28 avril 1982.

<sup>134</sup> De la Grange, Bertrand, "La fin de la visite du Premier ministre au Canada. Le Québec doit être présent dans tous les forums internationaux consacrés au français, déclare Mauroy". Le Monde, 29 avril 1982.

contrat moral avec le rameau du peuple français devenu autonome, dans le plein respect de son indépendance».<sup>135</sup>

Bernard Garcias, conseiller de M. Mauroy, qui a rédigé son discours, me confiera lors d'une entrevue réalisée à Genève en mai 1987, que jusqu'à la dernière minute il ne savait pas si M. Mauroy lirait ce texte.

Le voyage de M. Mauroy ne sera pas seulement bénéfique au plan politique, mais aura d'importantes retombées au plan économique. Les deux Premiers ministres conviendront «d'intensifier la coopération sous toutes ses formes et de porter une attention particulière aux programmes de coopération économique pouvant créer des emplois, stimuler les investissements, favoriser le développement et l'équilibre des échanges.»<sup>136</sup>

Plusieurs ententes seront signées, entre autres:

- un accord sur les conditions d'approvisionnement en énergie électrique entre Hydro-Québec et Pêchiney Uginé Kuhlman concernant l'important projet d'implantation d'une aluminerie de \$ 9.2 milliards à Bécancour au Québec;
- une convention entre les sociétés françaises Muller et québécoise Nouveler en vue de l'implantation au Québec d'une usine de fabrication d'appareils de chauffage électrique à technologie avancée et à haute efficacité énergétique;
- la décision de la société Ceraver (filiale de CGE) d'implanter une usine de montage d'isolateurs en verre au Québec;

Dans le cadre de la coopération scientifique et technique, notons les décisions suivantes:

---

<sup>135</sup> Roméro, Anne-Marie, "Paris-Québec: beau fixe", Le Figaro, 28 avril 1982.

<sup>136</sup> Lesage, Gilles et Trudel, Clément, "Pierre Mauroy à l'Assemblée nationale: La France et le Québec : des partenaires indissociables". Le Devoir, 28 avril 1982. Plus communiqué de presse publié à l'issue de la visite de Pierre Mauroy.

- un accord-cadre permettant de mener conjointement des recherches en biotechnologie; en ce sens un accord était déjà intervenu entre l'Institut Pasteur et l'Institut Armand-Frappier.
- deux accords entre Télésystèmes et Informatech dans le domaine de l'informatique et de la télématique; l'un concerne la commercialisation sur le marché canadien, par Informatech, des 29 bases de données de Télésystèmes. L'autre est un accord de recherche et développement qui rendra possible la commercialisation en France des bases de données québécoises.
- un accord entre le Bureau de normalisation du Québec (BNQ) et l'Agence française de normalisation (AFNOR) portant sur l'harmonisation des moyens de contrôle de la qualité des produits industriels;
- la mise en place de moyens financiers accrus afin de permettre au centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) et à l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) d'accélérer le développement de projets de recherche et d'innovation technologique au profit des PME;
- des études et des négociations sont en cours dans les secteurs de l'automobile, de la pétrochimie, des énergies nouvelles, de l'environnement, de l'aéronautique et de l'amiante;
- un nouveau programme de \$ 400 000 dollars pour des bourses d'études et des stages, prioritairement réservé à la coopération scientifique et technologique est mis en place;
- les deux gouvernements reconduisent, pour une période de trois ans, l'entente franco-québécoise en matière de télévision. La France s'engage à acheter annuellement un minimum de 100 heures d'émissions québécoises;
- on s'engage à accroître la coopération en matière de langue, de communication et de francophonie.
- la France apporte son appui à la participation du Québec à la conférence des ministres de la Culture des pays latins à Venise en juin 1982.

Lors de la visite de M. Mauroy, on fera également le bilan des réalisations communes, depuis la dernière rencontre des Premiers ministres, notamment au niveau des PME:

- la prise de participation d'Alsthom Atlantique dans Marine Industries Ltée;

- les accords entre Miltrom et Alsthom CGE dans le domaine des alternateurs; de Comterm et Spéna DSI en équipement informatique; de Logidec et G. CAM dans le domaine des logiciels.
- la création dans le secteur de l'environnement de la Société Aquatec par les firmes Lalonde, Girouard, Letendre et la Société d'Aménagement urbain et rural (SAVR).
- la participation de la Société Lyonnaise des eaux dans la Société Sselectronic spécialisée dans l'entretien des réseaux.
- l'opération Grand-Ouest en agro-alimentaire a permis de conclure six accords interentreprises et d'autres sont en négociations.
- le programme ACTIM-MAIQ a permis depuis son origine la conclusion de 700 ententes, principalement entre PME.

## 2.7 1983: Visite de René Lévesque en France

Du 26 au 29 juin 1983, ce sera au tour du Premier ministre du Québec de rendre visite à son homologue français.

Encore une fois ce voyage sera très fructueux. René Lévesque le qualifiera de «des plus productifs». La raison, la signature d'une entente en vue de l'établissement d'une aluminerie (Péchiney-SGF) à Bécancour, au Québec. Cette usine évaluée à 1 milliard et demi de dollars créera 3000 emplois et produira 230,000 tonnes métriques d'aluminium par an. Il correspond au plus gros investissement français à l'étranger et au plus gros investissement extérieur à s'installer au Québec. M. Lévesque avait bel et bien raison de dire que l'objectif de sa visite était «de faire des affaires». M. Mauroy déclarera, «c'est le plus éclatant démenti à ceux qui soutenaient que la coopération entre nos deux pays ignorait l'économie.»<sup>137</sup>

---

<sup>137</sup> Vincent Pierre, "Péchiney à Bécancour: l'accord est signé". La Presse, 29 juin 1983.

Priorité sera également accordée à la micro-électronique, aux communications et aux biotechnologies. Car la France et le Québec souhaitent intensifier la coopération en matière de techniques de pointe, d'innovations technologiques et de coopération industrielle et scientifique. La France et le Québec décident de coopérer en matière de programmes pédagogiques, de formation des enseignants et de production de micro-ordinateurs. Une entente est signée en matière de télédistribution. La co-édition, les bourses et la coopération cinématographique seront renforcées. Une revue biomédicale de haut niveau est créée.

Dans le domaine de la câblodistribution, une mission française se rend au Québec pour étudier les possibilités de coopération. Un accord sera signé dans ce domaine le 8 juillet entre les ministres de la Communication. On estime les retombées entre 200 millions de dollars et un milliard de dollars au cours des dix prochaines années. Pour le ministre des Communications du Québec, Jean-François Bertrand, «Après Péchiney, c'est le plus important projet que nous ayons mis sur pied, économiquement parlant».<sup>138</sup> Dans le domaine de la biotechnologie, une mission québécoise visitera la France. Les négociations se poursuivent en ce qui a trait à Bell Hélicoptère, au TGV et à CDF Chimie. Il est également décidé de la création en France du Centre pour la coopération inter-universitaire qui aura pour mission de travailler à la coopération et aux échanges universitaires.

Les séances de travail réuniront, du côté français, Mme Edith Cresson (Commerce extérieur), M. Claude Cheysson (Relations extérieures), M. Laurent Fabius (Recherche et

---

<sup>138</sup> "Télé par câble: accord France-Québec. Des retombées d'au moins \$200 millions". Le Droit, 9 juillet 1983.

Industrie), M. Jean Auroux (Secrétaire d'État à l'énergie) et du côté québécois, M. Jacques Parizeau (Finances et Économie), M. Jacques-Yvan Morin (Affaires intergouvernementales), M. Clément Richard (Affaires culturelles) et M. Yves Duhaime (Énergie).

Mais le voyage de M. Lévesque en France vise également à éclaircir un malentendu qui est apparu au sein du triangle Paris-Ottawa-Québec, concernant la participation du Québec à un éventuel sommet des pays francophones.

A la fin du Sommet des sept pays industrialisés qui se déroule le 30 mai 1983 à Williamsburg, un fonctionnaire fédéral déclare que M. Trudeau est parvenu à un accord avec M. Mitterrand sur la tenue d'un Sommet francophone. Selon M. Pierre-Elliot Trudeau, «La France a laissé tomber le Québec et ne pose plus comme condition à sa propre participation que le Québec y ait un statut qui lui convienne.»<sup>139</sup>

Il est difficile de connaître le fin fond de l'histoire, mais Paris dément et refuse d'être «l'otage de ce jeu et ne veut pas intervenir dans ce genre de débat interne.» Les journaux écriront que «M. Trudeau a voulu à l'évidence mettre en difficulté son vieil ennemi M. Lévesque à dix jours de la visite de ce dernier à Paris.»<sup>140</sup>

C'est le Premier ministre Mauroy qui clora le débat le 28 juin 1983, lors de la conférence de presse commune donnée à l'issue du Sommet franco-québécois réunissant Pierre Mauroy et René Lévesque.

---

<sup>139</sup> "Paris s'étonne des propos de Pierre Trudeau", La Presse, 18 juin 1983.

<sup>140</sup> Dhombres, Dominique, "Paris-Ottawa-Québec, Un triangle diplomatique qui tire à hue et à dia", Le Monde, 26 juin 1983.

«Je voudrais dire deux mots du projet de Sommet francophone dont je sais qu'il suscite chez vous des interrogations. La France a conscience de la nécessité pour le Québec d'y occuper sa place. Seul en effet le Québec est majoritairement francophone en Amérique du nord.

Il n'a cessé de conduire des efforts opiniâtres pour préserver son identité. C'est et ce sera une préoccupation constante de mon pays que de voir le Québec occuper la place qui lui revient au sein des instances francophones» [...] «Je suis étonné que vous accordiez une telle actualité à ce projet» [...] «Ce sommet aura lieu quand on le décidera les uns et les autres. Ce n'est pas le problème aujourd'hui.»<sup>141</sup>

Déjà, la veille, le 27 juin lors d'un toast prononcé par M. Mauroy, au cours du dîner offert en l'honneur de M. Lévesque, le Premier ministre français avait répété les propos tenus lors de sa visite au Québec,

«[La France] est et sera à vos côtés quelle que soit la voie que le Québec se sera choisie» [...] « La France est bien déterminée à maintenir le cap qu'elle s'est fixée voici bientôt vingt ans.» [...] «A cet égard, comme je l'ai indiqué chez vous l'an passé, les relations normales que nous souhaitons avoir avec le Canada, pays allié et ami de longue date, ne doivent en aucun cas subir l'ombre portée des liens privilégiés que nous entendons entretenir avec le Québec.»<sup>142</sup>

---

<sup>141</sup> La politique étrangère de la France, mai-juin 1983, p. 139 et 141. + 28 juin 1983, Conférence de presse commune à l'issue du Sommet franco-québécois de M. Pierre Mauroy, Premier ministre.

<sup>142</sup> La politique étrangère de la France, Toast prononcé par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, lors du dîner offert en l'honneur de M. René Lévesque, 27 juin 1983. (Textes et Documents), juin 1983. p. 137-138.

A Lille, dès l'arrivée du Premier ministre Lévesque, M. Mauroy avait déclaré, «Les liens entre le Québec et la France sont dans l'ordre naturel des choses. Des liens qu'aucune péripétie ne peut remettre en cause.»<sup>143</sup>

Comme le diront les journaux, c'est un «grand coup» que réussit René Lévesque, alors que le Québec est de nouveau en position de faiblesse face à Ottawa. M. Mitterrand le lendemain réitérera à M. Lévesque les assurances données par le Premier ministre Mauroy.

Le 23 janvier 1984, dans une lettre adressée au Premier ministre Mauroy, le Premier ministre du Québec, René Lévesque, suggérera de constituer « un groupe de travail chargé d'identifier les principaux enjeux de la francophonie à l'horizon 1990».

<sup>144</sup> Confié à M. Philippe de St-Robert, Commissaire général de la langue française, un rapport est publié en février 1986. Il servira de base au Sommet de la francophonie, mais sera quelque peu mis sur les tablettes à la suite des changements de gouvernement en France et au Québec.

## 2.8 1984: Visite du Premier ministre Laurent Fabius au Québec

Du 7 au 10 novembre 1984, c'est le nouveau Premier ministre français Laurent Fabius qui poursuivra le processus des rencontres annuelles des Premiers ministres. M. Mauroy devait faire un second voyage au Québec en juillet 1984, mais cette visite est

---

<sup>143</sup> Descôteaux, Bernard, "Au sein du Sommet francophone: Lévesque se dit confiant de préserver le statut du Québec". Le Devoir, 27 juin 1983.

<sup>144</sup> Harvey, Pierre et de St-Robert, Philippe, Les enjeux de la francophonie à l'horizon 1990, Paris, février 1986, p. 133.

remise à cause de la session extraordinaire du Parlement sur la Loi sur la presse et la Loi Savary sur l'éducation. Peu de temps après, le 17 juillet, Laurent Fabius lui succède à la tête du gouvernement français.

Comme pour M. Mauroy, le Québec ne saura pas à quoi s'attendre avec M. Fabius. Peu de contacts ont été fait par la délégation générale du Québec dans le but de le sensibiliser à la cause québécoise.

«Avant d'être nommée déléguée à Paris (Louise Beaudoin) avait rencontré M. Mitterrand (qui n'était pas Président) une dizaine de fois, mais tout au plus entrevu son chef de cabinet, M. Fabius [...] le Premier ministre est tout à fait nouveau au dossier.»<sup>145</sup>

Tout au long de son voyage, les médias trouveront l'attitude du Premier ministre français très réservée vis-à-vis du Québec, particulièrement à la suite de l'allocution qu'il prononce lors du dîner offert par M. Mulroney.

«L'amitié fraternelle qui nous unit aux six millions de canadiens de souche française, répartis à travers tout votre pays, la coopération établie depuis plus de vingt ans avec le Québec sont au coeur de nos relations et ne peuvent que les enrichir. Mes compatriotes sont solidaires de l'effort mené par les francophones dispersés sur l'ensemble du Canada pour préserver leur héritage culturel, mais notre ambition est plus vaste, elle s'adresse à tous les Canadiens. La langue est un moyen de communiquer, d'accéder à la culture de l'autre.»<sup>146</sup>

---

<sup>145</sup> "Laurent Fabius au "Canada-Québec". Entrevue exclusive du Premier ministre de France à La Presse. Une "décrispation" avec Ottawa, oui, mais sans "refroidissement" avec Québec", La Presse, 7 novembre 1984, p. A14.

<sup>146</sup> Fabius, Laurent, Allocution prononcée lors du dîner offert par M. Brian Mulroney, Premier ministre du Canada, Textes et documents, La politique étrangère de la France, Novembre 1984, Page 9.

Mais encore une fois les craintes du Québec s'avéreront non fondées. Le fait que M. Fabius réalise sa première visite officielle à l'étranger au Québec est très bien accueilli du côté québécois.

«J'ai souhaité que ce soit là-bas, parce qu'il y avait une dimension symbolique. Très souvent les Québécois se sentent un peu abandonnés par la France et en même temps les Français ne se rendent pas toujours compte de ce que représente le Québec comme attachement, comme importance [...] et indépendamment de toutes les raisons d'État, ça me faisait plaisir.»<sup>147</sup>

Devant les membres de l'Assemblée nationale réunis en séance extraordinaire, M.

Fabius déclare:

«Compte-tenu des relations traditionnelles qu'il faut porter plus loin encore, qui nous unissent, c'était une chose à la fois exceptionnelle et normale que, nommé Premier ministre, ma première visite hors de France soit pour ce pays et pour ce peuple, a déclaré M. Fabius. Vous me recevez en ami. C'est un ami qui est aujourd'hui chez-vous, un ami qui croit en nos deux peuples, à la coopération entre eux» [...] «car l'intérêt de la France est que se maintienne et se développe une société francophone en Amérique du nord.»<sup>148</sup>

Monsieur Fabius réitérera la volonté de la France d'approfondir les échanges économiques entre les deux pays. «Les milieux concernés ont effectivement été très

---

<sup>147</sup> Fabius, Laurent, Entrevue à Paris au printemps 1987.

<sup>148</sup> Thellier, Marie-Agnès, "Un accueil cordial pour le visiteur français à Ottawa. Fabius et Lévesque se redisent leur désir d'intensifier la coopération". *Le Devoir*, 9 novembre 1984.

surpris par l'empressement du Premier ministre à maintenir le rythme annuel des sommets. Sa suite importante (cinq ministres) est un signe également encourageant.»<sup>149</sup>

Pour Laurent Fabius, le défi que doit relever la France et le Québec s'inscrit dans le cadre de la Francophonie.

«Si nous voulons que notre coopération se renforce, il faut que, sans fléchir dans les domaines actuels, nous soyons présents ensemble sur les terrains qui sont les plus porteurs d'avenir. Ces secteurs de l'avenir ont plusieurs visages. Ce sont les industries culturelles et des communications, les bio-industries, l'aéronautique, l'informatique, le développement et la valorisation de la recherche, l'information scientifique et technique, d'autres secteurs encore. Ils déterminent en grande partie la forme et l'extension de la francophonie de demain, ainsi que notre propre rôle dans les ensembles continentaux auxquels nous appartenons respectivement. Et il faut, tout au moins, est-ce le souhait de la France, que nous y soyons présents ensemble.»<sup>150</sup>

Le Premier ministre est entouré durant ce voyage des ministres des Sciences et Techniques, M. Hubert Curien; du Transport, du Logement et de l'Urbanisme, M. Jean Auroux; de la Communication, M. Georges Fillioud; et de la Jeunesse et des Sports, M. Alain Calmat; M. Guy Lengagne, secrétaire d'État chargé de la mer; ainsi que de nombreux industriels.

Mais malgré cette volonté, les résultats ne seront pas très bénéfiques du côté québécois. Il en sera autrement sur la scène fédérale. La France et le Canada créeront

---

<sup>149</sup> Fabius, Laurent, "Entrevue exclusive du Premier ministre de France à la Presse. Une "décrispation" avec Ottawa, mais sans un "refroidissement" avec Québec." *La Presse*, 7 novembre 1984, p. A 14.

<sup>150</sup> Fabius, Laurent, *Le coeur du futur*, Almann-Levy, Paris, 1985, p. 244.

un prix visant à couronner les créateurs de co-productions culturelles et élaboreront un programme d'échanges culturels. La SNIAS étudiera en collaboration avec la société canadienne équivalente, la SPAR, la possibilité de renouveler la flotte canadienne d'hélicoptères mi-lourds.

Dans le domaine spatial, la France souhaite s'associer au projet de satellite américano-canadien, destiné à développer les téléphones mobiles. Un accord est conclu entre l'Institut français du pétrole et Pétro-canada pour l'établissement d'un cadre de coopération scientifique et technique et cela en dépit du retrait de la compagnie française Elf-Aquitaine, d'Alberta. On parle également de réaliser en commun un sous-marin autonome (SAGA) conçu pour faire des recherches sous la calotte glaciaire. Un projet de TGV entre Montréal et Toronto est dans l'air.

Ce voyage intervient peu de temps après l'arrivée au pouvoir de M. Mulroney et l'objectif visé par M. Fabius est de renforcer les liens économiques avec le Canada.

«Creuser les liens économiques entre les deux pays, faire sauter quelques verrous comme certaines mesures protectionnistes canadiennes, préparer le terrain pour l'avenir sont au bout du compte les objectifs que se fixe le Premier ministre français qui emmène avec lui, de l'autre côté de l'Atlantique, quelques industriels dont Jérôme Monod de la Compagnie nationale des eaux et Jean Pineau de l'Air liquide.»<sup>151</sup>

Et M. Mulroney lors d'un toast en l'honneur de M. Fabius avait également souhaité une intensification des échanges commerciaux ainsi que des échanges sur le plan technologique et scientifique.

---

<sup>151</sup> "Laurent Fabius au Canada. Redéfinir les règles du jeu". Les Échos, 7 novembre 1984.

Du côté québécois quelques projets surgissent mais rien de bien spectaculaire. Le Québec explique cela en disant, «tout baigne dans l'huile». «Les deux partenaires estiment qu'il n'est plus nécessaire de se livrer à des effets d'annonce pour démontrer la vigueur de la coopération franco-québécoise.»<sup>152</sup>

Le Québec et la France décideront de poursuivre leurs efforts communs dans les secteurs de l'agro-alimentaire, du tourisme, des échanges d'informations techniques, du langage scientifique et technique, de l'éducation, des industries culturelles, de l'informatique, de la communication, de la biotechnologie, des accords industriels, et du transport. Les français s'engagent également «à étudier attentivement les retombées pour le Québec des investissements français au Canada dans le domaine automobile, puisque Québec réclame sa juste part de la sous-traitance de l'usine AMC-Renault de Brompton (Ontario).»<sup>153</sup>

Pour l'année internationale de la jeunesse, quatre types de projets ont été retenus, notamment un concours dans le domaine des sciences et des techniques: il couronnera quarante jeunes qui visiteront la base spatiale de Gourou (près de la Nouvelle-Calédonie) ou la Baie James. Une action sera également prise pour aider les jeunes entrepreneurs à créer leur propre entreprise et des projets d'ordre artistique ou radiophonique.

---

<sup>152</sup> De La Grange, Bertrand et Rollat, Alain, "La visite de M. Fabius au Canada. Une nette amélioration des relations Paris-Québec-Ottawa." Le Monde, 12 novembre 1984.

<sup>153</sup> Thellier, Marie-Agnès, "Les entretiens Lévesque-Fabius promettent d'être fructueux". Le Devoir, 10 novembre 1984.

Les développements importants seront les projets de diffusion par satellite d'émissions francophones (TV5) et la participation de sociétés québécoises au câblage de la France. Le groupe d'action et de réflexion sur les enjeux de la francophonie, présidé par Pierre Harvey et Philippe de St-Robert feront rapport aux Premiers ministres de l'état d'avancement de ses travaux. Il sera décidé de privilégier la coopération linguistique et terminologique; l'informatique et la micro-informatique, particulièrement en ce qui regarde la production, l'échange et la commercialisation des matériels, logiciels et prologiciels; les industries culturelles en associant des industriels français et québécois pour la recherche, la conception et la fabrication de produits d'intérêt commun.

Les deux gouvernements décident également de créer un groupe de travail «chargé de définir clairement les «règles du jeu» auxquelles français et québécois doivent s'attendre quand ils font affaire entre eux, de façon à éliminer les obstacles dûs à la méconnaissance de leurs partenaires respectifs.»<sup>154</sup>

Le point significatif de cette visite sera «la décrispation» des relations entre la France, le Québec et le Canada. A la surprise générale, le nouveau Premier ministre canadien Brian Mulroney, élu deux mois plus tôt, le 4 septembre, annonce lors d'un toast en l'honneur de M. Fabius durant un dîner d'État:

«qu'il considère tout à fait normal et souhaitable que le gouvernement québécois maintienne avec la France des rapports que justifie l'identité culturelle du Québec. En autant que certaines règles de base soient respectées, le gouvernement fédéral cessera en effet de jouer au mari jaloux, comme c'était le cas depuis l'établissement de

---

<sup>154</sup> David, Michel, "Le Premier ministre français au Québec. L'accent est mis sur la technologie." Le Soleil, 10 novembre 1984.

relations directes entre Québec et Paris en octobre 1961.»<sup>155</sup>

Ce changement d'attitude du gouvernement fédéral, même s'il n'abdique pas ses prérogatives constitutionnelles en matière de relations internationales, est perçu tant au Québec qu'en France comme une ouverture très importante. Les journaux parleront du «retour du bon sens» et de «triangle éclaté». Entre le Québec et le gouvernement fédéral, on parlera du début «d'une lune de miel». Même M. Fabius le remarquera et remerciera son hôte fédéral de ce changement d'ambiance. «J'avais pas été surpris, mais j'avais été ravi de voir au fond que la France servait aussi à un rapprochement québéco-canadien.(...) Là, ce n'était pas l'arbitre, mais c'était un rôle de catalyseur.»<sup>156</sup>

Les résultats sur la scène fédérale ne veulent pas dire que le Québec est délaissé pour autant et que M. Fabius soit «moins chaud» vis-à-vis du Québec. La preuve en sera donnée sept mois plus tard lorsque le Premier ministre français acceptera de recevoir M. Lévesque en visite officielle alors que tous savent qu'il quittera bientôt la scène politique.

## 2.9 1985: Visite de René Lévesque en France du 23 au 25 mai 1985.

Le voyage de René Lévesque en France s'ouvre par une série d'articles dans la presse française sur la situation politique québécoise et l'abandon par René Lévesque de l'option indépendantiste. Le quotidien Le Monde parle «d'un Premier ministre en sursis

---

<sup>155</sup> Descôteaux, Bernard, "Devant Fabius, Mulroney déclare la fin de la guerre des drapeaux entre Ottawa, Paris, Québec". Le Devoir, 8 novembre 1984.

<sup>156</sup> Fabius, Laurent, entrevue accordée à Paris au printemps 1987.

que la France va recevoir.»<sup>157</sup> Le Quotidien de Paris déclare que «l'heure de la retraite (pour René Lévesque) a déjà sonné.»<sup>158</sup>

«Le correspondant de Libération n'y va pas par quatre chemins puisque après avoir indiqué que M. Lévesque était «à la veille d'être dégommé», il conclut par une note de philosophie historique: Au risque de plagier Lord Durham qui affirmait au siècle dernier un «peuple sans histoire», on peut croire que les Québécois sont un peuple sans audace politique, sans surprise. L'indépendance n'a pas franchi la rampe car elle aurait impliqué que soient vaincues les peurs, celles de s'assumer économiquement notamment.»<sup>159</sup>

Mais du côté du gouvernement français on voit les choses différemment.

«On reçoit le Premier ministre de tous les Québécois, dit un haut fonctionnaire, et exactement comme s'il venait d'être élu avec 80 % des voix. Avec un entretien suivi d'un déjeuner avec le Président Mitterrand, deux entretiens, un déjeuner, un dîner avec le Premier ministre Fabius plus un déplacement en sa compagnie en banlieue de Rouen, René Lévesque bénéficie en effet d'un traitement hautement amical et privilégié.»<sup>160</sup>

Pour Louise Beaudoin, déléguée générale du Québec en France, c'est «une fleur ultime» que M. Fabius a fait à M. Lévesque en acceptant de le recevoir alors qu'on savait qu'il allait quitter la scène politique.

«Et je me rappellerai toujours, d'avoir été rencontrer Fabius à Matignon, de lui avoir dit, écoutez, vous connaissez la

---

<sup>157</sup> Robitaille, Louis-Bernard, "A quelques heures de la visite officielle du Premier ministre, les journaux français "enterrent" René Lévesque, qui a "enterré l'indépendance". La Presse, 21 mai 1985.

<sup>158</sup> Robitaille, Louis-Bernard, Ibid.

<sup>159</sup> Robitaille, Louis-Bernard, Ibid.

<sup>160</sup> Robitaille, Louis-Bernard, Ibid.

situation, mais M. Lévesque aimerait. Il m'a dit tout de suite, oui, on va le recevoir avec les honneurs et tout ce qu'il faut. Vraiment, il l'a fait pour les Québécois, pour René Lévesque.» [...] «Ça été extrêmement facile.»<sup>161</sup>

Pour Laurent Fabius, il ne faut pas voir cet événement en terme de faveurs à l'endroit de M. Lévesque.

«C'était pas en terme de faveur. Pas du tout. Mais je pense que René Lévesque était content de venir à Paris. C'était normal, Et il a beaucoup fait pour le rapprochement entre le Québec et la France. Donc, c'était d'autant plus normal, c'était la chose qu'il fallait faire» [...] «René qui a attaché son nom et sa volonté à un rapprochement, c'est tout à fait normal à un moment où il était près de la fin de son mandat, qu'il y ait à Paris une réception particulière. C'était normal.»<sup>162</sup>

La presse française, en général, sera surprise de cet accueil.

«René Lévesque a une fois de plus été reçu avec les plus grandes marques d'attention. Si on fait exception de la visite de 1977 (la première après les élections de 1976) le programme qu'on lui a ménagé a été autant sinon plus «privilegié» que lors des deux voyages précédents. Un traitement «royal», d'autant plus remarquable que les deux Premiers ministres venaient de se voir au Québec sept mois plus tôt» [...] «et qu'ils n'avaient rien de si dramatiquement important à se dire.» [...] «Un conseiller de Laurent Fabius ajoute, avec une pointe d'ironie: Il est peut-être en sursis, mais il n'est pas le seul dans ce cas... Si René Lévesque a déjà un pied dehors, les socialistes français sont bien mal partis pour les élections de mars 1986. Un spécialiste français des affaires québécoises précise: Même s'il s'était avéré que la démission de René Lévesque était acquise, le gouvernement français l'aurait reçu avec au moins autant de

---

<sup>161</sup> Beaudoin, Louise, Entrevue accordée à Paris en 1987.

<sup>162</sup> Fabius, Laurent, Entrevue accordée à Paris au printemps 1987.

chaleur. Ne serait-ce qu'en hommage à son rôle historique des huit dernières années. Les Québécois ont le droit de penser ce qu'ils veulent de lui actuellement, mais il est sûr qu'on reconnaîtra plus tard l'importance de son rôle.»<sup>163</sup>

Lors d'un toast prononcé par Laurent Fabius à l'occasion du déjeuner offert en l'honneur de René Lévesque, le Premier ministre français soulignera le rôle joué par René Lévesque au niveau des relations France-Québec depuis son premier voyage en France en 1962 avec Jean Lesage.

«C'est dire que nous vous devons beaucoup à vous qui, présidant aux destinées du Québec depuis plus de huit ans, avez permis d'institutionnaliser nos relations, non pour les rendre bureaucratiques, mais pour leur donner la pérennité qui leur avait fait défaut pendant deux siècles.»<sup>164</sup>

«Nos relations ne sont pas ou ne sont plus l'apanage d'un groupe, mais l'objet d'un large consensus qui transcende de part et d'autre de l'Atlantique, les clivages politiques internes: les bases en sont très solides; elles font désormais partie de nous-mêmes. Ces relations sont de plus en plus l'affaire des hommes et des femmes de nos pays; une affaire de coeur mais aussi d'intérêts réciproques.»<sup>165</sup>

Il qualifiera également de remarquable la politique de défense de la langue française mise en place par son gouvernement. Il n'en restera pas moins que des accords ressortiront de cette visite. M. Lévesque est accompagné d' Yves Duhaime, ministre des

---

<sup>163</sup> Robitaille, Louis-Bernard, "Lévesque à Paris: La France retient les relations privilégiées." La Presse, 25 mai 1985.

<sup>164</sup> Fabius, Laurent, Toast prononcé par Monsieur Laurent Fabius, Premier ministre, à l'occasion du déjeuner offert en l'honneur de Monsieur René Lévesque, Textes et documents, La politique étrangère de la France, 23 mai 1985, p. 44.

<sup>165</sup> "Paris-Québec et l'avenir de la francophonie", Le Monde, 22 mai 1985.

Finances et de Jacques Brassard, ministre des Loisirs, de la Chasse et de la Pêche. Le gouvernement québécois propose:

- de participer au capital de la société AMC-Renault comme troisième partenaire pour obtenir l'implantation d'une usine de montage ou de sous-assemblage de cette compagnie au Québec; et
- l'ouverture réciproque de principe des marchés publics dans le domaine des logiciels, notamment avec le logiciel hospitalier (société SINGORG au Québec), logiciel éducatif (société LOGO en France).

Il annonce:

- des investissements d'Air Liquide Canada à Bécancour pour la production d'hydrogène liquide (30 millions de dollars);
- des investissements d'Air Liquide et Atochem pour la production de peroxyde d'hydrogène (50 millions de dollars);
- le rachat par Papiers Cascade de la cartonnerie Maurice Franch en Savoie permettant le maintien de 402 emplois et des investissements de 100 millions de francs;
- un accord prévoyant la suppression des préjugés sexistes dans les livres et pratiques scolaires, dans les images et les médias, ainsi que l'égalité professionnelle, notamment la création d'entreprises et le statut des femmes agricultrices;
- l'entrée du consortium canado-québécois dans la programmation du réseau câblé TV5; la mise à l'étude de la faisabilité de la diffusion de TV5 sur le continent nord-américain; et l'accès des programmes francophones aux futurs réseaux français hertzien et câblé sera facilité. Ainsi 50% des programmes des réseaux câblés devront être francophones. Les entreprises québécoises de câblodistribution pourront participer aux appels d'offres concernés;

Il confirme:

- la coopération franco-québécoise pour l'aménagement touristique des sites montagneux au Québec; et
- la poursuite des conversations entre industriels, notamment sur le dossier CDF-Chimie.

La Commission permanente de coopération franco-qubécoise fixe comme nouvelles priorités pour la coopération universitaire bilatérale, la biotechnologie, la robotique, l'informatique et la télédétection spatiale.

M. Lévesque annoncera également lors de la conférence de presse de clôture, en compagnie de M. Fabius, qu'Ottawa et Québec se sont presque mis d'accord, lors d'un entretien téléphonique qu'il a eu avec le Premier ministre Mulroney, sur le statut qu'occuperait le Québec lors d'un sommet de la francophonie.

«Le gouvernement du Québec et le gouvernement fédéral s'entendent de plus en plus sur la forme que prendrait une participation du Québec à un éventuel Sommet sur la francophonie. Dans tout ce qui est nettement francophone, qui est de nos compétences, qui représente notre identité, le Québec serait un gouvernement participant, a expliqué M. Lévesque».<sup>166</sup>

La position de M. Fabius par rapport au Québec prend toute son ampleur lors de cette décision de recevoir M. Lévesque. Mais également par la remise de la Légion d'honneur à Louise Beaudoin, le 27 février 1986. Fait significatif, c'est M. Mitterrand qui aurait exprimé, le 19 décembre 1985, à la suite d'une rencontre visant à marquer la fin de mission de Mme Beaudoin en France, ce souhait de lui accorder les insignes d'officier de la Légion d'honneur.

---

<sup>166</sup> Thellier, Marie-Agnès, "Selon Lévesque, le statut du Québec au prochain sommet de la francophonie est presque réglé avec Ottawa", Le Devoir, 25 mai 1985.

## CHAPITRE III LA POLITIQUE FRANÇAISE VIS-A-VIS DU QUÉBEC:

### 3.1 L'impact en France du: «Vive le Québec libre».

«Vive le Québec libre» lancé du haut du balcon de l'hôtel de ville de Montréal le 24 juillet 1967 par le général de Gaulle a fait éclater à la face du monde la situation des francophones au Canada.

Jusqu'à ce jour historique pour la population du Québec, peu de gens, peut être surtout en France, s'étaient souciés du sort des 60,000 français devenus 6 millions, laissés en terre d'Amérique après la défaite des Français lors de la bataille des plaines d'Abraham au profit des Britanniques et le transfert par le traité de Paris de 1763 de la Nouvelle-France à la Grande-Bretagne.

On peut dire que le «Vive le Québec libre» lancé par le général de Gaulle avait laissé pantoise toute la population française et non moins la population canadienne et le gouvernement fédéral. La seule à s'en réjouir avait été la population québécoise et même à ce niveau il y avait eu de nombreuses réticences.

Après avoir été qualifié «d'inacceptable» par le gouvernement canadien, le général décidera d'abrégier sa visite, de ne pas se rendre comme il était prévu à Ottawa et de retourner en France.

La réaction politique en France en 1967 sera unanime. Le général de Gaulle est devenu fou. Que lui a-t-il pris de s'immiscer dans les affaires canadiennes et de pousser à la sécession la population du Québec?

Même les Gaullistes en France devront traverser une période de choc avant d'apporter leur appui au général. Nous n'avons que l'embarras pour choisir les citations d'articles de journaux en réaction aux propos et à l'attitude du général. Pierre-Louis Mallen dans son livre Vivre le Québec libre, déclare que 1355 articles ont été écrits sur le Québec dans les journaux français du 24 juillet au 6 août 1967, dont plusieurs en première page, ce qui était plutôt rare auparavant.

Les Québécois par ailleurs, dont un groupe d'intellectuels, reprocheront à la presse internationale, particulièrement française «de ne pas avoir compris la véritable situation des canadiens-français».<sup>167</sup>

Le Figaro:

«... une allure et un ton qui dépassaient de beaucoup ce qu'un chef d'État en visite dans un pays ami et allié peut se permettre de dire sans s'attirer le reproche d'intervenir dans les affaires intérieures du pays en question».

Le Combat:

«La France [...] s'est aliéné [...] une nation... Ce qu'il a dit aux Canadiens autorise à penser qu'il pourrait dire n'importe quoi à n'importe qui n'importe où. C'est aberrant.»

L'Aurore:

« Que se passe-t-il au juste sous le Képi du général de Gaulle? »

Les Échos:

«La France incitant les Canadiens français à se «libérer» de la «tutelle» britannique... On croit rêver».<sup>168</sup>

---

<sup>167</sup> "A Montréal et à Québec, on reproche à la presse internationale de ne pas avoir compris la véritable situation des Canadiens français", Le Monde, 30-31 juillet 1967, p.4.

<sup>168</sup> Mallen, Pierre-Louis, "Vivre le Québec libre", Plon, Paris, p.184.

Pierre-Louis Mallen explique ainsi la réaction française.

«Imaginons un spectateur qui arrive en retard, extrêmement en retard au théâtre. Il voit un laquais assassiner son maître, s'empoisonner et mourir dans les bras d'une reine, qui lui dit «Je t'aime». Il trouve cela aberrant, exactement, comme les gens qui ouvrent le dossier de l'affaire Canada à la scène du balcon».<sup>169</sup>

Du côté des partis politiques la réaction est la même. Jean Lecanuet, président du Centre démocratique déclare:

«La vanité et la nocivité d'initiatives spectaculaires qui ne préparent en rien l'avenir. Il est normal que le Président de la République française, en visite officielle au Canada exalte les liens séculaires et permanents entre la France et les Canadiens d'origines et de culture françaises. Mais il est contraire au respect du droit de chaque peuple à disposer de lui-même qu'un chef d'État intervienne dans les affaires intérieures d'un autre pays. Cette intervention offense les règles de la courtoisie lorsqu'elle est pratiquée par un chef d'État dans un pays dont il est l'hôte. Si ces méthodes étaient imitées, qu'advierait-il des relations internationales? Il importe que le peuple canadien sache qu'il y a en France des Français qui souhaitent la promotion des Canadiens français dans l'unité du Canada et que soit préservée, au delà de cette crise, l'amitié entre les deux peuples».<sup>170</sup>

Guy Mollet, Secrétaire général de la SFIO, Vice-président de la Fédération de la gauche déclare, «J'approuve sans aucune réserve l'initiative prise par mes amis tendant à convoquer la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Quant à

---

<sup>169</sup> Mallen, Pierre-Louis, *Ibid.*, p. 183.

<sup>170</sup> L'Aurore du 27,29-30 Juillet 1967 et 2 août 1967.

commenter le grave incident franco-canadien, je m'en sens incapable. C'est trop grave».<sup>171</sup>

Eugène Thomas, SFIO, «[...] honte personnelle quand il a appris que le chef de l'Etat violant les droits sacrés de l'hospitalité, avait insulté la mémoire des Canadiens qui dorment dans nos cimetières en invitant à la division et à la haine.»<sup>172</sup>

Roland Dumas, député fédéré de la Corrèze, «qualifie d'inadmissibles et d'insensés les propos tenus par de Gaulle».

Gaston Defferre, Président de la Fédération de la gauche, «demande la convocation immédiate de la Commission des affaires étrangères en raison des circonstances exceptionnelles, pour entendre les explications du gouvernement sur les événements qui viennent de se produire au Canada.»<sup>173</sup> «Les membres du gouvernement, le Conseil des ministres qui en est l'expression, en ont-ils délibéré ou est-ce seul, sans consulter personne que le chef de l'État a décidé d'agir ainsi? Dans le second cas, cela prouverait que le général de Gaulle n'est pas maître de lui-même. Un pays comme la France, ne peut avoir à sa tête un homme qui, à lui seul engage la nation qui en même temps se laisse emporter par l'atmosphère du moment à faire des déclarations improvisées ou ce qui serait encore plus grave, ne sont pas l'expression d'une politique voulue, réfléchie, délibérée».<sup>174</sup>

---

<sup>171</sup> L'Aurore, Ibid.

<sup>172</sup> L'Aurore, Op.cit.

<sup>173</sup> Le Monde, 29 juillet 1967, p. 4.

<sup>174</sup> "M. Gaston Defferre: le général de Gaulle et le gouvernement ont le devoir de s'expliquer". Le Monde 29 juillet 1967, p. 4.

Gaston Deferre ne croit pas du tout au bien fondé de l'indépendance du Québec. Le 3 août 1967 il déclarera dans Le Provençal, «il est évident que le Canada divisé, dont les deux parties seraient hostiles l'une à l'autre, serait affaibli, diminué dans sa possibilité d'indépendance vis-à-vis des États-unis d'Amérique. [...] Si le Canada ne peut que pâtir des agissements du président de la République française, le France, elle, a-t-elle quelque chose à y gagner?». <sup>175</sup>

On peut donc dire que les partis politiques français, sauf les Gaullistes qui apporteront leur appui au général, mais quinze jours plus tard, sont unanimes à désapprouver la politique du général de Gaulle. On s'aperçoit tout de même qu'après la réaction du moment et au fur et à mesure que le temps passe, que les positions diminuent et deviennent plus mitigées au sein des partis de gauche. Le 3 août, le bureau national du PSU publie un communiqué déclarant,

«l'évolution politique et sociale ultérieure du peuple canadien-français passe par la reconnaissance de sa dignité et de son autonomie en tant que peuple. Les forces socialistes et anti-colonialistes dans le monde ne peuvent qu'être solidaires à cet égard des revendications légitimes du peuple «canadien-français».» <sup>176</sup>

Seul L'Humanité, organe du Parti communiste français, se refuse à critiquer l'attitude du général de Gaulle. L'Humanité reprend la position du Parti communiste du Canada qui réclame une nouvelle constitution. «Quelles que soient les réserves que l'on

---

<sup>175</sup> "M. Gaston Deferre: le général de Gaulle a mis la France dans une position ridicule". Le Monde, 3 août 1967, p.2.

<sup>176</sup> "Le PSU: solidarité avec le peuple canadien français", Le Monde, 3 août 1967, p.2.

peut faire sur le procédé du général de Gaulle, qu'on n'attende pas de nous, cependant que nous mêlions notre voix au chœur des protestations orchestrées en France par les gens du Parti Américain».<sup>177</sup>

En ce qui a trait à la position de François Mitterand et de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, celui-ci attendra l'allocution radiotélévisée du général de Gaulle le 10 août 1967 sur la situation mondiale, pour faire connaître son point de vue.

Dans son livre Politique, François Mitterand reprend la position qu'il avait exprimée à l'époque, sur ce qu'il avait appelé «l'équipée du Canada».<sup>178</sup>

Monsieur Mitterand critique «le procédé choisi par le Président de la République française pour faire connaître son opinion personnelle», «l'ingérence du général de Gaulle dans les affaires intérieures du Canada, ainsi que la façon dont il a fait fi de la loi constitutionnelle qui fixe des règles précises à l'initiative du Président de la République dans le domaine de la politique extérieure».<sup>179</sup>

Même si François Mitterand reconnaît, «l'existence de liens particuliers entre le Québec et la France et la juste revendications des Canadiens français pour un statut d'égalité dans leur propre pays», il s'interroge sur le bien fondé de l'indépendance du Québec.

«[...] Il convient de se demander si les Canadiens français seront mieux armés pour défendre leurs traditions, leur

---

<sup>177</sup> "Malgré des réserves, l'Humanité se refuse à critiquer l'attitude du général de Gaulle", Le Monde 2 août 1967, p. 5.

<sup>178</sup> Mitterand, François, "Politique", Fayard, Paris, p. 451.

<sup>179</sup> Mitterand, François, Ibid, Page 455.

langue, leur avenir culturel, économique et politique par la création d'un État indépendant plutôt que par l'accroissement de leur influence et la reconnaissance de leurs droits au sein de l'État du Canada. Mais répétons-le, ceci est leur affaire». <sup>180</sup>

Considérant que les Canadiens sont d'abord «américains» avant d'être «européens», il se demande si «la rupture du pacte fédéral canadien «ne risque pas» de profiter davantage au surpuissant voisin américain qu'au parent lointain et parfois oublié d'outre-atlantique».

Malgré la position de ces différents partis politiques, on s'aperçoit que le général a réussi à placer le Québec sur la carte du monde. Les Français et leurs partis politiques, malgré leur ignorance de la réalité québécoise, ont du réagir et prendre position, quelle qu'elle soit.

Le général de Gaulle graduellement mettra en place «sa politique» québécoise.

Le 14 septembre 1967, seront signés les accords Peyrefitte/Johnson.

«L'importance des ces accords réside dans le fait qu'ils couvrent tous les aspects de la coopération entre Paris et Québec, dans des domaines aussi variés que ceux de la culture, de la science et de la technologie. Tout ce qui a trait à la recherche pédagogique et scientifique, au secteur de l'audio-visuel et aux échanges humains est contenu dans ce texte lequel prévoit en outre une concertation permanente. En témoigne d'ailleurs le rythme soutenu des échanges de visites de personnalités entre Paris et Québec». <sup>181</sup>

Il y aura renforcement des structures interministérielles des deux pays afin d'accroître la coopération entre la France et le Québec. On assistera à la création de

---

<sup>180</sup> Mitterand, François, *Op.Cit.*, page 456.

<sup>181</sup> "Les ententes franco-québécoises". *Bulletin France-Québec*, Paris, No 37, 1980.

centres: Centre franco-québécois de développement pédagogique, Centre franco-québécois de développement de l'enseignement technologique, Centre franco-québécois de recherche scientifique et technique. Des chercheurs québécois seront admis au CNRS, il y aura augmentation du nombre de bourses, de professeurs envoyés au Québec, du nombre d'étudiants en France, des envois de livres, des échanges de fonctionnaires, la création de chaires de littérature et de civilisation canadienne-française en France, etc...

En 1968, sera créé l'Office franco-québécois pour la Jeunesse. En 1969, des accords seront signés dans le domaine des télécommunications par satellite, sur la participation de la France au fonctionnement de l'Université du Québec, la création d'un Comité franco-québécois chargé de faciliter les opérations de coopération industrielle entre les deux pays.

### 3.2 Poursuite de la pensée gaullienne:

Malgré l'opposition unanime des partis politiques vis-à-vis du «Vive le Québec libre», et comme nous l'avons vu au chapitre II, ceux-ci poursuivront la politique du Général.

«Quand ils arrivent au pouvoir, les Présidents de la République tendent à négliger un peu la politique québécoise et à trouver exagérée la sollicitude de leur prédécesseur pour la Belle province. Puis ils se rendent compte de la signification et de l'importance des liens franco-québécois, pour le développement de la langue française, pour la présence économique de la France de l'autre côté de l'Atlantique, pour notre commerce extérieur...»<sup>182</sup>

---

<sup>182</sup> D.V, "Paris-Québec-Ottawa: un équilibre fragile", Le Monde, 8 juin 1984.

Georges Pompidou mettra en place les institutions de la francophonie. Valéry Giscard d'Estaing qui avait critiqué «l'exercice solitaire du pouvoir» du Général en 1967, instaurera «une politique de non indifférence vis-à-vis du Québec et de non ingérence vis-à-vis du Canada».

De 1970 à 1980, sous les gouvernements Pompidou et Giscard d'Estaing, 28 accords seront signés en matière de sécurité sociale, de communications, de coopération industrielle, d'édition, de radio-diffusion, d'entraide judiciaire, d'exploration minière, d'éducation...

Le point culminant sera la signature, le 5 décembre 1974, des accords «Bourassa-Chirac» qui font le bilan des 10 ans de coopération France-Québec et dressent les nouvelles pistes de coopération en matière industrielle, de francisation des entreprises, de transport, de communication, de richesses naturelles, et de mobilité de la main d'oeuvre.

En 1977, lors de la première visite officielle en France du Premier ministre du Québec René Lévesque, élu le 15 novembre 1976, sera institutionnalisé le principe d'une rencontre annuelle des Premiers ministres français et québécois. En 1979, lors de la visite du Premier ministre Raymond Barre au Québec, on tentera de donner un tournant économique aux relations France-Québec.

En 1980, sera créé un Centre de promotion des coopérations technologiques et industrielles québécois et français.

De 1966 à 1980 ont également été créées les structures de la Francophonie au sein du gouvernement français. Le 31 décembre 1966, le général de Gaulle mettait en place le «Haut comité pour la défense et l'expansion de la langue française». Modifié, le 24

février 1973 et le 11 juin 1980, il deviendra le «Haut comité de la langue française». Le 19 novembre 1973, est créé auprès du Premier ministre, le «Comité de la Francophonie». Le 17 mai 1974 naît le «Comité interministériel pour les affaires francophones», présidé par le Premier ministre. Le 1er Mars 1975, le gouvernement établit le «Service des affaires francophones au ministère des Affaires étrangères», qui est rattaché à la direction des Affaires politiques.<sup>183</sup> La direction de la section Amérique s'occupe du Québec. Il existe à la Direction des affaires culturelles, scientifiques et techniques un bureau du Québec, depuis les débuts de la coopération. Différentes sections s'occupent de la coopération aux plans culturel, scientifique et d'éducation.

Sous les socialistes, certaines de ces structures francophones connaîtront une réorganisation. En 1982, le service des Affaires francophones quittera la direction des affaires politiques pour se joindre à la direction générale des affaires culturelles, scientifiques et techniques. Le 13 mars 1983, le Haut Comité de la langue française auprès du Premier ministre disparaît et donne naissance à trois institutions: Le Comité consultatif de la langue française auprès du Premier ministre; le Haut Conseil de la Francophonie auprès du Président de la République; et le Commissariat général de la langue française. En 1986, à la suite du Sommet de la Francophonie, Jacques Chirac créera un Secrétariat d'État à la Francophonie.

Aujourd'hui, les relations entre la France et le Québec constituent un élément de consensus en France.

---

<sup>183</sup> Deniau, Xavier, "La Francophonie", Paris, PUF, 1983, 123p.

### 3.3 Arrivée au pouvoir du Parti socialiste (10 mai 1981):

Même si on tente de le cacher par des déclarations confiantes, le Parti québécois craignait l'arrivée des socialistes au pouvoir en France et ce, malgré l'appui que des socialistes tels Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement avaient accordé à l'option du «oui» lors du référendum. Cet appui leur avait d'ailleurs valu une réprimande de la part du Parti socialiste, qui craignaient que les mouvements autonomistes français n'utilisent cet appui pour leurs propres revendications.

Mais le Parti québécois redoutait surtout François Mitterrand. Il se souvenait de la position qu'il avait prise en 1967. D'autre part, il semble que dès les premières rencontres Mitterrand-Lévesque, le courant n'est pas passé entre eux. On le disait également plus près philosophiquement du Premier ministre canadien, Pierre-Elliot Trudeau, farouchement opposé au nationalisme québécois et au Parti québécois. Pour sa part, Pierre-Elliot Trudeau croyait avoir trouvé en Mitterrand, un allié.

«L'arrivée des socialistes au pouvoir en France avait donc réjoui ce dernier (Trudeau) heureux d'échapper enfin à «l'arrogance» de Monsieur Giscard d'Estaing. De son côté, le gouvernement indépendantiste québécois de M. René Lévesque avait salué la présence autour de M. Mitterrand de personnalités qui avaient souvent fait dans le passé le voyage au Québec et affirmé publiquement leur sympathie à sa cause. Malheureusement pour M. Lévesque, ces alliés affichés du Québec n'étaient pas en odeur de sainteté auprès du président français, tel M. Michel Rocard ou ont cessé d'être ministre, tel M. Jean-Pierre Chevènement. M. Claude Cheysson, pour sa part, respecte les formes avec Ottawa et semble peu passionné par la question. Une certaine inquiétude des Québécois est d'autant plus perceptible que les affinités étaient plus grandes au départ entre le gouvernement quelque peu «social-démocrate» de monsieur Lévesque et plusieurs socialistes français. Le nationalisme québécois plaisait à M. Chevènement, le

mélange de réalisme économique et de tentatives auto-gestionnaires pratiqués sur les rives du St-Laurent séduisait M. Rocard, mais M. Mitterand restait de sphinx. En fait, les personnalités et les idées de M. Mitterand et de M. Trudeau s'accordent mieux que celles du Président français et de M. Lévesque. Le PM canadien partage avec M. Mitterand un vif intérêt pour le tiers-monde et la recherche d'un nouvel ordre économique international. M. Trudeau s'oppose quand il le peut à l'emprise des multinationales d'origine américaine qui dominent la vie économique canadienne et prend souvent ses distances avec la politique suivie par Washington en Amérique latine. M. Trudeau n'a pas hésité à nouer des rapports cordiaux avec M. Fidel Castro malgré l'irritation des Présidents américains successeurs. Toutes ces démarches sont de nature à plaire à M. Mitterand. Le PM Canadien est d'autre part un humaniste, amateur de réflexions intellectuelles et d'idées abstraites, ce qui correspond mieux au tempérament du Président de la République que le goût pour l'action de l'ancien journaliste «sur le terrain» et ancien correspondant de guerre (en Corée) qu'est M. Lévesque.»<sup>184</sup>

Pour comprendre la philosophie guidant la politique de François Mitterand vis-à-vis du Québec, il faut nous référer aux propos qu'il tient dans ses livres Ici et Maintenant et Réflexions sur la politique extérieure de la France.

Dans Ici et maintenant il déclare: «Il n'est pas nécessaire d'être jacobin pour placer en priorité absolue l'unité de la nation. C'est mon cas. Mais il n'est pas nécessaire d'être autonomiste et encore moins indépendantiste pour reconnaître aux peuples et aux cultures minoritaires le droit à la différence.»<sup>185</sup>

---

<sup>184</sup> Dhombres, Dominique, "Paris-Ottawa-Québec: un triangle diplomatique qui tire à hue et à dia". Le Monde, 26-27 juin 1983.

<sup>185</sup> Mitterand, François, "Réflexions sur la politique de la France", Fayard, Paris, 1985, Introduction à 25 discours (1981- 1985) p. 106 et 107.

Il est vrai que cela s'adresse aux groupes indépendantistes Corses, Basques, Bretons... Mais dans Réflexions sur la politique extérieure de la France il aborde le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

«La défense du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ne souffre pas d'exceptions: droit des Afghans, des Cambodgiens, des Nicaraguayens, des Sahraouis, des Namubiens, des Tchadiens, droit des Palestiniens pour ne citer que les conflits qui occupent le devant de la scène, sans négliger les peuples qui possèdent une identité nationale, mais n'en ont pas l'usage ou ceux que l'Histoire oublie et qui englobés dans des États dont ils contestent l'autorité et l'authenticité ne parviennent pas à faire entendre leur voix. Il est parfois difficile de distinguer l'affirmation nationale d'une communauté ancienne originale, ayant disposé de structures autonomes ou pouvant y prétendre, des revendications exprimées par les minorités ethniques qui refusent d'appartenir à un plus vaste ensemble, État, nation, empire bien qu'elles n'aient jamais acquis pour elles-mêmes ce statut.»<sup>186</sup>

Pour véritablement décortiquer la pensée de François Mitterand, il faut se rapporter à sa déclaration du 3 novembre 1978 à Montréal lorsqu'il s'envole vers le congrès de l'Internationale socialiste qui se tient à Vancouver.

«Toutefois le PS partisan des droits nationaux des peuples opprimés «rappelle l'homme politique» ne voudrait aucunement laisser croire qu'il assimile le Québec à ces peuples opprimés.»<sup>187</sup>

Mais François Mitterand dans Réflexions pour la politique extérieure de la France continue en disant:

---

<sup>186</sup> Mitterand, François, "Ici et Maintenant" Fayard, Paris, 1980, p. 173.

<sup>187</sup> Trudel, Clément, "Mitterand, ce n'est pas à moi de trancher". Le Devoir, 3 novembre 1978.

«Pour démêler les fils de situations embrouillées, la France s'inspire d'une règle de sagesse: d'une part elle encourage et soutient les aspirations légitimes des peuples dont la réalité historique ne peut être niée, d'autre part, elle respecte l'intégrité des États admis à l'ONU.»<sup>188</sup>

C'est véritablement ce que François Mitterrand fera vis-à-vis du Québec. Il instaurera une politique «de relations normales» avec le Canada et de «relations privilégiées» avec le Québec, son constant soucis étant de trouver un équilibre entre ces deux aspirations. Il respectera l'unité nationale canadienne tout en soutenant les aspirations légitimes des Québécois.

«Les socialistes français ne veulent pas jouer le Canada contre le Québec disent Mme Neiertz et M. Hutsinger. Les relations privilégiées avec le Québec ne doivent pas remettre en cause les relations normales qu'on désire entretenir avec le Canada qui, après tout, demeure un allié et fait face aux mêmes problèmes que la France tout en adoptant, souvent, des solutions similaires. Les relations avec les deux «pays» peuvent aller de pair sans obliger à des remises en cause, croit-on.»<sup>189</sup>

François Mitterrand désirera donc un approfondissement des relations entre la France et le Canada. Il y aura durant cette période une augmentation des visites ministérielles françaises au Canada. Entre autres, le ministre du commerce, Michel Jobert, se rendra à Calgary; le ministre de l'énergie Edmond Herve visitera les Territoires

---

<sup>188</sup> Mitterrand, François, *Op.Cit.* p. 173.

<sup>189</sup> Descôteux, Bernard, "Les relations France-Québec: Différentes peut-être mais pas moins solides qu'avant, soutient le PS". *Le Devoir* 11 juillet 1983.

du Nord Ouest et le Premier ministre Pierre Maurois fera un arrêt à Toronto et au Nouveau-Brunswick.

«The improved relations have been underlined by a dramatic increase in official exchanges between the two countries. French cabinet ministers used to visit Canada at most twice a year and sometimes not at all, but more than 20 visits have been staged since Mitterrand's victory, many of them at Ottawa's invitation».<sup>190</sup>

Beaucoup de choses sont à faire. Au simple plan économique la France se classe au 6ième rang des pays exportateurs au Canada.

François Mitterrand renouera donc les liens avec Ottawa. Il recevra le Premier ministre Pierre-Elliot Trudeau à deux reprises, le 25 juin 1981, pour l'organisation du Sommet des pays industrialisés qui a lieu à Ottawa les 20 et 21 juillet 1981 et de nouveau du 9 au 11 novembre 1982.

Lors de la visite de M. Trudeau à Paris le 25 juin 1981, M. Mitterrand assurera « son interlocuteur qu'il ne ferait rien pour créer des problèmes à l'intérieur du Canada. On indique du côté canadien que la formule de «non ingérence, non indifférence» qui résumait la politique française dans ce domaine, du temps de M. Giscard d'Estaing et qui implique que Paris sans s'immiscer dans les affaires intérieures canadiennes ne peut être indifférent au destin du Québec, n'a pas été citée par M. Mitterrand, mais que l'esprit de ses propos y était conforme».<sup>191</sup>

---

<sup>190</sup> Hill, Heather, "Canada-France Relations Flourish as the "Great Chill" Thaws. The Time When Paris Favored Quebec City is Now "Ancient History". The Gazette, 11 décembre 1982.

<sup>191</sup> Dhombres, Dominique, "En visite à Paris. M. Trudeau note une "convergence de vues" avec M. Mitterrand pour la préparation du sommet économique d'Ottawa". Le Monde, 27 juin 1981.

Les relations entre la France et le Québec et la France et le Canada ne sont pas contradictoires pour François Mitterand. Jean Musitelli, chargé de mission auprès de M. Mitterand explique ainsi la vision du Président de la République.

«La meilleure façon d'assurer l'avenir et la survie du Québec pour François Mitterand n'est pas l'indépendance, car un Québec coupé du Canada risque davantage de perdre son identité à cause du danger de tomber dans l'orbite des États-Unis, mais il considère tout de même que la sauvegarde de l'identité québécoise est un devoir de la France.»<sup>192</sup>

Véronique Neiertz, chargée en 1981 des relations internationales du Parti socialiste, résumera ainsi la vision de son parti.

«Rien de ce qui a été entrepris jusqu'ici ne sera remis en question. Au contraire, un gouvernement Mitterand accentuera ses efforts en vue de renforcer encore plus les liens d'amitié et de coopération qui unissent la France au Québec.[...] Le Québec pourra continuer à compter sur la France au niveau des relations internationales et de sa participation à diverses instances qui dépassent le cadre de ses frontières, a-t-elle dit. Toutefois, Mme Neiertz estime qu'il n'appartient d'aucune manière au peuple français, et encore moins à son gouvernement de se prononcer sur l'avenir politique des québécois.»<sup>193</sup>

«Cette volonté de ne pas intervenir dans un débat politique n'est pas un signe de tiédeur face au Québec. Au contraire, poursuit-elle, (Véronique Neiertz) la solution que les Québécois choisiront sera considérée comme la bonne. De la même manière que le PS se refuse à intervenir d'une façon qui pourrait constituer une intervention dans un domaine qui ne les regarde pas, il refuse d'acquiescer à des

---

<sup>192</sup> Musitelli, Jean, entrevue réalisée à Paris au printemps 1987.

<sup>193</sup> Picard, Jean-Claude, "Mitterand renforcera les liens avec Québec". Le Soleil, 16 mai 1981.

manoeuvres fédérales qui pourraient avoir la même signification».<sup>194</sup>

### 3.4 Historique de la pensée socialiste : à l'égard du Québec

Le Parti socialiste entretiendra tout d'abord des liens avec le Canada par l'intermédiaire du Parti néo-démocrate canadien, parti fédéraliste, membre de l'Internationale socialiste. Ce parti ayant peu d'assise au Québec, on peut donc penser que la vision qu'avait le Parti socialiste français était davantage canadienne que québécoise.

Graduellement, avec l'arrivée du Parti québécois les choses vont changer. C'est Jean-Pierre Chevènement qui fera les premiers contacts, en 1974 avec le Parti québécois. Ce n'est qu'en 1971 que la structure actuelle du PS prend forme en France avec le rassemblement des forces socialistes françaises. On peut comprendre que jusqu'à cette période la préoccupation du PS résidait davantage sur la restructuration de la gauche française que sur la cause québécoise.

Du côté québécois, le Parti québécois s'était assuré certains contacts avec les partis de gauche français. L'objectif étant de diversifier ses relations et de ne pas identifier la cause québécoise aux seuls partis politiques de droite et au gaullisme. Le Parti québécois préparait donc ses arrières en vue de sa possible élection à la tête du gouvernement québécois. Il voulait pouvoir profiter de l'appui de tous les partis politiques français.

Déjà en 1971 et 1972, un groupe de Québécois qui se trouvait en France et dont faisait partie Louise Beaudoin (qui deviendra plusieurs années plus tard, en 1984,

---

<sup>194</sup> Descôteaux, Bernard, "Les relations France-Québec: Différentes peut-être, mais pas moins solides qu'avant, soutient le PS". Le Devoir, 11 juillet 1983.

déléguée générale du Québec en France) et M. Jacques-Yvan Morin, professeur de droit (qui sera Vice-Premier ministre, ministre de l'Éducation et des Relations internationales sous le gouvernement du Parti Québécois,) avaient établi des contacts avec les socialistes. Ils avaient même organisé pour René Lévesque un voyage en France. Celui-ci aura lieu en 1972. M. Lévesque s'entretiendra avec François Mitterand, Michel Rocard, Michel Jaubert, secrétaire général à la Présidence ainsi qu'avec plusieurs membres du gouvernement dont un membre du cabinet du Premier ministre.

Les relations entre le Parti socialiste et le Parti québécois reposaient tout d'abord sur des liens personnels, Mme Beaudoin en constituant la pierre angulaire. Mais dans le contexte de la restructuration de la gauche française, du cri du général de Gaulle, des événements d'octobre 1970 au Québec avec le Front de libération du Québec, de l'élection de sept députés péquistes à l'Assemblée nationale du Québec et de la campagne d'information que menait les péquistes en France, il était normal que le Parti socialiste se détermine tôt ou tard, comme les autres partis sur la question du Québec.<sup>195</sup>

Cela se fera de pair avec la restructuration des activités internationales du Parti socialiste dont les contacts se limitaient aux pays d'Europe et d'Afrique francophone, soit le pré carré. Le Parti socialiste concevra donc graduellement «une politique internationale à l'échelle du monde qui a eu pour conséquence la prise en compte d'un plus grand

---

<sup>195</sup> Neiertz, Véronique, entrevue réalisée à Paris au printemps 1987.

nombre de questions et la relation concrète et régulière avec l'ensemble des partis de gauche de tous les pays»,<sup>196</sup> dont le Parti québécois, parti de tendance social-démocrate.

On doit tout de même dire qu'au sein du Parti socialiste, différentes tendances s'affrontaient sur la question du Québec. « Il y avait deux courants minoritaires, pro-québécois au sein du PS. Le courant de droite, Rocardien, était intéressé par le caractère de décentralisation et d'auto-gestion du PQ. L'aile gauche, celle du CERES et de Jean-Pierre Chevènement, percevait dans le Québec l'illustration de l'identité française contre la lutte anglo-saxonne».<sup>197</sup> Il s'agissait de la défense de l'identité française, les Français du Canada. Un Québec debout était une France debout. M. Chevènement est attiré par le nationalisme québécois.

Entre ces deux minorités se retrouve la vaste majorité qui compte François Mitterand. Cette majorité était guidée par différents sentiments, tout d'abord d'indifférence, (car possédant des horizons européens et africains plutôt que canadiens), ensuite de méconnaissance de la réalité québécoise. Elle possède des doutes sur ce parti nationaliste. Qui est ce Parti québécois? Par ailleurs, cette majorité est très attachée à l'Internationale socialiste au sein duquel elle a pour interlocuteur le Parti néo-démocrate canadien. Un réflexe anti-gaulliste entache également le Québec voyant dans celui-ci la politique du Général. On reprochera aussi au Québec d'avoir des liens trop étroits avec les partis de droite français. M. Mitterand pour sa part n'aurait pas digéré, et cela

---

<sup>196</sup> Hutsinger, Jacques, entrevue réalisée à Paris à l'hiver 1987.

<sup>197</sup> Suchod, Michel, entrevue réalisée à Paris au printemps 1987.

semble-t-il se répercutera longtemps, que le PQ entretienne des liens avec des membres du PS sans passer par lui, Premier secrétaire.

Afin de réussir à faire connaître le Québec à cette majorité socialiste, toute une campagne de pressions sera organisée tant par les péquistes que par les «pro-québécois» au sein du PS.

«L'attitude du Parti socialiste a très nettement évolué lors de la campagne pour le référendum sur la souveraineté-association en mai 1980. Si M. Rocard s'est fait rappeler à l'ordre par la direction de son parti pour s'être prononcé publiquement en faveur de l'option du gouvernement québécois, la position du PS et de M. Mitterrand n'en a pas moins évolué vers une plus grande compréhension et une certaine sympathie à l'égard des nationalistes québécois. Plusieurs dirigeants des deux partis entretiennent des relations chaleureuses depuis des années.<sup>198</sup>

Le 3 novembre 1978, François Mitterrand, en route vers le congrès de l'Internationale socialiste qui se tient à Vancouver, rencontre René Lévesque au Québec. Il s'explique sur la position qu'il avait adopté en 1967 à la suite du: «Vive le Québec libre» du général de Gaulle.

« Il n'appartient pas à un homme politique étranger de trancher les choix qui se présentent au Québec et au Canada. [...] Quel que soit le sens du choix exprimé, la France et le parti que je représente accueilleront cette décision comme «l'affirmation d'un peuple frère» a-t-il dit». <sup>199</sup>

---

<sup>198</sup> De la Grande, Bertrand, "Ottawa et Québec: une double invitation officielle", Le Monde, 13 mai 1981.

<sup>199</sup> Trudel, Clément, "Mitterrand, ce n'est pas à moi de trancher", Le Devoir, 3 novembre 1978.

En 1979, à la veille de la convention nationale du Parti socialiste, est rédigé le Projet socialiste pour la France des années 80. Rédigé par Jean-Pierre Chevènement, Véronique Neiertz et des partisans, il donnera «un contenu politique à une alliance avec Mitterrand qui n'avait été que tactique»,<sup>200</sup> lors du congrès de Metz en 1979. La 101<sup>ème</sup> proposition porte sur le Québec.

«Dans l'hémisphère occidental également la plus grande attention doit être portée à l'évolution du problème québécois. Les socialistes considèrent avec une particulière sympathie l'effort des Québécois francophones pour échapper à la colonisation économique et affirmer leur identité sociale et culturelle. Quelle que soit la voie que choisira le Québec, la France maintiendra donc et s'efforcera de développer son appui à cette communauté.»<sup>201</sup>

Votées à l'unanimité, ces 101 propositions du Parti socialiste seront reprises par le candidat François Mitterrand lors des élections présidentielles du 10 mai 1981. La 110<sup>ème</sup> proposition du candidat Mitterrand portera sur le Québec, alors qu'on ne retrouve que 5 propositions internationales. «L'établissement de relations étroites avec le Québec, création d'une académie francophone».

«Pour l'essentiel, ce sera donc à partir de ce texte, inscrit au programme politique du PS, que le nouveau président Mitterrand articulera les rapports franco-québécois. Des rapports qui seront à la fois respectueux des structures politiques actuelles et de l'autorité constitutionnelle du

---

<sup>200</sup> Pfister, Thierry, "Le projet 80 à l'échéance 1981", Le Nouvel Observateur, 1979.

<sup>201</sup> Projet socialiste pour la France des années 80, PS, 1980, p.358.

gouvernement fédérale mais tout aussi ouverts que par le passé au désir d'affirmation des francophones»<sup>202</sup>

Au plan des relations entre le Parti socialiste et le Parti québécois deux autres événements viendront marquer et renforcer ces relations. En 1983, Jacques Hutsinger, responsable des relations internationales au PS organise un voyage pour Lionel Jospin au Québec. L'objectif, sensibiliser davantage Lionel Jospin, premier secrétaire du PS à la réalité québécoise qu'il ne connaît pas bien.

Lors du Congrès de l'Internationale socialiste d'Albufeira au Portugal, du 7 au 10 février 1983, le Parti québécois demande de siéger à titre d'observateur à l'Internationale socialiste. Le Parti socialiste français appuie sa candidature, allant à l'encontre des anglo-saxons et du Parti néo-démocrate canadien.

«L'idée d'indépendance n'a jamais été l'alpha et l'oméga de nos relations avec le Québec, dit-il, faisant allusion à l'importance primordiale que les gaullistes et leurs successeurs de l'ancienne majorité gouvernementale ont attaché à ce thème. Beaucoup plus importante pour les socialistes est «la voie d'approche de la société» que préconise le PQ affirme-t-il, notant que la volonté de changement de statut politique qui est préconisé ne prend son sens que s'il est accompagné par une volonté de changement social et économique. A cet égard le PQ a suivi une évolution positive aux yeux des socialistes. On constate que ce parti aux origines un peu disparates est devenu un instrument de changement social et économique en même temps qu'un instrument de changement politique. Il s'est doté d'une analyse progressiste, de poursuivre M. Jacques Hutsinger, responsable des relations internationales au PS, qui souligne que ce n'est pas en vain que le PS a appuyé la

---

<sup>202</sup> Picard, Jean-Claude, "Mitterrand renforcera les liens avec Québec", Le Soleil, 16 mai 1981.

demande du PQ de siéger à titre d'observateur à l'Internationale socialiste.»<sup>203</sup>

La reconnaissance comme membre à part entière du PQ à l'Internationale socialiste rencontrait une vive opposition du NPD qui «dispose d'appuis solides notamment chez les anglos». Mais celui-ci acceptait toutefois «qu'on reconnaisse au PQ un statut d'observateur qui lui permettrait d'obtenir une reconnaissance «institutionnelle» au sein de l'Internationale socialiste.»<sup>204</sup>

Une note interne du PS du 10 octobre 1984 indique: «L'adhésion du PQ à l'Internationale socialiste a été repoussée. Le statut d'observateur n'existant pas, une formule de compromis a été trouvée. Le PQ assiste aux travaux de l'Internationale socialiste lorsqu'il est invité.» Le PQ était présent à Bruxelles, absent à Copenhague, présent de nouveau à Rio.»

«A quelques notables exceptions près, les socialistes par ignorance ou par méfiance envers certains aspects du nationalisme québécois avaient plusieurs trains de retard. Ils ont, en quelques années rattrapé le temps perdu. Les déplacements ont été nombreux entre Paris et Québec, surtout depuis le 10 mai 1981 et le PS est parvenu à une meilleure connaissance de la réalité québécoise.»<sup>205</sup>

---

<sup>203</sup> Descôteaux Bernard, "Les relations France-Québec: Différentes, peut-être, mais pas moins solides qu'avant, soutient le PS". Le Devoir, 11 juillet 1983.

<sup>204</sup> Presse, Canadienne, "Le NPD s'oppose au membership à part entière du PQ au sein de l'IS.", Le Devoir, 28 mars 1983.

<sup>205</sup> "Bonne entente franco-québécoise", Le Monde, 30 juin 1983.

### 3.5 La politique québécoise de François Mitterrand:

François Mitterrand n'abandonnera donc jamais le Québec et poursuivra la politique de ses prédécesseurs. A la suite du Sommet des pays industrialisés à Montebello les 20 et 21 juillet 1981, il rencontrera M. Lévesque à l'Ambassade de France à Ottawa. En conférence de presse, évitant de s'immiscer dans le débat constitutionnel canadien, il déclarera, «La France continuera à pratiquer une politique d'active amitié et de fraternité avec la population du Québec dans le respect, cela va de soi, des dispositions institutionnelles et constitutionnelles qui vous régissent et de vos propre voix d'avenir.»<sup>206</sup>

«Cette continuité qu'aucun changement d'un côté ou de l'autre n'est venu interrompre. Sur le plan franco-québécois les socialistes ont assumé l'héritage et l'ont fait fructifier de leur mieux. Remontant plus loin, je songe à la bonhomie subtile de Raymond Barre naviguant entre Charybde-Ottawa et Scylla-Québec, à la passion avec laquelle Jacques Chirac nous est apparu plus québécois que nous-mêmes, au Président Giscard me remettant cette Légion d'honneur que de Gaulle avait eu trop tard l'intention de décerner à son ami Daniel «Jonsonne»...Entre Français et Québécois aussi, ça va finir par être «tricoté serré»...<sup>207</sup>

Selon Jean Musitelli, chargé de mission auprès de M. Mitterrand, celui-ci estimait que l'un des moyens les plus surs de défendre l'identité québécoise était de redonner vie à la francophonie. «Je vous répète que pour moi il n'y a qu'une règle, c'est que si on

---

<sup>206</sup> "Le Quay d'Orsay minimise les propos de M. Chandernagor sur l'émancipation du Québec" Le Monde, 27 août 1981.

<sup>207</sup> Lévesque, René, Attendez que je me rappelle..., Édition Québec/Amérique, Montréal, 1986, p.491.

parle de francophonie, c'est entre des gens qui parlent français et qui parlent français dans ce pays sinon essentiellement ceux qui se reconnaissent au Québec.»<sup>208</sup>

Certains événements viendront toutefois contrecarrer la volonté de François Mitterand d'en arriver à de meilleures relations avec Ottawa. La faute viendra elle-même de la capitale canadienne. Souvenons-nous de l'incident de Williamsburg. A la fin du Sommet des sept pays industrialisés qui s'y déroule le 30 mai 1983, un fonctionnaire déclare que M. Trudeau est arrivé à un accord avec M. Mitterand sur la tenue d'un sommet francophone. Selon Pierre-Elliot Trudeau, «La France a laissé tomber le Québec et ne pose plus comme condition à sa propre participation que le Québec y ait un statut qui lui convienne.»<sup>209</sup>

Selon le journal Le Monde, M. Trudeau «a eu tort de chanter publiquement victoire, à la grande irritation de l'Élysée qui a arrêté les préparatifs pourtant bien avancés sous la direction de M. Régis Debray qui avait été reçu avec grand faste à Ottawa.»<sup>210</sup>

Car en 1982, le gouvernement socialiste décide d'explorer le terrain en vue de la création d'un sommet francophone. Le secrétaire général du Haut comité de la langue française, Stelio Farandjis, remet fin 1982 un rapport confidentiel à Matignon sur les questions de la francophonie. En janvier 1983, François Mitterrand mandate Régis

---

<sup>208</sup> Présidence de la République, Service de presse. Entretien entre M. François Mitterand, Président de la République Française et M. René Lévesque, Premier ministre du Québec à l'ambassade de France au Canada, Ottawa, 21 juillet 1981.

<sup>209</sup> "Paris s'étonne des propos de Pierre Trudeau". La Presse, 18 juin 1983.

<sup>210</sup> D.V. "Paris-Québec-Ottawa: un équilibre fragile". Le Monde, 8 juin 1984.

Debray de tenter de trouver un compromis entre Ottawa et Québec, en vue d'un Sommet francophone. Régis Debray se rend à plusieurs reprises à Ottawa et à Québec. Il propose de tenir un sommet à «deux étages». «Une première réunion groupant uniquement les chefs des gouvernements des pays souverains, suivie d'une seconde plus technique à laquelle participeraient aussi des personnages politiques responsables d'État non souverains».<sup>211</sup>

Cette proposition est inacceptable pour le Québec. Le Québec désire participer pleinement aux instances de la francophonie. Le Québec craint que ce précédent soit adopté à long terme au sein de l'Agence de coopération culturelle et technique, lui faisant ainsi perdre son statut de gouvernement participant.

Le gouvernement fédéral est davantage disposé vis-à-vis de cette proposition mais l'événement de Williamsburg viendra tout faire échouer.

On peut difficilement croire que M. Trudeau avait véritablement obtenu cet appui de M. Mitterand puisque le mandat de M. Régis Debray était de tenter de réconcilier Ottawa et Québec et de trouver une formule de compromis en vue d'un Sommet francophone.

Les adjoints de M. Mitterand déclarent pour leur part que les négociations étaient passablement avancées et que M. Trudeau a fait tout échouer. Paris et Québec craignaient après cela qu'il ne s'agisse d'une récupération politique de Trudeau visant à montrer que les liens entre Québec et Paris n'étaient pas si forts.

---

<sup>211</sup> Morin, Claude, L'art de l'impossible, la diplomatie québécoise depuis 1960. Ed. Boréal, Montréal, 1987, p. 442.

La période de 1976 à 1985, sera la pire période au plan diplomatique de guerres de drapeaux entre le gouvernement fédéral et le gouvernement québécois. On appellera les relations Paris-Ottawa-Québec, «le triangle infernal». Cela aura pour conséquence de passablement irriter le gouvernement français et le Président de la République.

Depuis 1981, les relations entre Trudeau et Mitterand ont changé. Trudeau est déçu de l'attitude de Mitterand vis-à-vis du Québec et Mitterand déçu des positions adoptées par Trudeau lors des sommets des pays industrialisés. Derrière les paroles de soutien verbal à la France, la réalité montre que M. Trudeau s'oppose peu aux Américains. Au plan économique les dossiers n'aboutissent pas entre les deux pays. Le Canada n'achètera pas d'Airbus et les hélicoptères canadiens seront construits par les Américains. Le gaz naturel du grand nord reste gelé. Même si le gouvernement fédéral dit qu'il désire améliorer ses relations avec la France, particulièrement au plan commercial, les dossiers n'aboutissent pas. Les Français s'en rendent bien compte.<sup>212</sup> La contestation de la Loi 101 par les anglophones et tout ce qui était considéré comme une menace à la Francophonie de la part du gouvernement fédéral, auraient également influencé M. Mitterand. Plusieurs interlocuteurs Français m'ont souligné l'importance que revêtait la Loi 101 dans la politique du gouvernement Français à l'égard du Québec.

D'autre part, le conflit entre Ottawa et Québec étant devenu au fil des années une affaire personnelle entre Pierre-Elliot Trudeau et René Lévesque, François Mitterand déclarera que tant que les deux hommes seront en place il n'y aura pas de Sommet francophone et qu'il ne se rendra ni au Québec, ni au Canada. Ce qui s'avérera juste.

---

<sup>212</sup> Bernard Garcias, entrevue réalisée à Genève au printemps 1987.

«Pourquoi la France s'intéresse-t-elle à ce point au Québec? Les raisons commerciales ou industrielles ne priment pas. Le Québec n'est pas un de nos plus grands partenaires. Plusieurs pays européens sont beaucoup plus importants que le Québec. Mais il y a quelque part dans l'esprit de tous les dirigeants français l'idée qu'il y a 6 millions de francophones installés au Québec, que ces derniers se sont révélés en 1960 de leur propre mouvement et qu'il y a un intérêt vital pour la France à accompagner cette reconnaissance.[...] C'est le sentiment qu'on doit tout faire pour que cette communauté francophone qui cherche à s'affirmer ait le soutien de la France dans cette affirmation. Et ceci ne s'apprécie pas en argent.[...] La France ne serait pas ce qu'elle souhaite être, c'est-à-dire une puissance moyenne qui a des prétentions à être une grande puissance si elle ne soutenait pas les pays qui sont francophones».<sup>213</sup>

---

<sup>213</sup>

„Entrevue du consul général de France au Devoir”, Le Devoir, 8 juin 1985.

#### CHAPITRE IV LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL PAR RAPPORT AUX RELATIONS FRANCE-QUÉBEC.

Le gouvernement fédéral s'opposera dès le début en 1965 aux relations France-Québec, sous le couvert que seul son gouvernement possède des prérogatives en matière de relations internationales.

Le gouvernement de Pierre-Elliott Trudeau mettra tout en oeuvre pour normaliser les relations France-Québec. Tout d'abord, il tentera de s'immiscer dans l'organisation des visites des ministres et des Premiers ministres français au Québec, en se basant sur l'argument qu'au point de vue protocolaire il est normal qu'une personnalité étrangère soit accompagnée d'un représentant fédéral lors de sa visite en sol canadien. Le gouvernement fédéral ne trouve pas normal qu'un ministre étranger vienne au Québec sans passer à Ottawa. Pour Pierre de Bané, « depuis de Gaulle les ministres français avait limité leur voyage essentiellement au Québec, ce qui n'est pas normal ». <sup>214</sup>

Cette politique fédérale fera en sorte d'occasionner des conflits et des guerres de drapeaux entre Québec et Ottawa sur l'organisation de ces visites, ce qui mènera parfois à l'annulation de certains voyages.

«Selon le ministre québécois des Affaires intergouvernementales, les difficultés qui ont finalement provoqué l'annulation de la visite au Québec du Secrétaire d'État français au Troisième âge, Joseph Franceschi, ne sont qu'une manifestation supplémentaire de l'intention déclarée

---

<sup>214</sup> de Bané, Pierre, entrevue réalisée à Ottawa à l'hiver 1988.

d'Ottawa «d'encercler» les relations extérieures du Québec»<sup>215</sup>

Cette guerre ira parfois même loin.

«Les faits sont les suivants. M. Franceschi doit venir au Canada et au Québec à l'invitation des deux gouvernements. Mais Ottawa, rompant avec la tradition, lui prépare un projet de séjour qui comprend un volet québécois: visite d'un hôpital fédéral à Montréal où il serait accueilli par un ministre canadien, et visite de l'île d'Orléans, en face de Québec.

Jusqu'à maintenant soutient-on à Québec, et ce depuis le début des années 60, alors que le Québec commençait à affirmer sa personnalité internationale, le programme des visites de ministre français dans la province française étaient établis par le Québec, sans ingérence fédérale. Le gouvernement Lévesque explique donc au gouvernement français que s'il acceptait pareille façon de faire, il se trouverait à rompre avec la continuité historique, avec toutes les conséquences qu'en subirait le Québec.

L'affaire s'est finalement réglée à la satisfaction du Québec quand M. Franceschi s'est rendu compte qu'il ne pouvait pas traverser l'Atlantique, puisqu'il devait en même temps défendre ses crédits devant l'Assemblée nationale».<sup>216</sup>

D'autres histoires d'horreur existent en la matière, tel le ministre marocain des Affaires étrangères, «qui n'a pu être reçu au Québec, parce qu'Ottawa exigeait que son ambassadeur à Rabat l'accompagne continuellement lors de son séjour ici et même au cours des entretiens qu'il aurait eu avec les dirigeants du gouvernement»;<sup>217</sup> ou la perte

---

<sup>215</sup> Falardeau, Louis, "Annulation de la visite d'un ministre français". Québec accuse Ottawa de tenter "d'encercler" de plus en plus ses relations extérieures". La Presse, 13 janvier 1982.

<sup>216</sup> Falardeau, Louis Ibid.

<sup>217</sup> Falardeau, Louis, Op.cit.

pour le Québec des contrats de l'ACDI parce que le ministre Clément Richard n'a pas invité le ministre Francis Fox lors d'une réception au Bénin, alors que les deux ministres y séjournent; ou le refus du gouvernement québécois de permettre à Hydro-Québec de recevoir un ministre guinéen à la Baie James en présence du ministre fédéral Pierre de Bané.

«Chacun explique que c'est l'autre qui a commencé et que chaque coup bas répond à un coup encore plus bas de l'adversaire. Si on fouille un peu, on ne trouve qu'un mélange inextricable de haines, de frustrations accumulées, de principes divergents».<sup>218</sup>

C'est Pierre de Bané, ministre d'État aux Relations extérieures qui est mandaté pour mettre en oeuvre la politique de normalisation des relations entre Québec et Paris.

«[...] deux faits nouveaux ont recréé un terrain propice à une nouvelle tentative d'Ottawa de «régulariser» la situation des relations internationales du Québec: d'abord, nous l'avons dit, la nette victoire constitutionnelle remportée par Trudeau sur Lévesque, mais aussi l'arrivée au pouvoir en France d'un gouvernement dont les Gaullistes, alliés traditionnels des «séparatistes» québécois, sont totalement absents.

Deux autres facteurs affaiblissent considérablement le gouvernement Lévesque à l'aube d'une nouvelle et peut-être ultime guerre des tapis rouges: une situation économique dramatique, amplifiée par la décision fédérale de réduire ses dépenses de transferts qui lui enlève toute marge de manoeuvre budgétaire et le rend sensible à tous les chantages et la crise interne qui déchire le Parti québécois et paralyse partiellement le gouvernement. C'est dans ce contexte que le fédéral, avec comme maître d'oeuvre le ministre d'État aux relations extérieures Pierre de Bané, a

---

<sup>218</sup> Falardeau, Louis, "Relations avec la France. De Bané fait tout pour venir à bout du Québec" La Presse, 3 février 1982.

entrepris de régler la question une fois pour toutes et sur tous les plans.»<sup>219</sup>

Cela ne sera pas s'en inquiéter le Québec. Yves Michaud, délégué général du Québec à Paris mettra en garde le Québec contre l'offensive d'Ottawa, dans une note accompagnant le rapport d'activité de sa délégation pour 1982.

«D'autant que l'offensive fédérale en France commence à faire des ravages et à nous inquiéter sérieusement. Les Canadiens débarquent à Paris à un rythme affolant (MacEachen, Whelan, Leblanc, Joyal, Argue, Lapointe, Lalonde, de Bané, Fox) avec leur chant de sirène et leur besace de Père Noël. Je n'en veux comme preuves que l'offre du ministre canadien des Communications Francis Fox d'acheter 1,000 heures d'émissions de la télévision française au prix commercial ou miroir des alouettes Airbus, quand ce n'est pas le gaz des îles Melville ou l'uranium enrichi. «Regardez, disent-ils, les Québécois qui se livrent pieds et poings liés aux États-Unis d'Amérique alors que nous, du gouvernement fédéral, n'avons cesse d'endiguer la vague américaine au Canada. Les Québécois sont prêts à se vendre aux Américains pour finalement obtenir une indépendance à la Porto Rico. Nous les protégeons contre eux-mêmes dans un État fédéral fort à l'intérieur duquel ils peuvent s'épanouir en toute liberté».<sup>220</sup>

D'autre part, selon Pierre de Bané, «le Parti québécois va essayer de se servir de la France pour se donner une personnalité internationale et obtenir à l'extérieur ce que sa population ne lui acceptait pas à l'intérieur»,<sup>221</sup> soit la souveraineté.

Pierre de Bané mènera une guerre sans merci. Il dénoncera le caractère «symbolique» de ces relations.

---

<sup>219</sup> Falardeau, Louis, "Ottawa veut normaliser les relations québécoise avec les pays étrangers". La Presse, 2 février 1982.

<sup>220</sup> Michaud, Yves, "On s'impatiente à Paris: à quand la souveraineté?", Le Devoir, 24 août 1983.

<sup>221</sup> de Bané, Pierre, entrevue réalisée à Ottawa à l'hiver 1988.

«Je souhaite surtout, poursuit-il, que les relations France-Québec ne soient pas qu'une affaire de symboles, mais donnent des résultats concrets sur le plan des échanges commerciaux. Présentement, nos relations avec la Belgique, un bien plus petit pays sont plus importantes. C'est ça le malheur. La France a tout donné au Québec tant que ça reste au niveau de la symbolique. Elle a accepté de jouer le jeu avec le Québec à condition que ça ne coûte pas un sou. Je trouve ça très humiliant et très colonisateur».<sup>222</sup>

«Est-ce que la France peut faire autre chose pour le Québec que de lancer quelques «jolies phrases» ou « des slogans qui font plaisir aux péquistes»?[...] «Je lisais l'autre jour que le Québec s'enorgueillit de ce que, lors de sa visite, fin avril, le Premier ministre français Pierre Mauroy passerait trois heures de plus à Québec qu'à Ottawa». «Mon Dieu, je serais ravi qu'il y passe une semaine de plus au Québec si cela pouvait donner autre chose que de jolis mots, si cela pouvait signifier que la France fasse un investissement majeur au Québec».<sup>223</sup>

On peut dire qu'il en est de même au niveau des relations entre la France et le Canada. Lors de son allocution à l'issue du dîner de gala offert par M. Trudeau, le 9 février 1979, M. Raymond Barre déclare:

«Nous constatons, avec regret, que le niveau de nos courants commerciaux n'est pas à la mesure des possibilités qui s'offrent à nos économies. Notre espoir est donc que s'intensifient les échanges entre nos deux pays dans les années à venir».<sup>224</sup>

---

<sup>222</sup> Falardeau, Louis, "Selon de Bané "Les relations France-Québec une " affaire de symboles".La Presse, 14 janvier 1982.

<sup>223</sup> Daignault, Richard, "Visite de Mauroy au pays. De Bané déteste les batailles d'étiquette".Le Soleil, 31 mars 1982.

<sup>224</sup> Allocution de M. Raymond Barre, Premier ministre à l'issue du dîner de gala offert par M. Trudeau, La politique étrangère de la France, 9 février 1979, 1er trimestre 1979, p. 61.

La visite à Ottawa du Premier ministre français Raymond Barre avait pour objectif d'ouvrir «des perspectives plus larges encore à nos relations». <sup>225</sup>

«Nous nous étions fixés comme objectif, lors de la visite en France de M. Trudeau, en décembre 1974, de doubler nos échanges. Il faut que nous manifestations plus de détermination à cet égard car cet objectif n'a pas encore été atteint». <sup>226</sup>

M. Trudeau profitera du dîner de gala offert à M. Barre à l'issue de sa visite à Ottawa pour exprimer sa conviction que le Québec peut s'épanouir pleinement dans l'ensemble canadien. «Le Québec n'a pas besoin de briser la Fédération canadienne pour prendre sa juste place au soleil». <sup>227</sup>

Il n'hésitera pas également à lancer un message au Premier ministre français sur la situation québécoise. Pour Alain Clément du quotidien Le Monde:

«Le Premier canadien n'a aucune objection à ce que la France encourage la cause de la francophonie, à condition que ce souci s'étende de préférence à l'ensemble des dix provinces, dont la moitié, a-t-il fait remarquer, sont désormais soucieuses de répondre aux aspirations des minorités francophones». <sup>228</sup>

Pour Louis Falardeau de La Presse:

«Deux principes semblent guider le ministre fédéral dans son offensive de normalisation:- les relations du Québec avec l'étranger devront respecter désormais les règles du

---

<sup>225</sup> Interview de M. Raymond Barre, Premier ministre, au journal Le Devoir, de Montréal, La politique étrangère de la France, 5 février 1979, 1er trimestre 1979, p. 54.

<sup>226</sup> La politique étrangère de la France, Ibid, p. 54.

<sup>227</sup> Clément, Alain, "Les entretiens Barre-Trudeau à Ottawa". "Les divergences sur le Québec restent entières". Le Monde, 11-12 février 1979.

<sup>228</sup> Clément, Alain Ibid.

fédéralisme, c'est-à-dire toujours se faire sous la tutelle du gouvernement fédéral. C'est ainsi qu'Ottawa, par exemple, n'accepte plus que le premier ministre du Québec reçoive en tête-à-tête les chefs d'État ou les ministres des pays étrangers. Il impose chaque fois la présence de son ambassadeur; le Canada accorde un statut particulier aux relations du Québec avec la France, mais à la condition que certaines règles de base soient respectées, la première étant que Paris ne s'ingère plus dans les affaires canadiennes et cesse de traiter la province avec plus d'égards que le pays. Par exemple, Ottawa accepte de ne pas s'ingérer dans l'organisation de la partie québécoise du séjour de visiteurs français. Mais, considérant que le Québec est une partie du Canada, il se permet désormais dans le cadre de la partie canadienne du séjour, d'amener un visiteur français dans la belle province».<sup>229</sup>

Lorsque la politique française ne plaira pas par ailleurs au gouvernement fédéral, Pierre de Bané n'hésitera pas à aller s'en plaindre à l'Élysée ce qui ne sera pas s'en déplaire au gouvernement français.

«Paris n'aime pas beaucoup, fait-on valoir, se faire dire qu'il a une attitude coloniale à l'égard du Québec. Il en va de même des colères que le ministre canadien va faire, jusqu'à l'Élysée quand le comportement d'un ministre français lui a déplu».<sup>230</sup>

La France aura du mal à comprendre la politique fédérale. Se référant à la volonté du gouvernement fédéral d'améliorer ses relations avec la France, et que ce pays entretienne des relations avec le pays tout entier, M. Mauroy se rendra à Ottawa lors de sa visite au Québec en mars 1982, pour prendre la balle au bond lancée par M. Trudeau, mais rien de bien concret ne sortira de ces entretiens.

---

<sup>229</sup> Falardeau, Louis, "Relations avec la France. De Bané fait tout pour venir à bout du Québec" La Presse, 3 février 1982.

<sup>230</sup> Falardeau, Louis, "Les relations avec la France. Québec attend avec confiance l'arbitrage du président Mitterrand" La Presse, 4 février 1982.

«Pour Pierre Mauroy, cette visite à Ottawa avait pour objectif politique principal de saisir au bond la balle que M. Trudeau avait lancée à M. Mitterrand en affirmant que la défaite de M. Giscard d'Estaing à l'élection présidentielle avait levé l'hypothèque gaulliste» sur le Québec et en souhaitant que la France s'intéresse désormais davantage aux autres provinces du Canada. Les entretiens de Pierre Mauroy avec les principaux hommes d'affaires d'Ottawa et de Toronto avaient été prévus pour démontrer au gouvernement fédéral que le gouvernement français était prêt à agir sans attendre pour développer les courants commerciaux entre les deux pays. Toutefois, la délégation française attendait, en contrepartie, que M. Trudeau annonce la participation du Canada au programme de construction de l'Airbus 320. Le Premier ministre fédéral n'a pas fait ce geste politique, espéré par ses interlocuteurs, ceux-ci ne lui en font pas grief, mais ils s'interrogent sur les intentions profondes des autorités canadiennes à l'égard de la France, d'autant que les échanges de vues n'ont guère fait avancer non plus les autres dossiers à l'ordre du jour.<sup>231</sup>

L'ancien ambassadeur de France à Ottawa, Pierre Maillard, dans un article publié dans le journal Le Monde du 21 avril 1983, exprimera bien la pensée de la France.

«Mais cette amitié elle-même (parlant du Canada) qui d'ailleurs n'a jamais comporté de faveurs exceptionnelles sur le plan économique notamment (en dépit de promesses maintes fois faites et presque toujours oubliés au stade de la réalisation)»...<sup>232</sup>

Au niveau de la francophonie, M. Trudeau tentera toujours d'y exclure le Québec à titre de gouvernement participant. Lors de son voyage en France en novembre 1982, il relancera l'idée d'un Commonwealth francophone, mais en proposant que seuls les gouvernements souverains y participent et que ce sommet naisse d'une transformation de

---

<sup>231</sup> "Le voyage de Pierre Mauroy au Canada. Peu de résultats économiques". Dernières nouvelles d'Alsace, avril 1982.

<sup>232</sup> Maillard, Pierre, "Le voyage du Premier ministre au Canada. Une nécessaire solidarité" Le Monde, 31 avril 1983.

l'Agence de coopération culturelle et technique; ce qui est inacceptable pour le Québec et ne sera jamais retenu.

«M. Trudeau considère qu'à l'instar du Commonwealth britannique, la communauté francophone devrait se pencher sur les grands problèmes de politique internationale et d'économie. Or, la politique étrangère étant de compétence fédérale, le Québec ne pourrait donc pas avoir le statut de «gouvernement participant» dont il peut jouir à l'Agence de coopération, où des questions culturelles de compétences provinciales sont abordées».<sup>233</sup>

#### 4.1 LA DÉCRISPATION DES RELATIONS FRANCE-QUÉBEC-CANADA

Le Sommet francophone enfin possible.

Le coup d'éclat de toute cette période aura sans doute été le déblocage entre le gouvernement fédéral et le gouvernement québécois sur la place qu'aurait le Québec au sein d'un éventuel Sommet des pays francophones.

A la surprise générale, lors de la visite du Premier ministre Laurent Fabius au Canada, le 7 novembre 1984, le nouveau Premier ministre Brian Mulroney, élu le 4 septembre, annonce qu'il «considère tout à fait normal et souhaitable que le gouvernement québécois maintienne avec la France des rapports que justifie l'identité culturelle du Québec». «En autant que certaines règles de base soient respectées, le gouvernement fédéral cessera en effet de jouer au mari jaloux comme c'était le cas depuis l'établissement de relations directes entre Québec et Paris, en octobre 1981».<sup>234</sup>

---

<sup>233</sup> Lisée, Jean-François, "En vue de créer un "Commonwealth francophone", Régis Debray tente de réconcilier Québec et Ottawa". Le Devoir, 16 février 1983.

<sup>234</sup> Descôteaux, Bernard, "Devant Fabius, Mulroney déclare la fin de la guerre des drapeaux entre Ottawa=Paris-Québec". Le Devoir, 8 novembre 1984.

Ce changement d'attitude du gouvernement fédéral même s'il n'abdique pas ses prérogatives constitutionnelles en matière de relations internationales est perçu autant au Québec qu'en France comme une ouverture très importante. Les journaux parleront du «retour du bon sens» et de «triangle éclaté». Entre le Québec et le gouvernement fédéral on parlera du début «d'une lune de miel».

Cela ne pouvait que faire l'affaire de François Mitterrand et du gouvernement français dans la mesure qu'il était plus facile de maintenir des relations de part et d'autre, dans ce contexte de détente et de décrispation des relations France-Québec.

«[...] depuis 1968, les libéraux de Pierre Trudeau causaient de «grandes difficultés» à la volonté des dirigeants politiques français d'établir des liens plus étroits avec le Québec.» «Chaque fois que l'on dialoguait avec le Québec, l'on notait un sourcillement d'Ottawa, dont nous tenions compte. Le fait qu'actuellement à Ottawa quelqu'un reconnaisse davantage la possibilité pour le Québec d'avoir un rôle international, Cela nous facilite les choses».( propos tenus par le Consul français à Québec, M. Renaud Vignal).<sup>235</sup>

Dans ce contexte le gouvernement français profitera de cet accalmie pour relancer l'idée d'un Sommet francophone. Il chargera en janvier 1985, l'Ambassadeur de France Jacques Leprette, de donner son avis sur les chances d'un Sommet francophone. Des négociations débiteront entre Ottawa et Québec. Elles dureront 6 mois, dont deux mois de façon très intensives. Mais le 7 novembre 1985, une entente sera conclue entre le gouvernement du Canada,(Brian Mulroney) et le gouvernement du Québec (Pierre-Marc

---

<sup>235</sup> O'Neill, Pierre, "Les rapports France-Québec: l'arrivée de Mulroney a favorisé un déblocage", Le Devoir, 8 juin 1985.

Johnson qui a succédé à René Lévesque à la tête du gouvernement du Québec), sur la place du Québec au sein d'un éventuel Sommet francophone.

«Les gouvernements québécois et canadien se sont mis d'accord sur un Sommet en deux parties, l'une qui traitera de la situation politique et économique mondiale et où le Québec présent à la table de conférence pendant toute la durée du Sommet, se comportera «comme un observateur intéressé» et la seconde qui portera sur la coopération et le développement, le Québec y participant cette fois «à part entière» selon les modalités et la pratique suivies à l'Agence de coopération culturelle et technique».<sup>236</sup>

Trois mois plus tard, les 17,18,19 février 1986, aura lieu à Paris et à Versailles le Premier Sommet des chefs d'état et de gouvernement ayant en commun l'usage du français.

---

<sup>236</sup> Galarnau, Hélène, "Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec", Études internationales, Québec, Université Laval, oct. à dec. 1985, p. 149 et Revue québécoise de droit international, Montréal, Ed. Themis, No 2, 1985, p. 149.

## CHAPITRE V LES RETOMBÉES DES RELATIONS FRANCE-QUÉBEC

### 5.1 Au plan économique

«La coopération économique entre deux entités que les habitudes commerciales traditionnelles éloignent, favorisée pourtant par un mouvement de sympathie naturelle née de l'effort de rapprochement de deux collectivités, partageant une même culture repose sur une multitude de manifestations, d'accords ou de liaisons d'entreprises à entreprises, et de personnes à personnes. Elle ne peut s'amorcer qu'après des années d'efforts et ne donner des résultats sensibles qu'à long terme.»<sup>237</sup>

Il n'est pas facile de faire le bilan des retombées commerciales des relations France-Québec, car celles-ci s'inscrivent dans un processus à long terme. Toutefois, les statistiques, sans être des indicateurs toujours précis, nous ouvrent des voies d'analyse intéressantes.

#### A - Les relations commerciales:

Le commerce entre la France et le Québec a beaucoup évolué, de 1976 à 1985. Si nous examinons l'état des exportations du Québec vers la France en 1975, celles-ci s'élevaient à 123 258 millions de dollars. Nette progression depuis les années 1970, car elles se situaient alors à 53 100 millions de dollars. (voir Annexe III, Tableau No I)

En 1976, les importations françaises au Québec s'élevaient à 263 millions de dollars, la France occupant le 7<sup>ième</sup> rang parmi les <<fournisseurs>> du Québec.<sup>238</sup>

Au niveau des exportations du Québec vers la France, celles-ci atteignent en 1976, 159

---

<sup>237</sup> Gouvernement du Québec, La coopération économique franco-québécoise en évolution, Québec, le 31 mai 1977, p. 12.

<sup>238</sup> Gouvernement du Québec, Les échanges technologiques avec la France ne se font plus à sens unique, Centre de documentation, Délégation Générale du Québec, Paris, 1980.

784 millions de dollars. La France est passée de 1974 à 1976, du 6<sup>e</sup> au 5<sup>e</sup> rang des pays clients du Québec. (voir Annexe III, Tableau No II)

Les échanges commerciaux entre la France et le Québec ne cesseront de progresser jusqu'en 1980. En 1978, les exportations du Québec vers la France sont de 142 588 millions de dollars, pour atteindre en 1980, 337 481 millions de dollars. La France passe de 1978 à 1980, du 6<sup>e</sup> au 7<sup>e</sup> rang, pour revenir au 6<sup>e</sup> rang en 1980, des principaux pays de destination des exportations québécoises. (Voir Annexe III, Tableau No V)

Les exportations du Québec vers la France en 1980 atteignent presque celles à destination du Japon qui sont de 363 861 millions de dollars. (Voir Tableau No X)

En 1979, la France est le 4<sup>e</sup> investisseur étranger au Canada et «près de la moitié de ses investissements en valeur se sont fixés au Québec, et le quart quant au nombre des implantations».<sup>239</sup>

Au niveau des échanges commerciaux, la France est le 4<sup>e</sup> fournisseur du Québec et son 7<sup>e</sup> client. Sa part d'exportation à destination du Québec est la plus élevée dans l'ensemble de ses livraisons au Canada, environ 60%.<sup>240</sup>

A partir de 1980 jusqu'en 1983, les exportations du Québec vers la France ne cesseront de baisser. En 1984, elles connaîtront une augmentation, pour ensuite retomber en 1985.

---

<sup>239</sup> Le comité du commerce extérieur, Revue du comité national des conseillers du commerce extérieur de la France, "Les échanges franco-canadiens." Mai 1979, Paris, p. 13.

<sup>240</sup> Le comité du commerce extérieur Ibid. p. 18 et Mousset, Paul, "Le bilan des échanges franco-québécois," Le Devoir, 4 octobre 1980.

**Tableau NO:VIII**  
**Rang et valeur des exportations chargées au Québec vers la France**  
(en millions de \$)

<u>Pays</u>	1979	1980	1981		
France	201 943 \$	337 481 \$	266 639 \$ 255 229 \$	(selon source)	
<u>rang</u>	7	6	6		
<u>France</u>	1982	1983	1984	1985	1986
	259 676	211 861	251 546	222 840	315 556
<u>rang</u>	6	6	5	6	5

Sources: Voir Annexe III, Tableau No. IX, NO: XI, NO: XIV et NO: XVIII.

Durant cette même période, la part des exportations du Canada vers la France connaîtra également une diminution.

**Tableau NO: XVI**  
**Valeur des exportations au Canada**  
(en millions de \$)

<u>Année</u>	1979	1980	1981		
France	635,452	1,017,071	1,001,310 1 008 832	( Selon source)	
<u>Année</u>	1982	1983	1984	1985	1986
France	755,295	654,096	731,580	745,096	1,009,394

Sources: Voir Annexe III, Tableau No VII, NO X, NO XII, NO XIV, NO XIX

Toutefois, durant cette même période, la part du Québec dans les exportations du Canada vers la France passera de 1981 à 1982, d'environ 26% à 34%, soit une augmentation de 8%. Alors que les exportations du Canada vers la France connaissent une baisse considérable.

**Tableau NO XVII**  
**Le % des exportations du Québec par rapport au Canada**

Année	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
%	31.7	33.1	26,6/25,2	34,3	32,3	34,4	29	31,3
rang du Canada						9e	9e	6e

Sources: Voir Annexe III, Tableau No X, No XII, No XIII, NO XIV, et NO XVIII.

Au niveau des importations de la France au Québec, on remarque une hausse des importations françaises dédouanées au Québec de 1981 à 1986, alors que les exportations françaises dédouanées au Canada subissent un fléchissement de 1981 à 1983.

**Tableau NO XX**  
**Valeur des importations en provenance de France dédouanés**  
**au Québec de 1979 à 1985**  
**(en millions de \$)**

Année	1979	1980	1981	1982	1983
France	412 330	408 700	399 899/438 788	456 598	469 394
rang	5e	5e	9e/8e	7e	5e

---

Année	1984	1985	1986
France	651 849	723 016	795 836
rang	6e	5e	5e

Sources: Voir Annexe III, Tableau NO. XXII, No XXV, NO XXVIII et NO XXX

Tableau NO XXI

Valeur des importations en provenance de France dédouanées au Canada et pourcentage des importations en provenance de France dédouanées au Québec par rapport au Canada (en millions de \$)

Année:	1979	1980	1981	1982	1983
France	778 693	772 375	848 635/878 587	876 956	840 976
	52,9%	52,9%	47,1%/49,9	52,0	55,8
Année:	1984	1985	1986		
France	1 219 487	1 373 222	1 585 276		
rang	7e	6e	8e		

Sources: Voir Annexe III, Tableau No XXVIII, No XXVI, No XXVIII et NO XXX

La part du Québec dans les exportations françaises augmentant également durant cette période.

Le gouvernement du Québec explique le fléchissement des exportations du Québec vers la France de 1981 à 1983, par la conjoncture économique. «Les dévaluations successives du franc et un contrôle plus strict des importations françaises liés à une reprise économique plus lente en France qu'en Amérique, ont réduit la demande pour les produits québécois.»<sup>241</sup> La performance québécoise s'avère tout de même supérieure à l'ensemble du Canada. Le Québec explique cela par les efforts qu'il déploie en matière de coopération et de promotion commerciales. En 1983, il a créé le ministère du Commerce extérieur. Dans le bilan 1982-1983 de la coopération et des relations franco-québécoise, il est écrit:

<sup>241</sup> Gouvernement du Québec, La coopération et les relations franco-québécoises, Bilan 83-84, Québec, 1984, p. 17.

«La nature et la structure des économies française et québécoise sont fort différentes. L'économie française est structurée et orientée surtout en fonction du marché européen et africain; celle du Québec, en fonction du marché nord-américain. De plus, elles viennent à peine de se découvrir grâce en grande partie à l'action des deux gouvernements. Il ne faut donc pas espérer une augmentation spectaculaire des échanges commerciaux à court terme. Enfin, une conjoncture économique difficile de part et d'autre de l'Atlantique n'aide guère le commerce international, ne serait-ce que parce qu'elle favorise une augmentation des barrières protectionnistes (sur lesquelles le Québec a peu d'emprise au Canada) et une baisse de la concurrence».<sup>242</sup>

En 1984, les relations économiques franco-québécoises subiront un net gain, en passant au niveau des exportations de 211 861 millions de dollars à 251 546 millions de dollars. Il en sera de même au niveau des importations. Celles-ci passeront de 469 394 millions de dollars à 651 849 millions de dollars en 1984. Les importations en provenance de France n'auront cessé de progresser de 1981 à 1986. (Voir Tableaux No XX et XXI, p.162).

«Entre 1981 et 1984, le jeu des taux de change a nettement favorisé la France, le dollar Canadien ayant perdu 8% de sa valeur, tandis que le franc en perdait 60% au cours de la même période. Dans un souci de rééquilibre de la balance de paiements en France, et pour engager un processus de désinflation, la France a appliqué un train de mesures d'austérité visant à tasser les dépenses de consommation et à favoriser la reprise des investissements. En dépit de l'impact négatif de ces facteurs macro-économiques, on observe, en 1984 une vitalité exceptionnelle des échanges commerciaux entre le Québec et la France.»<sup>243</sup>

---

<sup>242</sup> Gouvernement du Québec, La coopération et les relations franco-québécoises, Bilan 1982-1983, Québec, 1983, p. 18.

<sup>243</sup> Gouvernement du Québec, La coopération et les relations franco-québécoises, Bilan 1984-1985, Québec, 1985, p. 17.

Ainsi, de 1981 à 1984, la part relative du Québec dans les exportations du Canada vers la France est passée de 25,3% à 34,5%. (Voir Tableau No XVII, p.161)

Selon le Guide des affaires franco-canadiennes de 1986, la France se classe au troisième rang des importations canadiennes et au cinquième rang des pays vers qui le Canada exporte. 60% des firmes françaises établies au Canada sont localisées au Québec. C'est-à-dire que sur le total des sociétés françaises installées au Canada, on retrouve 198 des 367 filiales, représentations ou succursales françaises au Québec ainsi que les 5 grandes banques françaises. (Voir ANNEXE V)

Selon le Guide des affaires franco-canadiennes de 1984, la France se classait au 6<sup>e</sup> rang des investisseurs au Canada, soit 1.5% du total des investissements étrangers. Avec les importants investissements effectués par la compagnie Pêchiney à Bécancour au Québec en 1983 et d'AMC Renault à Brampton en Ontario, on atteint le total approximatif de 8 milliards de dollars d'actifs français au Canada. Selon Louise Beaudoin, 5 de ces 8 milliards se trouvent au Québec. (Source: entrevue)

«Entre 1975 et 1984, 59% des investissements étrangers allaient en Ontario, seulement 15% au Québec; par contre sur 185 investissements français, 144 sont venus au Québec. De mars 1984 à mars 1985 on trouve des accords en tout genre, privé et public mélangés. [...] De façon générale, on estime à la Délégation que le programme conjoint du ministère du commerce extérieur (180,000 dollars pour le Québec) aboutit chaque année à une vingtaine d'accords industriels et a contribué pour 1984 à la création de 22 entreprises françaises au Québec, de petite dimension, pour la plupart. Encore plus petits ceux-là, mais pesant d'un poids certain dans la balance : les immigrants-investisseurs. Sur l'ensemble de cette catégorie pour 1984, 29% venaient du territoire couvert par la délégation (France-Suisse-Magreb) au total: 525 dossiers traités

par la rue Pergolèse ont abouti pour un investissement total de 249 millions de dollars». <sup>244</sup>

Comme l'indiquait Jean Vinant, fondateur de la Chambre de commerce France-Canada au journal Finance du 30 mai 1983,

«Inutile de gratter les statistiques d'échanges commerciaux en disant .. ça ne représente que 1% de nos échanges internationaux de part et d'autre «ou» la balance commerciale est déficitaire d'un côté ou de l'autre». La réalité est toute autre, c'est que la France, au cours des années a investi des millions de dollars et créé des milliers d'emplois au Québec et au Canada.»<sup>245</sup>

#### **B: La coopération industrielle:**

La programme de coopération industrielle est un des programmes clés du gouvernement québécois, afin d'accroître ses relations économiques. Si nous examinons les données que nous a fourni le ministère du commerce extérieur du gouvernement du Québec, nous nous apercevons que du 1er octobre 1976 au 31 mars 1985, 129 demandes françaises de création de nouvelles entreprises ont été autorisées, totalisant des investissements de 1 milliard 042 988 dollars, ce qui a permis la création de 2212 emplois. ( Données fournies par le ministère, mais sans référence.)

Au niveau des accords industriels signés entre entrepreneurs français et québécois, les bilans de la coopération franco-québécoise indiquent qu'en 1976 il y a eu 16 accords industriels, en 1978, 26 et en 1979, 20.

---

<sup>244</sup> Morin, Jacques-Yvan, "La personne internationale du Québec", Revue québécoise de droit international, tome I, Ed. Thémis, 1984, p. 243.

<sup>245</sup> Roberge, François, "Dossier. La troisième vague française est aux portes du Québec", Finance, 30 mai 1983.

En 1982, on compte 20 accords industriels, 5 implantations industrielles françaises au Québec, 6 créations de sociétés-mixtes, 6 projets communs de recherche sur les biotechnologies, 3 ententes de recherche industrielle et d'innovation technologique mixtes, plus des échanges et des missions dans les secteurs prioritaires de l'énergie, de l'environnement et de l'industrie forestières.

En 1983, 6 sociétés à co-participation se sont implantées au Québec. Il y a eu plus d'une douzaine d'accords dans des secteurs aussi variés que les hydrocarbonés destinés aux applications routières, les équipements prévus pour l'assainissement de l'environnement, les produits immunologiques, les blocs de béton en polystyrène, la gériatrie informatique, la manutention et les maisons préfabriquées. La même année, deux nouvelles ententes en recherche industrielle et en innovation technologique ont été signées. 45 personnes ont participé à des échanges de sensibilisation et de coopération économique sectorielle.

En 1984, vingt-deux demandes d'autorisation de créations d'entreprises au Québec, en provenance de France, ont été acceptées. Du 1er avril 1984 au 31 mars 1985, 96 missions engageant 154 participants français et québécois ont été réalisées dans la cadre du programme ACTIM. Durant cette même période, 14 entreprises françaises et québécoises ont réalisé des accords industriels, soit sous forme de fabrication sous licence, de cession de savoir-faire ou d'accord de distribution.<sup>246</sup> Au niveau du soutien au

---

<sup>246</sup> Gouvernement du Québec, La coopération et les relations franco-québécoises, Bilan 1984-1985, Québec, 1984, p.26.

\* Les différents bilans de la coopération France-Québec fait par le gouvernement du Québec étant réalisés différemment d'une année à l'autre, il est donc difficile d'obtenir à chaque année des données comparables.

développement économique, 50 personnes dont plus de 35 industriels ont participé à des missions de sensibilisation. 2 dirigeants de PME et de PMI ont participé au programme d'échange et de jumelage. Des ententes de coopération dans les domaines de la biotechnologie, de l'informatique et de l'électronique ont été réalisées, ainsi que plusieurs missions dans les domaines de l'énergie, de l'environnement, des forêts, de la télédétection, et des transports.

Toutes ces réalisations sont redevables aux programmes «ACTIM/MCE» (Créé en 1964 sous le vocable ASTEF-Québec et qui devenait en 1969, ACTIM - MAIQ) ainsi qu'au programme de recherche et d'innovation technologique pour les PME créé en 1981 et aux programmes économiques sectoriels, portant notamment sur les biotechnologies, l'énergie, l'environnement et l'agro-alimentaire.

«De 1964 à 1982, à la suite d'opérations organisées et financées au titre de ce programme (ACTIM-MAIQ) près de 700 accords ont été signés entre sociétés françaises et québécoises, environ 3000 personnes ont participé à des missions ou des stages et environ 60 implantations industrielles se sont réalisées.»<sup>247</sup> «De 1968 à 1986, le programme ACTIM a contribué à la création de 83 sociétés, 151 accords d'association ou de cession de licence et 34 accords commerciaux.»<sup>248</sup>

## 5.2 A: Au plan des ententes politiques:

Si nous examinons les ententes «politiques» qui ont été signées par le gouvernement du Québec, avec différentes régions du monde, nous nous apercevons que

---

<sup>247</sup> Gouvernement du Québec, Bilan 1981-1982 (fait à l'occasion de la visite du Premier ministre Mauroy au Québec en Avril 1982. ministère des Affaires internationales, Québec, p. 11.

<sup>248</sup> Turcotte, Claude, "4-La coopération France-Québec a généré plus de 185 accords depuis 1968". Le Devoir, 6 septembre 1986.

de 1964 à 1975, sur 33 ententes signées, 11 l'ont été avec la France, 14 avec les États-unis, 7 avec l'Afrique et le Moyen Orient et 1 avec l'Italie. De 1976 à 1984, soit la période où le Parti québécois était au pouvoir, le Québec a signé 116 ententes avec des pays étrangers. Parmi celles-ci, 19 l'ont été avec la France; 24 avec les États; 17 avec des pays européens; et 42 avec des pays africains. En 1985, trois autres ententes avec la France venaient s'y ajouter.

Tableau NO XXXII

Les ententes internationales du Québec

<u>Québec</u>	<u>1964 à 1975</u>	<u>1976 à 1985</u>
France	11	22
États-unis	14	24
Afrique & M-O	7	42
Italie	1	
pays Européens		17
Asie		4
Haiti		1
Roumanie		1
Amer. du sud		5
TOTAL	33	116 <sup>249</sup>

On s'aperçoit donc à la lumière de ces données, qu'il y a eu trois fois et demi plus d'ententes politiques signées sous le gouvernement du Parti québécois, au même moment où s'effectuait un important tournant international des relations extérieures du Québec.

C'est en 1984, qu'a eu lieu le sommet sur le Québec dans le monde. En 1985, le gouvernement du Parti québécois présentait à l'Assemblée nationale son énoncé de politique de relations internationales. C'est la première fois qu'un gouvernement du

---

<sup>249</sup> Morin, Jacques-Yvan, "La personne internationale du Québec", Revue québécoise de droit international, Tome 1, Ed. Thémis, Québec, 1984, p.380 et répertoire des ententes du gouvernement du Québec. Voir ANNEXE No.IV, Liste des ententes internationales du Québec.

Québec présentait « à l'Assemblée nationale un document énonçant les objectifs assignés à sa politique en matière de relations internationales, les orientations qu'il entend suivre et les moyens auxquels il aura recours». <sup>250</sup>

Ces objectifs en matière de relations internationales sont très clairs:

- 1 - assurer la participation du Québec aux changements scientifiques et technologiques dans le monde;
- 2 - assurer la vitalité et la pertinence du français comme instrument de progrès dans le monde et contribuer à l'essor de l'aire francophone;
- 3 - favoriser le développement et la diversification des marchés extérieurs et une meilleure organisation de l'offre à l'exportation;
- 4 - promouvoir les transferts technologiques et l'apport de capitaux étrangers;
- 5 - favoriser les relations culturelles du Québec avec la communauté internationale;
- 6 - assumer la vocation continentale nordique et maritime du Québec;
- 7 - protéger l'espace québécois des menaces environnementales exogènes;
- 8 - contribuer à la diminution des écarts de développement dans la communauté internationale;
- 9 - améliorer les conditions de mobilité des Québécois et Québécoises à l'étranger;
- 10 - favoriser l'accueil des étrangers au Québec;
- 11 - contribuer à la promotion des droits et libertés fondamentaux au plan international;
- 12 - accroître, au plan de la formation, l'ouverture du peuple québécois aux réalités internationales;
- 13 - favoriser la participation du Québec à l'élaboration du droit international et de sa réglementation;
- 14 - assurer un développement institutionnel approprié en vue de la participation de l'État québécois à la vie internationale.

Les États-unis, la France et l'Europe constituent ces principaux pays d'intervention. Les pays nordiques, l'Asie de l'Est et du Sud-Est font partie du deuxième cercle des régions prioritaires, suivit de l'Afrique, du Moyen-Orient et de l'Amérique latine.

En matière de francophonie, ces objectifs sont:

- d'élargir et approfondir la communauté d'intérêts entre le Québec et la francophonie, et cela dans tous les domaines;
- de favoriser l'utilisation du français comme outil de développement pour l'ensemble de la communauté francophone;
- de participer aux institutions francophones dont le développement est significatif pour le Québec;

---

<sup>250</sup> Gouvernement du Québec, Le Québec dans le monde, Le défi de l'interdépendance. Énoncé de politique de relations internationales, Ministère des relations internationales, Québec, juin 1985, Avant propos.

- de développer la coopération bilatérale avec la France et avec la communauté française de Belgique, mais également avec les autres communautés francophones d'Europe, d'Afrique et des autres continents;
- d'apporter son soutien aux principales organisations internationales francophones privées».

Il faut dire qu'avant d'être économique, les échanges France-Québec revêtaient à leurs toutes premières heures un caractère culturel. J'entends ainsi par échanges culturels autant les missions d'universitaires québécois en France, les échanges d'enseignants, d'étudiants, les stages, que l'édition, le théâtre, le film, etc...

**B: Au plan des échanges culturels:**

**Les échanges universitaires:**

Au niveau des échanges entre chercheurs québécois et chercheurs français, Brigitte Schroeder-Gudehus dans son Évaluation des activités de coopération franco-québécoises, nous fournit un bilan intéressant de la coopération universitaire avant 1976. En 1971, le nombre de missions de Québécois en France était de 25 et celui de français au Québec de 6. En 1975-1976, ces nombres atteignent 74 du côté québécois et 80 du côté français.

**Tableau No XXXIII**

**Les activités de coopération franco-québécoises de 1971 à 1976**

Années	1971	71-72	72-73	73-74	74-75	75-76	Total
missions de québécois en France	25	31	34	42	61	74	267
missions de français au Québec <sup>251</sup>	6	25	25	56	60	80	252

<sup>251</sup> Schroeder-Gudehus, Brigitte, "Évaluation des activités de coopération franco-québécoise", Gérées par la sous-commission à la recherche scientifique et technologique, Institut d'Histoire et de sociopolitique des sciences. Université de Montréal, le 24 mai 1977, p.6

La Direction générale de la coopération internationale du ministère des Affaires intergouvernementales nous indique dans La coopération franco-québécoise, de septembre 1976, que de 1969 à 1973: 400 travailleurs et cadres d'entreprises québécoises se sont rendus en France; de 1974 à 1979: 2,500 enseignants professionnels sont allés en France; de 1969 à 1975: près de 3000 enseignants de niveaux pré-scolaires, élémentaires et secondaires ont bénéficié des échanges franco-québécois; de 1965 à 1976: 729 jeunes coopérants «techniques» sont venus au Québec dans le cadre du programme des volontaires du Service national et 1,336 coopérants culturels dans le secteur de l'éducation, notamment universitaire.

Entre 1964 et 1976, on dénombre que près de 38,000 Français et Québécois ont participé de façon directe à l'un ou l'autre des programmes de coopération, soit 7,000 en éducation, 3,000 en affaires économiques, 500 en coopération culturelle, 2000 en matière sociale et institutionnelle et 25,000 avec l'OFQJ. L'OFQJ est l'instance qui a connu la plus grande stabilité au niveau de la coopération, depuis ces débuts avec environ 2,500 stagiaires par année, de part et d'autre.

En 1979, à la suite de la rencontre annuelle des premiers ministres français et québécois, la coopération universitaire connaîtra un tournant drastique. On notera une volonté d'orienter la coopération en éducation en fonction des objectifs de la coopération économique, à la grande déception des sciences humaines et sociales. Raymond Barre et René Lévesque s'entendent pour donner un tournant résolument technique et industriel à la coopération universitaire et optent pour des projets intégrés dans des secteurs de

---

pointe, ayant les meilleurs chances de retombées économiques, tels que l'énergie, la biotechnologie, la télématique, l'informatique et l'environnement.

Jacques Portes et Sylvain Simard dans La coopération universitaire entre la France et le Québec. Bilan et perspective, tracent un bilan négatif de cette nouvelle orientation.

«[...] le nombre de nouveaux projets a atteint 36 en 1985, et 23 en 1986, dont environ le quart est consacré aux sciences humaines; à peine 3 à 400 étudiants québécois se trouvent en France, sur 850 canadiens dont 60% sont là pour apprendre le français.[...] Autant dans les attributions de bourses d'études, de détachement de coopérants militaires et de missions de recherche scientifique, les chiffres sont éloquents. En 1969, 450 VSNA étaient détachés auprès des Collèges et Universités. En 1986, on ne dénombre que quelques coopérants occupés à des tâches de soutien technique. En 1970, 475 boursiers France-Québec et 450 boursiers du ministère de l'Éducation du Québec voyageaient vers Paris à bord d'avions nolisés à leur intention. En septembre 1986, on ne peut plus parler de pont aérien, puisque les premières bourses ont disparu et que seulement quelques dizaines d'étudiants bénéficiant de bourses québécoises poursuivent leurs études en France. D'étudiants français au Québec il n'y en a à peine davantage. Pour ce qui est de la coopération universitaire et scientifique, l'examen du tableau des missions effectuées de 1980 à 1985 est à lui seul éloquent.»<sup>252</sup>

Tableau No XXXIV

Nombre de missions françaises et québécoises de 1980 à 1985

	Missions françaises	Missions québécoises	Total
1980	149	278	427
1981	162	169	331
1982	83	99	182
1983	88	82	170
1984	66	78	144
1985	68	61	179 <sup>253</sup>

<sup>252</sup> Portes, Jacques et Simard, Sylvain, "La coopération universitaire entre la France et le Québec. Bilan et Perspectives. Paris, Centre de Coopération Universitaire Franco-Québécoise, Publications de la Sorbonne, mai 1987, p.19 et 20.

<sup>253</sup> Portes, Jacques et Simard, Sylvain, Ibid., p.20.

On voit donc que les échanges de masse ont disparu. Les projets intégrés sont passés de 200 en 1977 à environ 80 en 1983. Les échanges d'enseignants ont pris fin. On privilégie davantage maintenant les projets de recherche en pédagogie et en gestion des systèmes éducatifs. En 1976, on comptait une dizaine de projets intégrés dans ces secteurs. De 1982 à 1984, une quarantaine de fonctionnaires participent à ces projets intégrés. En 1984, leur nombre atteint 123. De 1969 à 1978, le programme de «professeurs associés de civilisation québécoise» permettait à des universitaires québécois d'occuper des chaires d'études québécoises dans des universités françaises. En 1978, il ne restait plus qu'un poste à l'Institut d'études politiques de Bordeaux. En 1985-1986, les bourses d'excellence France-Québec créées en 1982, s'envolent. En 1969, 370 Québécois et 123 Français bénéficiaient «d'allocations d'études». Durant les années 1976, 1977 et 1978, celles-ci étaient d'environ 125 à 150 par année. En 1982, on comptait une trentaine d'étudiants et de stagiaires français au Québec et 25 étudiants québécois en France. En 1983-1984, une quinzaine de boursiers de part et d'autre bénéficiaient des bourses d'excellence. En 1984-1985, le programme est devenu unilatéral québécois avec une quinzaine de boursiers et il est finalement disparu en 1985. Il n'existe maintenant pour les étudiants que le programme de bourses de stage dans le cadre des projets intégrés. Ceux-ci sont une vingtaine en 1984. Selon le Bilan 1981-1982 de la coopération franco-québécoise, «A partir de 1972, la plupart des bourses ont été attribuées à l'intérieur des projets de recherche et leur nombre a diminué en même temps que ceux-ci.»<sup>254</sup>

---

<sup>254</sup> Gouvernement du Québec, Bilan 1981-1982 et Bilan 1982-1983, Québec, ministère des Affaires intergouvernementales, 1982, p.55 et 38.

Au même moment, le gouvernement du Québec créait en 1976 un programme de bourses de soutien aux professeurs en année sabbatique. En six ans, quatre-vingt-deux professeurs québécois ont séjourné en milieu universitaire français.

En 1986, les sommes allouées, tant en France qu'au Québec, à la coopération franco-québécoise connaissent pour la première fois des coupures. On explique cela par la nécessité de compressions budgétaires en période économique difficile plutôt que par un signe d'affaiblissement des relations franco-québécoises.

Selon Marjolaine Ricard, de la Direction France au Ministère des Affaires internationales du Gouvernement du Québec, les échanges de masse n'étaient plus nécessairement appropriés. Ceux-ci avaient rempli leur rôle, soit de créer un climat de coopération, d'échanges et d'exploration. Les besoins, tels qu'identifiés en matière d'éducation en 1965, n'étaient plus les mêmes dans les années quatre-vingt. Les deux partenaires estimaient donc qu'il était nécessaire alors de mettre l'accent sur la recherche et le développement dans une perspective économique, la coopération étant devenue adulte.

### La coopération linguistique

En matière de coopération linguistique, de 1977 à 1984, 427 hommes d'affaires québécois ont effectué des missions en France pour se sensibiliser au fonctionnement en français des entreprises; dans le même temps, environ 150 missions de terminologie, vers la France ou le Québec ont permis la réalisation de lexiques et la collecte de documents destinés à alimenter la Banque de terminologie du Québec; environ 200 autres missions ont été effectuées dans les domaines de la recherche et de l'aménagement linguistique,

de l'application des législations linguistiques, de l'analyse comparée des politiques et des situations linguistiques, de la toponymie et de la diffusion du français. <sup>255</sup>

### La coopération littéraire

Au niveau livre et littérature, le gouvernement du Québec a institué en 1975, un programme d'aide franco-québécoise à la coédition d'ouvrages scientifiques. En dix ans, 43 éditeurs en ont bénéficié et 77 ouvrages ont été publiés. En 1982, il créait le programme d'aide à la coédition d'oeuvres littéraires québécoises. En 1982-1983, un programme d'aide à la promotion du livre québécois en France voyait également le jour. En 1983-1984, huit éditeurs québécois ont bénéficié de ce programme et dix, en 1984-1985.

### C : La coopération institutionnelle

En matière de coopération institutionnelle, environ soixante-quinze fonctionnaires français et québécois ont exercé de 1978 à 1985, pendant un an ou deux ans, des fonctions dans l'autre administration dans des domaines reliés aux grandes priorités de la coopération. Depuis 1983, un fonctionnaire du M.A.I.Q est inscrit à l'ENA au programme d'études pour les étrangers.

---

<sup>255</sup> Harvey, Pierre et Saint-Robert, Philippe, Les enjeux de la francophonie à l'horizon 1990, Paris, DAICADIF, 1986, p.24

## D : La coopération en matière de santé et d'affaires sociales

A la suite de la création en 1980 d'un Conseil d'orientation en santé et en affaires sociales, le Québec a accueilli en 1982, trente-cinq médecins résidents, quinze experts et enseignants, cinq travailleurs sociaux, vingt-deux fonctionnaires de la santé et une cinquantaine de chercheurs français. Dix internes québécois ont pu compléter leur formation dans des hôpitaux français, quinze médecins ont effectué des stages de perfectionnement dans une spécialité, une cinquantaine de chercheurs québécois ont poursuivi ou terminé une recherche inédite en France, quinze experts ont participé à des colloques et enseigné deux semaines dans les universités françaises, douze fonctionnaires du M.A.S sont allés chercher une expertise en France et cinq para-médicaux ont bénéficié également de perfectionnement ou de stages de cinq à douze mois en France.<sup>256</sup> En 1983-1984, 25 missions françaises ont eu lieu au Québec et 25 missions québécoises en France dans le domaine des affaires sociales. Au niveau de la recherche médicale, 52 Français et 49 Québécois ont participé à des missions, durant cette période. En 1983 et 1984, le Québec a accueilli 35 médecins français et la France 25 médecins québécois. En 1984-85, le nombre de missions françaises au Québec en affaires sociales étaient de dix et le nombre de stages de cinq. Au niveau de la recherche médicale, il y a eu trente-cinq missions françaises au Québec et trente-deux missions québécoises en France en 1984-85 et trente médecins français et vingt-cinq médecins québécois ont participé au programme d'échange de médecins.

---

<sup>256</sup> Gouvernement du Québec, La coopération et les relations franco-québécoises Bilan 1982-1983, Québec, Direction des communications, ministère des Affaires intergouvernementales, 1983, p.58.

## CONCLUSION

Les relations franco-québécoises de 1976 à 1985:

essor, continuité ou diminution?

En débutant la rédaction de cette thèse de maîtrise, nous nous sommes tout d'abord attardée à examiner l'état des relations France-Québec avant l'arrivée au pouvoir du Parti québécois. Nous avons jeté un coup d'oeil à la politique qu'avaient mené les gouvernements Lesage, Johnson, Bertrand et Bourassa à l'égard de la France pour connaître l'état dans lequel se trouvait ces relations à l'arrivée au pouvoir du Parti québécois. Nous avons vu que Jean Lesage et Daniel Johnson avaient donné un essor à ces relations avec la signature des accords Peyrefitte-Johnson, ainsi que par le biais de la revendication de la prolongation sur la scène internationale des compétences provinciales et de la participation du Québec aux conférences francophones. Nous avons ensuite vu que Jean-Jacques Bertrand avait, pour sa part, davantage cherché à réintégrer le Québec au sein de la délégation canadienne lors des conférences francophones et à régler le contentieux entre le Québec et les instances fédérales sur la participation internationale du Québec. Robert Bourassa de son côté a été à l'origine des accords Bourassa-Chirac de 1974 qui reconfirmaient le principe des relations franco-québécoises. Mais, sous son gouvernement, les relations France-Québec se sont davantage inscrites dans le cadre de l'accroissement des relations économiques internationales du Québec. Robert Bourassa, tout en cherchant à accroître la présence économique internationale du

Québec, a fait miroiter aux gens d'affaires français, l'avantage de faire des affaires en français en Amérique du Nord.

Nous nous sommes ensuite jetées au coeur de notre sujet, les relations franco-québécoises sous le gouvernement du Parti québécois. Nous avons ainsi examiné l'impact qu'avait suscité l'élection du Parti québécois, premier parti politique véhiculant une option indépendantiste à être élu au Canada. Nous nous sommes penchés sur son programme politique afin de vérifier s'il avait une stratégie à l'égard de la France. Nous avons vu que le programme politique du Parti québécois était davantage tourné vers les États-Unis, le Canada et la Francophonie et qu'aucun accent particulier n'avait été mis à l'égard de la France. Dans ce contexte, nous avons cherché à connaître plus en détails le déroulement des relations France-Québec, de 1976 à 1985, afin de cerner l'attitude du gouvernement du Parti québécois à l'égard de la France. Nous avons donc analysé chaque voyage du Premier ministre Lévesque en France et chaque voyage des Premiers ministres français, Raymond Barre, Pierre Mauroy et Laurent Fabius, au Québec, ainsi que les différents événements qui se sont produits durant cette période, telles les prises de position adoptées par les différents gouvernements français lors du référendum, de la crise constitutionnelle et de l'organisation d'un sommet francophone.

Nous avons vu que René Lévesque avait été reçu en France en 1977 avec des égards similaires à ceux d'un chef d'État. Valéry Giscard d'Estaing avait défini la politique qu'il entendait poursuivre vis-à-vis du Québec, par la formule de non indifférence à l'égard du Québec et de non ingérence dans la politique canadienne. Nous avons constaté que cette politique s'est avérée être un soutien inconditionnel à l'égard du

Québec, en ce qui a trait particulièrement à sa participation au sein d'un éventuel sommet Francophone. La France refusa de participer à un tel sommet tant que le Québec n'aurait pas trouvé satisfaction quant à la place qu'il y occuperait. En 1979, lors de la visite du Premier ministre Raymond Barre au Québec, ont été institutionnalisés les rencontres annuelles des Premiers ministres. Un tournant économique a également été donné aux relations France-Québec. L'objectif était de tenter de rentabiliser le plus possible ces relations et de privilégier les projets ayant de possibles retombées économiques plutôt que les échanges de masse qui ont, eux, pour objectif de nouer des liens entre les deux communautés. Nous avons également vu que l'élection d'un gouvernement socialiste en France en 1980 n'a pas changé la politique française à l'égard du Québec, malgré les craintes qu'avait le Parti québécois. Le gouvernement socialiste assumait l'héritage de ses prédécesseurs et apporta son appui au Québec, malgré la crise référendaire, la crise constitutionnelle, la politique de normalisation des relations franco-québécoises poursuivie en France par le gouvernement fédéral et la crise interne au sein du Parti québécois. Le gouvernement socialiste eut comme politique d'entretenir des relations normales avec le Canada et des relations privilégiées avec le Québec.

Quelle a donc été la politique du gouvernement du Parti québécois à l'égard des relations du Québec avec la France? Voilà la première question à laquelle nous cherchions à répondre en débutant cette recherche.

Selon nous, le gouvernement du Parti québécois n'avait pas de politique à proprement dite à l'égard de la France. Sa stratégie a surtout porté sur sa volonté de se faire connaître et de divulguer son programme politique en France, particulièrement

auprès des socialistes et d'y développer des liens. Car, comme nous l'avons vu, à part quelques individus peu de gens connaissaient véritablement le Québec et plus particulièrement le Parti québécois. Deuxièmement, la stratégie du gouvernement péquiste a été de réagir aux différents événements qui se sont produits, de 1976 à 1985, au sein du triangle Paris-Ottawa-Québec. Comme me le disait une fonctionnaire du gouvernement du Québec lors d'une rencontre, «son option politique (celle du Parti québécois) n'a pas nécessairement joué à l'avantage des relations France-Québec, car le Parti québécois était très prudent». Tout geste posé par le gouvernement du Québec était souvent utilisé contre lui, au plan interne pour l'accuser, par exemple au plan économique, de vouloir brader le Québec à des fins politiques.

Le gouvernement du Parti québécois ne pouvait avoir d'autre stratégie car s'il avait eu une politique à proprement dite à l'égard de la France on l'aurait taxé (même si cela a de toute façon été le cas) de vouloir acquérir la souveraineté par le biais d'une reconnaissance internationale. D'autre part, dans le contexte de l'échec du référendum et de l'état d'affaiblissement dans lequel il se trouvait vis-à-vis du gouvernement fédéral, après l'échec de sa participation à la modification de la Constitution canadienne de 1982, il ne pouvait que tenter de préserver ce qui était déjà acquis au niveau de ses relations avec la France. Le meilleur exemple en étant l'incident de Williamsburg. (voir p. 104).

Jacques-Yvan Morin dans Le Devoir du 30 mars 1984 indique:

«Dans le contexte du Québec, l'objectif est de répondre à des besoins concrets et non de tenter d'obtenir à l'extérieur une souveraineté que nous n'aurions pu asseoir à l'intérieur». [...] le gouvernement actuel du Québec n'a fait que renforcer des relations internationales existantes, fruits du travail d'une vingtaine d'années, auquel ont contribué

tous les partis politiques. Ce n'est pas en tant qu'État souverain qu'il a noué des relations bilatérales ou multilatérales, mais en tant que gouvernement autonome représentant une société distincte.»<sup>257</sup>

Louise Beaudoin, alors Chef de cabinet du ministre des Affaires intergouvernementales, répondant à un article de Lise Bissonnette publié dans Le Devoir, sur la personnalité internationale du Québec, déclare:

«Bien sûr comme l'écrit Mme Bissonnette «le Québec ne s'est pas encore donné de véritable personnalité internationale». Mais le pourrait-il vraiment dans le contexte constitutionnel actuel et compte tenu des obstacles qu'Ottawa s'acharne à lui opposer de façon systématique?»<sup>258</sup>

Louis-Bernard Robitaille renchérit:

«Il n'y a ni diplomatie secrète ni stratégie élaborée du Québec en France. Dans les milieux québécois de Paris, certains le regrettent et pensent que «le gouvernement ne sait pas trop ce qu'il veut». Les autres- la majorité- estiment que c'est tout à fait normal. «Le Québec, disent-ils, a obtenu de la France ce qu'il voulait. Son seul objectif consiste aujourd'hui à préserver le capital de sympathie dont il dispose» ».<sup>259</sup>

Le chapitre quatre du livre de Claude Morin L'Art de l'impossible nous en apprend énormément sur la vision du Parti québécois par rapport aux relations internationales. Il soutient que le gouvernement du Parti québécois n'avait pas cette

---

<sup>257</sup> Morin, Jacques-Yvan, "Les relations internationales du Québec". 1- Sa présence dans quelque 15 pays peut faire l'envie de plus d'un État souverain. Le Devoir, 30 mars 1984.

<sup>258</sup> Beaudoin, Louise, "La personnalité internationale du Québec", Le Devoir, 15 octobre 1980, p.11.

<sup>259</sup> Robitaille, Louis-Bernard, "Les relations France-Québec (2) Le rapprochement avec Ottawa a déjà cessé d'être un objectif pour la diplomatie française". La Presse, 12 novembre 1978.

volonté, tel qu'on le prétendait, de tenter d'obtenir une reconnaissance internationale afin d'asseoir une souveraineté interne.

«Dans plusieurs milieux, chez les fédéraux notamment, on prit pour acquis que, sitôt élu, le Parti québécois s'empresserait de rechercher l'appui de pays étrangers et qu'il verrait, en temps opportun à diffuser les encouragements ainsi obtenus. Je fus toujours opposé à cette stratégie; il importait au contraire d'empêcher tout geste qui pût sembler être une intervention extérieure, verbale ou écrite, positive ou négative, touchant l'accession du Québec à la souveraineté. Motif pratique: de telles interventions nous nuiraient.[...] Mon sentiment était que l'expression d'appuis extérieurs aurait été interprétées, par bien des Québécois, non seulement comme des immixtions dans nos affaires, mais comme le résultat de démarches plus ou moins gênantes et occultes du gouvernement à cette fin ou, si l'on veut, comme une sorte de volonté manipulatrice de sa part. Ces appuis auraient surtout justifié les fédéraux d'aller quérir, en contrepartie, des oppositions externes [...] La sagesse, plus par nécessité que par vertu, dictait donc de nous en tenir à notre position coutumière, maintes fois énoncée: les Québécois exerceraient librement leur droit à l'autodétermination, démocratiquement, entre eux et chez eux.»<sup>260</sup>

Claude Morin indique également que la politique étrangère d'un Québec souverain est inexistante à l'arrivée au pouvoir du Parti québécois.

«Au moment de son accession au pouvoir, le Parti québécois n'avait, comme politique étrangère d'un Québec éventuellement souverain, que quelques grands principes.[...] Utile pour comprendre l'orientation du Parti, ce programme ne permettait pas en réalité de déduire avec clarté comment un Québec souverain agirait dans tel ou tel cas concret ou, si l'on veut, comment les principes retenus seraient traduits dans la pratique quotidienne. [...] Cette obscurité relative ne provoqua aucune difficulté particulière pour le

---

<sup>260</sup> Morin, Claude, L'Art de l'impossible. La diplomatie québécoise depuis 1960, Montréal, Boréal Express, 1987, p.262 et 263.

gouvernement dans son ensemble. Il n'en fut guère de même pour le ministre des Affaires intergouvernementales. [...] L'absence d'une telle politique interdisait les développements requis; vu les priorités gouvernementales d'alors et plutôt que d'improviser, je finis tout simplement par éviter le sujet.»<sup>261</sup>

Il est intéressant de noter que Bernard Landry, alors ministre du Commerce extérieur, dans le discours qu'il livrait en mai 1984 lors de l'ouverture du sommet sur «Le Québec dans le monde», ne parle jamais de politique étrangère, mais de coopération, d'échanges avec l'extérieur, d'ouverture au monde, d'échanges économiques internationaux, d'activités et d'actions internationales.<sup>262</sup>

On ne doit tout de même pas être naïf au point de croire que le Parti québécois n'espérait pas, advenant la réussite du référendum de mai 1980, que la France soit le premier pays à reconnaître sa souveraineté sur la scène internationale.

Si le gouvernement du Parti québécois avait, selon nous, une politique à l'égard d'un autre pays c'est à l'égard des États-Unis. Il était nécessaire de ce côté d'informer le plus possible les Américains de l'option politique du Parti québécois pour les rassurer sur les craintes qu'ils pouvaient avoir à l'égard d'une possible indépendance du Québec et de faire en sorte que les États-Unis demeurent neutres dans cette affaire. Claude Morin dans son livre L'art de l'impossible, nous relate très bien ces événements. On se

---

<sup>261</sup> Morin, Claude, L'Art de l'impossible. La diplomatie québécoise depuis 1960, Boréal Express, Montréal, 1987, p. 278.

<sup>262</sup> Landry, Bernard, "Le Québec dans le monde: entre la coopération et les relations commerciales", Le Devoir, 30 mai 1984, p.4.

souviendra à ce sujet des nombreux voyages effectués par M. Lévesque aux États-Unis. Et on connaît l'intérêt personnel qu'il portait pour ce pays.

Dans ce contexte, est-ce que les relations France-Québec ont connu un essor, une continuité ou une diminution sous le gouvernement du parti québécois? Voilà la deuxième question que nous cherchions à répondre.

Selon nous, même si le gouvernement du Parti québécois n'avait pas de politique spécifique à l'égard de la France, il y a tout de même eu essor au plan politique des relations franco-québécoises de 1976 à 1980. L'institutionnalisation des rencontres des Premiers ministres, en 1977, en est la première illustration. Les différents voyages des Premiers ministres, l'accueil chaleureux qu'a reçu René Lévesque en France et les positions prises par la France à l'égard du Québec lors du référendum de 1980, de la crise constitutionnelle de 1982, de l'incident de Williamsburg, lors des discussions sur la tenue d'un Sommet francophone, en font foi. On peut dire que cette période a suscité un vif intérêt. Les médias d'information suivaient à la trace le moindre événement survenant au sein du triangle Paris-Québec-Ottawa. C'est sans doute pour cette raison qu'on a souvent eu l'impression que ces relations reposaient surtout sur des querelles protocolaires et de drapeaux. Nous avons pu constater qu'il y avait eu continuité dans les relations France-Québec, quels que fussent les partis politiques au pouvoir en France et quels que soient les péripéties et les événements qui les ont jalonnées. Comme le disait Louis-Bernard Robitaille dans La Presse du 9 juillet 1983, «La politique québécoise de Paris,

c'est comme le chômage, il faut lire les résultats après correction des variations saisonnières.»<sup>263</sup>

Un élément révélateur est sans aucun doute le nombre de visites ministérielles effectuées de part et d'autre de l'Atlantique. On peut parler d'un défilé invraisemblable de ministres. En 1979, six ministres québécois se sont rendus en France et trois ministres français, quatre sénateurs et le maire de Paris, Jacques Chirac, ont fait un séjour au Québec; sans compter la tenue à Québec de la 32 ième conférence des ministres de l'Éducation des pays d'expression française et des rencontres des peuples francophones qui a également eu lieu à Québec. De mai 1981 à avril 1982, 4 ministres français sont venus au Québec et 6 ministres québécois sont allés en France. De mai 1982 à juin 1983, on compte 7 ministres français et 12 ministres québécois qui ont fait le voyage. De juin 1983 à mai 1984, on compte 5 ministres français et 13 visites ministérielles québécoises et d'avril 1984 à mars 1985, 9 visites françaises et 10 québécoises. Cela n'inclut pas les ministres qui accompagnaient les Premier ministres de France et du Québec lors de leurs visites respectives.

Tableau No XXXII  
Visites ministérielles

	Français	Québécois	Total
1979	7	6	13
1981 à 1982	4	6	10
1982 à 1983	7	12	19
1983 à 1984	5	13	18
1984 à 1985	9	10	19
Total	32	47	79

Sources : compilation faite sur la base des informations fournies par les bilans de la coopération franco-québécoise de 1980 à 1985.

<sup>263</sup> Robitaille, Louis-Bernard, "Après le voyage de Lévesque en France. La faveur dont jouit Québec n'a pas du tout changé à Paris." La Presse, 9 juillet 1983.

La période de 1980 à 1982 a toutefois été caractérisée par une période de flottement qui coïncide avec l'échec du référendum et l'arrivée au pouvoir en France des socialistes. Ceux-ci étaient traditionnellement moins familiers avec la question québécoise. Ils avaient comme interlocuteur, au sein de l'Internationale socialiste, le Parti néo-démocrate canadien, parti fédéraliste. Durant cette période on a également vu une volonté de la France de se rapprocher du gouvernement canadien. François Mitterrand était plus près philosophiquement de Pierre-Elliot Trudeau. Il avait également questionné en 1967 le bien fondé pour le Québec d'obtenir son indépendance. Sa politique a reposé sur sa volonté d'entretenir des relations normales avec le Canada et des relations privilégiées avec le Québec. L'échec du référendum a influencé le gouvernement français qui a tenté un rapprochement avec le pouvoir fédéral. Comme me l'indiquaient certains de mes interlocuteurs, l'échec du référendum a démoralisé le lobby et l'opinion française, qui a vécu cet échec comme une douche froide. La France a eu le sentiment d'avoir été un peu manipulée, bernée par le Parti québécois et le Québec; que le Parti québécois ne lui avait montré qu'une facette de la réalité québécoise, une image fautive du Québec. L'intérêt à l'égard du Québec sera donc moins marqué pendant un certain temps. Mais cette période de flottement se terminera par une continuité de la politique française à l'égard du Québec, de 1982 à 1985. Le gouvernement socialiste réalisera que les dossiers (construction d'un sous-marin nucléaire, d'hélicoptères...) n'aboutissent pas avec le fédéral. François Mitterrand sera également déçu de l'attitude fédérale en ce qui a trait à la participation du Québec à un éventuel Sommet francophone et verra dans la préservation du fait français, une des missions de la France.

Au plan économique, les relations franco-québécoises ne connaîtront pas un essor. Toutefois, nous avons vu que durant la période du Parti québécois, de 1976 à 1985, il y a eu une restructuration de la coopération franco-québécoise. Celle-ci a subi un tournant économique à la suite de la rencontre Barre/Lévesque de 1979. Les priorités de la Commission permanente franco-québécoise ont pris un tournant résolument économique. Les échanges de masse ont disparu et la coopération a été davantage concentrée sur la recherche et le développement dans le cadre de projets intégrés ayant de possibles retombées économiques. Les échanges de professeurs à grande échelle et la coopération dans le domaine des sciences sociales en sont sortis pénalisés. Ce changement de cap ne sera pas sans susciter d'acribes critiques, particulièrement de la part des sciences sociales. Les étudiants verront l'aide qui leur était accordée pratiquement disparaître. On explique ce changement d'orientation par l'état de maturité atteint par la coopération. Les instances gouvernementales françaises et québécoises estiment que les échanges de masse ne sont plus prioritaires et qu'il est préférable d'orienter la coopération vers des applications concrètes, ayant de possibles retombées économiques. De nouveaux programmes verront le jour, particulièrement en matière d'échanges institutionnels et de linguistique, de même en ce qui concerne la promotion de la culture québécoise en France.(le livre, l'édition, la rédaction).

Des efforts importants seront également faits pour améliorer les relations France-Québec au plan commercial. Les stages, échanges, programmes de jumelage, coopération, visites ministérielles seront multipliés. Même si on ne peut parler

«d'essor», nous estimons qu'il y a eu une nette amélioration au niveau des échanges commerciaux entre les deux pays.

Si nous examinons les exportations québécoises vers la France, nous nous apercevons qu'en 1970, celles-ci se chiffraient à \$ 53 100 millions de dollars. En 1975, elles atteignaient \$ 123 257 millions de dollars. Elles ne cesseront d'augmenter et doubleront entre 1975 et 1986, pour atteindre \$ 315 536 millions de dollars et cela, malgré la crise économique du début des années 80. Il faut souligner que ces données ne tiennent pas compte du taux d'inflation et que ces résultats ne sont pas exclusivement dus à l'action du gouvernement québécois.

Il y a également eu une amélioration des relations au plan de la coopération industrielle. On compte de 1976 à 1985, plus d'une centaine d'accords industriels entre entreprises françaises et québécoises. Du 1er octobre 1976 au 31 mars 1985, 129 demandes françaises de création de nouvelles entreprises ont été autorisées, totalisant des investissements de 1.05 milliard de dollars et permettant la création de 2,212 emplois. De plus, il ne faut pas oublier l'important investissement réalisé en 1983 par Pêchiney Ugine Kuhlman à Bécancour totalisant \$ 9.2 milliards de dollars.

On peut donc dire que les tentatives pour améliorer les relations commerciales France-Québec ont été fructueuses. Mais comme le disait Louise Beaudoin, «il est difficile d'aller à contre-courant au plan économique quels que soient les partis politiques en cause et la volonté de renforcer les échanges économiques, si ceux-ci coulent traditionnellement Nord-Sud. Il faut non seulement un effort considérable mais aussi des circonstances favorables pour les réorienter vers l'axe Est-Ouest.»[propos recueilli lors

d'une entrevue réalisée à Paris en 1987.] C'est sans doute la raison pour laquelle les analystes trouvent que la balance commerciale entre les deux pays n'est toujours pas satisfaisante.

«Si la France n'est pas un partenaire commercial majeur du Québec, c'est essentiellement en raison de la prépondérance écrasante des États-Unis, qui rend difficile une croissance spectaculaire des échanges commerciaux France-Québec. Mais elle se place dans la bonne moyenne des partenaires européens du Québec, qui améliorent régulièrement leur position au fil des ans».<sup>264</sup>

Nous devons toutefois souligné que si le gouvernement du Parti québécois n'avait pas de politique spécifique à l'égard de la France, il a toutefois défini, en 1984, une politique en matière de relations internationales. D'autre part, en 1983, il créa le ministère du Commerce extérieur et modifia par décret le 5 mars 1984, le nom de celui des Affaires intergouvernementales en celui de ministère des Relations internationales.

Essentiellement, nous en arrivons donc à la conclusion que le Parti québécois n'a pas eu de politique spécifique à l'égard de la France. Cependant, dans le contexte de l'élection du Parti québécois, le 15 novembre 1976, du référendum du 20 mai 1980, de l'échec du Québec lors de la conférence constitutionnelle et du rapatriement de la Constitution canadienne le 5 novembre 1982, le Québec, dans le but de resserrer ses assises dans le monde francophone et sur la scène internationale s'est tourné vers son allié naturel et privilégié, la France, afin d'obtenir son appui et son soutien.

La politique du Parti québécois, tout en étant revendicatrice de 1976 à 1980 et caractérisée par un essor au plan politique, consistera à la suite de l'échec du référendum

---

<sup>264</sup> Waller, Jean-Luc, "Les échanges commerciaux France-Québec en 1985", Action Canada France, Juin 1986, p. 34.

du 20 mai 1980, à préserver les acquis. Il y aura aussi une période de flottement, de 1980 à 1982, qui coïncidera avec l'élection du Parti socialiste en France. Le gouvernement du Parti québécois réussira tout de même, en fin de compte, à se rallier les socialistes et à instaurer une continuité dans les relations France-Québec, indépendante des partis politiques au pouvoir.

Ces relations connaîtront leur aboutissement avec la signature en 1985 du protocole d'entente entre le Québec et le gouvernement fédéral pour la tenue du premier grand Sommet des chefs d'État et de gouvernement ayant en commun l'usage du français. La participation du Québec au sein de ce sommet constitue, selon nous, avec l'institutionnalisation des rencontres des Premiers ministres, la plus importante réussite du gouvernement du Parti québécois.

Tous mes interlocuteurs tant au Québec qu'à Paris ont été unanimes. Les relations franco-québécoises ont été très intenses de 1976 à 1980 au plan politique et elles ont soulevées un intérêt et un enthousiasme au sein de la classe politique française, peut-être jamais ressenti depuis le «Vive le Québec libre» du général de Gaulle. Cependant, après l'échec du référendum, celle-ci ne pouvait être plus royaliste que le roi ou plus souverainiste que les Québécois.

L'originalité du Parti québécois aura reposé sur son option politique. L'idée de l'indépendance du Québec a soulevé les passions tant au Québec qu'en France. Le Parti québécois aura permis, malgré les querelles de drapeaux, de rallier toute la classe politique française à la cause québécoise, à préserver les acquis du passé, à donner un tournant économique à la coopération franco-québécoises et à asseoir le Québec à la table

des chefs d'État et de gouvernement ayant en commun l'usage du français. Le Parti québécois n'a pas changé les relations France-Québec. Il leur a donné une impulsion et a permis de ressusciter l'enthousiasme de ses débuts.

Même si certains s'étonnent de la poursuite de la politique française, eu égard à l'importance du Québec et aux intérêts concrets en jeu par rapport à d'autres relations qu'entretient la France, celle-ci a bel et bien lieu alors que la France maintient des relations avec 148 États, dont 95% sont des pays en voie de développement. La France n'a de concertation annuelle qu'avec l'Allemagne (deux fois par année), l'Espagne, la Grande-Bretagne et l'Italie (une à deux fois par année) et participe à trois sommets, le Sommet franco-africain et le Sommet des sept pays industrialisés qui se tiennent annuellement et le conseil européen qui se tient deux fois par année.

Certains regrettent cette période. On peut constater que l'enthousiasme est moins vif aujourd'hui. Les relations franco-québécoises font de moins en moins les manchettes des journaux. Peut-être est-ce un indice que les rouages mis en place par le passé fonctionnent bien. Mais, il faut aussi tenir compte d'autres indices. Par exemple, les Premiers ministres Jacques Chirac et Michel Rocard ont successivement reporté, lors de leur mandat, leur voyage au Québec. Robert Bourassa s'est rendu deux fois en France. Un de ces voyages avait également été reporté. Le gouvernement du Québec a nommé le 17 janvier 1991 un nouveau délégué général du Québec en France, André Dufour. Celui-ci remplace Jean-Louis Roy qui a été élu, en décembre 1989, Secrétaire-général de l'Agence de coopération culturelle et technique. La délégation générale ayant eu jusqu'à cette date, un délégué intérimaire.

Cette thèse a soutenu l'évidence que les relations franco-québécoises sont caractérisées par la continuité, seul le temps saura nous le confirmer. Il en va de même du statut du Québec au sein des instances francophones. Le débat sur le rôle internationale du Québec n'est pas clos. Celui-ci a été momentanément arrêté en 1984, lorsque le Premier ministre Brian Mulroney a reconnu «tout à fait normal et souhaitable que le gouvernement québécois maintienne avec la France des rapports que justifie l'identité culturelle du Québec». Un changement de gouvernement sur la scène fédérale pourrait le relancer. Une analyse de la pensée fédérale, en ce qui a trait aux relations franco-québécoises et aux prérogatives provinciales en matière de relations internationales serait intéressante à réaliser. Notre recherche n'ouvre, en ce sens, que des pistes qu'ils seraient nécessaires d'approfondir dans une étude plus vaste.

- Bibliographie -

- Ares, Richard, Nos grandes options politiques et constitutionnelles, Bellarmin, 1972.
- Beaudoin, Louise, «Les relations France-Québec: 2 époques, 1885-1910 et 1960-1972», Thèse de maîtrise, Québec, Université Laval, février 1974.
- Cartier Georges, Rouillard, Lucie, Les relations culturelles internationales du Québec. Collection «Bilans et Perspectives,» CEPAQ Centre d'études politiques et administratives du Québec, Québec, École nationale d'administration publique, Université du Québec, 1984, 317 p.
- Delbasch, C., Lexique de termes politiques, Paris, Dalloz, 1978.
- Deniau Xavier, La Francophonie, Paris, PUF, 1983, 123 pages.
- Dossier Québec, Livre-dossier, Paris, Stock, 1979, 519 pages.
- Études Internationales, Québec, Université Laval.
- Fabius Laurent, Le coeur du futur, Paris, Almann Levy, 1985.
- Galarneau, Hélène, "Chronique des relations extérieures du Canada et du Québec!", Études internationales, Québec, Université Laval, oct. à dec. 1985, p. 149 et Revue québécoise de droit international, Montréal, Ed. Themis, No 2, 1985, p. 149.
- Gouvernement du Québec, Accords Pevrefitte/Johnson, Québec, 14 septembre 1967.
- Gouvernement du Québec, La coopération franco-québécoise, Québec, ministère des Affaires intergouvernementales, Direction générale de la coopération internationale, 1976.
- Gouvernement du Québec, La nouvelle entente Québec-Canada: Proposition du gouvernement du Québec sur une entente d'égal à égal: la souveraineté-association. Québec, 1979.
- Gouvernement du Québec, Bilan 1981-1982, La coopération et les relations franco-québécoises, Québec, ministère des Affaires internationales, 1982.
- Gouvernement du Québec, Bilan 1982-1983, La coopération et les relations franco-québécoises, Québec, ministère des Affaires internationales, 1983.

Gouvernement du Québec, Bilan 1983-1984, La coopération et les relations franco-québécoises, Québec, ministère des Affaires internationales, 1984.

Gouvernement du Québec, Bilan 1984-1985, La coopération et les relations franco-québécoises, Québec, ministère des Affaires internationales, 1985.

Gouvernement du Québec, Le Québec dans le monde, État de la situation. Les conférences socio-économiques du Québec, Québec, 1984, 190 p.

Gouvernement du Québec, Le Québec dans le monde, Rapport des conférences socio-économiques du Québec, Québec, 1985, 132 p.

Gouvernement du Québec, Le Québec dans le monde, Le défi de l'interdépendance, Énoncé de politique de relations internationales. Québec, ministère des Relations internationales, 1985, 105 p.

Gouvernement du Québec, Journal des débats, 2ième législature, «Commission permanente des affaires intergouvernementales», 9 juin 1971, No. 54, p. 2281.

Gouvernement du Québec, Communiqué conjoint émis au terme de la visite officielle en France de monsieur Claude Morin, ministre des Affaires intergouvernementales du Québec, du 27 au 29 avril 1977, Centre de documentation, Délégation générale du Québec à Paris.

Gouvernement du Québec, La coopération économique franco-québécoise en évolution, Québec, le 31 mai 1977, p. 12.

Gouvernement du Québec, Les échanges technologiques avec la France ne se font plus à sens unique, Centre de documentation, Délégation Générale du Québec, Paris, 1980.

Gouvernement français, La politique étrangère de la France, 24 novembre 1980..

Gouvernement français, La politique étrangère de la France, 17 décembre 1980. Communiqué commun franco-québécois à l'issue de la visite officielle en France de M. René Lévesque, Premier ministre du Québec.

Gouvernement français, La politique étrangère de la France, mai-juin 1983 et 28 juin 1983, Conférence de presse commune à l'issue du Sommet franco-québécois de M. Pierre Mauroy, Premier ministre.

Gouvernement français, La politique étrangère de la France, Toast prononcé par M. Pierre Mauroy, Premier ministre, lors du dîner offert en l'honneur de M. René Lévesque, 27 juin 1983. (Textes et Documents), juin 1983. p. 137-138.

- Grawitz, Madeleine, Lexique de termes politiques, Paris, Dalloz, 1986.
- Guertin, Pierre-Louis, Et de Gaulle vint..., Montréal, Claude Langevin Éditeur, 1970, 229 p.
- Guillaume, Sylvie et Pierre, Paris-Québec-Ottawa, un ménage à trois, Paris, Édition entente, 1987.
- Harvey, Pierre et de St-Robert, Philippe, Les enjeux de la Francophonie à l'horizon 1990. Rapport franco-québécois de la mission confiée à MM. Pierre Harvey et Philippe de St-Robert par les PM québécois et français. Commissariat général de la langue française, Daicadif, Paris, février 1986.
- Hervouet, Gérard et Galarneau, Hélène, Présence internationale du Québec, chronique des années 1978-1983. Québec, Centre québécois de relations internationales, 1984, 368 p.
- Herz, Micheline, «François Mitterrand et le Québec». Contemporary french civilization, hiver 84 (8) (1-2) page 181 à 199.
- Jacomy-Millette, Annemarie, «Rôle des provinces dans les relations internationales», Études Internationales, Vol X, No. 2, juin 1979, p. 291.
- Johnson, Daniel, Le gouvernement du Québec et la constitution. What Does Québec Want, p. 2
- Lapalme, Georges-Emile, Mémoires, Montréal, Leméac, 1973, Tome 111.
- Léger, Jean-Marc, «Fervente et difficile présence au monde», dans Forces, no 34-35, 1976.
- Le comité du commerce extérieur, Revue du comité national des conseillers du commerce extérieur de la France, "Les échanges franco-canadiens." Mai 1979, Paris, p. 13.
- Le parti libéral du Québec, Le Québec c'est ton affaire, Montréal, éd. du jour, 1974, p. 281.
- Lescop, Renée, Le pari québécois du général de Gaulle, Montréal, Les éditions Boréal Express, 1981, 218 p.
- Lévesque, René, Attendez que je me rappelle... Montréal, ed. Québec-Amérique, 1986.
- Mallen. Pierre-Louis, Vivre le Québec libre, Paris, Plon, 1978.

Malone, Christopher, "La politique québécoise en matière de relations internationales: changement et continuité (1960-1972)", Thèse de maîtrise en sciences politiques, Ottawa, Université d'Ottawa, 1974, p.4.

Marchais, Anne, "Motivations et rôle de l'aide canadienne en Afrique francophone de 1968 à 1974". Mémoire de DEA, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris, juin 1984, p. 22.

Mitterrand, François, Politique, Paris, Fayard, 1977

Mitterrand, François, Ici et Maintenant, Paris, Fayard, 1980.

Mitterrand, François, Réflexions sur la politique extérieure de la France, Paris, Fayard, 1986.

Moreau, François, Le commerce extérieur du Québec, Critiques, Hyll, 1988.

Morin, Claude, L'Art de l'impossible, La diplomatie québécoise depuis 1960, Montréal, Boréal Express, 1987.

Morin, Jacques-Yvan, "La personne internationale du Québec", Revue québécoise de droit international, tome I, Ed. Thémis, 1984, p. 243.

Morin, Claude, Les lendemains piégés, Montréal, Boréal, 1988, 395 p.

Parti Québécois, Le programme - l'action politique - les statuts et règlements. Montréal, Québec, 1971.

Parti Québécois, «Un gouvernement du PQ s'engage...», Programme officiel, Montréal, Éditions du PQ, mai 1973.

Parti Socialiste, Projet Socialiste. Pour la France des années 80, 1980.

Patry, André, Le Québec dans le monde, Ottawa, ed Leméac, 1980.

Porte, Jacques et Simard, Sylvain, «La coopération universitaire entre la France et le Québec. Bilan et Perspectives» : Paris, Centre de coopération universitaire Franco-Québécoise, Publications de la Sorbonne, mai 1987. p.19 et 20.

«Projection internationale du Québec», Politique #7 Revue de la Société-québécoise de science politique, Montréal, 1985.

Revue québécoise de Droit Internationale, Montréal, ed.Thémis, No 2, 1985.

Shiro,Noda, Les relations internationales du Québec, Thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 1989.

Schroeder-Gudehus, Brigitte, "Évaluation des activités de coopération franco-québécoise", Gérées par la sous-commission à la recherche scientifique et technologique, Institut d'Histoire et de sociopolitique des sciences. Université de Montréal, le 24 mai 1977, p.6

Thomson, Dale C. Jean Lesage et la révolution tranquille, Québec, Éditions du Trécarré, 1984.

Thomson, Dale C. De Gaulle et le Québec, Québec, Éditions du Trécarré, 1990.

Vivant, Jean, De Jacques Cartier à Pechiney, Histoire des relations économiques franco-canadiennes, Chotard et associés éditeurs, Québec-Amérique, France, 1985.

-Les articles de journaux-

L'Aurore, 26 juillet 1967, 27 juillet 1967, 29-30 juillet 1967, 2 Août 1967.

Le Combat, 24 Juillet 1967, 9 août 1967

Les Échos, 26 Juillet 1967

Herald Tribune, 2 août 1967.

Le Monde, 29 juillet 1967.

«M. Gaston Deferre, le général de Gaulle et le gouvernement ont le devoir de s'expliquer.» Le Monde, 29 juillet 1967.

«A Montréal et à Québec, on reproche à la presse internationale de ne pas avoir compris la véritable situation des canadiens». Le Monde, 30-31 juillet 1967.

«Malgré ses réserves, l'Humanité se refuse à critiquer l'attitude du général de Gaulle». Le Monde, 2 août 1967.

« M. Gaston Deferre: le générale de Gaulle a mis la France dans une situation ridicule». Le Monde, 3 août 1967.

«Le PSU: solidarité avec le peuple canadien-français». Le Monde, 3 août 1967.

«Faits du mois, La visite officielle de M. René Lévesque à Paris du 2 au 4 novembre dernier», Informations canadiennes, No 201, novembre 1977.

Interview de M. Raymond Barre, Premier ministre, au journal Le Devoir, de Montréal, La politique étrangère de la France, 5 février 1979, 1er trimestre 1979, p. 54.

«Un québécois gênant», Libération, Paris, 2 novembre 1977.

«Paris - La deuxième plus grande ville québécoise du monde», Journal de Québec, 3 novembre 1977.

«La visite de Raymond Barre: Ottawa gagne et Québec cède», La Presse, 24 janvier 1979.

«Paris, Ottawa et Québec», Le Monde, 9 février 1979.

«Visite de M. Raymond Barre au Canada du 8 au 13 février 1979», Informations canadiennes, revue de la Chambre de commerce France-Canada, No 214, mars 1979.

«Québec: Prudence française». L'Express, 13 décembre 1980.

«Accord Bourassa-Chirac, Bilan de 10 ans de coopération franco-québécoise», dans Les ententes franco-québécoises, Bulletin France-Québec, no 37, 1980.

«Les ententes franco-québécoises», Bulletin France-Québec, No 37, 1980.

Le comité du commerce extérieur Ibid. p. 18 et Mousset, Paul, "Le bilan des échanges franco-québécois," Le Devoir, 4 octobre 1980.

«M. Rocard en faveur de la souveraineté-association», Informations canadiennes, avril 1980.

«Constitution: La France se range derrière le Québec», Journal de Québec, 17 décembre 1980.

« M. Lévesque à Paris », Informations canadiennes, No 2301, Janvier 1981.

«Le Quay d'Orsay minimise les propos de M. Chandernagor sur l'émancipation du Québec». Le Monde, 27 août 1981.

"Le voyage de Pierre Mauroy au Canada. Peu de résultats économiques". Dernières nouvelles d'Alsace", avril 1982.

«28 juin 1983. Conférence de presse commune à l'issue du Sommet franco-québécois. Déclaration de M. Pierre Mauroy Premier ministre», La Politique étrangère de la France, mai-juin 1983.

«Paris s'étonne des propos de Pierre Trudeau», La Presse, 18 juin 1983.

«Bonne entente franco-québécoise», Le Monde, 30 juin 1983.

«Télé par câble: accord France-Québec. Des retombées d'au moins \$200 millions». Le Droit, 9 juillet 1983.

«Paris-Québec-Ottawa: un équilibre fragile». Le Monde, 8 juin 1984.

«Laurent Fabius au «Canada-Québec». Entrevue exclusive du Premier ministre de France à la Presse. Une «décrispation» avec Ottawa, oui, mais sans « refroidissement » avec Québec», La Presse, 7 novembre 1984, p. A14.

«Laurent Fabius au Canada. Redéfinir les règles du jeu». Les Échos, 7 novembre 1984.

«20 ième anniversaire de la coopération franco-québécoise», Informations canadiennes, No 268, janvier 1985.

«Paris-Québec et l'avenir de la francophonie», Le Monde, 22 mai 1985.

«Le Premier ministre du Québec René Lévesque en France», Informations canadiennes, No 270, mai 1985.

«Entrevue du consul général de France au Devoir», Le Devoir, 8 juin 1985.

Beaudoin, Louise, "La personnalité internationale du Québec", Le Devoir, 15 octobre 1980, p.11.

Clément, Alain, «Monsieur Raymond Barre au Canada. Un pays en mal d'unité», Le Monde, 8 février 1979.

Clément, Alain, «Les entretiens Barre-Trudeau à Ottawa. Les divergences sur le Québec restent entières.» Le Monde, 11-12 février 1979.

Clément, Alain, «Monsieur Barre déclare que la France ne veut pas s'ingérer dans les affaires du Canada.» Le Monde, 14 février 1979.

David, Michel, «Le Premier ministre français au Québec. L'accent est mis sur la technologie.» Le Soleil, 10 novembre 1984.

Daignault, Richard, "Visite de Mauroy au pays. De Bané déteste les batailles d'étiquette". Le Soleil, 31 mars 1982.

De Chagournes, Yves, «Lévesque chez les gaullistes et chez les autres», Le quotidien de Paris, Paris, 4 novembre 1977.

De la Grande, Bertrand, «Ottawa et Québec: une double invitation officielle», Le Monde, 13 mai 1981.

De la Grange, Bertrand, «La fin de la visite du PM au Canada. Le Québec doit être présent dans tous les forums internationaux consacrés au français, déclare M. Mauroy», Le Monde, 29 avril 1982.

De La Grange, Bertrand et Rollat, Alain, «La visite de M. Fabius au Canada. Une nette amélioration des relations Paris-Québec-Ottawa.» Le Monde, 12 novembre 1984.

De Penanster, Alain, «Québec: Barre au balcon.» L'Express, 24 février 1979.

Descôteaux, Bernard, «Lévesque à Paris: la cause du PQ marque des points», Le Devoir, Montréal, 3 novembre 1977.

Descôteaux, Bernard, «La France n'est pas indifférente mais se tiendra à l'écart (Giscard D'Estaing).» Le Devoir, 4 novembre 1977.

Descôteaux, Bernard, «Paris souhaite l'affirmation de la personnalité du Québec». Le Devoir, 17 décembre 1980.

Descôteaux, Bernard, «Au sein du Sommet francophone: Lévesque se dit confiant de préserver le statut du Québec». Le Devoir, 27 juin 1983.

Descôteaux, Bernard, «Les relations France-Québec: Différentes peut-être mais pas moins solides qu'avant, soutient le PS», Le Devoir, 11 juillet 1983.

Descôteaux, Bernard, «Devant Fabius, Mulroney déclare la fin de la guerre de drapeaux entre Ottawa, Paris et Québec», Le Devoir, 8 novembre 1984.

De St-Robert, Philippe, «Le Canada, la France et le Québec», Le Monde, 17 décembre 1980.

Dhombres, Dominique, «En visite à Paris. M. Trudeau note une » convergence de vues « avec M. Mitterrand pour la préparation du sommet économique d'Ottawa ». Le Monde, 27 juin 1981.

Dominique, Dhombres, «Paris-Ottawa-Québec: un triangle diplomatique qui tire à hue et à dia.» Le Monde, 26-27 juin 1983.

D,V, «Paris-Québec-Ottawa: un équilibre fragile», Le Monde, 8 juin 1984.

Falardeau, Louis, "Annulation de la visite d'un ministre français". Québec accuse Ottawa de tenter " d'encercler" de plus en plus ses relations extérieures". La Presse, 13 janvier 1982.

Falardeau, Louis, "Selon de Bané "Les relations France-Québec une " affaire de symboles". La Presse, 14 janvier 1982.

Falardeau, Louis, «Ottawa veut normaliser les relations québécoises avec les pays étrangers», La Presse, 2 février 1982.

Falardeau, Louis, «Relations avec la France: De Bané fait tout pour venir à bout du Québec.» La Presse, 3 février 1982.

Falardeau, Louis, "Les relations avec la France. Québec attend avec confiance l'arbitrage du président Mitterrand". La Presse, 4 février 1982.

Falardeau, Louis, «Mauroy passera une journée dans la très péquiste ville de Chicoutimi.» La Presse, 26 mars 1982.

Favre, Christian, «René Lévesque: Le Québec libre n'est pas mort», Le Matin, 15 décembre 1980.

Hill, Heather, «Canada-France relations flourish as the «great chill» thaws. The time when Paris favored Quebec city is now «ancient history». The Gazette, 11 décembre 1982.

Lachance, Monique, «La présence internationale du Québec: problèmes et voies de solution», Le Devoir, 29 avril 1977.

Landry, Bernard, "Le Québec dans le monde: entre la coopération et les relations commerciales", Le Devoir, 30 mai 1984, p.4.

Le Cour, Rudy, «Rien n'affectera les relations France-Québec, dit Chirac», dans Le Devoir, Montréal, 30 juillet 1984.

Lesage, Gilles et Trudel, Clément, «Pierre Mauroy à l'Assemblée Nationale: La France et le Québec des partenaires indissociables.» Le Devoir, 28 avril 1982.

Lisée, Jean-François, "En vue de créer un "Commonwealth francophone", Régis Debray tente de réconcilier Québec et Ottawa". Le Devoir, 16 février 1983.

Lisée, Jean-François, «Le triangle Québec-Paris-Ottawa: la difficile normalisation». La Presse, 7 mai 1983.

Malone, Christopher, "Christopher Malone de Paris, Pompidou et le Québec", dans Le Jour, Montréal, 17 avril 1974.

Maillard, Pierre, "Le voyage du Premier ministre au Canada. Une nécessaire solidarité". Le Monde, 31 avril 1983.

Mauroy, Pierre, «Allocution au déjeuner champêtre à Jonquière, Saguenay-Lac St-Jean, le 25 avril 1982». Revue France-Québec, No 44, juillet 1982, p.6.

Meyer, Philippe, «Canada: Raymond Barre à pas comptés», Nouvel Observateur, Paris, 19 février 1979.

Michaud, Yves, "On s'impatiente à Paris: à quand la souveraineté?", Le Devoir, 24 août 1983.

Morin, Jacques-Yvan, "Les relations internationales du Québec. 1- Sa présence dans quelques 15 pays peut faire l'envie de plus d'un État souverain", dans Le Devoir, Montréal, 30 mars 1985. p.9.

Morin, Jacques-Yvan, "Les relations internationales du Québec". 1- Sa présence dans quelque 15 pays peut faire l'envie de plus d'un État souverain. Le Devoir, 30 mars 1984.

Nadeau, Michel, «Nos rapports doivent être aussi pratiques», affirme Barre. La coopération entre la France et le Québec prend une allure nouvelle. «Le Devoir, Montréal, 14 février 1979.

O'Neill, Pierre, "Les rapports France-Québec: l'arrivée de Mulroney a favorisé un déblocage", Le Devoir, 8 juin 1985.

Patry, André, «Une attitude irréprochable», Le Devoir, Montréal, 19 février 1979.

Picard, Jean-Claude, «Mitterrand renforcera les liens avec Québec». Le Soleil, 16 mai 1981.

Pfister, Thierry, «Le projet 80 à l'échéance 1981», Le Nouvel Observateur, 1979.

Presse Canadienne, «Le NPD s'oppose au membership à part entière du PQ au sein de l'IS.», Le Devoir, 28 mars 1983.

Rebois, Charles, «Accueil de chef d'État pour René Lévesque», Le Figaro, 15 décembre 1980.

Roberge, François, "Dossier. La troisième vague française est aux portes du Québec", Finance, 30 mai 1983.

Robitaille, Louis-Bernard, "Les relations France-Québec (2) Le rapprochement avec Ottawa a déjà cessé d'être un objectif pour la diplomatie française". La Presse, 12 novembre 1978.

Robitaille, Louis-Bernard, "Après le voyage de Lévesque en France. La faveur dont jouit Québec n'a pas du tout changé à Paris." La Presse, 9 juillet 1983.

Robitaille, Louis-Bernard, «A quelques heures de la visite officielle du Premier ministre, les journaux français «enterrent» René Lévesque, qui a «enterré l'indépendance». La Presse, 21 mai 1985.

Robitaille, Louis-Bernard, «Lévesque à Paris: la France retient les relations privilégiées», La Presse, 25 mai 1985.

Robitaille, Louis-Bernard, «Marmours à paname. On a même vu la déléguée et l'ambassadeur dans le même salon». L'Actualité, Novembre 1985.

Roméro, Anne-Marie, «Paris-Québec: beau fixe», Le Figaro, 28 avril 1982.

Serant, Paul, «La fraternité franco-québécoise exaltée par Giscard D'Estaing», L'Aurore, Paris, 4 novembre 1977.

Theulier, Marie-Agnès, "Un accueil cordial pour le visiteur français à Ottawa. Fabius et Lévesque se redisent leur désir d'intensifier la coopération". Le Devoir, 9 novembre 1984.

Theulier, Marie-Agnès, «Un accueil France-Québec pour le visiteur français à Ottawa. Fabius et Lévesque se redisent leur désir d'intensifier la coopération.» Le Devoir, 9 novembre 1984.

Theulier, Marie-Agnès, «Les entretiens Lévesque-Fabius promettent d'être fructueux». Le Devoir, 10 novembre 1984.

Theulier, Marie-Agnès, «Selon Lévesque, le statut du Québec au prochain sommet de la francophonie est presque réglé avec Ottawa», Le Devoir, 25 mai 1985.

Trudel, Clément, «Mitterrand, ce n'est pas à moi à trancher», Le Devoir, 3 novembre 1978.

Turcotte, Claude, «La visite de Barre à Ottawa revêtira une «Éclat certain».» Le Devoir, Montréal, 30 janvier 1979.

Turcotte, Claude, "4-La coopération France-Québec a généré plus de 185 accords depuis 1968". Le Devoir, 6 septembre 1986.

Vignal, Renaud, «Entrevue du consul général de France au Devoir», Le Devoir, 8 juin 1985.

Vinant, Pierre, «L'avenir des rapports France-Québec: Mauroy propose un mariage de raison». La Presse, 28 juin 1983.

Vincent, Pierre, «Pechiney à Bécancour: l'accord est signé», La Presse, 25 juin 1983.

Waller, Jean-Luc, "Les échanges commerciaux France-Québec en 1985", Action Canada France, Juin 1986, p. 34.

## Les discours, déclarations et communiqués de presse

Allocution de M. Raymond Barre, Premier ministre, devant les députés de l'Assemblée Nationale. Québec, 12 février 1979 La politique étrangère de la France, 1er trimestre 1979, p.75

Allocution du Président Giscard D'Estaing au déjeuner offert au palais de L'Élysée en l'honneur de M. René Lévesque, Premier ministre du Québec. Documentation française, Textes 4e trimestre 1977, Paris, 3 novembre 1977, p.37

Communiqué émis à Paris à la suite de la visite de M. René Lévesque, Premier ministre du Québec, les 2,3,4 novembre 1977. Gouvernement français, La politique étrangère de la France, Textes 4e trimestre, 1977, Paris 2 au 4 novembre 1977.

Communiqué de presse publié à la suite de la visite de Pierre Mauroy au Québec du 21 au 17 avril 1982.

Déclaration de monsieur Jacques Chirac, maire de Paris, à l'occasion de la visite de monsieur Claude Morin, ministre des Affaires intergouvernementales du Québec, le 29 avril 1977, Mairie de Paris, Service de presse.

Entretien entre M. François Mitterand, Président de la république française et M. René Lévesque, Premier ministre du Québec à l'Ambassade de France au Canada, Ottawa, 21 juillet 1981, Présidence de la République, Service de presse, Paris, France.

Fabius, Laurent, Allocution prononcée lors du dîner offert par M. Brian Mulroney, Premier ministre du Canada, Textes et documents, La politique étrangère de la France, Novembre 1984, Page 9.

Fabius, Laurent, Toast prononcé par Monsieur Laurent Fabius, Premier ministre, à l'occasion du déjeuner offert en l'honneur de Monsieur René Lévesque, Textes et documents, La politique étrangère de la France, 23 mai 1985, p. 44.

Giscard D'Estaing, Valery, propos tenus devant l'Assemblée nationale française lors de la première visite officielle du Premier ministre du Québec René Lévesque en France, le 3 novembre 1977. La politique étrangère de la France, 4 ième trimestre 1977, p.37.

La politique étrangère de la France, 24 novembre 1980, p.45.

La politique étrangère de la France, 17 décembre 1980, p.111. Communiqué commun franco-québécois à l'issue de la visite officielle en France de M. René Lévesque, Premier ministre du Québec.

-Annexe 1-

- LES PERSONNES INTERVIEWÉES -

Baillargeon, Claude,	Responsable de la section politique et Premier secrétaire pour le Canada, Agence de coopération culturelle et technique de 1985 à 1989.
Beaudoin, Louise,	Déléguée-générale du Québec en France de janvier 1984 à octobre 1985.
Bussereau, Dominique,	Député UDF-PR de Charentes Maritimes, responsable du Mouvement des jeunes Giscardiens de la jeunesse franco-québécoise entre 1974 et 1981 et responsable de l'OFQJ.
Côté, Robert,	Responsable des dossiers politiques, Délégation générale du Québec à Paris de 1985 à 1988.
Couteaux, Paul-Marie,	Directeur de cabinet de 1984 à 1987 de Philippe de St-Robert puis de 1987 à 1990 de Bernard Billaud, Commissaires général de la langue française.
De Bané, Pierre,	Député libéral de Matapedia-Matane, Ministre d'État fédéral aux Relations extérieures 1982.
Deniau, Xavier,	Député RPR du Loiret, membre fondateur de l'Association des parlementaires de langue française. Président du Comité de la francophonie créé sous Gorges Pompidou de 1973 à aujourd'hui.
De la Fournière, Martial,	Président de la section française du Comité permanent de la Communauté ethnique de langue française, créé en 1984. Ancien diplomate, responsable du protocole lors de la visite du général de Gaulle au Québec en 1967.
De St-Robert, Philippe,	Commissaire général de la langue française de 1984 à 1987. Maintenant conseiller culturel, scientifique et de coopération à l'ambassade de France en Belgique.
Duhaime, Clément,	Conseiller aux affaires francophones et multilatérales. Délégation générale du Québec à Paris de 1984 à 1988.

Dupuis, Michel,	Ambassadeur du Canada en France de 1981 à 1985.
Fabius, Laurent,	Premier ministre de France de 1984 à 1986.
Fichet, Michel,	Président de l'Association générale des usagers de la langue française fondée en 1976.
Gaillard, Jean-Michel,	Chargé de mission en matière de relations internationales auprès du Président François Mitterrand de mai 1981 à septembre 1984.
Garcias, Bernard,	Consul général de France à Genève de 1986 à 1988. Conseiller du Premier ministre Mauroy de 1981 à 1984.
Hutsinger, Jacques,	Chargé des relations internationales au Parti socialiste et membre du comité directeur en 1987.
Juneau, Jean-Pierre,	Responsable du Sommet francophone, Ambassade du Canada à Paris de 1984 à 1988.
Jurgensen, Jean-Daniel,	Directeur de la section Amérique, ministère français des Affaires étrangères en 1965. Décédé en octobre 1987.
Lafon, Jean-Pierre,	Conseiller technique au cabinet de Jacques Chirac. Responsable des relations France-Québec auprès du Premier ministre Jacques Chirac de 1986 à 1988.
Landry, Bernard,	Député péquiste de Fabre et de Laval-des-Rapides. Ministre d'État au Développement économique de 1976 à 1982 et Ministre des relations internationales et du commerce extérieur de 1984 à 1985.
Leprette, Jacques,	Ambassadeur de France et Président du Comité international du suivi du Sommet de la francophonie de 1986 à 1988.
Maillard, Pierre,	Ambassadeur de France au Canada de 1979 à 1981.
Mallen, Pierre-Louis,	Délégué de l'ORTF (radio-télévision française) au Canada lors de la visite du général de Gaulle en 1967. Auteur du livre <u>Vivre le Québec libre</u> , Plon, France, 1978.

- Michel, Xavier, Adjoint de Stelio Farandjis, Secrétaire général du Haut conseil de la francophonie de 1983 à 1990.
- Morin, Jacques-Yvan, Député péquiste de Sauvé. Ministre de l'Éducation de 1976 à 1980 et Ministre des relations internationales de 1982 à 1984 .
- Musitelli, Jean, Chargé de mission en matière de relations internationales auprès de François Mitterrand de 1984 à 1989.
- Neiertz, Véronique, Députée socialiste de Seine St-Denis, 1988, Responsable des relations internationales au Parti socialiste en 1981. Actuel Secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et du budget, chargé de la consommation.
- Nichols, Jean-Marc, Responsable de la coopération en éducation, Délégation générale du Québec à Paris de 1985 à 1989.
- Perreau, Dominique, Chef de cabinet de Michel Rocard au ministère du plan et de l'aménagement du territoire et au ministère de l'Agriculture de 1981 à 1983.
- Pottier, Bernard, Chef de service des Affaires francophones au Quay d'Orsay de 1983 à 1986.
- René, Jean, Conseiller à la coopération, Délégation générale du Québec à Paris de 1986 à 1990.
- Rosillon, Philippe, Rapporteur du haut comité de la langue française en 1966. Président de l'association Les amitiés acadiennes depuis 1977.
- Suchod, Michel, Député de Dordogne et Président d'Amitié France-Québec et France-Canada de 1981 à 1986. En 1974, s'occupait des relations France-Québec à la direction générale des affaires culturelles, scientifiques du Ministère des Affaires étrangères.
- Tauvin, Michel, Responsable des relations internationales auprès du Premier ministre Pierre Mauroy de 1981 à 1984.
- Verron, Luc, Responsable des relations internationales au Parti socialiste en 1987.

Vignal, Renaud,

Consul général de France à Québec de 1984 à 1987.

Wiltzer, Pierre-André,

Député d'Essonne et Directeur de cabinet de Raymond Barre de 1981 à 1988.

-Annexe II-

-UN SCHÉMA D'ENTREVUE-

Questions posées à Jacques Hutsinger, ancien responsable des relations internationales au Parti socialiste.

Quelle est la position du Parti socialiste vis-à-vis du Québec?

Pourquoi le Parti socialiste était-il opposé au «Vive le Québec libre» du général De Gaulle?

Pourquoi cette vision a-t-elle évoluée?

Qu'est-ce qui a suscité cette évolution?

Comment en est-on arrivé à inclure dans le Projet socialiste pour la France des années 80, un paragraphe portant sur le Québec?

Pourquoi François Mitterrand a-t-il changé d'idée concernant le Québec?

Au Québec, on craignait l'arrivée au pouvoir des socialistes. Est-ce que ces craintes étaient justifiées?

On a dit que Monsieur Mitterrand était plus près de Pierre-Elliot Trudeau que ne l'avait été M. Giscard d'Estaing. Était-ce vraiment le cas?

Que s'est-il passé lors du référendum de mai 1980? - décrochage  
- déception - poursuite de la politique antérieure avec moins d'emballement - le PS avait rappelé à l'ordre Michel Rocard pour son appui au oui lors du référendum.

Quelle était véritablement cette politique «de relations privilégiées» avec le Québec et de «relations normales» avec le Canada ?

Comment cette politique s'est-elle concrètement articulée?

Est-ce que le gouvernement socialiste a voulu aller plus loin, moins loin ou poursuivre la «politique de non ingérence et de non indifférence» de Valéry Giscard d'Estaing vis-à-vis le Québec?

Pourquoi le PS malgré ses réticences a-t-il poursuivi la politique de Georges Pompidou, de Giscard d'Estaing?

Quelle est la base profonde des relations France-Québec?

Sont-elles vraiment acquises ou sont-elles sujettes aux aléas des personnes et des partis au pouvoir?

Quel est l'avantage de la France dans ces relations?

Que représentent les relations France-Québec pour la France?

- un remords de conscience
- un cri du coeur vis-à-vis des petits cousins francophones
- une porte d'entrée au Canada et en Amérique
- moins de choses que l'on croit. Le Québec ne demande pas grand chose et ça lui fait plaisir.

Est-ce que l'arrivée au pouvoir au Québec du Parti québécois, véhiculant une option souverainiste, a changé les relations France-Québec?

Est-ce que ces relations ont connu un essor?

- si oui, dû à quoi?
- si non, dû à quoi?

Croyez-vous que le Parti québécois ait tenté de donner un essor aux relations France-Québec? Quels furent ses principaux obstacles? le référendum, le rapatriement de la Constitution, la crise interne au sein du PQ, etc.

Est-ce que les socialistes ont apporté un changement à ces relations?

Pourquoi est-ce si difficile au plan économique? - échec Renaud, Michelin, TGV, hélicoptère...

Quelles étaient les relations avec le gouvernement fédéral? France arbitre? - tentative de normalisation de ces relations par le gouvernement fédéral.

Est-ce que la France a cru qu'elle pouvait jouer un rôle entre le Québec et le gouvernement fédéral?

ANNEXE 111

TABLEAU NO:1

Tableau A  
 Comparaison entre les exportations du Québec et celles du Canada vers la CEE (les neuf), 1965-1975

	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	
\$ 000												
<b>Royaume-Uni</b>												
Exportations du Québec	321 503	340 227	322 532	341 406	319 231	476 296	373 557	344 366	362 020	449 654	424 554	
Taux d'accroissement moyen (2,0 %)												
Exportations du Canada	1 174 306	1 122 573	1 169 053	1 209 567	1 026 480	1 351 006	1 345 804	1 312 710	1 571 679	1 678 331	1 750 042	
Taux d'accroissement moyen (4,1 %)												
<b>Québec-Canada (%)</b>	27,38	30,31	28,02	28,23	29,11	35,26	27,76	26,23	23,03	23,94	24,11	
<b>Irlande</b>												
Exportations du Québec	7 211	7 316	7 254	5 508	8 194	6 037	5 055	5 554	7 850	11 595	6 980	
Taux d'accroissement moyen (-0,3 %)												
Exportations du Canada	16 664	14 948	15 644	11 123	13 948	12 166	12 701	14 635	15 653	30 191	17 176	
Taux d'accroissement moyen (0,3 %)												
<b>Québec-Canada (%)</b>	43,27	48,94	46,37	49,52	58,75	49,62	39,80	37,95	49,52	38,41	40,64	
<b>Belgique - Luxembourg</b>												
Exportations du Québec	28 641	21 801	29 264	40 956	34 514	54 358	37 892	37 329	61 286	78 139	73 071	
Taux d'accroissement moyen (11,0 %)												
Exportations du Canada	128 010	117 505	100 800	126 647	116 232	161 945	178 628	190 248	289 971	363 788	375 305	
Taux d'accroissement moyen (11,4 %)												
<b>Québec-Canada (%)</b>	20,06	18,55	29,03	32,34	29,69	33,57	21,21	19,02	21,28	21,48	19,45	
<b>Danemark</b>												
Exportations du Québec	3 993	3 743	4 429	5 871	7 010	10 318	7 191	5 899	6 003	5 655	4 687	
Taux d'accroissement moyen (1,6 %)												
Exportations du Canada	9 116	10 802	15 729	15 519	15 009	20 882	22 126	18 174	22 860	21 954	26 590	
Taux d'accroissement moyen (11,2 %)												
<b>Québec-Canada (%)</b>	43,52	34,66	28,18	37,69	46,91	49,41	32,50	32,46	26,67	26,67	17,63	
<b>France</b>												
Exportations du Québec	26 722	35 054	33 899	30 507	45 615	53 106	46 874	55 723	81 589	109 148	123 257	
Taux d'accroissement moyen (16,5 %)												
Exportations du Canada	87 273	84 541	80 626	81 516	128 582	150 625	153 094	151 319	204 897	302 206	332 257	
Taux d'accroissement moyen (14,3 %)												
<b>Québec-Canada (%)</b>	30,62	41,46	42,05	37,42	35,48	35,26	30,62	36,82	39,06	35,30	37,10	
<b>Allemagne de l'Ouest</b>												
Exportations du Québec	57 755	52 868	57 698	84 560	112 408	152 235	110 788	113 966	134 592	147 840	207 922	
Taux d'accroissement moyen (13,7 %)												
Exportations du Canada	189 492	176 799	177 955	228 732	277 382	319 450	314 265	310 262	437 641	536 507	565 111	
Taux d'accroissement moyen (11,9 %)												
<b>Québec-Canada (%)</b>	30,48	29,90	32,42	36,97	40,52	47,66	35,25	36,67	30,75	27,95	35,94	

TABLEAU NO:11

## Rang et valeur des exportations chargées au Québec, classées selon les 25 principaux pays de destination 1974-1976.

1974	1975	1976	Pays de destination	EN MILLIERS DE DOLLARS		
				1974	1975	1976
1	1	1	États-Unis	3 308 035	3 376 992	3 925 807
2	2	2	Royaume-Uni	449 654	424 551	387 968
3	4	3	Allemagne R.F.A.	147 840	207 911	187 212
5	3	4	Pays-Bas	117 842	218 434	171 637
6	6	5	France	109 148	123 247	159 784
6	5	6	Japon	121 563	124 628	157 922
—	14	7	Norvège	7 696	40 865	123 956
7	7	8	Italie	86 975	100 094	113 866
8	8	9	Belgique-Luxembourg	78 139	72 995	102 459
9	11	10	Espagne	55 271	46 965	65 559
13	13	11	Cuba	42 965	41 032	64 513
10	9	12	Mexique	53 991	60 428	54 841
20	12	13	Iran	16 466	41 796	52 224
11	10	14	Brasil	53 406	55 778	50 778
12	15	15	Australie	48 549	30 617	42 979
15	18	16	Vénézuéla	31 444	27 408	42 125
—	—	17	Arabie Saoudite	4 701	12 424	40 219
17	16	18	Turquie	24 731	30 074	39 102
16	17	19	Suisse	30 339	29 341	32 436
18	19	20	Suède	17 809	24 205	23 638
—	—	21	Algérie	4 816	8 086	23 310
—	—	22	Colombie	17 190	12 908	20 366
14	21	23	Grèce	35 853	21 056	20 166
—	—	24	Inde	14 899	13 896	19 992
—	—	25	Pakistan	14 765	13 305	18 200
Total, 25 pays				4 894 087	5 159 036	5 941 139
Total, tous les pays				5 240 875	5 625 694	6 364 770

TABLEAU NO:111

Valeur des exportations chargées au Québec, selon les 25 principaux pays de destination, par rapport aux exportations totales du Canada 1974-1976.

Pays de destination	1974		1975		1976		%		
	Québec	Canada	Québec	Canada	Québec	Canada			
	En milliers de dollars		%		En milliers de dollars		En milliers de dollars		
États-Unis	3 308 035	20 628 489	16,0	3 376 992	20 938 715	16,1	3 925 807	25 138 365	15,6
Royaume-Uni	449 654	1 878 331	23,9	424 651	1 760 987	24,1	387 968	1 831 746	21,1
Allemagne R.F.A.	147 840	536 507	27,6	207 911	585 096	35,5	187 212	698 830	26,8
Pays-Bas	117 042	382 029	30,8	218 434	471 497	46,3	171 637	444 860	38,3
France	109 148	309 208	35,3	123 247	332 244	37,1	159 784	393 839	40,5
Japon	121 563	2 219 709	5,5	124 628	2 115 080	5,9	157 922	2 387 930	6,6
Norvège	7 696	232 407	3,3	40 865	170 299	24,0	123 956	151 567	81,7
Italie	86 975	458 006	19,0	100 094	472 782	21,2	113 866	548 099	20,7
Belgique-Luxembourg	78 139	363 788	21,5	72 995	375 295	19,5	102 459	476 852	21,4
Espagne	55 271	117 558	47,0	46 965	113 402	41,4	65 559	126 346	51,9
Cuba	42 965	144 645	29,7	41 032	220 299	18,6	65 613	258 352	24,9
Mexique	53 991	187 134	28,9	60 428	218 596	27,6	54 841	213 006	25,7
Iran	16 468	59 980	27,5	41 786	148 059	28,6	52 224	144 119	36,2
Brasil	53 406	393 379	13,6	55 778	194 458	28,7	50 776	328 603	15,4
Australie	48 549	298 744	16,3	30 817	213 725	13,2	42 979	359 444	11,9
Vénézuéla	31 444	203 600	15,4	27 408	293 769	9,3	42 125	355 712	11,8
Arabie Saoudite	4 701	17 500	26,8	12 424	34 866	35,6	40 219	106 334	37,8
Turquie	24 731	52 611	47,0	30 074	42 312	71,1	39 102	63 026	62,0
Suisse	30 339	95 680	31,7	29 341	71 005	41,3	32 486	84 134	38,6
Suède	17 809	108 017	16,5	24 205	93 604	25,9	23 638	101 434	23,2
Algérie	4 816	152 838	3,1	8 086	100 792	8,0	23 310	93 155	25,0
Colombie	17 191	41 921	41,0	12 908	38 037	33,9	20 366	59 529	34,2
Grece	35 853	44 972	79,7	21 056	34 662	60,8	20 186	32 144	62,8
Inde	14 899	120 726	12,3	13 896	195 036	6,9	19 992	153 119	13,0
Pakistan	14 765	71 449	20,7	13 305	95 008	14,0	18 200	33 608	54,1
Total, 25 pays	4 894 088	29 120 026	16,8	5 159 036	29 345 597	17,6	5 941 139	34 582 153	17,2
Total, tous les pays	5 240 875	31 286 247	16,8	5 625 694	32 093 250	17,5	6 364 770	37 240 146	17,1

TABLEAU NO:IV

## Répartition des exportations du Québec par rapport à celles du Canada par pays, 1974-1976

Code	Pays	Québec			Canada			Québec/Canada			Qué-Variations			
		1974	1975	1976	1974	1975	1976	1974	1975	1976	75/74	76/75		
en milliers de dollars							en pourcentage							
<b>Europe Occidentale</b>														
001	Royaume-Uni	449 653,9	424 551,3	387 968,5	1 878 330,5	1 760 967,2	1 831 746,5	23,9	24,1	21,1	-	5,6	-	8,7
015	Gibraltar	49,6	137,2	14,8	116,3	12 121,3	3 157,4	42,6	1,1	0,4	-	176,8	-	69,3
019	Irlande	11 595,0	6 978,0	10 083,1	30 190,8	17 168,4	30 674,2	38,4	40,6	52,8	-	39,8	-	44,5
019	Malte et Gozzo	58,2	49,5	404,4	5 473,9	1 640,9	2 280,8	1,1	3,0	17,7	-	13,6	-	716,9
043	Autriche	6 116,5	5 986,6	7 688,4	17 333,0	18 143,1	20 444,2	35,3	32,9	37,6	-	2,1	-	28,4
044	Belgique et Luxembourg	78 139,4	72 995,1	102 459,3	363 787,7	375 294,8	476 852,5	21,5	19,4	21,4	-	6,6	-	40,3
049	Danemark	5 854,9	4 682,9	5 573,1	21 954,0	26 581,4	30 747,6	26,7	17,6	18,1	-	19,9	-	19,0
053	Finlande	5 144,1	6 575,9	6 004,3	18 041,0	19 005,3	16 820,2	28,5	34,6	35,6	-	27,9	-	8,7
054	France	109 148,1	123 247,0	159 784,8	309 206,3	332 244,3	393 839,3	35,3	37,0	40,5	-	12,9	-	29,6
055	Allemagne R.F.A.	147 839,8	207 911,7	187 212,2	536 507,3	585 096,4	696 830,3	27,6	35,5	26,8	-	40,6	-	10,0
059	Grèce	35 853,4	21 056,3	20 186,6	44 972,1	34 662,2	32 144,5	79,7	60,7	62,7	-	41,3	-	4,2
063	Islande	407,0	539,9	388,5	1 292,6	1 056,4	1 081,9	31,5	51,1	35,9	-	33,0	-	28,1
067	Italie	86 975,3	100 094,9	113 866,8	458 805,6	472 782,2	548 099,1	19,0	21,1	20,7	-	15,1	-	13,7
073	Pays-Bas	117 842,1	218 434,5	171 637,7	382 028,5	471 496,7	444 860,1	30,8	46,3	38,5	-	85,4	-	21,5
078	Norvège	7 695,7	40 865,1	123 956,0	232 406,8	170 298,7	151 567,6	3,3	23,9	81,7	-	431,1	-	203,3
078	Portugal	13 140,5	6 610,2	10 585,8	28 275,7	17 656,3	18 855,2	46,5	37,4	56,1	-	49,7	-	60,1
082	Espagne	55 270,7	46 965,0	65 559,4	117 558,0	113 402,0	126 345,9	47,0	41,4	51,8	-	15,0	-	39,5
085	Suède	17 808,7	24 205,4	23 638,8	108 017,2	93 604,0	101 434,4	16,5	25,8	23,3	-	36,0	-	2,4
086	Suisse	30 339,3	29 341,0	32 496,2	95 679,6	71 005,4	84 134,6	31,7	41,3	38,6	-	3,3	-	10,7
Sous-total		1 178 931,7	1 341 225,5	1 429 508,7	4 649 980,6	4 594 227,0	5 011 916,3	25,4	29,2	28,5	-	13,8	-	6,6
<b>Europe Orientale</b>														
242	Albanie	—	27,4	125,6	6 304,9	37,4	144,7	—	100,0	86,8	-	—	-	235,8
245	Bulgarie	387,8	244,1	5 456,2	4 587,4	2 377,3	6 176,6	8,5	10,2	88,3	-	37,0	-	2 135,2
246	Tchécoslovaquie	5 455,8	2 327,8	2 689,7	22 833,8	9 705,1	8 411,4	23,9	23,9	31,9	-	57,3	-	15,5
258	Allemagne orientale	1 085,5	3 981,7	2 604,2	3 213,5	4 252,9	46 000,9	33,8	93,6	5,6	-	266,8	-	34,6
262	Hongrie	2 000,2	3 009,2	2 491,7	6 246,9	6 261,8	5 856,1	31,1	48,0	42,5	-	50,5	-	17,2
277	Pologne	3 234,6	11 720,4	11 100,3	85 211,9	113 964,8	124 580,3	3,8	10,2	8,9	-	262,4	-	5,3
279	Roumanie	4 382,2	2 631,6	5 011,5	4 968,9	62 129,5	38 767,8	88,2	4,2	12,9	-	39,9	-	90,4
287	U.R.S.S. (Russie)	4 524,0	19 087,4	16 314,3	28 681,3	408 917,7	534 595,6	15,8	4,6	3,0	-	321,9	-	14,6
288	Yougoslavie	7 368,9	12 065,7	8 315,4	22 601,2	35 330,6	17 197,7	32,6	34,1	48,3	-	63,8	-	31,1
Sous-total		28 439,0	55 105,3	54 108,9	184 829,3	642 977,1	781 731,1	15,4	8,6	6,9	-	93,8	-	1,8
<b>Moyen-Orient</b>														
313	Bahrein	461,7	255,6	93,6	754,2	1 355,0	1 471,8	61,2	18,8	6,3	-	44,5	-	63,4
316	Chypre	123,3	124,7	97,3	1 607,4	2 130,7	2 391,7	7,7	5,8	4,0	-	1,5	-	22,0
323	Qatar	321,7	596,9	1 073,2	1 466,9	1 541,2	4 158,8	21,9	38,7	25,8	-	85,7	-	79,7
328	Emirats arabes unis	682,9	1 056,2	2 870,5	3 801,1	4 596,7	11 271,6	18,0	22,9	25,4	-	54,8	-	171,7
344	Éthiopie	401,8	161,7	332,1	2 895,0	417,3	6 330,7	13,9	38,7	5,2	-	59,6	-	105,3
347	Iran	16 466,3	41 796,1	52 224,8	59 980,1	146 059,2	144 119,0	27,5	28,6	36,2	-	153,9	-	24,9
352	Irak	3 910,7	11 111,0	8 562,4	18 904,5	67 600,2	35 642,3	20,7	16,4	24,0	-	184,2	-	23,0
355	Israël	14 161,2	14 824,7	18 156,9	50 755,0	62 784,2	55 884,3	27,9	23,6	32,4	-	4,7	-	22,4
358	Jordanie	1 888,3	105,4	235,0	3 509,1	2 438,2	5 611,3	53,8	4,3	4,1	-	94,4	-	122,9
359	Koweït	2 181,3	3 770,1	6 044,6	4 826,2	16 009,4	22 244,4	45,2	23,5	27,1	-	72,9	-	60,3
363	Liban	3 790,4	6 269,7	1 084,8	44 536,2	40 572,0	3 040,6	8,5	15,4	35,6	-	65,5	-	82,7
366	Libye	1 277,7	12 158,3	8 383,5	5 778,0	22 787,4	10 626,0	22,1	53,3	78,8	-	851,7	-	31,1
369	Arabie Saoudite	4 701,2	12 424,5	40 219,6	17 500,7	34 868,1	106 334,2	26,9	35,6	37,8	-	164,3	-	223,7
374	Somalie	214,0	142,0	256,4	421,6	376,5	1 134,5	50,8	37,7	22,6	-	33,6	-	80,5
375	Yémen	37,7	513,4	514,1	5 783,7	6 558,9	2 856,1	0,7	7,8	18,0	-	1 261,8	-	0,1
377	Soudan	220,0	240,1	498,4	2 667,3	4 158,6	2 896,4	8,2	5,7	17,2	-	9,2	-	107,5
379	Syne	2 907,6	45,1	631,8	13 788,8	4 543,7	12 957,3	21,1	0,9	4,8	-	98,4	-	1 300,8
382	Turquie	24 730,7	30 074,4	39 102,7	52 610,8	42 312,1	63 025,4	47,0	71,0	62,0	-	21,6	-	30,0
385	République arabe unie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	-	—	-	—
—	— Égypte	5 672,7	2 688,8	6 636,5	13 908,6	6 558,3	35 149,8	40,8	40,9	18,8	-	52,6	-	146,8
Sous-total		84 151,2	138 358,7	187 018,2	305 485,8	467 665,7	527 147,2	27,5	29,5	35,4	-	64,4	-	35,1

Gouvernement du Québec, Exportations internationales du Québec, Québec,  
Bureau de la statistique, 1976, p.7

TABLEAU NO:V

Rang et valeur des exportations chargées au Québec, selon les 25 principaux pays de destination, 1978-1980							
1978	1979	1980	Pays	Code	1978	1979	1980
					'000 \$		
1	1	1	Etats-Unis	990	6 136 481	7 786 543	8 913 149
2	2	2	Royaume-Uni	001	504 063	727 004	833 899
4	3	3	Allemagne (RFA)	055	231 287	409 561	623 128
5	4	4	Pays-Bas	073	230 831	364 284	602 659
3	5	5	Japon	559	293 475	295 740	363 861
6	7	6	France	054	142 588	201 943	337 481
8	6	7	Italie	067	118 835	205 345	256 006
15	10	8	Suisse	086	61 133	112 048	226 763
10	12	9	Bésil	752	82 662	101 896	172 329
7	8	10	Belgique et Luxembourg	044	141 316	131 363	167 061
12	16	11	Mexique	874	72 511	73 560	106 888
13	...	12	Tchécoslovaquie	246	5 254	25 075	99 139
17	13	13	Australie	614	65 970	82 524	89 451
14	15	14	Venezuela	785	45 901	73 966	87 581
14	11	15	Espagne	082	63 213	103 779	85 348
9	9	16	URSS	287	111 067	113 341	85 066
...	18	17	Norvège	076	24 565	66 047	82 018
21	23	18	Suède	085	36 100	43 598	78 090
...	...	19	Indonésie	556	23 664	12 572	76 821
16	17	20	Arabie Saoudite	369	58 225	69 235	75 656
20	21	21	Inde	519	38 667	47 838	71 741
24	14	22	Pologne	277	27 121	80 592	68 664
...	...	23	Nigeria	418	14 566	29 436	67 281
19	22	24	Algérie	443	39 289	45 241	58 626
18	20	25	Cuba	848	45 602	54 786	55 236
Total des 25 principaux pays					8 614 400	11 257 330	13 683 954
Total de tous les pays					9 433 711	12 205 901	14 886 353

TABLEAU NO:VI

Tableau 2  
Valeur des exportations chargées au Québec, selon les 25 principaux pays de destination,  
par rapport aux exportations totales du Canada, 1978-1980

Code Pays	1978				1979				1980			
	Québec	Canada	Québec/ Canada	%	Québec	Canada	Québec/ Canada	%	Québec	Canada	Québec/ Canada	%
	'000 \$				'000 \$				'000			
990	États-Unis	6 136 481	37 371 580	16,4	7 786 543	44 534 675	17,4	8 913 149	48 062 233	18,5		
001	Royaume-Uni	504 063	1 962 659	25,6	727 004	2 596 263	28,0	833 899	3 174 502	26,2		
055	Allemagne(RFA)	231 287	785 794	29,4	409 561	1 381 182	29,6	623 128	1 666 150	37,3		
073	Pays-Bas	230 831	615 233	37,5	364 284	1 080 392	33,7	602 659	1 433 032	42,0		
559	Japon	293 475	3 056 658	9,6	295 740	4 070 947	7,2	363 861	4 351 339	8,3		
054	France	142 588	477 554	29,8	201 943	635 452	31,7	337 481	1 017 071	33,1		
067	Italie	118 835	486 315	24,4	205 345	733 161	28,0	256 006	991 730	25,8		
086	Suisse	61 133	120 925	50,5	112 048	202 688	55,2	226 763	387 334	58,5		
752	Bésil	82 662	415 927	19,8	101 896	423 828	24,0	172 329	893 564	19,2		
044	Belgique et Luxembourg	141 316	446 718	31,6	131 363	587 897	22,3	167 061	878 857	19,0		
874	Mexique	72 511	226 936	31,9	73 560	238 771	30,8	106 888	482 603	22,1		
246	Tchécoslovaquie	5 254	13 339	39,3	25 075	36 182	69,3	99 139	128 090	77,3		
614	Australie	65 970	396 489	16,6	82 524	560 178	14,7	89 451	659 272	13,5		
785	Venezuela	45 901	689 606	6,6	73 966	674 346	10,9	87 581	681 185	12,8		
082	Espagne	63 213	130 001	48,6	103 779	219 727	47,2	85 348	227 170	37,5		
287	URSS	111 067	567 306	19,5	113 341	776 230	14,6	85 066	1 540 415	5,5		
076	Norvège	24 565	149 401	16,4	66 047	280 269	23,5	82 018	335 877	24,4		
085	Suède	36 100	120 465	29,9	43 698	177 457	24,5	78 090	272 979	28,6		
556	Indonésie	23 664	84 669	27,9	12 572	62 842	20,0	76 821	215 725	35,6		
369	Arabie Saoudite	58 225	237 619	24,5	69 235	253 591	27,3	75 656	313 306	24,1		
519	Inde	38 667	251 709	15,3	47 838	225 599	21,2	71 741	351 917	20,3		
277	Pologne	27 121	224 799	12,0	80 592	276 226	29,1	68 664	357 402	19,2		
418	Nigéria	14 566	38 063	38,2	29 436	50 569	58,2	67 281	105 126	64,0		
443	Algérie	39 289	161 286	24,3	45 241	215 008	21,0	58 626	393 556	14,8		
848	Cuba	45 602	219 408	20,7	54 786	257 857	21,2	55 236	421 786	13,0		
Total des 25 principaux pays		8 614 400	49 250 470	17,4	11 257 330	60 551 348	18,5	13 683 954	69 342 234	19,7		
Total de tous les pays		9 434 711	53 182 753	17,7	12 205 901	65 641 258	18,5	14 886 353	75 963 862	19,5		

TABLEAU NO: V11

Tableau 3  
Répartition des exportations chargées au Québec, par rapport à celles du Canada, par pays de destination, 1978-1980 PARLFAU VII

Code Pays	Québec			Canada			Rapport Québec/Canada		Variations Québec			
	1978	1979	1980	1978	1979	1980	1978	1979	1980	1978	1979	
	'000 \$											
	Europe occidentale											
001	Royaume-Uni	504 063	727 004	833 899	1 962 659	2 596 263	3 174 502	25,6	28,0	26,2	44,2	14,7
015	Gibraltar	10	-	3	8 777	22	97	0,1	-	4,1	-100,0	---
017	Irlande	13 182	17 228	40 304	31 082	53 272	113 659	42,4	32,3	35,4	30,6	133,9
019	Malte	87	147	720	610	2 577	1 542	14,3	5,7	46,7	69,2	387,3
043	Autriche	8 654	13 810	26 454	25 503	47 648	71 606	33,9	28,9	36,9	59,5	91,5
044	Belgique et Luxembourg	141 316	131 363	167 061	446 718	587 897	878 857	31,6	22,3	19,0	-7,1	27,1
049	Danemark	12 381	16 033	15 338	73 101	86 517	88 471	16,9	18,5	17,3	29,4	-4,4
053	Finlande	8 468	11 050	17 020	31 018	42 720	111 130	27,3	25,8	15,3	30,4	54,0
034	France	142 588	201 943	337 481	477 554	635 452	1 017 071	29,8	31,7	33,1	41,6	67,1
055	Allemagne (RFA)	231 287	409 561	623 128	785 794	1 381 182	1 666 150	29,4	29,6	37,3	77,0	52,1
059	Grèce	25 039	32 377	32 000	61 463	78 945	128 398	40,7	41,0	24,9	29,3	-1,2
063	Islande	602	367	554	3 291	6 123	8 285	16,3	5,9	6,6	-39,1	50,9
067	Italie	118 835	205 345	256 006	486 315	733 161	991 730	24,4	28,0	25,8	72,7	24,6
073	Pays-Bas	230 831	364 284	602 659	615 233	1 080 392	1 433 032	37,5	33,7	42,0	57,8	65,4
076	Norvège	24 565	66 047	82 018	149 401	280 269	335 877	16,4	23,5	24,4	168,8	24,1
078	Portugal	19 619	36 708	53 122	28 599	68 728	101 212	68,6	53,4	52,4	87,1	44,7
082	Espagne	63 213	103 779	85 348	130 001	219 727	227 170	48,6	47,2	37,5	64,1	-17,8
085	Suède	36 100	43 598	78 090	120 465	177 457	272 979	29,9	24,5	28,6	20,7	79,1
086	Suisse	61 133	112 048	228 763	120 925	202 688	387 334	50,5	55,2	58,5	83,2	102,3
Total		1 641 985	2 492 700	3 477 977	5 558 517	8 281 049	11 009 111	29,5	30,1	31,5	51,8	39,5
	Europe orientale											
242	Albanie	119	-	-	119	96	100	100,0	-	-	-100,0	-
245	Bulgarie	2 083	3 797	1 155	5 024	9 367	7 479	41,4	40,5	15,4	82,2	-69,6
246	Tchécoslovaquie	5 284	25 075	99 139	13 339	36 182	128 090	39,3	69,3	77,3	377,2	295,3
258	Allemagne (RDA)	3 309	6 643	2 193	24 485	35 979	10 604	13,5	18,4	20,6	100,7	-67,0
262	Hongrie	4 249	4 070	2 414	8 335	13 952	10 981	50,9	29,1	21,9	-4,3	-40,7
277	Pologne	27 121	80 592	68 664	224 799	276 226	357 402	12,0	29,1	19,2	197,1	-14,9
279	Roumanie	9 316	19 374	5 360	38 121	32 290	22 633	24,4	60,0	23,6	107,9	-72,4
287	URSS	111 067	113 341	85 066	567 306	776 230	1 540 415	19,5	14,6	5,5	2,0	-25,0
288	Yougoslavie	15 686	18 850	36 894	43 211	54 294	70 176	36,3	34,7	52,5	20,1	95,7
Total		178 208	271 746	300 888	924 742	1 234 620	2 147 883	19,2	22,0	14,0	52,4	10,7

TABLEAU NO: LX

Rang et valeur des exportations chargées au Québec,  
selon les 25 principaux pays de destination, 1979-1981

Code	Pays	1979	1980	1981
			'000 \$	
990	Etats-Unis	7 786 943	8 913 149	10 366 227
	Rang	1 <sup>o</sup>	1 <sup>o</sup>	1 <sup>o</sup>
001	Royaume-Uni	727 004	833 899	866 404
	Rang	2 <sup>o</sup>	2 <sup>o</sup>	2 <sup>o</sup>
073	Pays-Bas	364 284	602 659	447 891
	Rang	4 <sup>o</sup>	4 <sup>o</sup>	3 <sup>o</sup>
055	Allemagne (RFA)	409 561	623 128	369 875
	Rang	3 <sup>o</sup>	3 <sup>o</sup>	4 <sup>o</sup>
559	Japon	285 740	363 861	329 231
	Rang	5 <sup>o</sup>	5 <sup>o</sup>	5 <sup>o</sup>
054	France	201 943	337 481	266 639
	Rang	7 <sup>o</sup>	6 <sup>o</sup>	6 <sup>o</sup>
874	Mexique	73 560	106 826	224 119
	Rang	16 <sup>o</sup>	17 <sup>o</sup>	7 <sup>o</sup>
067	Italie	205 345	256 006	196 145
	Rang	6 <sup>o</sup>	7 <sup>o</sup>	8 <sup>o</sup>
044	Belgique et Luxembourg	131 363	167 061	170 473
	Rang	8 <sup>o</sup>	10 <sup>o</sup>	9 <sup>o</sup>
086	Suisse	112 048	226 763	166 127
	Rang	10 <sup>o</sup>	8 <sup>o</sup>	10 <sup>o</sup>
443	Algérie	45 241	58 626	145 280
	Rang	22 <sup>o</sup>	24 <sup>o</sup>	11 <sup>o</sup>
752	Bresil	101 896	172 329	139 224
	Rang	12 <sup>o</sup>	9 <sup>o</sup>	12 <sup>o</sup>
614	Australie	82 524	89 451	106 192
	Rang	13 <sup>o</sup>	13 <sup>o</sup>	13 <sup>o</sup>
076	Norvege	66 047	82 018	99 406
	Rang	18 <sup>o</sup>	17 <sup>o</sup>	14 <sup>o</sup>
369	Arabie Saoudite	69 235	75 656	85 855
	Rang	17 <sup>o</sup>	20 <sup>o</sup>	15 <sup>o</sup>
519	Inde	47 838	71 741	84 632
	Rang	21 <sup>o</sup>	21 <sup>o</sup>	16 <sup>o</sup>
785	Venezuela	73 966	87 581	80 290
	Rang	15 <sup>o</sup>	14 <sup>o</sup>	17 <sup>o</sup>
085	Suede	43 598	78 090	72 152
	Rang	23 <sup>o</sup>	18 <sup>o</sup>	18 <sup>o</sup>
082	Espagne	103 779	85 348	71 325
	Rang	11 <sup>o</sup>	15 <sup>o</sup>	19 <sup>o</sup>
418	Nigeria	29 436	67 281	65 007
	Rang	...	23 <sup>o</sup>	20 <sup>o</sup>
553	Republique populaire de Chine	11 926	23 864	59 601
	Rang	...	...	21 <sup>o</sup>
848	Cuba	54 786	55 236	56 477
	Rang	20 <sup>o</sup>	25 <sup>o</sup>	22 <sup>o</sup>
017	Irlande	17 228	40 304	53 018
	Rang	...	...	23 <sup>o</sup>
447	Cameroun	5 601	265	51 134
	Rang	...	...	24 <sup>o</sup>
352	Irak	13 992	9 807	46 961
	Rang	...	...	25 <sup>o</sup>
Total des 25 principaux pays		11 074 497	13 428 524	14 608 718
Total de tous les pays		12 205 901	14 886 353	15 946 080

Gouvernement du Québec, Commerce internationale du Québec, Québec, Bureau de la statistique, 1981, p.26

TABLEAU NO: X

Valeur des exportations chargées au Québec par rapport à celles du Canada, selon les 25 principaux pays de destination, 1979-1981

Code Pays	1979				1980				1981			
	Québec	Canada	Québec	Canada	Québec	Canada	Québec	Canada	Québec	Canada	Québec	Canada
	'000 \$		%.		'000 \$		%.		'000 \$		%.	
990	Etats-Unis	7 876 543	44 534 675	17,4	8 913 149	48 062 233	18,5	10 366 227	55 096 314	18,8	26,2	
001	Royaume-Uni	727 004	2 596 263	28,0	833 899	3 174 502	26,2	866 404	3 297 258	26,2	38,6	
073	Pays-Bas <sup>1</sup>	364 284	1 080 392	33,7	602 659	1 433 032	42,0	447 891	1 157 724	38,6	27,5	
055	Allemagne (RFA) <sup>1</sup>	409 561	1 381 182	29,6	623 128	1 666 150	37,3	359 875	1 306 968	27,5	7,3	
559	Japon	295 740	4 070 947	7,2	363 861	4 351 339	8,3	328 231	4 479 664	7,3	26,6	
054	France	201 943	635 452	31,7	337 481	1 017 071	33,1	266 639	1 001 310	26,6	30,9	
874	Mexique	73 560	238 771	30,8	106 888	482 603	22,1	224 119	724 218	21,4	21,4	
067	Italie	205 345	733 161	28,0	256 006	991 730	25,8	196 145	916 189	21,7	62,4	
044	Belgique et Luxembourg	131 363	587 897	22,3	167 061	878 857	19,0	170 473	784 230	21,7	21,7	
086	Suisse	112 048	202 688	55,2	226 763	387 334	58,5	166 127	266 086	62,4	37,2	
443	Algérie	45 241	215 008	21,0	58 626	393 556	14,8	145 280	389 748	20,6	12,9	
752	Bresil	101 896	423 828	24,0	172 329	893 564	19,2	139 224	673 134	20,6	23,2	
614	Australie	82 524	560 178	14,7	89 451	659 272	13,5	106 192	819 257	12,9	18,6	
076	Norvege	66 047	280 269	23,5	82 016	335 877	24,4	99 406	427 965	23,2	24,9	
369	Arabie Saoudite	69 235	253 591	27,3	75 656	313 306	24,1	85 855	460 653	18,6	9,6	
519	Inde	47 838	225 599	21,2	71 741	351 917	20,3	84 632	339 437	24,9	31,4	
785	Venezuela	73 966	674 346	10,9	87 581	681 185	12,8	80 290	828 673	9,6	35,1	
085	Suede	43 598	177 457	24,5	78 090	272 979	28,6	72 152	229 289	31,4	63,9	
082	Espagne	103 779	219 727	47,2	85 348	227 170	37,5	71 325	203 051	35,1	12,4	
418	Nigeria	29 436	50 569	58,2	67 281	105 126	64,0	65 007	101 668	63,9	12,4	
553	Republique populaire de Chine	11 926	604 263	1,9	23 864	871 079	2,7	59 601	1 005 724	5,9	38,3	
848	Cuba	54 786	257 857	21,2	55 236	421 786	13,0	56 477	452 786	12,4	38,3	
017	Irlande	17 228	53 272	32,3	40 304	113 659	35,4	53 018	138 378	38,3	17,2	
447	Cameroun	5 601	9 903	56,5	285	13 247	2,1	51 134	80 682	63,9	19,3	
352	Hak	13 992	104 983	13,3	9 807	153 418	6,3	46 981	272 126	17,2	19,3	
Total des 25 principaux pays		11 074 497	60 172 289	18,4	13 428 524	68 252 005	19,6	14 608 718	75 452 545	19,3	19,0	
Total de tous les pays		12 205 901	65 641 258	18,5	14 886 353	75 963 882	19,5	15 946 080	83 698 437	19,0	19,0	

TABLEAU NO: X1

Rang et valeur des exportations chargées au Québec,  
selon les 25 principaux pays de destination, 1981-1983

Code	Pays	1981	1982	1983
		000 \$		
990	Etats-Unis	9 812 176	9 274 027	10 423 668
	Rang	1 <sup>er</sup>	1 <sup>er</sup>	1 <sup>er</sup>
001	Royaume-Uni	773 603	770 829	653 664
	Rang	2 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>
559	Japon	297 189	319 762	352 583
	Rang	5 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>
073	Pays-Bas <sup>1</sup>	404 893	377 367	326 866
	Rang	3 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>
055	Allemagne (RFA) <sup>1</sup>	319 552	283 641	250 273
	Rang	4 <sup>e</sup>	5 <sup>e</sup>	5 <sup>e</sup>
054	France	255 229	259 676	211 861
	Rang	6 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>
443	Algérie	135 501	204 014	170 223
	Rang	12 <sup>e</sup>	8 <sup>e</sup>	7 <sup>e</sup>
553	Republique populaire de Chine	55 579	38 413	151 290
	Rang	22 <sup>e</sup>	...	8 <sup>e</sup>
086	Suisse	166 122	118 936	132 756
	Rang	8 <sup>e</sup>	12 <sup>e</sup>	9 <sup>e</sup>
874	Mexique	224 080	142 521	118 823
	Rang	7 <sup>e</sup>	10 <sup>e</sup>	10 <sup>e</sup>
044	Belgique et Luxembourg	161 816	169 520	116 625
	Rang	10 <sup>e</sup>	9 <sup>e</sup>	11 <sup>e</sup>
067	Italie	165 486	137 139	111 645
	Rang	9 <sup>e</sup>	11 <sup>e</sup>	12 <sup>e</sup>
369	Arabie Saoudite	85 855	115 543	97 829
	Rang	14 <sup>e</sup>	13 <sup>e</sup>	13 <sup>e</sup>
752	Bésil	139 238	90 100	68 502
	Rang	11 <sup>e</sup>	14 <sup>e</sup>	14 <sup>e</sup>
758	Colombie	45 292	42 431	64 989
	Rang	...	...	15 <sup>e</sup>
564	Corée du Sud	30 558	40 428	62 538
	Rang	...	...	16 <sup>e</sup>
583	Thaïlande	21 928	70 056	61 290
	Rang	...	16 <sup>e</sup>	17 <sup>e</sup>
519	Inde	84 494	61 715	55 339
	Rang	15 <sup>e</sup>	19 <sup>e</sup>	18 <sup>e</sup>
785	Venezuela	80 258	55 797	49 056
	Rang	16 <sup>e</sup>	20 <sup>e</sup>	19 <sup>e</sup>
614	Australie	106 171	67 800	47 698
	Rang	13 <sup>e</sup>	17 <sup>e</sup>	20 <sup>e</sup>
347	Iran	4 439	20 614	44 764
	Rang	...	...	21 <sup>e</sup>
774	Pérou	26 972	38 985	39 523
	Rang	...	...	22 <sup>e</sup>
848	Cuba	57 264	23 914	38 744
	Rang	21 <sup>e</sup>	...	23 <sup>e</sup>
287	URSS	42 391	21 194	37 718
	Rang	...	...	24 <sup>e</sup>
828	Trinidad-Tobago	31 893	34 563	36 376
	Rang	...	...	25 <sup>e</sup>
Total des 25 principaux pays		13 527 991	12 778 993	13 724 655
Total de tous les pays		15 065 016	14 382 976	14 996 037

Gouvernement du Québec, Le commerce international du Québec, Québec,  
Bureau de la statistique du Québec, 1984, p. 25

TABLEAU NO: X11

Valeur des exportations chargées au Québec par rapport à celles du Canada, selon les 25 principaux pays de destination, 1981-1983

Code Pays	1981				1982				1983			
	Québec		Canada		Québec		Canada		Québec		Canada	
	000 \$	%	000 \$	%	000 \$	%	000 \$	%	000 \$	%		
990 États-Unis	9 812 176	54	706 000	17,9	9 274 027	57	349 124	16,1	10 423 668	66	020 159	15,7
001 Royaume-Uni	773 603	3 263	754	23,7	770 829	2 663	373	28,9	653 664	2 502	533	26,1
559 Japon	297 189	4 492	071	6,6	319 762	4 330	003	7,3	352 583	4 488	104	7,8
073 Pays-Bas <sup>1</sup>	404 893	1 197	199	33,8	377 367	1 021	424	36,9	326 866	929	923	35,1
055 Allemagne (RFA) <sup>1</sup>	319 552	1 308	510	24,4	283 641	1 254	244	22,6	250 270	1 134	826	22,0
054 France	255 229	1 008	832	25,2	259 676	755	295	34,3	211 861	654	096	32,3
443 Algérie	135 501	379	970	35,6	204 014	500	267	40,7	170 223	449	302	37,8
553 République populaire de Chine	55 579	1 018	458	5,4	38 413	1 041	372	3,6	151 290	1 466	953	10,3
086 Suisse	166 122	266	127	62,4	118 936	231	190	51,4	132 756	230	343	57,6
874 Mexique	224 080	724	220	30,9	142 521	452	017	31,5	118 823	380	651	31,2
044 Belgique et Luxembourg	161 816	787	102	20,5	169 520	724	859	23,3	116 625	648	046	17,9
067 Italie	165 486	919	319	18,0	137 139	704	162	19,4	111 645	569	151	19,6
369 Arabie Saoudite	85 855	460	750	18,6	115 543	443	988	26,0	97 829	367	323	26,6
752 Brésil	139 238	673	169	20,6	90 100	542	622	16,6	68 502	624	941	10,9
758 Colombie	45 292	200	912	22,5	42 431	219	273	19,3	64 989	223	433	29,0
564 Corée du Sud	30 558	444	408	6,8	40 428	477	229	8,4	62 538	549	438	11,3
583 Thaïlande	21 928	117	601	18,6	70 056	136	535	51,3	61 290	119	606	51,2
519 Inde	84 494	339	437	24,8	61 715	287	680	21,4	55 339	262	733	21,0
785 Venezuela	80 258	828	673	9,6	55 797	671	222	8,3	49 056	308	763	15,8
614 Australie	106 171	819	298	12,9	67 800	678	796	9,9	47 698	467	110	10,2
347 Iran	4 439	22	619	19,6	20 614	183	276	11,2	44 764	209	512	21,3
774 Pérou	26 972	93	612	28,8	38 985	108	634	35,8	39 523	84	089	47,0
848 Cuba	57 264	453	721	12,6	23 914	324	909	7,3	38 744	362	919	10,6
287 URSS	42 391	1 867	445	2,2	21 194	2 073	725	1,0	37 718	1 764	581	2,1
828 Trinidad-Tobago	31 893	109	559	29,1	34 563	145	961	23,6	36 376	155	624	23,3
Total des 25 principaux pays	13 527 991	76 502	779	17,6	12 778 993	77 321	194	16,5	13 724 655	84 974	172	16,1
Total de tous les pays	15 065 016	83 811	479	17,9	14 382 976	84 530	252	17,0	14 996 037	90 963	909	16,4

TABLEAU NO: X111

Valeur des exportations chargées au Québec par rapport à celles du Canada,  
par pays de destination, 1981-1983

Code Pays	Québec			Canada			Rapport			Variations		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983	Québec/Canada			Québec		
							1981	1982	1983	1981	1982	1983
000 \$							%					
<b>Europe occidentale</b>												
001	Royaume-Uni	773 603	770 829	653 664	3 263 754	2 663 373	2 502 533	23,7	28,9	26,1	-0,4	-15,2
015	Gibraltar	8	108	28	165	383	127	5,3	28,3	22,4	---	-73,7
017	Irlande	52 916	20 024	31 207	140 060	98 622	99 062	37,7	20,3	31,5	-62,2	55,8
019	Malte	564	792	439	3 104	2 393	2 112	18,1	33,1	20,8	40,3	-44,6
043	Autriche	17 345	14 423	19 858	59 630	41 551	51 101	29,0	34,7	38,8	-16,9	37,6
044	Belgique et Luxembourg	161 816	169 220	116 625	787 102	724 859	648 046	20,5	23,3	17,3	4,7	-31,3
049	Danemark	15 517	14 775	14 252	95 068	86 571	68 546	16,3	17,0	20,7	-4,8	-3,6
053	Finlande	15 765	13 359	13 463	63 677	91 820	63 377	24,7	14,5	21,2	-15,3	0,7
054	France	255 229	259 676	211 861	1 008 832	755 295	654 096	25,2	34,3	32,3	1,7	-18,5
055	Allemagne (RFA)¹	319 552	283 641	250 273	1 308 510	1 254 244	1 134 826	24,4	22,6	22,0	-11,3	-11,8
059	Grèce	30 164	20 894	19 177	75 859	76 969	49 443	39,7	27,1	38,7	-30,8	-8,3
063	Islande	1 985	730	459	9 839	6 389	5 610	20,1	11,4	8,1	-63,2	-37,1
067	Italie	165 486	137 139	111 645	919 319	704 162	569 151	18,0	19,4	19,6	-17,2	-18,6
073	Pays-Bas¹	404 893	377 367	326 866	1 197 199	1 021 424	929 923	33,8	36,9	35,1	-6,8	-13,4
076	Norvège	49 853	18 244	16 636	427 965	256 291	246 144	11,6	7,1	6,7	-63,5	-8,9
078	Portugal	25 129	18 869	16 276	92 799	109 837	58 630	27,0	17,1	27,7	-25,0	-13,8
082	Espagne	70 680	53 042	35 524	203 052	194 029	143 305	34,8	27,3	24,7	-25,0	-33,1
085	Suède	71 143	51 616	29 450	229 295	194 845	148 822	31,0	26,4	19,7	-27,5	-43,0
086	Suisse	166 122	118 936	132 756	266 127	231 190	230 343	62,4	51,4	57,6	-28,5	11,6
Destination inconnue		-	30 377	32 324	-	30 412	32 369	-	99,8	99,8	---	6,4
<b>Total</b>		<b>2 597 778</b>	<b>2 374 369</b>	<b>2 032 793</b>	<b>10 151 365</b>	<b>8 544 658</b>	<b>7 637 576</b>	<b>25,5</b>	<b>27,7</b>	<b>26,6</b>	<b>-8,7</b>	<b>-14,4</b>
<b>Europe orientale</b>												
242	Albanie	-	83	50	---	130	50	-	63,5	100,0	---	-39,4
245	Bulgarie	1 152	607	4 225	12 177	8 415	7 695	9,4	7,2	54,9	-47,3	595,5
246	Tchécoslovaquie	13 601	17 046	7 880	28 238	31 506	15 266	48,1	54,1	51,6	25,3	-53,8
258	Allemagne (RDA)	1 829	1 423	212	4 454	21 551	202 442	41,0	6,6	0,1	-22,2	-85,1
262	Hongrie	3 108	1 473	2 984	11 935	13 771	15 202	26,0	10,6	19,6	-52,6	102,5
277	Pologne	10 949	6 784	8 358	332 952	359 608	45 859	3,2	1,8	18,2	-38,1	23,2
279	Roumanie	4 304	3 716	5 396	9 372	4 576	18 998	45,9	81,2	28,4	-13,7	45,1
287	URSS	42 391	21 194	37 718	1 867 445	2 073 725	1 764 581	2,2	1,0	2,1	-50,1	77,9
288	Yougoslavie	35 762	49 161	23 352	84 631	76 675	52 372	42,2	64,1	44,5	37,4	-52,5
<b>Total</b>		<b>113 099</b>	<b>101 491</b>	<b>90 177</b>	<b>2 351 210</b>	<b>2 589 962</b>	<b>2 122 469</b>	<b>4,8</b>	<b>3,9</b>	<b>4,2</b>	<b>-10,3</b>	<b>-11,2</b>
<b>Moyen-Orient</b>												
313	Bahrein	1 076	1 155	2 317	5 343	5 586	4 745	20,1	20,6	48,8	7,3	100,6
316	Chypre	1 974	1 409	1 107	3 544	16 273	11 850	55,6	8,6	9,3	-28,6	-21,5
323	Qatar	1 727	4 310	4 266	13 554	18 609	10 054	12,7	23,1	42,4	149,5	-1,1
328	Emirats arabes unis	10 407	11 533	11 103	52 968	54 220	35 232	19,6	21,2	31,5	10,8	-3,8
344	Ethiopie	464	893	1 423	37 390	14 130	28 869	1,2	6,3	4,9	92,5	59,3
347	Iran	4 439	20 614	44 764	22 619	183 276	209 512	19,6	11,2	21,3	364,3	117,1
352	Irak	46 981	62 383	3 940	284 099	193 403	117 155	16,5	32,2	3,3	32,7	-93,7
355	Israël	29 322	23 929	24 043	129 735	124 460	121 057	22,6	19,2	19,8	-18,4	0,4
358	Jordanie	1 149	10 628	1 588	13 168	23 474	12 189	8,7	45,2	13,0	824,5	-85,1
359	Koweït	14 831	18 380	16 606	83 338	96 373	65 921	17,7	19,0	25,1	23,9	-9,7
363	Liban	5 210	2 692	3 502	53 324	37 167	14 647	9,7	7,2	23,9	-48,4	30,0
366	Libye	41 117	37 612	25 691	112 221	119 889	78 693	36,6	31,3	32,6	-8,6	-31,7
368	Oman (Mascate)	3 185	2 402	1 561	13 868	22 276	9 109	22,9	10,7	17,1	-24,6	-35,1
369	Arabie Saoudite	85 855	115 543	97 829	460 750	443 988	367 323	18,6	26,0	26,6	34,5	-15,4
374	Somalie	1 182	150	321	3 589	3 799	822	32,9	3,9	39,1	-87,3	113,9
375	Yemen du Sud	180	591	747	1 309	2 197	2 032	13,7	26,9	36,8	227,9	26,4
377	Soucan	1 257	4 838	4 984	10 763	14 331	16 299	11,6	33,7	30,5	284,7	3,0
379	Syne	1 356	1 113	6 728	5 832	4 005	80 386	23,2	27,7	8,3	-17,9	504,2
382	Turquie	21 201	7 196	12 424	74 834	84 440	99 773	28,3	8,5	12,4	-66,1	72,6

Gouvernement du Québec, Le commerce international du Québec, Québec,  
Bureau de la statistique du Québec, 1984, p.27

TABLEAU NO:XLIV

Rang et valeur des exportations internationales du Québec par rapport à celles du Canada, selon les 10 et 25 principaux pays de destination, 1984 et 1985

Code	Pays	Québec		Canada		Rapport		Variation	
		1984	1985	1984	1985	Québec/Canada		1985/1984	
		'000 \$				%		Québec	Canada
990	Etats-Unis	13 023 972	14 116 268	84 581 377	92 986 736	15,4	15,2	8,4	9,9
	Rang	1	1	1	1				
001	Royaume-Uni	582 707	505 794	2 533 989	2 386 319	23,0	21,2	-13,2	-5,8
	Rang	2	2	3	3				
073	Pays-Bas	331 193	372 941	1 064 177	953 190	31,1	39,0	12,6	-10,2
	Rang	3	3	7	7				
055	Alllemagne (RFA)	216 132	367 183	1 184 114	1 227 012	18,3	29,7	69,9	3,6
	Rang	6	4	6	6				
359	Japan	265 958	327 344	3 362 439	3 773 237	3,0	5,7	23,1	7,7
	Rang	4	5	2	2				
054	France	251 044	222 840	731 580	743 096	34,4	29,9	-11,4	1,8
	Rang	5	6	9	9				
533	République populaire de Chine	119 195	191 327	1 205 501	1 277 766	9,9	15,0	60,5	6,0
	Rang	10	7	5	5				
752	Brsil	151 437	185 599	796 531	683 308	19,0	27,2	22,6	-14,2
	Rang	8	8	8	11				
067	Italie	140 634	156 004	596 810	558 716	23,6	29,0	10,9	-9,7
	Rang	9	9	13	13				
044	Belgique et Luxembourg	96 590	134 545	622 671	722 472	15,5	18,6	39,3	16,0
	Rang	12	10	12	10				
443	Algérie	186 647	125 101	453 100	332 346	41,2	37,6	-33,0	-26,7
	Rang	7	11	15	20				
382	Turquie	31 794	89 644	176 809	220 679	18,0	40,5	181,9	24,4
	Rang	32	12	31	25				
874	Mexique	73 350	88 748	335 277	398 726	20,6	22,3	21,0	12,2
	Rang	14	13	18	16				
324	Malaisie	39 757	86 422	181 174	209 333	22,0	41,3	117,2	15,5
	Rang	24	14	30	27				
369	Arabie Saoudite	105 385	73 568	371 260	235 054	28,4	31,3	-30,2	-36,7
	Rang	11	15	14	24				
084	Suisse	91 199	72 953	213 488	323 892	42,7	22,5	-20,0	31,7
	Rang	13	16	24	22				
319	Inde	69 466	72 007	471 021	492 393	14,7	14,6	3,7	4,5
	Rang	16	17	14	14				
316	Hong Kong	28 488	70 767	204 439	334 343	13,9	21,2	148,4	63,4
	Rang	35	18	26	18				
364	Corée du Sud	73 222	59 980	719 266	781 873	10,2	7,7	-16,1	8,7
	Rang	15	19	10	8				
082	Espagne	21 793	58 870	96 995	134 335	22,5	43,9	170,1	38,4
	Rang	43	20	44	36				
074	Norvège	31 054	51 544	329 040	356 689	9,4	14,5	66,0	8,4
	Rang	33	21	20	17				
614	Australie	55 923	49 848	651 058	673 774	8,6	7,4	-10,9	3,5
	Rang	17	22	11	12				
98A	Porto Rico	40 721	47 811	166 199	213 268	24,5	22,4	17,4	28,3
	Rang	22	23	34	26				
783	Venezuela	47 933	47 379	291 000	332 677	16,5	14,2	-1,2	14,3
	Rang	20	24	21	19				
418	Nigérie	54 151	46 173	75 525	70 345	71,7	65,6	-14,7	-6,9
	Rang	18	25	32	49				
Total des 10 principaux pays		13 179 370	16 579 850	98 679 414	107 298 077	15,4	15,5	9,2	8,7
Total des 25 principaux pays		16 130 320	17 620 674	103 435 272	112 407 509	15,4	15,7	9,2	8,7
Total de tous les pays		17 373 307	18 627 686	112 495 448	119 241 330	15,4	15,6	7,2	6,0
Importance relative:									
Des 10 principaux pays (% du total)		87,3	89,0	87,7	89,9				
Des 25 principaux pays (% du total)		92,8	94,5	91,9	94,2				

TABLEAU NO: XV

Valeur des exportations internationales du Québec par rapport à celles du Canada, par pays de destination, 1984 et 1985

Code	Pays	Québec		Canada		Rapport		Variation	
						Québec/Canada		1985/1984	
		1984	1985	1984	1985	1984	1985	Québec	Canada
		'000 \$				%			
Europe occidentale									
001	Royaume-Uni	382 707	305 794	2 533 989	2 386 519	23,0	21,2	-13,2	-5,8
015	Gibraltar	-	4	453	384	-	1,2	---	-10,2
017	Irlande	22 891	18 472	99 397	84 631	23,0	21,8	-19,3	-14,9
019	Malte	701	248	1 631	731	43,0	36,7	-61,7	-55,2
043	Autriche	17 194	21 105	46 417	59 000	36,9	35,8	22,7	26,6
044	Belgique et Luxembourg	96 590	134 545	622 671	722 472	15,3	18,4	39,3	14,0
049	Danemark	15 108	13 886	98 404	84 682	15,3	16,4	-8,1	-14,1
053	Finlande	10 104	7 933	76 307	133 759	13,2	5,9	-21,3	73,3
054	France	251 544	222 840	731 580	745 096	34,4	29,9	-11,4	1,8
055	Allemagne (RFA)	216 132	367 183	1 184 114	1 227 012	18,3	29,9	69,9	3,6
059	Grèce	11 945	13 684	49 940	41 700	23,9	32,8	14,4	-16,3
063	Islande	1 084	439	3 699	3 446	29,4	12,7	-59,4	-6,8
067	Italie	140 634	156 004	594 810	538 714	23,6	29,0	10,9	-9,7
073	Pays-Bas	331 195	372 941	1 064 177	955 190	31,1	39,0	12,6	-10,2
076	Norvège	31 056	51 544	329 040	356 489	9,4	14,3	66,0	8,4
078	Portugal	20 307	24 286	63 156	62 390	32,3	38,9	18,4	-1,2
082	Espagne	21 793	58 870	96 995	134 233	22,3	43,9	170,1	38,4
085	Suède	27 628	35 339	174 934	199 194	13,8	17,8	28,0	13,9
086	Suisse	91 199	72 953	213 488	323 892	42,7	22,3	-20,0	31,7
Total des exportations en Europe occidentale		1 890 026	2 078 119	7 947 430	8 059 748	23,7	23,8	10,0	0,9
Europe orientale									
242	Albanie	107	132	266	196	40,3	67,4	22,6	-26,3
245	Bulgarie	3 516	1 770	6 994	29 294	50,3	6,0	-49,4	318,8
246	Tchécoslovaquie	11 123	12 518	18 933	22 849	58,7	34,8	12,3	20,3
258	Allemagne (RDA)	104	2 702	183 838	105 874	0,1	2,6	---	-42,4
262	Hongrie	3 803	2 680	14 371	16 047	26,3	16,7	-29,3	11,7
277	Pologne	13 868	11 875	37 665	36 246	36,8	32,8	-14,4	-3,8
279	Roumanie	3 774	14 583	23 098	39 194	16,4	37,2	284,1	49,7
287	Urss	25 914	35 654	2 125 892	1 611 747	1,2	2,2	37,6	-24,2
288	Yougoslavie	20 864	27 484	79 523	42 738	26,2	64,3	31,7	-46,3
Total des exportations en Europe orientale		83 084	109 403	2 490 408	1 904 192	3,3	5,7	31,7	-23,3
Moyen-Orient									
313	Bahreïn	1 421	2 731	5 333	6 014	26,6	45,7	93,3	12,4
316	Chypre	923	629	11 090	1 329	8,2	47,3	-32,0	-88,0
323	Qatar	1 337	1 605	11 023	3 679	12,3	28,3	18,2	-48,3
328	Émirats arabes unis	7 179	3 941	25 823	20 029	27,8	29,7	-17,2	-22,4
344	Éthiopie	3 416	9 443	35 978	61 048	9,3	15,3	176,4	69,7
347	Iran	38 128	16 014	146 279	63 069	26,1	24,6	-58,0	-53,3
352	Irak	5 908	9 134	166 494	71 616	3,3	12,8	54,6	-57,0
355	Israël	32 289	34 386	149 330	143 568	21,6	24,0	6,3	-4,0
358	Jordanie	1 976	1 395	10 440	3 327	18,4	28,9	-19,3	-48,0
359	Koweït	18 734	10 327	68 348	32 037	27,4	32,9	-43,8	-33,1
363	Liban	1 480	4 433	11 434	10 967	12,7	40,4	200,9	-4,3
366	Libye	13 062	24 841	72 697	93 243	18,0	24,1	90,2	31,0
368	Oman (Mascat)	1 436	4 487	7 138	10 622	22,9	42,2	174,2	48,8
369	Arabie Saoudite	103 385	73 568	371 260	233 056	28,4	31,3	-30,2	-36,7
374	Somalie	3 313	34	3 044	147	63,7	23,3	-99,0	-97,1
375	Yémen du Sud	2 133	1 393	4 209	3 079	50,7	43,2	-34,7	-24,4
377	Soudan	5 324	6 987	14 842	18 747	37,2	37,3	26,3	26,1
379	Syrie	11 061	3 137	102 026	41 650	10,8	7,3	-71,4	-59,2
382	Turquie	31 798	89 644	176 809	220 470	18,0	40,4	181,9	74,8
383	République arabe d'Égypte	41 743	17 989	290 423	192 821	14,4	9,3	-57,1	-33,6
386	Yémen du Nord	317	1 018	5 833	17 020	8,7	4,0	94,8	191,7
Total des exportations au Moyen-Orient		329 197	319 384	1 692 333	1 237 971	19,3	23,4	-2,9	-23,7

TABLEAU NO: XV111

Rang et valeur des exportations internationales selon les principaux pays de destination,  
 Québec et Canada, 1985 et 1986

Code	Pays	Québec		Canada		Rapport Québec/Canada		Variation 1986/1985	
		1985	1986	1985	1986	1985	1986	Québec	Canada
		*000 \$				%			
009	États-Unis	14 116 527	15 490 519	92 966 736	93 182 254	15,2	16,6	9,7	0,2
	Rang	1	1	1	1				
101	Royaume-Uni	505 819	552 331	2 386 519	2 718 252	21,2	20,3	9,2	13,9
	Rang	2	2	3	3				
173	Pays-Bas	376 610	357 046	955 190	1 001 679	39,4	35,6	-5,2	4,9
	Rang	3	3	6	7				
155	Alllemagne (RFA)	367 222	350 201	1 227 012	1 317 343	29,9	26,6	-4,6	7,4
	Rang	4	4	5	4				
154	France	222 840	315 536	745 096	1 009 394	29,9	31,3	41,6	35,5
	Rang	6	5	8	6				
559	Japon	327 344	298 146	5 775 257	5 933 944	5,7	5,0	-8,9	2,7
	Rang	5	6	2	2				
167	Italie	156 004	165 938	538 716	709 469	29,0	23,4	6,4	31,7
	Rang	9	7	12	11				
144	Belgique et Luxembourg	134 545	160 436	722 472	843 503	18,6	19,0	19,2	16,8
	Rang	10	8	9	9				
553	République populaire de Chine	191 327	155 995	1 277 766	1 108 306	15,0	14,1	-18,5	-13,3
	Rang	7	9	4	5				
752	Brésil	185 599	115 392	683 308	787 214	27,2	14,7	-37,8	15,2
	Rang	8	10	10	10				
564	Corée du Sud	59 980	94 349	781 875	967 450	7,7	9,8	57,3	23,7
	Rang	17	11	7	8				
443	Algérie	125 101	88 841	332 346	190 763	37,6	46,6	-29,0	-42,6
	Rang	11	12	18	22				
614	Australie	49 848	81 731	673 776	652 507	7,4	12,5	64,0	-3,2
	Rang	19	13	11	12				
519	Inde	72 007	76 914	492 293	352 795	14,6	21,8	6,8	-28,3
	Rang	15	14	13	16				
185	Suède	35 359	73 285	199 196	247 478	17,8	29,6	107,3	24,2
	Rang	23	15	22	18				
785	Venezuela	47 379	72 664	332 677	416 645	14,2	17,4	53,4	25,2
	Rang	21	16	17	14				
578	Taiwan	41 153	60 132	433 334	603 584	9,5	10,0	46,1	39,3
	Rang	22	17	14	13				
528	Singapour	22 031	60 032	111 841	154 774	19,7	38,8	172,5	38,4
	Rang	25	18	25	23				
382	Turquie	89 646	59 760	220 670	202 979	40,6	29,4	-33,3	-8,0
	Rang	12	19	20	21				
369	Arabie Saoudite	75 568	53 861	235 095	215 884	31,3	24,9	-26,8	-8,2
	Rang	14	20	19	19				
516	Hong Kong	70 767	50 188	334 343	329 457	21,2	15,2	-29,1	-1,5
	Rang	16	21	16	17				
182	Espagne	58 870	50 150	134 235	137 347	43,9	36,5	-14,8	2,3
	Rang	18	22	24	25				
874	Mexique	68 748	49 430	398 726	403 582	22,3	12,2	-44,3	1,2
	Rang	13	23	15	15				
886	Porto Rico	47 811	48 531	213 268	208 097	22,4	23,3	1,5	-2,4
	Rang	20	24	21	20				
355	Israël	34 386	47 859	143 568	139 014	24,0	34,4	39,2	-3,2
	Rang	24	25	23	24				
<b>Total de tous les pays</b>		<b>18 631 687</b>	<b>19 981 729</b>	<b>119 241 330</b>	<b>120 494 865</b>	<b>15,6</b>	<b>16,6</b>	<b>7,2</b>	<b>1,1</b>
25 principaux pays		17 500 502	18 929 278	112 335 288	113 833 726	15,6	16,6	8,2	1,3
10 principaux pays		16 583 841	17 961 544	107 298 077	108 611 362	15,5	16,5	8,3	1,2
<b>Importance relative</b>									
25 principaux pays		93,9	94,7	94,2	94,4				
10 principaux pays		89,0	89,8	89,9	90,1				

Gouvernement du Québec, Commerce international du Québec, Québec, Statistiques économiques, Les publications du Québec, 1987, p.25

TABLEAU NO: XLX

Valeur des exportations internationales selon les régions géographiques,  
par pays de destination, Québec et Canada, 1985 et 1986

Code Pays	Québec		Canada		Rapport Québec/Canada		Variation 1986/1985	
	1985	1986	1985	1986	1985	1986	Québec	Canada
	'000 \$				%			
<b>Europe occidentale</b>								
101 Royaume-Uni	2 081 861	2 268 779	8 059 748	9 233 070	25,8	24,6	9,0	14,6
115 Gibraltar	505 819	552 331	2 386 519	2 718 252	21,2	20,3	9,2	13,9
117 Irlande	4	9	384	117	1,2	8,1	103,2	-89,5
119 Malte	18 472	15 644	84 631	91 469	21,8	17,1	-15,3	8,1
143 Autriche	268	402	731	1 130	36,7	35,6	49,9	54,7
144 Belgique et Luxembourg	21 105	22 034	59 000	52 392	35,8	42,1	4,4	-11,2
149 Danemark	134 545	160 436	722 472	843 503	18,6	19,0	19,2	16,8
153 Finlande	13 895	28 043	84 682	111 809	16,4	25,1	101,8	32,0
154 France	7 933	26 627	133 759	85 740	5,9	31,1	235,6	-25,9
155 Allemagne (RFA)	222 840	315 536	745 096	1 009 394	29,9	31,3	41,6	25,5
159 Grèce	367 222	350 201	1 227 012	1 317 343	29,9	26,6	-4,6	7,4
163 Islande	13 684	36 726	41 700	66 154	32,8	55,5	168,4	58,6
167 Italie	439	538	3 446	7 627	12,7	7,1	22,6	121,3
173 Pays-Bas	158 004	165 938	538 716	709 469	29,0	23,4	6,4	31,7
176 Norvège	376 610	357 046	955 190	1 001 679	39,4	35,6	-5,2	4,9
178 Portugal	51 544	34 848	356 689	320 950	14,5	10,9	-32,4	-10,0
182 Espagne	24 286	34 105	62 390	154 584	38,9	22,1	40,4	147,8
185 Suède	58 870	50 150	134 235	137 347	43,9	36,5	-14,8	2,3
186 Suisse	35 359	73 285	199 196	247 478	17,8	29,6	107,3	24,2
	72 953	44 871	323 892	356 625	22,5	12,6	-38,5	10,1
<b>Europe orientale</b>								
242 Albanie	109 403	92 658	1 904 192	1 601 632	5,7	5,8	-15,3	-15,9
245 Bulgarie	132	31	196	99	67,4	31,3	-76,5	-49,4
246 Tchécoslovaquie	1 770	2 108	29 296	54 289	6,0	3,9	19,1	85,3
258 Allemagne (RDA)	12 518	5 019	22 849	14 406	34,8	34,8	-99,9	-56,9
262 Hongrie	2 702	5 028	105 876	117 666	2,6	4,3	86,1	11,1
277 Pologne	2 600	3 816	16 047	11 233	16,7	34,0	42,4	-30,0
279 Roumanie	11 875	8 724	36 246	20 155	32,8	43,3	-26,5	-44,4
287 URSS	14 583	3 942	39 194	119 616	37,2	3,3	-75,0	205,2
288 Yougoslavie	35 654	43 106	1 611 747	1 221 595	2,2	3,5	20,9	-24,2
	27 486	20 879	42 738	42 569	64,3	49,0	-24,0	-0,4
<b>Moyen-Orient</b>								
313 Bahreïn	319 584	257 123	1 257 971	1 112 480	25,4	23,1	-19,5	-11,6
316 Chypre	2 751	4 454	6 016	7 816	45,7	57,0	61,9	29,9
323 Qatar	629	3 129	1 329	10 059	47,3	31,1	397,3	656,8
328 Émirats arabes unis	1 605	1 872	5 679	7 923	28,3	23,6	16,6	39,5
344 Éthiopie	5 941	6 281	20 029	25 444	29,7	24,7	5,7	27,0
347 Iran	9 443	3 799	61 068	31 750	15,5	12,0	-59,8	-48,0
352 Irak	16 014	3 599	65 069	37 133	24,6	9,7	-77,5	-42,9
355 Israël	9 134	3 520	71 616	106 114	12,8	3,3	-61,5	48,2
358 Jordanie	34 386	47 859	143 568	139 014	24,0	34,4	39,2	-3,2
359 Koweït	1 595	1 208	5 527	6 138	28,9	19,7	-24,2	11,1
363 Liban	10 527	10 449	32 037	36 324	32,9	28,8	-0,7	13,4
366 Libye	4 453	12 101	10 967	17 590	40,6	68,8	171,8	60,4
368 Oman (Masqate)	24 841	15 256	95 243	74 398	26,1	20,5	-38,6	-21,9
369 Arabie Saoudite	4 487	2 656	10 622	6 161	42,2	43,1	-40,8	-42,0
374 Somalie	75 568	53 861	235 056	215 884	31,3	24,9	-26,8	-8,2
375 Yémen du Sud	34	112	147	1 854	23,3	6,1	227,8	...
377 Soudan	1 393	2 682	3 079	10 641	45,2	25,2	92,5	245,5
379 Syrie	6 987	6 365	18 747	23 126	37,3	27,5	-8,9	23,4
382 Turquie	3 127	2 449	41 650	12 341	7,5	19,8	-21,9	-70,4
385 République arabe d'Égypte	89 646	59 760	220 670	202 979	40,6	29,4	-33,3	-8,0
386 Yémen du Nord	17 989	13 931	192 821	135 049	9,3	10,3	-22,6	-30,0
	1 018	1 772	17 020	4 732	6,0	37,4	74,1	-72,2

Gouvernement du Québec, Commerce international du Québec, Québec, Statistiques économiques, Les publications du Québec, 1987, p. 43

TABLEAU NO:XX11

Rang et valeur des importations dédouanées au Québec,  
selon les 25 principaux pays d'origine, 1979-1981

Code	Pays	1979	1980	1981
		'000 \$		
990	États-Unis	6 247 149	7 058 646	7 520 276
	Rang	1 <sup>er</sup>	1 <sup>er</sup>	1 <sup>er</sup>
785	Venezuela	766 009	1 181 004	1 361 528
	Rang	2 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>
001	Royaume-Uni	582 806	585 393	828 359
	Rang	3 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>
369	Arabie Saoudite	165 919	387 550	590 659
	Rang	11 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>
055	Allemagne (RFA)	514 558	488 564	558 478
	Rang	4 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	5 <sup>e</sup>
874	Mexique	40 955	98 577	500 181
	Rang	...	17 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>
559	Japon	314 227	313 809	404 918
	Rang	6 <sup>e</sup>	7 <sup>e</sup>	7 <sup>e</sup>
443	Algérie	87 261	12 049	400 727
	Rang	18 <sup>e</sup>	...	8 <sup>e</sup>
054	France	412 330	408 700	399 899
	Rang	5 <sup>e</sup>	5 <sup>e</sup>	9 <sup>e</sup>
067	Italie	305 015	260 859	294 099
	Rang	7 <sup>e</sup>	8 <sup>e</sup>	10 <sup>e</sup>
578	Taiwan	176 944	170 485	238 866
	Rang	10 <sup>e</sup>	11 <sup>e</sup>	11 <sup>e</sup>
564	Corée du Sud	178 246	163 506	224 283
	Rang	9 <sup>e</sup>	13 <sup>e</sup>	12 <sup>e</sup>
752	Bésil	134 584	169 034	214 251
	Rang	13 <sup>e</sup>	12 <sup>e</sup>	13 <sup>e</sup>
516	Hong Kong	142 909	200 714	209 192
	Rang	12 <sup>e</sup>	10 <sup>e</sup>	14 <sup>e</sup>
086	Suisse	183 428	202 482	196 252
	Rang	8 <sup>e</sup>	9 <sup>e</sup>	15 <sup>e</sup>
085	Suède	120 489	131 838	139 241
	Rang	14 <sup>e</sup>	14 <sup>e</sup>	16 <sup>e</sup>
848	Cuba	52 955	74 210	129 622
	Rang	...	23 <sup>e</sup>	17 <sup>e</sup>
553	République populaire de Chine	108 770	90 649	118 842
	Rang	15 <sup>e</sup>	19 <sup>e</sup>	18 <sup>e</sup>
076	Norvège	31 764	26 783	108 408
	Rang	...	...	19 <sup>e</sup>
082	Espagne	94 226	93 180	98 634
	Rang	16 <sup>e</sup>	18 <sup>e</sup>	20 <sup>e</sup>
044	Belgique et Luxembourg	78 008	84 905	98 054
	Rang	21 <sup>e</sup>	20 <sup>e</sup>	21 <sup>e</sup>
073	Pays-Bas	78 107	99 568	86 888
	Rang	20 <sup>e</sup>	16 <sup>e</sup>	22 <sup>e</sup>
419	Afrique du Sud	77 193	81 876	86 602
	Rang	22 <sup>e</sup>	21 <sup>e</sup>	23 <sup>e</sup>
755	Chili	33 415	78 499	83 647
	Rang	...	22 <sup>e</sup>	24 <sup>e</sup>
824	Jamaïque	35 840	40 893	71 801
	Rang	...	...	25 <sup>e</sup>
Total des 25 principaux pays		10 963 119	12 503 787	14 963 719
Total de tous les pays		12 168 294	13 714 897	16 223 042

Gouvernement du Québec, Commerce international du Québec, Québec,  
Bureau de la statistique du Québec, 1981, p.78

TABLEAU NO: XXIII

Valeur des importations dédouanées au Québec par rapport à celles du Canada, selon les 25 principaux pays d'origine, 1979-1981

Code Pays	1979				1980				1981			
	Québec	Canada	Québec/Canada	%	Québec	Canada	Québec/Canada	%	Québec	Canada	Québec/Canada	%
	'000 \$				'000 \$				'000 \$			
990	Etats-Unis	6 247 149	45 571 223	13,7	7 058 646	48 473 243	14,5	7 520 276	54 298 237	13,8		
795	Venezuela	766 009	1 504 551	50,9	1 181 004	2 216 799	53,2	1 361 528	2 361 908	57,0		
001	Royaume-Uni	582 806	1 927 706	30,2	585 393	1 973 720	29,6	828 359	2 234 537	37,0		
369	Arabie Saoudite	165 919	1 241 973	13,3	387 550	2 451 653	15,8	590 659	2 272 750	25,9		
055	Allemagne (RFA)	514 558	1 553 330	33,1	488 564	1 448 885	33,7	558 478	1 600 631	34,8		
874	Mexique	40 955	208 432	19,6	98 577	345 498	28,5	500 181	974 405	51,3		
559	Japon	314 227	2 158 764	14,5	313 809	2 795 844	11,2	404 918	4 039 067	10,0		
443	Algérie	87 261	87 274	99,9	12 049	12 076	99,7	400 727	424 322	94,4		
054	France	412 330	778 693	52,9	408 700	772 375	52,9	399 899	848 635	47,1		
067	Italie	305 015	635 969	47,9	260 859	610 497	42,7	294 099	695 659	42,2		
578	Taiwan	176 944	522 064	33,8	170 485	557 588	30,5	238 866	729 120	32,7		
564	Corée du Sud	178 246	462 863	38,5	163 506	414 381	39,4	224 283	607 335	36,9		
752	Bésil	134 584	313 188	42,9	169 034	348 118	48,5	214 251	429 780	49,8		
516	Hong Kong	142 909	427 223	33,4	200 714	574 437	34,9	209 192	674 530	31,0		
086	Suisse	183 428	323 475	56,7	202 482	521 709	38,8	196 252	423 864	46,3		
085	Suède	120 489	383 520	31,4	131 838	416 208	31,6	139 241	445 192	31,2		
848	Cuba	52 955	106 770	49,5	74 210	163 472	45,3	129 622	196 511	65,9		
553	République populaire de Chine	108 770	167 450	64,9	90 649	155 086	58,4	118 842	220 012	54,0		
076	Norvège	31 764	89 181	35,6	26 783	80 481	33,2	108 408	169 136	64,0		
082	Espagne	94 226	177 394	53,1	93 180	186 576	49,9	98 634	235 330	41,9		
044	Belgique et Luxembourg	78 008	241 464	32,3	84 905	251 164	33,8	98 054	296 855	33,0		
073	Pays-Bas	78 107	251 732	31,0	99 568	263 534	37,7	86 888	295 343	29,4		
419	Afrique du Sud	77 193	229 360	33,6	81 876	343 345	23,8	86 602	384 271	22,5		
755	Chili	33 415	55 355	60,3	78 499	97 104	80,8	83 647	110 505	75,6		
824	Jamaïque	35 840	50 140	71,4	40 893	49 915	81,9	71 801	97 531	73,6		
Total des 25 principaux pays		10963119	59469105	18,4	12503787	65523721	19,0	14963719	75088527	19,9		
Total de tous les pays		12168294	62870704	19,3	13714897	69127659	19,8	16223042	78875661	20,5		

TABLEAU NO. 101V

Valeur des importations dédouanées au Québec par rapport à celles du Canada, par pays d'origine, 1979-1981

Code Pays	Québec			Canada			Rapport Québec/Canada			Variations Québec		
	1979	1980	1981	1979	1980	1981	1979	1980	1981	1980	1981	
	'000 \$						%					
	Europe occidentale											
001	Royaume-Uni	582 006	585 393	828 359	1 927 706	1 973 720	2 234 537	30,2	29,6	37,0	0,4	41,5
015	Gibraltar	-	-	-	5	376	75	-	-	-	-	-
017	Irlande	34 283	27 857	30 050	79 839	100 564	117 595	42,9	27,7	25,5	-18,8	7,8
019	Malte	406	578	235	1 514	2 004	2 125	26,8	28,8	11,0	42,0	-59,3
043	Autriche	32 801	32 264	28 972	73 564	74 973	76 739	44,5	43,0	37,7	-1,7	-10,3
044	Belgique et Luxembourg	78 008	84 905	98 054	241 464	251 164	296 855	32,3	33,8	33,0	8,8	15,4
049	Danemark	44 170	40 760	69 331	117 782	120 071	157 744	37,5	33,9	43,9	-7,8	70,0
053	Finlande	22 336	23 146	36 080	54 116	66 699	97 261	41,2	34,7	37,0	3,6	55,8
054	France	412 330	408 700	399 899	778 693	772 375	848 635	52,9	52,9	47,1	-0,9	-2,2
055	Allemagne (RFA)	514 558	488 564	558 478	1 553 330	1 448 885	1 600 631	33,1	33,7	34,8	-5,1	14,3
059	Grèce	18 379	22 615	42 011	30 422	30 937	53 554	60,4	73,1	78,4	23,0	85,7
063	Islande	657	1 197	1 016	5 159	6 033	6 510	12,7	19,8	15,6	82,2	-15,1
067	Italie	305 015	260 859	294 099	635 969	610 497	695 659	47,9	42,7	42,2	-14,5	12,7
073	Pays-Bas	78 107	99 568	86 888	251 732	263 534	295 343	31,0	37,7	29,4	27,4	-12,8
076	Norvège	31 764	26 783	108 408	89 181	80 481	169 136	35,6	33,2	64,0	-15,7	304,7
078	Portugal	17 157	19 739	19 925	49 549	51 676	52 312	34,6	38,1	38,0	15,0	0,9
082	Espagne	94 226	93 180	98 634	177 394	186 576	235 330	53,1	49,9	41,9	-1,2	5,8
085	Suède	120 489	131 838	139 241	383 520	416 208	445 182	31,4	31,6	31,2	9,4	5,6
086	Suisse	183 428	202 482	196 252	323 475	521 709	423 864	56,7	38,8	46,3	10,3	-3,1
	<b>Total</b>	<b>2 570 929</b>	<b>2 550 437</b>	<b>3 035 941</b>	<b>6 774 423</b>	<b>6 978 492</b>	<b>7 809 096</b>	<b>37,9</b>	<b>36,5</b>	<b>38,8</b>	<b>-0,7</b>	<b>19,0</b>
	Europe orientale											
242	Albanie	50	103	4	53	850	1 260	94,3	12,1	0,3	104,0	-95,9
245	Bulgarie	4 447	3 406	1 704	6 301	4 676	3 181	70,5	72,8	53,5	-23,5	-50,0
246	Tchécoslovaquie	30 365	27 765	33 157	67 509	63 380	72 852	44,9	43,8	45,5	-8,6	19,4
258	Allemagne (RDA)	4 227	5 492	6 321	9 776	9 620	12 789	43,2	57,0	49,4	29,9	15,0
262	Hongrie	16 917	12 585	14 221	31 215	25 897	30 641	54,1	48,5	46,4	-25,7	13,0
277	Pologne	53 666	41 805	48 586	82 778	72 158	73 874	64,8	57,9	65,7	-22,2	16,2
279	Roumanie	32 958	29 299	34 500	39 468	37 973	46 427	83,5	77,1	74,3	-11,1	17,7
287	URSS	12 525	17 242	14 713	57 844	49 693	32 831	21,6	34,6	44,8	37,6	-14,7
288	Yougoslavie	12 467	13 809	13 564	25 787	32 991	30 866	48,3	41,8	43,9	10,7	-1,8
	<b>Total</b>	<b>167 627</b>	<b>151 510</b>	<b>166 783</b>	<b>320 735</b>	<b>297 242</b>	<b>304 725</b>	<b>52,2</b>	<b>50,9</b>	<b>54,7</b>	<b>-9,7</b>	<b>10,0</b>

TABLEAU NO:XXV

Rang et valeur des importations dédouanées au Québec,  
selon les 25 principaux pays d'origine, 1981-1983

Code	Pays	1981	1982	1983
000 \$				
990	Etats-Unis	8 090 815	6 253 438	7 749 646
	Rang	1 <sup>er</sup>	1 <sup>er</sup>	1 <sup>er</sup>
559	Japon	773 780	673 688	841 773
	Rang	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>
785	Venezuela	1 361 528	973 937	629 946
	Rang	3 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>
055	Allemagne (RFA)	568 494	510 297	582 655
	Rang	4 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>	4 <sup>e</sup>
054	France	438 728	456 598	469 394
	Rang	5 <sup>e</sup>	5 <sup>e</sup>	5 <sup>e</sup>
001	Royaume-Uni	838 182	658 279	453 547
	Rang	6 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>	6 <sup>e</sup>
874	Mexique	574 829	516 429	408 770
	Rang	7 <sup>e</sup>	7 <sup>e</sup>	7 <sup>e</sup>
347	Iran	203	75 218	387 552
	Rang	...	21 <sup>e</sup>	8 <sup>e</sup>
578	Taiwan	247 805	231 331	343 109
	Rang	11 <sup>e</sup>	11 <sup>e</sup>	9 <sup>e</sup>
057	Italie	301 727	271 185	321 678
	Rang	10 <sup>e</sup>	8 <sup>e</sup>	10 <sup>e</sup>
516	Hong Kong	216 503	213 980	302 421
	Rang	13 <sup>e</sup>	13 <sup>e</sup>	11 <sup>e</sup>
564	Corée du Sud	231 929	228 646	286 917
	Rang	12 <sup>e</sup>	12 <sup>e</sup>	12 <sup>e</sup>
752	Bresil	214 323	194 282	239 181
	Rang	14 <sup>e</sup>	15 <sup>e</sup>	13 <sup>e</sup>
086	Suisse	196 578	208 921	221 605
	Rang	15 <sup>e</sup>	14 <sup>e</sup>	14 <sup>e</sup>
553	Republique populaire de Chine	118 843	108 964	139 705
	Rang	18 <sup>e</sup>	18 <sup>e</sup>	15 <sup>e</sup>
085	Suede	145 544	120 339	122 860
	Rang	16 <sup>e</sup>	16 <sup>e</sup>	16 <sup>e</sup>
443	Argene	370 208	251 584	119 020
	Rang	9 <sup>e</sup>	9 <sup>e</sup>	17 <sup>e</sup>
073	Pays-Bas	87 717	70 753	116 087
	Rang	22 <sup>e</sup>	23 <sup>e</sup>	18 <sup>e</sup>
385	Republique arabe d'Égypte	4 967	1 216	98 518
	Rang	...	...	19 <sup>e</sup>
824	Jamaïque	71 804	114 022	97 372
	Rang	25 <sup>e</sup>	17 <sup>e</sup>	20 <sup>e</sup>
044	Belgique et Luxembourg	98 178	91 469	94 714
	Rang	21 <sup>e</sup>	19 <sup>e</sup>	21 <sup>e</sup>
082	Espagne	100 921	85 826	92 346
	Rang	20 <sup>e</sup>	20 <sup>e</sup>	22 <sup>e</sup>
755	Chili	85 386	74 342	69 285
	Rang	24 <sup>e</sup>	22 <sup>e</sup>	23 <sup>e</sup>
886	Porto Rico	53 738	58 287	63 436
	Rang	...	24 <sup>e</sup>	24 <sup>e</sup>
076	Norvege	108 431	21 000	59 779
	Rang	19 <sup>e</sup>	...	25 <sup>e</sup>
Total des 25 principaux pays		15 301 174	12 464 054	14 311 329
Total de tous les pays		17 356 346	13 689 514	15 390 101

Gouvernement du Québec, Commerce international du Québec, Édition 1984,  
Québec, 1984, p.68.

TABLEAU NO: XXVI

Valeur des importations dédouanées au Québec par rapport à celles du Canada, selon les 25 principaux pays d'origine, 1981-1983

Code Pays	1981				1982				1983			
	Québec		Canada		Québec		Canada		Québec		Canada	
	000 \$	%	000 \$	%	000 \$	%	000 \$	%	000 \$	%	000 \$	%
990 États-Unis	8 090 815	54	524 952	14,8	6 253 438	47	856 430	13,0	7 749 646	54	091 380	14,3
559 Japon	773 780	4	056 695	19,0	673 688	3	526 796	19,1	841 773	4	409 441	19,0
785 Venezuela	1 361 528	2	384 919	57,0	973 937	1	805 016	53,9	629 946	1	004 453	62,7
055 Allemagne (RFA)	568 494	1	602 813	35,4	510 297	1	377 824	37,0	582 655	1	569 691	37,1
054 France	438 728	878	587	49,9	456 598	876	956	52,0	469 394	840	976	55,8
001 Royaume-Uni	838 182	2	385 665	35,1	658 279	1	894 834	34,7	453 647	1	798 025	25,2
974 Mexique	574 829	1	048 634	54,8	516 429	998	313	51,7	408 770	1	079 232	37,8
347 Iran	203	2	702	7,5	75 218	117	182	64,1	387 552	526	750	73,5
578 Taïwan	247 805	729	142	33,9	231 331	661	268	34,9	343 109	925	451	37,0
067 Italie	301 727	702	632	42,9	271 185	724	838	37,4	321 678	798	389	40,2
516 Hong Kong	216 503	674	530	32,0	213 980	668	839	31,9	302 421	820	315	36,8
564 Corée du Sud	231 929	607	423	38,1	228 646	581	771	39,3	286 917	781	882	36,6
752 Brésil	214 323	429	754	49,8	194 282	482	438	40,2	239 181	499	957	47,8
086 Suisse	196 578	424	012	46,3	208 921	429	558	48,6	221 605	408	161	54,2
553 République populaire de Chine	118 843	220	012	54,0	108 964	203	654	53,5	139 705	245	767	56,8
085 Suède	145 544	445	249	32,6	120 339	365	763	32,9	122 860	415	842	29,5
443 Algérie	370 208	394	743	93,7	251 584	259	614	96,9	119 020	150	103	79,2
073 Pays-Bas	87 717	296	455	29,5	70 763	267	295	26,4	116 087	349	381	33,2
385 République arabe d'Égypte	4 967	6	604	75,2	1 216	2	189	55,5	98 518	98	733	99,7
824 Jamaïque	71 804	97	531	73,6	114 022	125	248	91,0	97 372	109	696	88,7
044 Belgique et Luxembourg	98 178	296	926	33,0	91 469	263	531	34,7	94 714	296	024	31,9
082 Espagne	100 921	237	723	42,4	85 826	190	059	45,1	92 346	181	944	50,7
755 Chili	85 386	112	110	76,1	74 342	119	720	62,0	69 285	134	157	51,6
886 Porto Rico	53 738	123	415	43,5	58 287	128	624	46,0	63 436	146	668	43,2
076 Norvège	108 431	189	136	64,1	21 000	92	683	22,6	59 779	313	516	19,0
Total des 25 principaux pays	15 301 174	72 852	374	21,0	12 464 054	64 018	456	19,4	14 311 329	71 995	946	19,8
Total de tous les pays	17 356 346	79 481	714	21,8	13 689 514	67 855	703	20,1	15 390 101	75 586	566	20,3

TABLEAU NO: XXVII

Valeur des importations dédouanées au Québec par rapport à celles du Canada,  
par pays d'origine, 1981-1983

Code Pays	Québec			Canada			Rapport			Variations		
	1981	1982	1983	1981	1982	1983	Québec Canada			Québec		
							1981	1982	1983	1981	1982	1983
000 \$												
Europe occidentale												
001	Royaume-Uni	838 182	658 279	453 547	2 385 665	1 894 834	1 798 025	35,1	34,7	25,2	-21,5	-31,2
015	Gibraltar	-	-	-	75	1	-	-	-	-	-	-
017	Irlande	30 353	21 593	28 633	117 897	128 786	107 266	25,7	16,7	26,6	-28,9	32,6
019	Malte	235	674	302	2 125	2 679	2 263	11,0	25,1	13,3	186,5	-55,1
043	Autriche	29 015	30 368	37 905	76 782	86 130	100 493	37,7	35,2	37,7	4,6	24,8
044	Belgique et Luxembourg	98 178	91 469	94 714	296 926	263 531	296 024	33,0	34,7	31,9	-6,9	3,5
049	Danemark	69 549	47 859	49 831	157 783	127 106	134 950	44,0	37,6	36,9	-31,2	4,1
053	Finlande	36 093	45 218	33 183	97 247	96 423	75 406	37,1	46,8	44,0	25,2	26,7
054	France	438 728	456 598	469 394	878 587	876 956	840 976	49,9	52,0	55,8	4,0	2,8
055	Allemagne (RFA)	568 494	510 297	582 655	1 602 813	1 377 824	1 569 691	35,4	37,0	37,1	-10,3	14,1
059	Grèce	42 590	21 246	33 382	54 148	30 301	44 118	78,6	70,1	75,6	-50,2	57,1
063	Irlande	1 016	736	567	6 510	4 930	3 233	15,6	14,9	17,5	-27,6	23,1
067	Italie	301 727	271 185	321 678	702 632	724 838	798 389	42,9	37,4	40,2	-10,2	18,6
073	Pays-Bas	87 717	70 763	116 087	296 455	267 295	349 381	29,5	26,4	33,2	-19,4	64,0
076	Norvège	108 431	21 000	59 779	169 136	92 683	313 516	64,1	22,6	19,0	-80,7	184,6
078	Portugal	20 629	17 401	17 335	53 005	43 705	58 337	38,9	39,8	29,7	-15,7	-0,4
082	Espagne	100 921	85 826	92 346	237 723	190 059	181 944	42,4	45,1	50,7	-15,0	7,5
085	Suède	145 544	120 339	122 860	445 249	365 763	415 842	32,6	32,9	29,5	-17,4	2,0
086	Suisse	196 578	208 921	221 605	424 012	429 558	408 161	46,3	48,6	54,2	6,2	6,0
<b>Total</b>		<b>3 113 989</b>	<b>2 679 783</b>	<b>2 735 813</b>	<b>8 004 779</b>	<b>7 003 414</b>	<b>7 498 024</b>	<b>38,9</b>	<b>38,2</b>	<b>36,4</b>	<b>-14,0</b>	<b>2,0</b>
Europe orientale												
242	Albanie	4	35	8	1 260	157	8	0,3	22,2	100,0	709,1	-74,8
245	Bulgarie	1 762	3 625	4 885	3 239	4 704	5 640	54,4	77,0	86,6	105,6	34,7
246	Tchécoslovaquie	33 200	25 689	27 868	72 889	60 336	54 443	45,5	42,5	51,1	-22,7	8,4
258	Allemagne (RDA)	6 322	6 163	6 732	12 789	9 694	10 116	49,4	63,5	66,5	-2,6	9,2
262	Hongrie	14 811	10 069	12 568	31 225	25 531	27 983	47,4	39,4	44,9	-32,1	24,8
277	Pologne	48 705	25 272	25 288	73 981	43 561	39 512	65,8	58,0	64,0	-48,2	-
279	Roumanie	34 493	22 240	45 033	46 466	30 479	50 131	74,2	72,9	89,8	-35,6	102,4
287	URSS	14 829	6 311	7 938	32 938	17 305	14 965	45,0	36,4	53,0	-57,5	25,7
288	Yougoslavie	13 574	8 932	13 145	30 870	24 002	29 006	43,9	37,2	45,3	-34,2	47,1
<b>Total</b>		<b>167 704</b>	<b>108 341</b>	<b>143 469</b>	<b>305 661</b>	<b>215 774</b>	<b>231 808</b>	<b>54,8</b>	<b>50,2</b>	<b>61,8</b>	<b>-35,4</b>	<b>32,4</b>
Moyen-Orient												
313	Bahrein	178	-	-	178	1 113	523	100,0	-	-	-100,0	-
316	Chypre	740	157	111	1 463	444	353	50,5	35,3	31,4	-78,8	-29,4
323	Qatar	1	2	61	2	36	66	81,9	7,7	92,3	59,9	-
328	Emirats arabes unis	63 413	19 984	1 754	63 759	34 265	2 432	99,4	58,3	72,1	-68,5	-91,3
344	Ethiopie	805	1 460	328	1 653	2 439	2 048	48,7	59,8	16,0	81,1	-77,6
347	Iran	203	75 218	387 552	2 702	117 182	526 750	7,5	64,1	73,5	-	415,2
352	Irak	808	399	256	1 030	560	897	78,4	71,1	28,6	-50,7	-35,7
355	Israël	16 530	10 068	11 938	51 401	39 764	55 872	32,1	25,3	21,3	-39,1	18,5
358	Jordanie	-	-	-	8	106	198	-	-	0,4	-	-
359	Koweït	5	13	17 855	164 598	768	18 283	-	1,7	97,6	149,8	-
363	Liban	324	490	499	426	494	768	76,0	99,2	64,9	51,4	1,7
366	Libye	64 876	20 442	9	149 628	22 675	91	43,3	90,1	10,2	-68,5	-100,0
368	Oman (Mascate)	-	-	10	-	19	33	-	-	31,0	-	-
369	Arabie Saoudite	635 308	241 594	583	2 392 754	731 331	94 043	26,5	33,0	0,6	-62,0	-99,8
374	Somalie	-	-	-	226	366	-	-	-	-	-	-
375	Yémen du Sud	19	23	60	113	106	64	16,7	21,6	92,9	21,1	161,2
377	Soudan	4	84	78	443	830	692	1,0	10,2	11,3	-	-7,7
379	Syrie	69	181	114	129	217	50 201	53,8	83,4	0,2	159,3	-36,8
382	Turquie	3 541	3 856	4 383	10 946	11 646	12 808	32,3	33,1	34,2	8,8	13,6

Gouvernement du Québec, Commerce international du Québec, Edition 1984,  
Québec, 1984, p.70.

TABLEAU NO: XXVII

Rang et valeur des importations internationales du Québec par rapport à celles du Canada, selon les 10 et 25 principaux pays d'origine, 1984 et 1985

Code	Pays	Québec		Canada		Rapport		Variation	
						Québec/Canada		1985/1984	
		1984	1985	1984	1985	1984	1985	Québec	Canada
		* 000 \$				%			
990	États-Unis	10 219 428	10 244 320	68 431 953	74 274 533	14,9	13,8	0,2	8,5
	Rang	1	1	1	1				
359	Japan	1 091 633	1 205 708	3 710 832	4 113 421	19,1	19,7	10,4	7,0
	Rang	2	2	2	2				
001	Royaume-Uni	715 135	1 152 499	2 311 799	3 281 694	30,9	35,1	61,2	42,0
	Rang	4	3	3	3				
033	Allemagne (RFA)	613 384	930 343	2 171 618	2 716 301	37,5	34,3	14,4	25,1
	Rang	3	4	4	4				
054	France	651 849	723 014	1 219 487	1 373 222	53,5	52,7	10,9	12,6
	Rang	6	5	7	6				
785	Venezuela	666 447	574 719	1 207 224	1 092 122	55,2	52,6	-13,8	-9,5
	Rang	5	6	8	10				
047	Italie	427 664	570 160	1 116 125	1 330 956	38,3	42,8	33,3	19,2
	Rang	7	7	10	7				
544	Corée du Sud	327 618	404 922	1 144 288	1 606 988	28,6	25,2	23,6	40,4
	Rang	10	8	9	5				
752	Brazil	302 402	384 583	669 319	808 174	45,2	47,8	27,8	20,7
	Rang	11	9	12	12				
825	Mexique	337 280	363 649	1 437 696	1 330 701	23,5	27,5	8,4	-7,4
	Rang	9	10	5	8				
578	Taiwan	337 338	334 329	1 223 805	1 286 036	29,2	27,6	-0,9	5,1
	Rang	8	11	6	9				
516	Hong Kong	241 794	228 541	946 133	884 743	27,1	23,8	-12,7	-8,2
	Rang	12	12	11	11				
073	Pays-Bas	194 192	212 444	545 421	622 589	35,6	34,1	9,4	14,1
	Rang	13	13	14	14				
086	Suisse	153 373	207 821	378 297	488 712	40,3	42,5	35,5	29,2
	Rang	17	14	17	16				
085	Suède	182 803	188 435	581 521	682 285	31,4	27,6	3,1	17,3
	Rang	14	15	13	13				
044	Belgique et Luxembourg	134 691	187 449	444 494	530 142	34,6	35,4	21,2	18,7
	Rang	16	16	15	15				
082	Espagne	143 918	170 570	316 432	364 497	45,5	46,5	18,5	15,8
	Rang	18	17	19	19				
353	République populaire de Chine	137 879	163 792	333 501	403 486	41,3	40,6	18,8	21,0
	Rang	20	18	18	17				
824	Jamaïque	124 761	134 855	138 671	153 148	90,0	86,9	8,1	12,9
	Rang	21	19	32	32				
418	Nigéria	60 988	108 104	230 700	229 836	24,3	47,0	77,3	-8,3
	Rang	28	20	21	21				
443	Algérie	143 273	103 843	306 963	321 922	46,7	32,3	-27,5	4,9
	Rang	19	21	20	20				
419	Afrique du Sud	87 381	96 828	201 367	227 733	43,4	42,5	10,8	13,1
	Rang	22	22	23	23				
053	Finlande	46 030	88 284	146 412	200 083	45,1	44,1	33,7	36,7
	Rang	27	23	30	26				
755	Chili	46 182	81 183	122 137	133 449	54,2	62,2	22,7	6,8
	Rang	26	24	36	35				
049	Danemark	55 642	73 152	196 320	229 674	28,3	31,9	31,5	17,0
	Rang	29	25	24	22				
Total des 10 principaux pays		13 332 847	16 358 144	85 420 548	93 928 122	18,2	17,6	6,3	10,0
Total des 25 principaux pays		17 743 319	18 937 803	91 574 732	100 489 327	19,4	18,8	6,8	10,0
Total de tous les pays		19 343 892	20 266 001	95 748 825	104 811 819	20,2	19,3	4,8	9,5
Importance relative:									
Des 10 principaux pays (% du total)		80,4	81,7	89,2	89,6				
Des 25 principaux pays (% du total)		91,7	93,5	95,6	96,0				

Gouvernement du Québec, Commerce international du Québec, Edition 1986, Statistiques économiques, Québec, Les publications du Québec, 1986, p.74.

TABLEAU NO: XXIX

1988  
 Valeur des importations internationales du Québec par rapport à celles du Canada,  
 par pays d'origine, 1984 et 1985

Code	Pays	Québec		Canada		Rapport		Variation	
						Québec/Canada		1985-1984	
		1984	1985	1984	1985	1984	1985	Québec	Canada
'000 \$									
%									
Europe occidentale									
001	Royaume-Uni	713 901	1 151 482	2 310 312	3 280 224	30,9	35,1	61,3	42,0
015	Gibraltar	-	2	1	7	-	29,5	---	---
017	Irlande	46 087	42 941	186 500	217 513	24,7	28,9	36,6	16,6
019	Malte	464	514	2 310	3 765	20,1	8,9	10,6	149,5
043	Autriche	50 040	46 714	142 257	181 177	35,2	36,8	33,3	27,4
044	Belgique et Luxembourg	154 655	187 458	446 404	530 109	34,6	35,4	21,2	18,8
049	Danemark	55 547	73 085	196 229	229 588	28,3	31,8	31,5	17,0
053	Finlande	66 030	88 284	144 412	200 083	45,1	44,1	33,7	36,7
054	France	650 433	721 380	1 217 246	1 370 642	53,4	52,6	10,9	12,6
055	Allemagne (RFA)	811 580	929 002	2 169 594	2 714 383	37,4	34,2	14,5	25,1
059	Grèce	21 753	19 690	40 939	47 568	33,1	41,4	-9,5	16,2
063	Islande	703	933	2 973	3 498	23,7	26,7	32,6	17,7
067	Italie	421 814	564 700	1 102 232	1 317 591	38,3	42,9	33,9	19,5
073	Pays-Bas	194 009	212 113	545 176	622 156	35,6	34,1	9,3	14,1
076	Norvège	29 918	48 390	134 203	187 911	22,3	25,8	41,7	40,0
078	Portugal	19 929	44 493	40 770	87 177	32,8	31,0	123,3	43,5
082	Espagne	143 117	169 839	315 417	365 542	45,4	46,5	18,2	15,9
085	Suède	182 720	188 399	581 436	681 984	31,4	27,6	3,1	17,3
086	Suisse	152 842	207 208	377 590	487 885	40,5	42,5	35,4	29,2
Total des importations provenant de l'Europe occidentale		3 715 550	4 736 416	9 978 010	12 530 614	37,2	37,8	27,5	25,6
Europe orientale									
242	Albanie	-	-	32	42	-	-	-	92,0
245	Bulgarie	2 104	3 246	6 378	9 751	33,0	33,3	54,3	52,9
246	Tchécoslovaquie	32 613	29 714	64 932	66 551	50,2	44,6	-8,9	2,3
258	Allemagne (RDA)	25 251	7 160	31 579	11 273	80,5	63,5	-71,6	-64,1
262	Hongrie	11 317	11 307	30 511	33 717	37,1	33,5	-0,1	10,5
277	Pologne	32 163	31 875	56 185	56 850	57,2	54,1	-0,9	1,2
279	Roumanie	23 698	18 230	47 337	45 098	50,1	40,4	-23,1	-4,7
287	URSS	10 960	15 033	20 973	27 461	52,3	54,3	37,2	31,9
288	Yougoslavie	18 886	20 491	38 655	43 253	48,9	47,4	8,5	12,0
Total des importations provenant de l'Europe orientale		156 996	137 059	296 366	294 220	53,0	44,6	-12,7	-0,7
Moyen-Orient									
313	Bahreïn	13	84	273	92	4,8	91,8	541,2	-64,3
316	Chypre	10 955	402	11 355	896	76,5	47,2	-94,5	-92,1
323	Qatar	308	218	308	218	100,0	100,0	-29,1	-29,1
328	Émirats arabes unis	894	864	6 553	2 124	13,4	40,7	-3,3	-67,6
344	Éthiopie	65	383	184	1 304	34,8	29,4	489,1	597,7
347	Iran	172 957	22 470	175 178	143 237	98,7	15,7	-87,0	-18,2
352	Irak	-	399	35	469	-	85,1	---	---
355	Israël	26 470	21 280	81 824	92 754	32,4	22,9	-17,4	13,4
358	Jordanie	22	3	22	117	100,0	2,9	-85,0	416,8
359	Koweït	174	37	354	136	49,3	27,5	-78,5	-41,4
363	Liban	356	751	739	864	46,9	87,0	111,2	13,9
366	Libye	19 058	-	72 418	37 652	26,3	-	-100,0	-48,0
368	Oman (Mascat)	-	-	133	303	-	-	-	127,5
369	Arabie Saoudite	312	20 773	1 429	23 768	21,9	87,4	---	---
374	Somalie	-	-	-	78	-	-	-	---
375	Yémen du Sud	52	43	179	217	29,2	29,2	21,1	21,1
377	Soudan	433	-	566	2	76,3	-	-100,0	-99,4
379	Syrie	108	205	178	205	60,8	100,0	88,8	14,8
382	Turquie	16 113	18 731	26 795	35 885	60,1	52,2	14,2	33,9
385	République arabe d'Égypte	72 539	29 608	73 040	30 636	99,3	76,4	-59,2	-58,1
386	Yémen du Nord	46	4	46	65	100,0	4,5	-90,9	59,3
Total des importations provenant du Moyen-Orient		320 883	116 482	451 642	371 033	71,0	31,4	-63,7	-17,8

TABLEAU NO: XXX

Rang et valeur des importations internationales selon les principaux pays d'origine.  
Québec et Canada, 1985 et 1986.

Code	Pays	Québec		Canada		Rapport Québec/Canada		Variation 1986/1985	
		1985	1986	1985	1986	1985	1986	Québec	Canada
		'000 \$				%			
009	États-Unis	10 243 867	10 503 353	74 273 669	77 336 421	13,8	13,6	2,5	4,1
	Rang	1	1	1	1				
559	Japon	1 205 601	1 446 159	6 113 314	7 626 095	19,7	19,0	20,0	24,7
	Rang	2	2	2	2				
101	Royaume-Uni	1 152 422	1 383 580	3 281 316	3 720 636	35,1	37,2	20,1	13,4
	Rang	3	3	3	3				
155	Allemagne (RFA)	930 430	1 016 413	2 715 907	3 452 090	34,3	29,4	9,2	27,1
	Rang	4	4	4	4				
154	France	722 984	795 836	1 373 174	1 585 276	52,7	50,2	10,1	15,4
	Rang	5	5	6	8				
167	Italie	565 150	660 426	1 318 306	1 657 333	42,9	39,8	16,9	25,7
	Rang	7	6	7	7				
578	Taiwan	350 588	508 439	1 277 686	1 736 515	27,4	29,3	45,0	35,9
	Rang	11	7	9	6				
564	Corée du Sud	404 922	416 969	1 606 974	1 749 267	25,2	23,8	3,0	8,9
	Rang	8	8	5	5				
752	Brésil	384 904	374 998	804 373	819 209	47,9	45,8	-2,6	1,8
	Rang	9	9	12	11				
516	Hong Kong	227 823	255 183	885 316	1 039 538	25,7	24,5	12,0	17,4
	Rang	12	10	11	10				
144	Belgique et Luxembourg	187 449	254 830	530 142	618 227	35,4	41,2	35,9	16,6
	Rang	16	11	15	14				
785	Venezuela	574 672	250 867	1 092 081	515 991	52,6	48,6	-56,3	-52,8
	Rang	6	12	10	17				
553	République populaire de Chine	163 533	248 781	402 777	565 979	40,6	44,0	52,1	40,5
	Rang	18	13	17	16				
186	Suisse	207 821	245 759	488 712	591 284	42,5	41,6	18,3	21,0
	Rang	14	14	16	15				
173	Pays-Bas	212 444	231 871	622 502	694 138	34,1	33,4	9,1	11,5
	Rang	13	15	14	13				
185	Suède	188 455	227 183	682 285	788 208	27,6	28,8	20,6	15,5
	Rang	15	16	13	12				
182	Espagne	170 106	209 010	365 835	440 720	46,5	47,4	22,9	20,5
	Rang	17	17	19	19				
874	Mexique	365 649	187 301	1 330 377	1 179 511	27,5	15,9	-48,8	-11,3
	Rang	10	18	8	9				
824	Jamaïque	134 855	129 100	155 168	149 903	86,9	86,1	-4,3	-3,4
	Rang	19	19	24	25				
153	Finlande	88 284	110 979	200 083	253 958	44,1	43,7	25,7	26,9
	Rang	22	20	22	22				
614	Australie	48 902	110 898	385 592	504 649	12,7	22,0	126,8	30,9
	Rang	24	21	18	18				
419	Afrique du Sud	96 828	92 715	227 661	373 162	42,5	24,8	-4,2	63,9
	Rang	21	22	21	20				
347	Iran	22 470	92 714	143 237	208 682	15,7	44,4	312,6	45,7
	Rang	25	23	25	24				
418	Nigéria	108 104	87 607	229 830	368 210	47,0	23,8	-19,0	60,2
	Rang	20	24	20	21				
143	Autriche	67 413	81 637	182 106	212 892	37,0	38,3	21,1	16,9
	Rang	23	25	23	23				
Total de tous les pays		20 266 001	21 435 864	104 811 819	112 677 898	19,3	19,0	5,8	7,5
25 principaux pays		18 825 676	19 922 608	100 688 429	108 187 894	18,7	18,4	5,8	7,4
10 principaux pays		16 188 691	17 361 356	93 650 033	100 722 380	17,3	17,2	7,2	7,6
Importance relative									
25 principaux pays		92,9	92,9	96,1	96,0				
10 principaux pays		79,9	81,0	89,4	89,4				

Gouvernement du Québec, Commerce international du Québec, Édition 1987,  
Statistiques économiques, Québec, Les publications du Québec, 1987, p.71.

TABLEAU NO: XXXI

Valeur des importations internationales selon les régions géographiques,  
par pays d'origine, Québec et Canada, 1985 et 1986

Code Pays	Québec		Canada		Rapport Québec/Canada		Variation 1986/1985	
	1985	1986	1985	1986	1985	1986	Québec	Canada
	'000 \$				%			
<b>Europe occidentale</b>	4 743 489	5 467 637	12 539 976	14 824 599	37,8	36,9	15,3	18,2
101 Royaume-Uni	1 152 422	1 383 580	3 281 316	3 720 636	35,1	37,2	20,1	13,4
115 Gibraltar	2	77	7	216	29,5	36,0	...	...
117 Irlande	63 049	55 557	217 621	244 816	29,0	22,7	-11,9	12,5
119 Malte	514	197	5 765	3 388	8,9	5,8	-61,6	-41,2
143 Autriche	67 413	81 637	182 106	212 892	37,0	38,3	21,1	16,9
144 Belgique et Luxembourg	187 449	254 830	530 142	618 227	35,4	41,2	35,9	16,6
149 Danemark	73 152	70 519	229 674	233 493	31,9	30,2	-3,6	1,7
153 Finlande	88 284	110 979	200 083	253 958	44,1	43,7	25,7	26,9
154 France	722 984	795 836	1 373 174	1 585 276	52,7	50,2	10,1	15,4
155 Allemagne (RFA)	930 430	1 016 413	2 715 907	3 452 090	34,3	29,4	9,2	27,1
159 Grèce	19 959	47 017	47 878	70 249	41,6	66,9	135,8	46,7
163 Islande	933	1 380	3 498	11 883	26,7	11,6	48,0	239,6
167 Italie	565 150	660 426	1 318 306	1 657 333	42,9	39,8	16,9	25,7
173 Pays-Bas	212 444	231 871	622 502	694 138	34,1	33,4	9,1	11,5
176 Norvège	48 390	48 949	187 911	167 561	25,8	29,2	1,2	-10,8
178 Portugal	44 543	26 409	87 244	78 221	51,1	33,8	-40,7	-10,3
182 Espagne	170 106	209 010	365 835	440 720	46,5	47,4	22,9	20,5
185 Suède	188 455	227 183	682 285	788 208	27,6	28,8	20,6	15,5
186 Suisse	207 821	245 759	488 712	591 284	42,5	41,6	18,3	21,0
<b>Europe orientale</b>	137 804	155 415	294 997	334 703	46,7	46,4	12,8	13,5
242 Albanie	-	-	62	38	-	-	-	-38,3
245 Bulgarie	3 246	3 549	9 751	9 361	33,3	37,9	9,3	-4,0
246 Tchécoslovaquie	29 739	27 149	66 575	62 438	44,7	43,5	-8,7	-6,2
258 Allemagne (RDA)	7 355	17 714	11 468	26 852	64,1	66,0	140,8	134,1
262 Hongrie	11 485	12 535	33 896	41 950	33,9	29,9	9,1	23,8
277 Pologne	32 221	35 218	57 229	67 341	56,3	52,3	9,3	17,7
279 Roumanie	18 230	25 433	45 098	55 809	40,4	45,6	39,5	23,7
287 URSS	15 033	15 347	27 661	25 447	54,3	60,3	2,1	-8,0
288 Yougoslavie	20 491	18 468	43 253	45 463	47,4	40,6	-9,9	5,1
<b>Moyen-Orient</b>	116 726	176 973	371 276	628 294	31,4	28,2	51,6	69,2
313 Bahreïn	84	894	92	3 593	91,8	24,9	955,0	...
316 Chypre	602	75	896	499	67,2	15,2	-87,4	-44,3
323 Qatar	218	581	218	594	100,0	97,8	166,0	171,9
328 Émirats arabes unis	864	386	2 126	2 100	40,7	18,4	-55,3	-1,2
344 Éthiopie	383	537	1 304	2 156	29,4	24,9	40,1	65,3
347 Iran	22 470	92 714	143 237	208 682	15,7	44,4	312,6	45,7
352 Irak	399	784	469	815	85,1	96,2	96,4	73,8
355 Israël	21 523	44 031	92 998	129 955	25,1	33,9	104,6	39,7
358 Jordanie	3	76	117	1 633	2,9	4,7	...	...
359 Koweït	37	43	136	292	27,5	14,9	15,8	114,2
363 Liban	751	744	864	1 059	87,0	70,2	-1,0	22,6
366 Libye	-	-	37 652	22 726	-	-	-	-39,6
368 Oman (Mascat)	-	-	303	4 380	-	-	-	...
369 Arabie Saoudite	20 773	389	23 768	186 893	87,4	0,2	-98,1	68,3
374 Somalie	-	-	78	133	-	-	-	70,6
375 Yémen du Sud	63	35	217	755	29,2	4,7	-44,3	246,8
377 Soudan	-	14	2	26	-	53,2	...	...
379 Syrie	205	21	295	48	100,0	45,7	-89,3	-76,6
382 Turquie	18 731	32 219	35 885	56 752	52,2	56,8	72,0	58,1
385 République arabe d'Égypte	29 608	3 400	30 636	5 117	96,6	66,5	-88,5	-43,3
386 Yémen du Nord	4	22	65	76	6,5	29,6	433,5	17,4

Gouvernement du Québec, Commerce international du Québec, Edition 1987,  
Statistiques économiques, Québec, Les publications du Québec, 1987, p.85.

ANNEXE IV

## INDEX ALPHABÉTIQUE DES PARTENAIRES

(États, régions, cantons, organisations internationales)

### ALGÉRIE

- 1980 (12) Échange de lettres entre le ministère des Affaires intergouvernementales du Québec et l'ambassadeur de la République algérienne démocratique et populaire en matière de droits de scolarité.
- 1983 (1) Procès-verbal des entretiens entre le ministre de l'Éducation du Québec et le ministre de l'Enseignement et de la Recherche scientifique de la République algérienne démocratique et populaire.
- 1983 (7) Procès-verbal des entretiens algéro-québécois sur l'enseignement technique.

### ALLEMAGNE

- 1980 (10) Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant l'ouverture d'une école allemande à Montréal.

### BELGIQUE

- 1977 (4) Protocole d'entente entre la Radio-télévision belge et l'Office de radio-télédiffusion du Québec.

#### *Communauté française*

- 1982 (4) Accord de coopération entre le gouvernement du Québec et l'Exécutif de la Communauté française de Belgique.

#### *Wallonie*

- 1980 (16) Déclaration commune du gouvernement du Québec et de l'Exécutif régional wallon.

### BÉNIN

- 1983 (12) Échange de lettres entre le ministre des Affaires intergouvernementales du Québec et l'ambassadeur de la République populaire du Bénin.

### BURUNDI

- 1983 (13) Échange de lettres entre le ministre des Affaires intergouvernementales du Québec et l'ambassadeur du gouvernement du Burundi en matière de droits de scolarité.

### CAMEROUN

- 1981 (7) Lettre d'entente en matière d'éducation entre le ministère des Affaires intergouvernementales du Québec, le ministère de l'Éducation du Québec et le ministère de l'Éducation nationale du Cameroun.

### CAROLINE DU NORD

Voir États-Unis d'Amérique.

### CAROLINE DU SUD

Voir États-Unis d'Amérique.

### CATALOGNE

Voir Espagne.

### CENTRAFRIQUE

- 1980 (5) Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et la République centrafricaine en matière de droits de scolarité.

### CHINE

- 1980 (2) Mémoire entre le ministère des Affaires intergouvernementales du Québec et le bureau des Affaires étrangères du ministère de l'Éducation de la République populaire de Chine.

#### *Shaanxi*

- 1983 (17) Entente de coopération en matière d'agriculture entre le gouvernement du Québec et la Commission pour la science et la technologie du Shaanxi.

### CIME

Voir organisations internationales.

### CIPPT

Voir organisations internationales.

### COMMUNAUTÉ FRANÇAISE DE BELGIQUE

Voir Belgique.

### CONGO (KINSHASA)

- 1970 (1) Échange de lettres entre le ministère de l'Éducation du gouvernement du Québec et le ministère des Affaires étrangères de la République démocratique du Congo en matière d'éducation.

### CÔTE D'IVOIRE

- 1978 (4) Entente sur un programme de bourses entre le gouvernement du Québec et la République de Côte d'Ivoire.
- 1980 (1) Échange de lettres entre le ministre des Affaires intergouvernementales du Québec et l'ambassadeur de la République de Côte d'Ivoire concernant des modifications à l'entente du 14 novembre 1978.
- 1980 (9) Échange de lettres entre le ministre de l'Éducation du Québec et le ministre de l'Éducation nationale de la République de Côte d'Ivoire en matière de frais de scolarité.

### DELAWARE

Voir États-Unis d'Amérique.

### DIPUTACION DE MADRID

Voir Espagne.

### ESPAGNE

#### *Catalogne*

- 1983 (2) Échange de lettres entre la Catalogne et le gouvernement du Québec en matière de coopération.

#### *Diputacion de Madrid*

- 1981 (8) Entente de coopération entre le gouvernement du Québec et la Diputacion de Madrid.

## ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

- 1969 (5) Convention pour fins de protection des forêts contre l'incendie dans le territoire boisé adjacent aux lignes frontalières du Québec et de certains états américains.
- 1981 (2) Mémoire d'entente entre le ministère de l'Environnement du Québec et l'Agence américaine NESS (National Earth Satellite Service).
- 1983 (5) Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement des États-Unis d'Amérique en matière de sécurité sociale et arrangement administratif relatif aux modalités d'application de l'entente.

## États américains:

*Caroline du Nord*

- 1969 (4) Accord de réciprocité entre l'État de la Caroline du Nord et le gouvernement du Québec en matière d'immatriculation automobile.
- 1971 (2) Accord de réciprocité entre l'état de la Caroline du Nord et le gouvernement du Québec en matière d'immatriculation automobile.

*Caroline du Sud*

- 1966 (1) Accord de réciprocité entre l'État de la Caroline du Sud et le gouvernement du Québec en matière d'immatriculation automobile.
- 1971 (1) Accord de réciprocité entre le gouvernement du Québec et l'état de la Caroline du Sud en matière d'immatriculation automobile.

*Delaware*

- 1972 (3) Accord de réciprocité entre l'État du Delaware et le gouvernement du Québec en matière d'immatriculation automobile.

*Floride*

- 1967 (2) Accord de réciprocité entre le gouvernement du Québec et l'État de la Floride en matière d'immatriculation automobile.

*Georgie*

- 1968 (2) Accord de réciprocité entre le gouvernement du Québec et l'État de la Georgie en matière d'immatriculation automobile.

*Iowa*

- 1972 (4) Accord de réciprocité entre l'État d'Iowa et le gouvernement du Québec en matière d'immatriculation automobile.

*Maine*

- 1972 (2) Communiqué conjoint du gouverneur de l'État du Maine et du Premier ministre de la province de Québec.

*New-York*

- 1982 (2) Entente sur les précipitations acides entre le gouvernement du Québec et l'État de New-York.
- 1983 (10) Mémoire d'entente — Étude sur le transport ferroviaire à très grande vitesse.

*Pennsylvanie*

- 1964 (2) Accord de réciprocité entre le gouvernement du Québec et le Commonwealth de Pennsylvanie en matière d'immatriculation automobile.

- 1973 (1) Accord de réciprocité entre l'État de la Pennsylvanie et la province de Québec en matière d'immatriculation automobile.

*Vermont*

- 1983 (10) Mémoire d'entente — Étude sur le transport ferroviaire à très grande vitesse.

*Wisconsin*

- 1972 (1) Accord de réciprocité entre l'État du Wisconsin et le gouvernement du Québec en matière d'immatriculation automobile.

## FLORIDE

Voir États-Unis d'Amérique.

## FRANCE

- 1964 (1) Échange de lettres entre le ministère de la Jeunesse du Québec et l'Association pour l'organisation des stages en France (ASTEF) concernant un programme de coopération technique.
- 1965 (1) Entente entre le Québec et la France sur un programme d'échanges et de coopération dans le domaine de l'éducation.
- 1965 (2) Entente sur la coopération culturelle entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française.
- 1965 (3) Entente entre le ministère de l'Éducation du Québec et l'Association pour l'organisation des stages en France (ASTEF) relative à la formation du Centre de diffusion de la documentation scientifique et technique française au Québec.
- 1967 (3) Procès-verbal des décisions arrêtées entre MM. Daniel Johnson, Premier ministre du Québec, et Alain Peyrefitte, ministre de l'Éducation nationale, représentant le gouvernement français.
- 1967 (4) Entente entre la Documentation française et l'Imprimeur de la reine.
- 1968 (1) Protocole relatif aux échanges entre le Québec et la France en matière d'éducation physique, de sports et d'éducation populaire pris en application de l'Entente franco-québécoise du 27 février 1965 sur un programme d'échanges et de coopération dans le domaine de l'éducation et avenant à ce protocole d'entente.
- 1969 (1) Échange de lettres entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Québec en vue de la création d'un Comité franco-québécois pour les opérations de coopération industrielle.
- 1969 (2) Échange de lettres entre la République française et le gouvernement du Québec relatif aux communications par satellite et plus spécialement au projet de satellite Symphonie.
- 1974 (1) Arrangement relatif à la protection sociale des participants à la coopération franco-québécoise.
- 1974 (3) Avenant à l'entente conclue entre l'Éditeur officiel du Québec et la Documentation française.
- 1976 (1) Protocole d'accord en vue de promouvoir certains échanges de programmes de télévision à caractère culturel, scientifique, technique et éducatif.
- 1976 (2) Entente entre l'Association française de terminologie et la Régie de la langue française.

- 1977 (1) Entente d'échanges et de coopération technique dans le domaine des accords industriels entre l'Agence nationale de valorisation de la recherche et le ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec.
- 1977 (2) Entente entre le Québec et la France sur l'entraide judiciaire en matière civile, commerciale et administrative.
- 1977 (3) Entente sur un programme d'exploration minière au Québec entre le ministre des Richesses naturelles du gouvernement du Québec et le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat du gouvernement de la République française.
- 1978 (1) Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française en matière de droits de scolarité.
- 1979 (2) Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale.
- 1979 (3) 27<sup>ème</sup> session de la Commission permanente franco-québécoise.
- 1980 (8) Arrangement administratif général en application de l'Entente du 12 février 1979 entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale.
- 1980 (17) Entente entre la France et le Québec relative à la création d'un Centre de promotion des coopérations technologiques et industrielles françaises et québécoises et arrangement administratif complémentaire.
- 1981 (9) Convention entre le ministre de l'Éducation du Québec et le Centre national de documentation pédagogique de France.
- 1983 (9) Coopération franco-québécoise en matière de télédistribution.
- GABON**
- 1969 (3) Procès-verbal des décisions arrêtées entre le ministre de l'Éducation du gouvernement du Québec et le ministre de l'Éducation nationale du gouvernement gabonais.
- 1978 (2) Accord de coopération culturelle et technique entre le gouvernement de la République gabonaise et le gouvernement du Québec.
- 1978 (3) Accord en matière d'éducation entre le gouvernement gabonais et le gouvernement québécois.
- GEORGIE**
- Voir États-Unis d'Amérique.
- GRÈCE**
- 1981 (6) Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République hellénique et arrangement administratif relatif à l'entente.
- HAÏTI**
- 1979 (6) Convention entre l'Agence de coopération culturelle et technique et le gouvernement du Québec au sujet de l'École hôtelière de Port-au-Prince, Haïti.
- HAUTE-VOLTA**
- 1981 (5) Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et la République de Haute-Volta en matière de droits de scolarité.
- 1982 (3) Mémoire d'entente concernant un projet de réalisation de cinquante points d'eau en Haute-Volta.
- 1983 (11) Avenant au mémoire d'entente concernant un projet de réalisation de cinquante points d'eau en Haute-Volta.
- IIES**
- Voir organisations internationales.
- ÎLE MAURICE**
- 1983 (15) Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Île Maurice en matière de droits de scolarité.
- ITALIE**
- 1975 (2) Accord de collaboration entre l'Institut national d'assurance contre les accidents du travail d'Italie et la Commission des accidents du travail de Québec.
- 1979 (1) Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Italie.
- 1979 (4) Accord de collaboration entre l'Institut national d'assurance contre les accidents du travail d'Italie (INAIL) et la Commission des accidents du travail de Québec.
- IOWA**
- Voir États-Unis d'Amérique.
- IRAN**
- 1975 (3) Communiqué conjoint des deux Premiers ministres MM. Bourassa et Hoveyda.
- JURA**
- Voir Suisse.
- LIBAN**
- 1973 (2) Échange de lettres concernant un programme de coopération en matière d'Éducation entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République libanaise.
- 1974 (2) Procès-verbal des décisions arrêtées entre Son Excellence le ministre des Affaires sociales du Québec et Son Excellence le ministre de la Santé du Liban.
- 1980 (3) Programme de coopération en matière de spécialisation médicale entre le ministère de la Santé du Liban et le ministère des Affaires sociales du Québec.
- 1983 (16) Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Liban en matière de droits de scolarité.
- MAINE**
- Voir États-Unis d'Amérique.
- MALI**
- 1980 (13) Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et l'ambassade de la République du Mali en matière de droits de scolarité.
- MAROC**
- 1975 (1) Relevé des décisions -Ad referendum- entre l'ambassadeur de Sa Majesté le roi du Maroc au Canada et le ministre de l'Agriculture du Québec, au sujet des échanges commerciaux entre le Royaume du Maroc et le Québec.

- 1980 (11) Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et l'ambassade du Royaume du Maroc en matière de droits de scolarité.
- 1983 (3) Procès-verbal des travaux de la réunion tenue le vendredi 25 mars 1983 entre la délégation du ministère de l'Éducation nationale du Royaume du Maroc et la délégation du ministère de l'Éducation du Québec.
- 1983 (4) Entente en matière de coopération dans les domaines éducatif et scientifique entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Royaume du Maroc.
- MAURITANIE**
- 1981 (3) Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et la mission permanente de la République islamique de Mauritanie en matière de droits de scolarité.
- NEW-YORK**
- Voir États-Unis d'Amérique.
- ORGANISATIONS INTERNATIONALES**
- CIME** (Comité intergouvernemental pour les migrations européennes)
- 1979 (5) Entente entre le ministère de l'Immigration du Québec représenté par le ministre M. Jacques Couture ci-après appelé le «Ministère» et le Comité intergouvernemental pour les migrations européennes représenté par le directeur M. James L. Carlin ci-après appelé «CIME».
- CIPPT** (Centre international de perfectionnement professionnel et technique)
- 1983 (1a) Échange de lettres entre le ministère des Affaires intergouvernementales du Québec et le Centre international de perfectionnement professionnel et technique en matière de droits de scolarité.
- IIES** (Institut international d'études sociales)
- 1980 (6) Entente entre l'Institut international d'études sociales et le gouvernement du Québec relative à l'affectation de fonctionnaires du gouvernement du Québec à titre d'experts-conseils au service de l'Institut international d'études sociales.
- PENNSYLVANIE**
- Voir États-Unis d'Amérique.
- PORTUGAL**
- 1981 (4) Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Portugal et arrangement administratif général relatif aux modalités d'application de l'entente.
- RFA**
- Voir Allemagne.
- RWANDA**
- 1967 (1) Déclaration commune du président du Rwanda et du Premier ministre du Québec.
- 1982 (1) Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et la République du Rwanda en matière de droits de scolarité.
- SÉNÉGAL**
- 1980 (7) Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Sénégal en matière de droits de scolarité.
- SHAANXI**
- Voir Chine.
- SUISSE**
- Jura*
- 1983 (8) Entente intergouvernementale entre le Québec et la République du Canton du Jura.
- TOGO**
- 1980 (15) Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et l'ambassade de la République togolaise en matière de droits de scolarité.
- TUNISIE**
- 1981 (1) Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et l'ambassade de la République de Tunisie en matière de droits de scolarité.
- VÉNÉZUÉLA**
- 1980 (14) Accord en matière d'administration de la justice entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République du Venezuela.
- 1983 (6) Programme de coopération technique entre CORDIPLAN et la Délégation du gouvernement du Québec.
- 1983 (14) Programme de coopération éducative, technique et scientifique entre le Conseil national de la recherche scientifique et technique du Venezuela et le gouvernement du Québec.
- VERMONT**
- Voir États-Unis d'Amérique.
- WALLONIE**
- Voir Belgique.
- WISCONSIN**
- Voir États-Unis d'Amérique.
- ZAIRE**
- Voir Congo (Kinshasa).
- 1980 (4) Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République du Zaïre en matière de droits de scolarité.

ANNEXE V

## LISTE DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES IMPLANTÉES AU CANADA

Explication des symboles :

SIÈGE SOCIAL : QUE Province de Québec

ONT Province de l'Ontario

ALB Province de l'Alberta

CS Province de Colombie Britannique

BUREAU FILIALE : A Circonscription de Calgary

O Circonscription de Toronto

o Circonscription de Montréal

V Circonscription de Vancouver

NOM DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE	NOM DE SA FILIALE CANADIENNE	SIÈGE SOCIAL	BUREAU FILIALE
ABSORBA FRANCE	ABSORBA	QUE	
ACIERIES DE GENNEVILLIERS	ALFEX	QUE	O V
ACIR	SUNKISS THERMOREACTORS INC	QUE	
AEROSPATIALE	AEROSPATIALE	QUE	A V
AGENCE FRANCE PRESSE	AFP	QUE	
AIR FRANCE	AIR FRANCE	QUE	O V
AIR INDUSTRIE	PROCEDAIR	QUE	
AIR LIQUIDE	CANADIAN LIQUID AIR	QUE	O A V
ALICOR	TRAMAC EQUIPMENT	QUE	
ALLIBERT MANUTENTION	ALLIBERT INC.	QUE	O
ANDRÉ LAURENT	USINEX	QUE	
ANGENIEUX (PIERRE)	ANGENIEUX	ONT	
ANJOUX & CO SA	STE MAURER	QUE	
ANOFLEX	ANOFLEX CANADA	QUE	
ASS. GEN. DE FRANCE	INSURANCE GROUP OF CANADA	ALB	
	QUEST		
ATOCHEM	ATOCHEM CANADA LTD	ONT	
BANQUE INDOSUEZ	BANQUE INDOSUEZ	QUE	
BANQUE NATIONALE DE PARIS	BNP (CANADA) INC	QUE	O A V
BANQUE PARIS PAYS-BAS	PARIBAS BANK OF CANADA	ONT	A
BELIN INTERNATIONAL	BELIN CANADA INC	QUE	
BIC (SOCIÉTÉ)	BIC PEN OF CANADA	ONT	
BIJOUX STERN	BIJOUX STERN PARIS INC.	ONT	
BORDAS DUNOD GAUTHIER VIL- LARS	DIFFULVRE INC.	QUE	
BOURDON SA (ETS)	MANOUBOURDON	ONT	O
BRGM	SEREM INC.	QUE	O V
BRGM	PHOENIX GEOGRAPHICS	ONT	
BRIOCHE DORÉE	PARIS CROISSANT INC.	QUE	
CALIXTE SA	CALIXTE CHARCUTIERS INC.	QUE	
CARBONNE LORRAINE	CARBONNE LORRAINE CORP.	QUE	
CARTIER	CARTIER (LES MUST)	ONT	

NOM DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE	NOM DE SA FILIALE CANADIENNE	SIÈGE SOCIAL	BUREAU FILIALE
CAUSSADE SOLEILLOU	HERBIER DE PROVENCE	ONT	
CAZABAN & ASSOCIES	CAZABAN & ASSOCIES	QUE	
COF CHIMIE	COF CHIMIE CANADA	QUE	
CGE	CEGELEC ALSTHOM CANADA INC.	QUE	
CGE	BG CHECO INTERNATIONAL	QUE	
CGE	SOGEX INTERNATIONAL INC.	QUE	
CGE	NEYRFOR TURBODRILLING C <sup>o</sup> OF CANADA	ALB	
CGE	PROGRESS ELECTRIC LTD	ALB	
CGR (COMPAGNIE GÉNÉRALE DE RADIOLOGIE)	CGR	ALB	
CHARBONNAGES DE FRANCE	CHARBONNAGES DE FRANCE	C B	
CHAUSSON MAGNA INT.	THERMAG	ONT	
CHRISTIAN DIOR	CHRISTIAN DIOR CANADA	QUE	
CIFFREO & BONA	LA MAISON DU BRICOLEUR	QUE	
CLUB MÉDITERRANÉE	CLUB MED INC.	QUE	O V
COGEMA	SERU NUCLEAIRE CANADA	QUE	A
COINTREAU	COINTREAU CANADA	QUE	
COLAS	SINTRA	QUE	
COMASEC	COMASEC PRODUCTS LTD	ONT	
COMINDUS	NORTHERN LIFE INSURANCE CO	ONT	
CRASNIANSKI FRANCE	UNIKIS UNICAN	QUE	
CCF	CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE	QUE	
CRÉDIT DU NORD	CREDINORD GESTION	QUE	
CRÉDIT LYONNAIS	CRÉDIT LYONNAIS CANADA LTEE	QUE	O A
CREUSOT LOIRE	BRACE MUELLER HUNTLEY CANADA	ONT	
CREUSOT LOIRE	CREUSOT LOIRE TRACTION LTEE	QUE	
CRISTALLERIE D'ARQUES	J. G. DURAND INTERNATIONAL	QUE	O
DANZAS & CIE	DANZAS CANADA	QUE	O
DARGAUD	DARGAUD BRUNEL CANADA	QUE	
DAUPHIN OTA	URBAN OUTDOORS	QUE	
DAVAL (SACILOR SOLLAC)	TRANCOSTEEL CANADA LTEE	QUE	O
DEGREMONT SA	DEGREMONT INFILCO LTEE	QUE	O A
DELACHAUX	AFLEX	QUE	
DELACHAUX	INSUL-CORP. LTD	ONT	
DELTA DORE	DELTA DORE	QUE	
DEMEYERE SA	DEMEYERE INTERNATIONAL CANADA	QUE	
DIM SA	DIM ROSY	QUE	
DUBUIT (MACHINES)	UV CHROME INC	QUE	
DUHAMEL (LÉON)	DUMO SPORTS	QUE	
DUMEZ	DUMEZ CONSTRUCTIONS	QUE	
DUPUY COMPTON & ASSOC. (RL)	BCP PUBLICITE	QUE	
DUMESNIL SA (ETS)	DUMESNIL INC. (B)	QUE	O
ELF AQUITAINE	M & T CHEMICALS LTD	ONT	
ENTRELEC FRANCE	ENTRELEC CANADA	QUE	

NOM DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE	NOM DE SA FILIALE CANADIENNE	SIÈGE SOCIAL	BUREAU FILIALE
ENTREPOSE TP	UNIVERSAL PIPE LINE ENTER- PRISES	QUE	
ERLAB SA	HAUVILLE DFS INC.	ONT	
ESSILOR INTERNATIONAL	ESSILOR CANADA LTEE	QUE	O A
FAIVELEY	FAIVELEY CANADA	QUE	
FATTON	FATTON	QUE	
FERCO INTERNATIONAL	FERCO FERRURES de BATIMENT	QUE	
FERMETURE AILEE	ACME AILEE CO.	QUE	
FICHET BAUCHE	SECURITECH LTEE	QUE	
FINANCIERE ETERNIC SA	CAMPLAS INDUSTRIES	ONT	
FLAMMARION (ÉDITIONS)	FLAMMARION (ÉDITIONS)	QUE	
FOUCRAY FRANCE	FOUCRAY CANADA INC.	QUE	
FRANCE MARKETING INTERNATIO- NAL	MANZ BERTUCAT MARKETING INC.	QUE	
FRERES SUBTIL	TERRES NOIRES (STE DES)	QUE	
FREYSSINET INTERNATIONAL	FREYSSINET INC.	QUE	
FROMAGERIES BEL	FROMAGERIES BEL	QUE	
FULMEN FRANCE (Sté des ACCU- MULATEURS)	FULMEN CANADA INC.	QUE	
GAILLARD J.	GAILLARD INC.	QUE	
GALLIMARD (ÉDITIONS)	GALLIMARD (ÉDITIONS)	QUE	
GAN	GAN ASSURANCES	QUE	
GEISMAR	MODERN TRACT MACHINERY CANADA	ONT	
GEL 2000	LES SURGELES GEL 2000 INC	QUE	
GEOPHYSIQUE (GEN)	GEOTERREX LTD	ONT	O A
GEOREX SA	ARBOL ENERGY LTD	ALB	
GEOSERVICES INTERNATIONAL SA	GEOSERVICES NORTH AMERICA	ALB	
GFD (Sté GEN. FORAGE & DÉCOL- LETAGE)	SIDO (STE INDUSTRIELLE DE DÉCOLLETAGE & OUTILLAGE)	QUE	
GIVENCHY (PARFUMS)	GIVENCHY (PARFUMS)	ONT	
GRAND MARNIER	GRAND MARNIER CANADA	QUE	
GRANDS TRAVAUX DE MARSEILLE	JANIN CONSTRUCTION LTEE	QUE	
GROSFILLEX PLASTIQUES	GROSFILLEX INC.	ONT	
GRPE ANC. MUTUELLES	PROVINCES UNIES	QUE	
GUERLAIN	GUERLAIN CANADA	QUE	
QUINTOLI FRÈRES SA	DIVISION LAGACE	QUE	
HACHETTE	HACHETTE LIBRAIRIE	QUE	
HORIZAL	HORIZAL CANADA	ONT	
HOSPAL SA	HOSPAL CANADA LTEE	QUE	
HOUBIGANT (Les Parfums)	HOUBIGANT	QUE	
INFORMATECK SA	SYSTÈMES MÉDICAUX INFORMA- TECK	QUE	
INSTITUT RECHERCHES SERVIER	SERVIER CANADA INC.	QUE	
INSUL-CORP FRANCE	INSUL-CORP CANADA	ONT	

NOM DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE	NOM DE SA FILIALE CANADIENNE	SIÈGE SOCIAL	BUREAU FILIALE
JEAN D'ALBRET/ORLANE	JEAN D'ALBRET ORLANE CANADA	ONT	
JET SERVICES	JET SERVICES JST INC.	QUE	
JETTER SA	JETTER CANADA IMPORT/EXPORT Ltée	QUE	
JOUSSE	JOUSSE CANADA	QUE	
JULIN	JULIN CANADA	QUE	
JOUVEINAL	JOUVEINAL INC.	QUE	
KIS FRANCE	KIS CANADA	QUE	
KOROLEFF & CIE	KOROLEFFASTYLE DE FRANCE	QUE	
K. WAY	K. WAY CANADA INC.	QUE	
LABORATOIRES DU DR RENAUD	LABORATOIRES DU DR RENAUD INC.	QUE	
LAFARGE COPPEE	CANADA CEMENTS LAFARGE	QUE	O A V
LAFFONT (ÉDITIONS)	LAFFONT CANADA	QUE	
LAINIÈRE DE ROUBAIX	PROMAFIL CANADA LTEE	QUE	
LANDRY PLASTIQUE	MAGLAN PLASTICS	ONT	
LAROUSSE (ÉDITIONS)	ÉDITIONS FRANÇAISE INC.	QUE	
LA SURE LEPAGE	NAP GIGNAC	QUE	
LECTRA SYSTEMES SA	LECTRA SYSTEMES CANADA INC.	QUE	
LE DROFF CHEMINÉE (RICHARD)	LE DROFF CHEMINÉE (RICHARD) CANADA LTEE	QUE	
LEFRANC BOURGEOIS	LEFRANC BOURGEOIS CANADA	QUE	
LEROY (ETS. G.)	FOREX LEROY	QUE	
LEROY SOMER	MOTEURS LEROY SOMER CANADA LTD	QUE	O
LIBRAIRIE HATIER	LIBRAIRIE HATIER	QUE	
LIBRAIRIE MARCEL DIDIER	MARCEL DIDIER (ÉDITIONS) CANADA	QUE	
LIMAGRAIN	LIMAGRAIN CANADA INC.	QUE	
LINE	LINE CANADA MACHINES OUTILS	QUE	
LIVRE DE PARIS	LIVRE LOISIRS LTEE	QUE	
L'OREAL LANCOME	COSMAIR CANADA LTEE	QUE	O V
LOUIS DREYFUS & CIE	LOUIS DREYFUS CANADA LTD	MAN	O
LYONNAISE DES EAUX	INSPECTRONIC	QUE	
LYONNAISE DES EAUX	SLEE CANADA	QUE	
LYONNAISE DES EAUX	SONEXEAU INC.	QUE	
LONDON DIFFUSION SARL	1858-5141 QUÉBEC INC.	QUE	
MAJORETTE	MAJORETTE JOUETS	QUE	
MANUTAIR MOELLER FRANCE	MANUTAIR CANADA LTEE	QUE	
MARIE BRISARD FRANCE SA	MARIE BRISARD CANADA INC.	QUE	
MARTIN J. B.	MARTIN J. B. VELOURS	QUE	
MÉRIDIEN (STÉ DES HÔTELS)	MERIDIEN MONTREAL (HOTEL)	QUE	
MERLIN GERIN SA	MERLIN GERIN CANADA INC.	QUE	O

NOM DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE	NOM DE SA FILIALE CANADIENNE	SIÈGE SOCIAL	BUREAU FILIALE
MICHELIN	MICHELIN (Sté Canadienne des Pneus)	QUE	O A V
MINATOME SA	MINATCO LTD	ALB	
MOKTA (CF COGEMA)	AMOK LTD		
MONTENAY SA	MONTENAY INC.	QUE	
MONTUPET	CAE MONTUPET DIECAST LTD	ONT	
MOULINEX	MOULINEX CANADA LTD	ONT	
MUEL (SERRURES J.)	JJ MUEL CANADA INC.	QUE	
MULLER NOIROT	CONVECTAIR NMT	QUE	
MUR EBAL	MUR EBAL CANADA INC.	QUE	
MUTUELLE GEN. FRANCAISE	SODARCAN	QUE	
MUTUELLE DU MANS	NORMAN INSURANCE CO	ALB	
MUTUELLES UNIES	NORMAN INSURANCE CO	ALB	
MUTUELLE DE ROUEN	CIE D'ASS. PROVINCES UNIES	QUE	
NICOLL	CAN PLAS INDUSTRIES LTD	ONT	
NYCO	NYCONOR CORP.	QUE	
PAPETERIES BLANQUART	COMPLEXE PLUS INC.	QUE	
PAPETERIES DE LA SEINE	DONOHUE CO	QUE	
PAVAILLER SA	PAVAILLER CANADA INC.	QUE	
PECHINEY	TECHNOLOGIE PECHINEY LTEE	QUE	
PECHINEY	HOWMET THERMATHEC CANADA INC	QUE	
PECHINEY	INTSEL OF CANADA LTD	ONT	
PECHINEY	ABI (Aluminerie de Becancour Incorporée)	QUE	
PERMANENCE EUROPÉENNE	INTERPERSONNEL CLAUDE BOURG	QUE	
PETROREP SA	PETROREP CANADA LTD	ALB	
PEUGEOT (CITROEN)	PEUGEOT CANADA CHRYSLER LTEE	QUE	O V
PHILDAR	PHILDAR WOOL LTD	QUE	O
PIOT PNEUS	PNEUDIS INC.	QUE	
POMAGALSKI SA	CANAPOMA (POMALIFT)	QUE	
POTIER D'ÉTAİN (LE)	POTIER D'ÉTAİN (LE)	QUE	
PRÉSERVATRICE (LA)	PRÉVOYANTS DU CANADA (LES)	QUE	
PRESSES DE LA CITÉ	PRESSES DE LA CITÉ	QUE	
PROMECAM	PROMECAM INDUSTRIELLE INT.	QUE	
PROUVOST MASUREL	PROMAFIL CANADA	QUE	O A
PROVIDENCE (LA)	KANATA REINSURANCE CO	ONT	
QUILLET	MAISON DU LIVRE FRANCAIS DE MONTRÉAL	QUE	
QUO VADIS	QUO VADIS INTERNATIONAL	QUE	
RAUFAST SA	KICKERS CANADA INC.	QUE	
RAY MARJORY	RAY MARJORY CANADA	QUE	

NOM DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE	NOM DE SA FILIALE CANADIENNE	SIÈGE SOCIAL	BUREAU FILIALE
REMY MARTIN E. & CO	MAISON REMY & ASSOCIÉS	QUE	
RENAULT AUTOMOBILES	AMC-JEEP-RENAULT INC.	ONT	
	AMERICAN MOTORS CANADA LTD	ONT	
	CANADIAN FABRICATED PRODUCTS	ONT	
	HOLMES FOUNDRY LTD	ONT	
RENO EPC	WILLIAM HOUDE LTEE	QUE	
RHONE POULENC	MAY & BAKER CANADA INC.	ONT	O A
RHONE POULENC SANTE	RHONE POULENC PHARMA INC.	QUE	
ROBIN (AVIONS PIERRE)	ROBIN (AVIONS PIERRE) INC.	QUE	
RONDINAUD (ETS J.)	JEVA SALES SERVICES	QUE	
ROSSIGNOL (SKIS)	SKIS ROSSIGNOL CANADA LTEE	QUE	
ROUSSEL UCLAF	ROUSSEL CANADA	QUE	
ROUSSELOT	CANADA GLUE CO	ONT	
ROY (JULES)	J. RENÉ HEBERT	QUE	
SAFT CIPEL	SAFT BATTERIES	ONT	O
SAGATRANS	SAGATRANS CANADA INC.	QUE	O
SAINRAPT & BRICE	SABRICE LTEE	QUE	A
SALOMON	SALOMON	QUE	
SALOMON	SALOMON CANADA SPORTS	C B	
SANISOL FRANCE SARL	SANI MARC INC.	QUE	
SATAM	BENETT PUMPS CANADA LTD	ONT	
SATAV	SATAV CANADA TRANSPORT	QUE	
SAUR	AQUATECH	QUE	
SCAC TRANSPORTS SA	SCAC TRANSPORTS CANADA	QUE	O
SCOR	SCOR	ONT	
SEB INTERNATIONAL	SEB CANADA LTD	QUE	O
SERCEL SA	SERCEL ELECTRONICS OF CANADA	ALB	
SERMIA	MATERIEL SERMIA LTEE	QUE	
SEUIL (ÉDITIONS DU)	DIFFUSION DIMEDIA	QUE	
SEV MARCHAL	SEV CANADA	ONT	
SIPLAST	SIPLAST CANADA INC.	QUE	
SNCF	SNCF	QUE	V
SOCIÉTÉ DE FINANCEMENT INDUSTRIEL & AGRICOLE	PERCO LTEE	QUE	
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SA CANADA	QUE	O A V
SOCOTEX	SODARTEC	QUE	
SODEXHO SA	BOATEL CATERERS LTD	ALB	
SOGIL	SOGIL OVERSEAS INC.	ONT	
SOFICAL	BASTOS DU CANADA	QUE	
SOFRESID	ABBDL SOFRESID	QUE	
SOLYVENT	SOLYVENT CANADA	QUE	
SOPREMA	SOPREMA	QUE	
SOPROPRECHE FRANCE	SOPROPRECHE CANADA INC.	ONT	
SOTHYS SA	SOTHYS CANADA	QUE	
SOTHYS SA	SOTHYS WESTERN CANADA	C B	
SOUDX VINYL ALBIAS	SOUDX VINYL CANADA INC	QUE	
SKM KREMELIN	KREMELIN CANADA INC	ONT	

NOM DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE	NOM DE SA FILIALE CANADIENNE	SIÈGE SOCIAL	BUREAU FILIALE
TECHNIP	WRIGHT TEC INTEC	ALB	V
TECNOMA	TECNOMA CANADA	QUE	
TEFAL SEB	T-FAL/PROMOT ATLANTIQUE INC.	QUE	
TÉLÉMECANIQUE ÉLECTRIQUE	TELEMECANIQUE CANADA LTEE	QUE	O A
THOMSON CSF	THOMSON CSF CANADA	QUE	O
TIBURCE SA	DUCA CUIR INC.	QUE	
TISSEAU FRÈRES	DIFFUSION MODE FRANÇAISE LTEE	QUE	
TRADEX INTERNATIONAL	TRAMAC EQUIPMENT	QUE	
TUBIX SA	CUBIX INC.	ONT	
UNION DES ASSURANCES DE PARIS	UAP (LE GRPE COMMERCE)	QUE	
VALCKE & CIE	A. & G. VALCKE CANADA	QUE	
VALLOUREC	VAM PREMIUM CONNECTION LTD	ONT	
VALTON	PETIT BATEAU	QUE	
VEGLIA ED	INVOTEC INSTRUMENTS INC.	ONT	
VERITAS	BUREAU VERITAS	QUE	A
VICTOIRE/ABEILLE & LA PAIX	LA LAURENTIENNE - LA PRE- VOYANCE INSURANCE	QUE	
VUITTON	VUITTON	ONT	

(Source Guide des Affaires)  
Informations Canadiennes

n.b. — Cette liste est établie au mieux de nos informations, elle peut comporter des erreurs ou des omissions, depuis son établissement de nouvelles autorisations d'acquisition de sociétés ou de création de nouvelles sociétés ont été accordées par la FIRA à savoir en 1983-1984 (1<sup>er</sup> avril au 30 mars) : 16 acquisitions et 22 créations d'entreprises. De plus, depuis avril 1984 le nombre de ces sociétés continue à un rythme rapide, tels par exemple : CENTRE INGENIERIE INFORMATIQUE — BEGHIN SAY dans CASCADES — NOUVELLES FRONTIÈRES TOUR AVENTURE — TEISSEIRE FRANCE — COMEX — CONTINENTAL IMPORT/EXPORT — ETS LUREM — LUCIEN MARTIN/TOP TOUR... et plusieurs autres. Nous recommandons de se reporter au « Guide des Affaires », publié chaque année par la Chambre de Commerce France-Canada et qui comporte les adresses de ces sociétés.

## Annexe VI

## La liste des ententes internationales (1984)

## Adoption internationale

Entente en matière d'adoption internationale avec la République de Corée

Signature: 7 août 1984

## Droits de scolarité

Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Kenya en matière de droits de scolarité

Signature: 15 mars 1984

Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire en matière de droits de scolarité

Signature: 12 avril 1984

Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la Tunisie en matière de droits de scolarité

Signature: 25 avril 1984

Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire en matière de droits de scolarité

Signature: 10 mai 1984

Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Mauritanie en matière de droits de scolarité

Signature: 24 mai 1984

Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Haute-Volta en matière de droits de scolarité

Signature: 31 mai 1984

Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République du Cameroun en matière de droits de scolarité

Signature: 12 juin 1984

Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République de Guinée en matière de droits de scolarité

Signature: 15 juin 1984

Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République du Mali en matière de droits de scolarité

Signature: 18 juin 1984

Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Équateur en matière de droits de scolarité

Signature: 29 juin 1984

Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la Bolivie en matière de droits de scolarité

Signature: 4 juillet 1984

Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République fédérale islamique des Comores en matière de droits de scolarité

Signature: 14 juillet 1984

Échange de lettre entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Sénégal en matière de droits de scolarité

Signature: 30 juillet 1984

Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République du Zaïre en matière de droits de scolarité

Signature: 21 septembre 1984

Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République du Gabon en matière de droits de scolarité

Signature: 25 septembre 1984

Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la Colombie en matière de droits de scolarité

Signature: 17 octobre 1984

Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République du Tchad en matière de droits de scolarité

Signature: 27 février 1985

## Immatriculation automobile

Accord de réciprocité entre le gouvernement du Québec et l'État de la Virginie occidentale en matière d'immatriculation automobile

Signature: 25 avril 1984

Accord de réciprocité entre le gouvernement du Québec et l'État de la Louisiane en matière d'immatriculation automobile

Signature: 3 mai 1984

Accord de réciprocité entre le gouvernement du Québec et l'État de l'Indiana en matière d'immatriculation automobile

Signature: 22 mai 1984

Accord de réciprocité entre le gouvernement du Québec et l'État de la Caroline du Nord en matière d'immatriculation automobile

Signature: 12 juin 1984

Accord de réciprocité entre le gouvernement du Québec et l'État de la Caroline du Sud en matière d'immatriculation automobile

Signature: 27 juin 1984

Accord de réciprocité entre le gouvernement du Québec et l'État de la Floride en matière d'immatriculation automobile

Signature: 20 juillet 1984

Accord de réciprocité entre le gouvernement du Québec et l'État du Minnesota en matière d'immatriculation automobile

Signature: 16 octobre 1984

Accord de réciprocité entre le gouvernement du Québec et l'État du Michigan en matière d'immatriculation automobile

Signature: 16 octobre 1984

Accord de réciprocité entre le gouvernement du Québec et l'État de l'Orégon en matière d'immatriculation automobile

Signature: 31 octobre 1984

Accord de réciprocité entre le gouvernement du Québec et l'État du Nebraska en matière d'immatriculation automobile

Signature: 15 novembre 1984

#### Sécurité sociale

Avenant à l'Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française en matière de sécurité sociale du 12 février 1979

Signature: 5 septembre 1984

Procès-verbal des entretiens entre le Québec et la France en matière de sécurité sociale

Signature: 14 septembre 1984

Entente complémentaire en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République hellénique

Signature: 17 septembre 1984

#### Autres ententes

Protocole d'entente entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Québec pour la création d'une revue biomédicale

Signature: 17 mai 1984

Entente additionnelle à l'Entente sur la coopération culturelle du 24 novembre 1965, relative au Centre de coopération interuniversitaire franco-québécois

Signature: 17 mai 1984

Avenant à l'Entente franco-québécoise de 1979 en matière de télévision

Signature: 17 mai 1984

Entente entre le gouvernement du Québec et l'Exécutif de la Communauté française de Belgique relative à l'Agence Québec-Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse

Signature: 31 mai 1984

Entente Québec-Mexique en matière de coopération éducative et culturelle

Signature: 15 juin 1984

Entente de coopération en matière de santé entre le gouvernement du Québec et la Tunisie

Signature: 19 juin 1984

Convention entre le gouvernement du Québec et la République socialiste de Roumanie pour régler la coopération concernant les essais et inspections des chaudières et appareils sous pression

Signature: 5 juillet 1985

Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française concernant le jumelage du Parc national de Cévennes et du Parc national du Saguenay

Signature: 5 juillet 1984

Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Liban concernant l'accueil et la formation au Québec de résidents libanais en médecine

Signature: 20 juillet 1984

Procès-verbal d'une mission en Tunisie d'une délégation ministérielle du Québec

Signature: 30 novembre 1984 -

Entente concernant l'acquisition par la Direction générale des moyens d'enseignement (DGME) des droits en langue française au Canada pour les logiciels produits par le Scottish Micro-Electronic Development Project (SMDP)

Signature: 3 décembre 1984

## Annexe VI

## Liste des ententes internationales (1985)

## Droits de scolarité

Échange de lettres entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République du Tchad en matière de droits de scolarité

Signature: 27 février 1985

Avenant à l'entente de 1983 entre le gouvernement du Québec et la République du Niger en matière de droits de scolarité

Signature: 4 septembre 1985

## Immatriculation automobile

Accord de réciprocité entre le gouvernement du Québec et l'État du Kansas en matière d'immatriculation automobile

Signature: 13 juin 1985

Accord de réciprocité entre le gouvernement du Québec et l'État du Colorado en matière d'immatriculation automobile

Signature: 1<sup>er</sup> juillet 1985

Accord de réciprocité entre le gouvernement du Québec et l'État du Montana en matière d'immatriculation automobile

Signature: 31 juillet 1985

Accord de réciprocité entre le gouvernement du Québec et l'État de Washington en matière d'immatriculation automobile

Signature: 23 août 1985

## Sécurité sociale

Entente en matière de sécurité sociale entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la Barbade

Signature: 27 novembre 1985

## Autres ententes

Protocole d'entente sur la coopération financière franco-québécoise pour le développement des industries de la culture

Signature: 28 février 1985

Entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française relative au massif Petite-Rivière-Saint-François

Signature: 22 mai 1985

Entente entre la France et le Québec dans le domaine des droits des femmes

Signature: 24 mai 1985

Entente de réciprocité en matière d'échange de permis de conduire entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de la République française

Signature: 26 juin 1985

Accord de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de Tunisie relatif au système «OCTO PUCE»

Signature: 12 septembre 1985

Entente de coopération scientifique et technologique entre le gouvernement du Québec et l'Exécutif flamand

Signature: 24 septembre 1985

Entente créant un programme de bourse-crédit entre le Québec et l'Institut colombien du crédit éducatif et des études techniques à l'extérieur.

Signature: 2 novembre 1985

Protocole d'entente sur la coopération technique en recherches d'élevage de homards entre le gouvernement du Québec et la préfecture d'Akita et la ville d'Iwaki, Japon

Signature: 8 novembre 1985

Entente concernant un projet d'élevage de homards entre le gouvernement du Québec et la préfecture d'Akita et la ville d'Iwaki, Japon

Signature: 14 novembre 1985

Entente de coopération entre le Québec et le Burundi en matière d'éducation

Signature: 18 novembre 1985

## RÉSUMÉ

En rédigeant cette thèse, nous cherchions à répondre à quatre questions principales:

1- Le Parti québécois avait-il «une politique» à l'égard de la France advenant la réalisation de son option politique?

2- Y a-t-il eu essor, continuité ou diminution des relations France-Québec sous le gouvernement du Parti québécois?

3- Est-ce que le gouvernement du Parti québécois véhiculant une option politique souverainiste a changé les relations France-Québec?

4- Quelles répercussions ces relations ont-elles eu au plan des échanges commerciaux et de la coopération industrielle, universitaire et culturelle?

Pour répondre à ces quatre questions, nous nous sommes tout d'abord penché sur l'état des relations franco-québécoises à l'arrivée au pouvoir du Parti québécois le 15 novembre 1976. Nous avons examiné la politique qu'avait poursuivi, à l'égard de la France, les gouvernements de Jean Lesage, Daniel Johnson, Jean-Jacques Bertrand et Robert Bourassa. Une fois la trame de ces relations tissée, nous avons examiné les programmes politiques du Parti québécois de 1970 à 1985, afin de vérifier si le Parti québécois avait une politique étrangère à l'égard de la France.

Il faut se rappeler que l'arrivée au pouvoir du Parti québécois en 1976 avait jeté une douche d'eau froide sur tout le système politique canadien. Elle dévoilait aux yeux de tous les Canadiens que les revendications des Québécois n'étaient pas le fait d'une minorité qui pourraient être calmés par des souplesses au plan canadien, ou par la force, mais le fait d'une majorité de la population avec qui il faudrait dorénavant composer.

Certains, particulièrement au niveau fédéral, croyaient ou craignaient que le Parti québécois n'utilise la France et les relations France-Québec pour faire «l'indépendance» en obtenant par le biais de ce pays une reconnaissance internationale du Québec.

Qu'en a-t-il été exactement? Est-ce que le Parti québécois avait une telle stratégie? L'étude des programmes politiques du Parti québécois est révélatrice. Nous avons vu qu'aucun accent particulier n'avait été accordé à la France dans les programmes politiques du Parti

québécois. Ce sont davantage le Canada, les États-Unis et la Francophonie en général qui avaient été privilégiés advenant la souveraineté du Québec.

Dans ce contexte, nous avons cherché à connaître le déroulement des relations France-Québec de 1976 à 1985, afin de cerner la politique ou la stratégie du gouvernement du Parti québécois à l'égard de la France ainsi que la politique qu'avait poursuivie les gouvernements français et le gouvernement fédéral à l'endroit des relations franco-québécoises. Nous avons donc analysé chaque voyage de René Lévesque en France et chaque voyage des Premiers ministres français Raymond Barre, Pierre Mauroy et Laurent Fabius au Québec ainsi que les différents événements qui sont venus secouer cette période.

Nous avons vu que René Lévesque avait été reçu en France en 1977 avec des égards similaires à ceux d'un chef d'État. Le Président français Valéry Giscard d'Estaing définissait alors la politique qu'il entendait poursuivre à l'endroit du Québec par la formule de non indifférence à l'égard du Québec et de non ingérence dans la politique canadienne. Nous avons constaté que cette politique s'est avérée être un soutien inconditionnel à l'égard du Québec contre le gouvernement fédéral en ce qui a trait à sa participation au sein d'un éventuel sommet francophone; la France refusant de participer à un tel sommet tant que le Québec n'aurait pas trouvé satisfaction quant à la place qu'il y occuperait. C'est également lors de ce voyage qu'ont été institutionnalisées les rencontres annuelles des Premiers ministres.

Du 11 au 13 février 1979, le Premier ministre Raymond Barre effectuera sa première visite au Québec dans le cadre des rencontres annuelles des Premiers ministres. Un tournant économique sera donné à la coopération franco-québécoise.

Nous avons également vu que l'élection d'un gouvernement socialiste en France en 1980 n'avait pas modifié la politique française vis-à-vis du Québec, et cela en dépit des craintes du Parti québécois. Le gouvernement socialiste assumait l'héritage de ses prédécesseurs et apporta son appui au Québec, malgré la position qu'il avait adoptée en 1967 à la suite du «Vive le Québec

libre» du général de Gaulle, et malgré, l'échec de l'option du «oui» au référendum, la crise constitutionnelle, la crise interne au sein du Parti québécois et la politique de normalisation des relations franco-québécoises poursuivie en France par le gouvernement fédéral. Le gouvernement socialiste aura comme politique d'entretenir des relations normales avec le Canada et des relations privilégiées avec le Québec.

Chaque voyage de René Lévesque en France et chaque voyage des Premiers ministres français au Québec seront marqués par un événement important. La visite de René Lévesque en France du 3 au 5 novembre 1977 avait pour objectif de présenter son gouvernement et son option politique au gouvernement français et à institutionnaliser les rencontres annuelles des Premiers ministres; la visite de Raymond Barre au Québec du 11 au 13 février 1979 permettra de donner un tournant économique à la coopération franco-québécoise; le voyage de René Lévesque en France du 14 au 17 décembre 1980 aura pour objectif de s'assurer de la poursuite de l'appui de la France, en ce qui a trait à sa participation au sein d'un éventuel sommet francophone, à la suite de l'échec du référendum; la visite du Premier ministre Pierre Mauroy au Québec les 26 et 27 avril 1982 permettra de familiariser les socialistes à la question du Québec; le voyage de René Lévesque en France du 26 au 29 juin 1989 aura de nouveau pour objectif de s'assurer de l'appui des socialistes en ce qui a trait à sa participation au sein de la Francophonie, dans le contexte de la politique de normalisation des relations franco-québécoises menée en France par le gouvernement fédéral. La visite de Laurent Fabius au Québec du 7 au 10 novembre 1984 sera marquée par la décrispation des relations entre Paris-Québec-Ottawa. Brian Mulroney, élu le 4 septembre 1984 annoncera, lors d'un dîner offert en l'honneur du Premier ministre français, que le gouvernement fédéral «considère tout à fait normal et souhaitable que le gouvernement québécois maintienne avec la France des rapports que justifie l'identité culturelle du Québec.» Enfin, le voyage de René Lévesque en France du 23 au 25 mai 1985 sera interprété comme un

geste de reconnaissance, de la part de la France, à l'égard de l'homme politique, alors que tous savent qu'il va quitter la scène politique.

Nous en sommes venus à la conclusion que le gouvernement du Parti québécois n'avait pas de politique étrangère à l'égard de la France. Sa stratégie a reposé premièrement sur sa volonté de se faire connaître et de faire connaître son programme politique en France, particulièrement auprès des socialistes, d'y développer des liens et de rallier toute la classe politique française à la cause du Québec. Deuxièmement de s'assurer, dans le contexte de l'échec du référendum, de la crise constitutionnelle, de la crise interne au sein du Parti québécois et de l'état d'affaiblissement dans lequel il se trouvait par rapport au pouvoir fédéral, que ces relations étaient acquises, particulièrement au niveau de sa participation au sein d'un éventuel sommet francophone.

On peut donc dire que cette période a été caractérisée par un essor des relations France-Québec de 1976 à 1980. L'institutionnalisation des rencontres annuelles des Premiers ministres en 1977 en est la première illustration. Les différents voyages des Premiers ministres, les échanges ministériels entre les deux gouvernements, l'accueil chaleureux qu'a reçu René Lévesque en France et les positions prises par la France à l'endroit du Québec lors du référendum en font foi.

La période de 1980 à 1982 sera toutefois caractérisée par une période de flottement qui coïncidera avec l'échec du référendum et l'élection des socialistes en France traditionnellement moins familiers avec la question québécoise. Cette période se terminera toutefois de 1982 à 1985 par la continuité de la politique française à l'endroit du Québec. Le gouvernement socialiste assumera l'héritage politique de ces prédécesseurs et accordera son appui au Québec.

Au plan économique, on ne peut parler d'essor des relations franco-québécoises, même s'il y a eu nette amélioration des relations commerciales entre les deux pays et que de nombreux

efforts ont été faits ( stages, échanges, programme de jumelage d'entreprises, accords industriels, coopération universitaire ayant de possibles retombées économiques...) pour améliorer la coopération économique entre les deux pays. Malgré cela, la balance commerciale entre nos deux pays ne représente toujours qu'un pourcent du total de nos échanges commerciaux. La plus grande réussite de cette période aura, sans aucun doute, été l'investissement de \$ 9.2 milliards de dollars réalisé par l'entreprise française, Pechiney Ugine Kuhlman, en 1983, à Bécancour.

L'originalité du Parti québécois à l'endroit des relations France-Québec aura reposé sur son option politique. L'idée de l'indépendance du Québec aura soulevé les passions, tant au Québec qu'en France. Le Parti québécois aura permis, malgré les querelles de tapis rouges et de drapeaux avec le gouvernement fédéral qui ont caractérisé cette période, de rallier toute la classe politique française à la cause québécoise, de préserver les acquis du passé, de donner un tournant économique à la coopération entre les deux pays et d'asseoir le Québec à la table des Chefs d'État et de gouvernement ayant en commun l'usage du français. Le Parti québécois n'a pas changé les relations France-Québec. Il leur a donné une impulsion et a permis de ressusciter l'enthousiasme des débuts de cette coopération.